

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 1832

[C — 2000/21353]

**Arrêt n° 87/2000 du 5 juillet 2000**

Numéro du rôle : 1717

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 15 décembre 1998 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public et aux chômeurs mis au travail dans ce secteur, introduit par la Centrale générale des services publics.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, E. Cerexhe, A. Arts, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juin 1999 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 1999, la Centrale générale des services publics, dont les bureaux sont établis à 1000 Bruxelles, place Fontainas 9-11, a introduit un recours en annulation de la loi du 15 décembre 1998 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public et aux chômeurs mis au travail dans ce secteur (publiée au *Moniteur belge* du 29 janvier 1999).

### II. *La procédure*

Par ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 20 septembre 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 28 septembre 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 4 novembre 1999.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 10 décembre 1999.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 7 janvier 2000.

Par ordonnances du 30 novembre 1999 et du 31 mai 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 29 juin 2000 et 29 décembre 2000 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 24 mai 2000, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 14 juin 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 mai 2000.

Par ordonnance du 13 juin 2000, la Cour a constaté que le juge H. Coremans, légitimement empêché, est remplacé comme membre du siège par le juge M. Bossuyt.

A l'audience publique du 14 juin 2000 :

- ont comparu :

. Me M. Detry, avocat au barreau de Bruxelles, pour la Centrale générale des services publics;

. Me J.-L. Jaspar, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs P. Martens et E. De Groot ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *En droit*

#### *Position de la partie requérante*

A.1. La partie requérante, qui est une organisation syndicale représentative, soutient que la loi attaquée du 15 décembre 1998 viole les articles 10 et 11 de la Constitution, mis en rapport avec l'article 23 de la Constitution et avec l'article 7 de la Convention n° 151 de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), en ce que le législateur a rejeté un amendement qui proposait d'étendre l'obligation de négociation préalable, figurant à l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 1974, aux amendements aux projets de lois, décrets et ordonnances. Elle estime que ce rejet est discriminatoire en ce qu'il s'agit d'une mesure restrictive à l'égard des procédures de négociation. Le Parlement aurait ainsi permis au pouvoir exécutif de rendre inopérantes toutes les procédures de négociation en lui permettant d'agir par voie d'amendement.

#### *Position du Conseil des ministres*

A.2. Le Conseil des ministres soutient que le recours est irrecevable en ce que la partie requérante ne précise pas son étendue et s'attaque non à un texte de la loi mais à l'absence de celui-ci.

Subsidiairement, il soutient que le moyen unique est imprécis et qu'il n'indique pas par rapport à qui et en quoi la partie requérante serait discriminée. Il ajoute que le droit d'amendement découle de l'article 100 de la Constitution, que la loi attaquée laisse inchangé un système qui, en la matière, existe depuis 15 ans et que l'article 7 de la Convention n° 151 de l'O.I.T., qui dispose que des mesures appropriées aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être prises pour permettre la négociation des conditions d'emploi, ne peut être violé par une disposition inexistante.

*Mémoire en réponse de la partie requérante*

A.3. La partie requérante répond que la Cour a déjà admis qu'une discrimination puisse être causée par une abstention du législateur, que son moyen est suffisamment précis et que le motif du refus du législateur, à savoir le souci de ne pas ralentir le travail législatif, est déraisonnable puisqu'il revient à accepter que le statut syndical et le modèle de concertation sociale qu'il organise puissent être vidés de toute substance.

— B —

B.1. L'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités énumère les réglementations de base et définit les dispositions réglementaires, les mesures d'ordre intérieur et les directives qui ne peuvent être prises sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives, au sein des comités créés à cet effet.

B.2. Le paragraphe 2 du même article dispose :

« Le dépôt des projets de loi, de décret ou d'ordonnance concernant un des objets visés au paragraphe 1<sup>er</sup> est également précédé de la négociation prévue par cette disposition.

Au cas où le projet concerne également les entreprises publiques autonomes classées à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le comité en question demande l'avis de la Commission entreprises publiques visée à l'article 31 de la loi citée, avant d'entamer la négociation. »

B.3. Le projet de loi qui allait devenir la loi attaquée du 15 décembre 1998 prévoyait d'apporter à l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 1974 les modifications suivantes :

« 1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots 'projets de loi, de décret ou d'ordonnance' sont remplacés par les mots 'projets de loi, de décret ou d'ordonnance ainsi que les amendements à ces projets proposés par les Gouvernements, le Collège réuni de la Commission communautaire commune ou le Collège de la Commission communautaire française';

2° à l'alinéa 2, les mots 'le projet' sont remplacés par les mots 'le projet ou l'amendement'. »

B.4. Un amendement proposant de supprimer cette modification a été adopté, de telle sorte que l'article 2, § 2, est resté inchangé.

B.5. En demandant l'annulation de la loi du 15 décembre 1998, la partie requérante demande en réalité à la Cour de censurer le refus du législateur d'adopter le texte du projet initial qui modifiait l'article 2, § 2.

B.6. Il s'ensuit que le recours n'est pas dirigé contre une des normes dont la Cour peut connaître en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

B.7. Le recours est irrecevable.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 5 juillet 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 1832

[C — 2000/21353]

Arrest nr. 87/2000 van 5 juli 2000

Rolnummer 1717

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de wet van 15 december 1998 tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en van de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector en aan de in die sector tewerkgestelde werklozen, ingesteld door de Algemene Centrale der Openbare Diensten.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, E. Cerexhe, A. Arts, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

*I. Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 juni 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 1999, heeft de Algemene Centrale der Openbare Diensten, met kantoren te 1000 Brussel, Fontainasplein 9-11, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 15 december 1998 tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en van de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector en aan de in die sector tewerkgestelde werklozen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 januari 1999).

*II. De rechtspleging*

Bij beschikking van 1 juli 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 20 september 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 september 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend, bij op 4 november 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 10 december 1999 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 7 januari 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 30 november 1999 en 31 mei 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 29 juni 2000 en 29 december 2000.

Bij beschikking van 24 mei 2000 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 14 juni 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 mei 2000 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 13 juni 2000 heeft het Hof vastgesteld dat rechter H. Coremans, wettig verhinderd, als lid van de zetel vervangen is door rechter M. Bossuyt.

Op de openbare terechtzitting van 14 juni 2000 :

- zijn verschenen :

. Mr. M. Detry, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Algemene Centrale der Openbare Diensten;

. Mr. J.-L. Jaspar, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en E. De Groot verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

*Standpunt van de verzoekende partij*

A.1. De verzoekende partij, die een representatieve vakbondsorganisatie is, beweert dat de aangevochten wet van 15 december 1998 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in verband gebracht met artikel 23 van de Grondwet en artikel 7 van het Verdrag nr. 151 van de Internationale Arbeidsorganisatie (I.A.O.), schendt doordat de wetgever een amendement heeft verworpen waarin werd voorgesteld de verplichting tot voorafgaande onderhandeling waarin artikel 2, § 2, van de wet van 19 december 1974 voorziet, uit te breiden tot de amendementen op ontwerpen van wetten, decreten en ordonnanties. Zij is van mening dat die verwerping discriminerend is omdat het gaat om een beperkende maatregel ten aanzien van de onderhandelingsprocedures. Het Parlement zou op die manier de uitvoerende macht in staat hebben gesteld alle onderhandelingsprocedures onwerkzaam te maken door haar toe te staan op te treden bij wege van amendementen.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.2. De Ministerraad beweert dat het beroep niet ontvankelijk is doordat de verzoekende partij de omvang ervan niet preciseerd en niet een wettekst aanvecht maar wel het ontbreken ervan.

Subsidiair beweert hij dat het enige middel onduidelijk is en niet aangeeft ten opzichte van wie en op welke manier de verzoekende partij zou worden gediscrimineerd. Hij voegt eraan toe dat het amendementsrecht voortvloeit uit artikel 100 van de Grondwet, dat de aangevochten wet ter zake een systeem dat sedert 15 jaar bestaat onveranderd laat en dat artikel 7 van het Verdrag nr. 151 van de I.A.O., dat bepaalt dat, waar nodig, aan de nationale omstandigheden aangepaste maatregelen moeten worden genomen om te kunnen onderhandelen over arbeidsvoorwaarden, niet kan worden geschonden door een bepaling die niet bestaat.

*Memorie van antwoord van de verzoekende partij*

A.3. De verzoekende partij antwoordt dat het Hof reeds heeft aanvaard dat een discriminatie zou kunnen worden veroorzaakt door een stilzwijgen van de wetgever, dat haar middel voldoende duidelijk is en dat de beweegreden voor de weigering van de wetgever, namelijk de zorg om het wetgevend werk niet te vertragen, onredelijk is vermits het erop neerkomt te aanvaarden dat het vakbondsstatuut en het model voor sociaal overleg dat erin wordt georganiseerd, volkomen zouden kunnen worden uitgehold.

— B —

B.1. In artikel 2, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel worden de grondregelingen opgesomd en de verordeningsbepalingen, het huishoudelijk reglement en de richtlijnen gedefinieerd die slechts na voorafgaande onderhandeling met de representatieve vakorganisaties kunnen worden genomen in de daartoe opgerichte comités.

B.2. Paragraaf 2 van hetzelfde artikel bepaalt :

« Vooraleer wetsontwerpen of ontwerpen van decreet of van ordonnantie betreffende een van de in § 1 bedoelde aangelegenheden worden ingediend, wordt ook onderhandeld overeenkomstig deze bepaling.

Ingeval het ontwerp eveneens betrekking heeft op de autonome overheidsbedrijven gerangschikt in artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wint het betrokken comité het advies in van het Comité Overheidsbedrijven bedoeld in artikel 31 van vernoemde wet, vooraleer met de onderhandeling aan te vatten. »

B.3. In het wetsontwerp dat de aangevochten wet van 15 december 1998 zou worden, werd bepaald dat in artikel 2, § 2, van de wet van 19 december 1974 de volgende wijzigingen dienden te worden aangebracht :

« 1° in het eerste lid worden de woorden 'wetsontwerpen of ontwerpen van decreet of van ordonnantie' vervangen door de woorden 'wetsontwerpen of ontwerpen van decreet of van ordonnantie alsmede de amendementen op die ontwerpen voorgesteld door de Regeringen, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of het College van de Franse Gemeenschapscommissie';

2° in het tweede lid worden de woorden 'het ontwerp' vervangen door de woorden 'het ontwerp of het amendement'. »

B.4. Er werd een amendement aangenomen waarin werd voorgesteld die wijziging te schrappen, zodat artikel 2, § 2, onveranderd is gebleven.

B.5. Door de vernietiging van de wet van 15 december 1998 te vorderen, vraagt de verzoekende partij in feite aan het Hof de weigering van de wetgever om de tekst van het oorspronkelijke ontwerp dat artikel 2, § 2, wijzigde, aan te nemen, te censureren.

B.6. Daaruit volgt dat het beroep niet gericht is tegen één van de normen waarvan het Hof op grond van artikel 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof kennis kan nemen.

B.7. Het beroep is niet ontvankelijk.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 5 juli 2000.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 2000 — 1832

[C – 2000/21353]

### Urteil Nr. 87/2000 vom 5. Juli 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1717

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 15. Dezember 1998 zur Abänderung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, und des Gesetzes vom 1. September 1980 bezüglich der Gewährung und Auszahlung einer Gewerkschaftsprämie an gewisse Bedienstete des öffentlichen Sektors und an die in diesem Sektor beschäftigten Arbeitslosen, erhoben von der « Centrale générale des services publics ».

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, E. Cerehe, A. Arts, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Juni 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die « Centrale générale des services publics », mit Sitz in 1000 Brüssel, place Fontainas 9/11, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 15. Dezember 1998 zur Abänderung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, und des Gesetzes vom 1. September 1980 bezüglich der Gewährung und Auszahlung einer Gewerkschaftsprämie an gewisse Bedienstete des öffentlichen Sektors und an die in diesem Sektor beschäftigten Arbeitslosen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Januar 1999).

#### II. Verfahren

Durch Anordnung vom 1. Juli 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 20. September 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. September 1999.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 4. November 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 10. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 7. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidernschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 30. November 1999 und vom 31. Mai 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 29. Juni 2000 bzw. 29. Dezember 2000 verlängert.

Durch Anordnung vom 24. Mai 2000 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 14. Juni 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 24. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 13. Juni 2000 hat der Hof festgestellt, daß der gesetzmäßig verhinderte Richter H. Coremans als Mitglied der Besetzung durch den Richter M. Bossuyt ersetzt wird.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 14. Juni 2000

- erschienen

. RAin M. Detry, in Brüssel zugelassen, für die « Centrale générale des services publics »,

. RA J.-L. Jaspas, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter P. Martens und E. De Groot Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

*Standpunkt der klagenden Partei*

A.1. Die klagende Partei, die eine repräsentative Gewerkschaftsorganisation ist, behauptet, daß das angefochtene Gesetz vom 15. Dezember 1998 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 23 der Verfassung sowie mit Artikel 7 des Übereinkommens der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) Nr. 151 verstoße, indem der Gesetzgeber einen Abänderungsantrag zurückgewiesen habe, in dem vorgeschlagen worden sei, die Verpflichtung zur vorherigen Verhandlung, die in Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 vorgesehen sei, auf die Abänderungsanträge in bezug auf Entwürfe von Gesetzen, Dekreten und Ordonnanzen auszudehnen. Sie ist der Meinung, daß diese Zurückweisung diskriminierend sei, weil es sich um eine einschränkende Maßnahme hinsichtlich der Verhandlungsverfahren handele. Das Parlament habe auf diese Art und Weise die ausführende Gewalt in die Lage versetzt, alle Verhandlungsverfahren wirkungslos zu machen, indem sie es ihr erlaubt habe, im Wege von Abänderungsanträgen vorzugehen.

*Standpunkt des Ministerrats*

A.2. Der Ministerrat behauptet, daß die Klage unzulässig sei, da die klagende Partei den Umfang der Klage nicht angebe und nicht einen Gesetzestext anfechte, sondern das Nichtvorhandensein eines Gesetzestextes.

Hilfsweise behauptet er, daß der einzige Klagegrund nicht präzise sei und nicht angebe, im Verhältnis zu wem und auf welche Art und Weise die klagende Partei diskriminiert werden solle. Er fügt hinzu, daß sich das Abänderungsrecht aus Artikel 100 der Verfassung ergebe, daß das angefochtene Gesetz diesbezüglich ein seit 15 Jahren existierendes System unberührt lasse und daß Artikel 7 des ILO-Übereinkommens Nr. 151, der bestimme, daß, soweit erforderlich, den innerstaatlichen Verhältnissen entsprechende Maßnahmen zu treffen seien, damit die Aushandlung von Beschäftigungsbedingungen ermöglicht wird, durch eine inexistente Bestimmung nicht verletzt werden könne.

*Erwiderungsschriftsatz der klagenden Partei*

A.3. Die klagende Partei erwidert, daß der Hof bereits angenommen habe, daß eine Diskriminierung durch ein Stillschweigen des Gesetzgebers herbeigeführt werden könnte, daß ihr Klagegrund ausreichend präzise sei, und daß der Beweggrund für die Ablehnung des Gesetzgebers, und zwar das Bemühen, die gesetzgeberische Arbeit nicht zu verzögern, unangemessen sei, weil er darauf hinauslaufe hinzunehmen, daß das Gewerkschaftsstatut und das Modell der darin organisierten Sozialverhandlung völlig ausgehöhlt werden könnten.

— B —

B.1. In Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, werden die Grundregelungen aufgeführt und die Verordnungsbestimmungen, die Geschäftsordnung und die Richtlinien definiert, die erst nach vorheriger Verhandlung mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen in den zu diesem Zweck eingesetzten Ausschüssen angenommen werden können.

B.2. Paragraph 2 desselben Artikels bestimmt:

« Bevor Gesetzes-, Dekrets- oder Ordonnanzentwürfe bezüglich einer der in § 1 genannten Angelegenheiten eingereicht werden, wird auch gemäß dieser Bestimmung verhandelt.

Falls der Entwurf sich auch auf die autonomen öffentlich-rechtlichen Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 4 des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen bezieht, holt der betreffende Ausschuß das Gutachten des Ausschusses für die öffentlich-rechtlichen Unternehmen im Sinne von Artikel 31 des vorgenannten Gesetzes ein, ehe die Verhandlung in Angriff genommen wird. »

B.3. Im Gesetzesentwurf, aus dem das angefochtene Gesetz vom 15. Dezember 1998 hervorgegangen ist, wurde bestimmt, daß in Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 folgende Änderungen anzubringen sind:

« 1. in Absatz 1 wird die Wortfolge 'Gesetzes-, Dekrets- oder Ordonnanzentwürfe' ersetzt durch die Wortfolge 'Gesetzes-, Dekrets- oder Ordonnanzentwürfe sowie die Abänderungsanträge bezüglich dieser Entwürfe, die von den Regierungen, dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission oder dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission vorgeschlagen werden';

2. in Absatz 2 wird die Wortfolge 'der Entwurf' ersetzt durch die Wortfolge 'der Entwurf oder der Abänderungsantrag'. »

B.4. Es wurde ein Abänderungsantrag angenommen, in dem vorgeschlagen wurde, diese Änderung zu streichen, so daß Artikel 2 § 2 unverändert geblieben ist.

B.5. Durch die Beantragung der Nichtigerklärung des Gesetzes vom 15. Dezember 1998 bittet die klagende Partei eigentlich den Hof, die Ablehnung seitens des Gesetzgebers, den Text des ursprünglichen Entwurfs, der Artikel 2 § 2 abänderte, anzunehmen zu rügen.

B.6. Daraus ergibt sich, daß die Klage sich nicht gegen eine der Rechtsnormen richtet, über die der Hof aufgrund von Artikel 1 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof befinden kann.

B.7. Die Klage ist unzulässig.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 5. Juli 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2000 — 1833

[S - C - 2000/11316]

17 JULI 2000. — Wet tot bepaling van de voorwaarden waaronder de plaatselijke overheden een financiële bijstand kunnen genieten van de Staat in het kader van het stedelijk beleid (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In deze wet dient te worden verstaan onder de plaatselijke overheden: de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

**Art. 3.** De Koning wijst, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de plaatselijke overheden aan waaraan, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, een financiële tegemoetkoming kan worden toegekend, bestemd voor de uitvoering van opdrachten toegewezen door de federale overheid binnen de grenzen van haar bevoegdheden, onder meer op het vlak van maatschappelijke integratie, tewerkstelling, bestrijding van de stedelijke criminaliteit en projecten die onder de bevoegdheid vallen van de Regie der Gebouwen.

**Art. 4.** De in artikel 3 bedoelde opdrachten maken het voorwerp uit van een overeenkomst tussen de federale Staat en de door de Koning aangewezen plaatselijke overheid.

De overeenkomst bepaalt onder meer :

- de opdrachten toevertrouwd aan de plaatselijke overheid;
- de te bereiken resultaten;
- de verantwoordelijke van het project binnen de plaatselijke overheid;
- de diensten aangewezen door de federale Staat om na te gaan of de vastgestelde doelstellingen nageleefd worden.

Zij kan voorzien in de toekenning door de Koning van een subsidie ten gunste van één of meerdere verenigingen die inzonderheid in de betrokken sectoren werkzaam zijn.

Zij wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Ministerraad.

**Art. 5.** Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen of bepalingen waarin de overeenkomst bedoeld in artikel 4, eerste lid, voorziet, staat de minister belast met het Grootstedenbeleid in voor de uitkering van de financiële tegemoetkoming aan de plaatselijke overheid waarmee een overeenkomst, zoals bedoeld in artikel 4, gesloten werd.

Deze financiële tegemoetkoming valt ten laste van de specifieke basisallocaties die ingeschreven zijn op de algemene uitgavenbegroting.

**Art. 6.** De in artikel 5 bedoelde financiële tegemoetkoming wordt in meerdere schijven uitgekeerd.

De eerste schijf stemt overeen met vijftig procent van het totale bedrag dat krachtens de overeenkomst aan de plaatselijke overheid wordt toegekend en wordt zo spoedig mogelijk na de inwerkingtreding van de overeenkomst uitgekeerd.

Het saldo wordt uitgekeerd in opeenvolgende schijven op grond van de schuldvorderingen die door de plaatselijke overheid worden opgesteld in functie van de uitgaven die zij heeft verricht.

Elke schuldvordering is vergezeld van een verslag dat uitdrukkelijk aantoont dat de door de plaatselijke overheid verrichte uitgaven betrekking hebben op de initiatieven bedoeld in de overeenkomst.

Deze bepalingen gelden onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen of bepalingen waarin de overeenkomst bedoeld in artikel 4, eerste lid, voorziet.

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 2000 — 1833

[S - C - 2000/11316]

17 JUILLET 2000. — Loi déterminant les conditions auxquelles les autorités locales peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat dans le cadre de la politique urbaine (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans la présente loi, il convient d'entendre par les autorités locales: les communes et les centres publics d'aide sociale.

**Art. 3.** Le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les autorités locales auxquelles il peut être octroyé, dans les limites des crédits disponibles, une allocation, destinée à l'accomplissement de missions attribuées par l'autorité fédérale dans les limites de ses compétences, notamment en matière d'intégration sociale, d'emploi, de lutte contre la criminalité urbaine et de projets relevant de la Régie des Bâtiments.

**Art. 4.** Les missions visées à l'article 3 font l'objet d'une convention conclue entre l'Etat fédéral et l'autorité locale désignée par le Roi.

La convention définit notamment :

- les missions confiées à l'autorité locale;
- les objectifs à atteindre;
- le responsable du projet au sein de l'autorité locale;
- les services que l'État fédéral désigne en vue de s'assurer du respect des objectifs définis.

Elle peut prévoir l'octroi, par le Roi, d'une subvention en faveur d'une ou plusieurs associations œuvrant notamment dans les secteurs concernés.

Elle est soumise à l'approbation du Conseil des ministres.

**Art. 5.** Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, ou de dispositions prévues dans la convention visée à l'article 4, le ministre chargé de la Politique des grandes villes assure la liquidation de l'allocation à l'autorité locale avec laquelle a été conclue une convention visée à l'article 4.

L'allocation est à charge des allocations de base spécifiques inscrites au budget général des dépenses.

**Art. 6.** L'allocation visée à l'article 5 est liquidée en plusieurs tranches.

La première tranche, égale à cinquante pour cent du montant total alloué à l'autorité locale en vertu de la convention, est liquidée dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur de celle-ci.

Le solde est liquidé par tranches successives sur base de déclarations de créances établies par l'autorité locale en fonction des dépenses réalisées.

Chaque déclaration de créance est accompagnée d'un rapport établissant le lien entre les dépenses réalisées par l'autorité locale et les initiatives visées par la convention.

Ces dispositions sont d'application sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, ou de dispositions prévues dans la convention visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** Een evaluatie van deze wet zal worden gemaakt en voorgelegd aan de Wetgevende Kamers voor het einde van het tweede jaar volgend op de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 8.** De besluiten genomen in uitvoering van deze wet worden vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 juli 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,  
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, afwezig :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
belast met het Grootstedenbeleid,  
Ch. PIQUÉ

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landbouw en Middenstand,  
J. GABRIELS

Nota

(1) *Gewone zitting 1999-2000.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp, nr. 585/1. — Amendementen, nrs. 585/2 en. — Verslag, nr. 585/4. — Tekst aangenomen door de Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke hernieuwing, nr. 585/5. — Amendementen, nrs. 585/6 en 7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 585/8.

*Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers.* — Vergadering van 31 mei 2000.

Senaat

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-456/1. — Amendementen, nr. 2-456/2. — Verslag, nr. 2-456/3. — Tekst aangenomen, nr. 2-456/4. — Amendementen, nr. 2-456/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-456/6.

*Parlementaire Handelingen.* — Vergadering van 29 juni 2000.

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 2000 — 1834

[C — 2000/03432]

**19 JULI 2000.** — Wet tot wijziging van de artikelen 34, § 1, en 39 van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 34, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het 1° wordt vervangen als volgt :

“1° pensioenen en lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede als zodanig geldende toelagen, die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een beroeps werkzaamheid;”

B) een punt 1°bis invoegen, luidende :

« 1°bis. pensioenen en lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede als zodanig geldende toelagen, die het gehele of gedeeltelijke herstel van een bestendige derving van winst, bezoldigingen of baten uitmaken. »

**Art. 7.** Une évaluation de la présente loi sera réalisée et présentée aux Chambres législatives avant le terme de la deuxième année qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Les arrêtés pris en exécution de la présente loi sont délibérés en Conseil des ministres.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Pour le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,  
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale, absent :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,  
chargé de la Politique des grandes villes,  
Ch. PICQUÉ

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,  
J. GABRIELS

Note

(1) *Session ordinaire 1999-2000.*

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 585/1. — Amendements, n°s 585/2 et 3. — Rapport, n° 585/4. — Texte adapté par la Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société, n° 585/5. — Amendements, n°s 585/6 et 7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 585/8.

*Annales de la Chambre des représentants.* — Séance du 31 mai 2000.

Sénat

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2-456/1. — Amendements, n° 2-456/2. — Rapport, n° 2-456/3. — Texte adopté, n° 2-456/4. — Amendements, n° 2-456/5. — Décision de ne pas amender, n° 2-456/6.

*Annales parlementaires.* — Séance du 29 juin 2000.

## MINISTERE DES FINANCES

F. 2000 — 1834

[C — 2000/03432]

**19 JUILLET 2000.** — Loi visant à modifier les articles 34, § 1<sup>er</sup>, et 39 du Code des impôts sur les revenus (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 34, § 1<sup>er</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 1° est remplacé par ce qui suit :

“1° les pensions et les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu, qui se rattachent directement ou indirectement à une activité professionnelle;”

B) insérer un point 1°bis, rédigé comme suit :

« 1°bis. les pensions et les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu, qui constituent la réparation totale ou partielle d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits. »

**Art. 3.** In artikel 39 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst § 2 zal vormen, wordt een § 1 ingevoegd, luidende :

« § 1. De in artikel 34, § 1, 1<sup>o</sup>, vermelde pensioenen, lijfrenten of tijdelijke renten en als zodanig geldende toelagen, die zijn toegekend in geval van blijvende ongeschiktheid met toepassing van de wetgeving op de arbeidsongevallen of beroepsziekten, zijn vrijgesteld in de mate waarin ze geen herstel van een bestendige derving van winst, bezoldigingen of baten uitmaken.

Worden inzonderheid geacht geen herstel uit te maken van een dergelijke derving, de pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen vermeld in het vorige lid die zijn toegekend hetzij ingevolge een arbeidsongeval of een beroepsziekte die een invaliditeitsgraad tot gevolg hebben die niet meer bedraagt dan 20 %, hetzij als aanvulling op een rust- of overlevingspensioen.

In de gevallen die niet zijn bedoeld in het tweede lid, worden de in het eerste lid vermelde pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen, behoudens tegenbewijs, geacht geen herstel van een bestendige derving van winst, bezoldigingen of baten uit te maken ten belope van het deel dat overeenstemt met de totale vergoeding vermenigvuldigd met een breuk met als teller 20 % en met als noemer de invaliditeitsgraad uitgedrukt in procent. »

**Art. 4.** § 1. Deze wet heeft uitwerking vanaf aanslagjaar 1999.

§ 2. Wanneer de administratie ervan in kennis wordt gesteld of vaststelt dat voor aanslagjaar 1999 een aanslag is gevestigd die in strijd is met de bepalingen van artikel 3 van deze wet, wordt de daarmee overeenstemmende rechtzetting via het kohier uitgevoerd.

Voor deze rechtzetting zijn de bepalingen van de artikelen 346 tot 354 en 358 van hetzelfde Wetboek niet van toepassing.

§ 3. In de mate dat een bezwaarschrift ingediend voor aanslagjaar 1999 betrekking heeft op de aangelegenheid als bedoeld in artikel 3 van deze wet, moet de bevoegde directeur der belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar geen uitspraak doen over de desbetreffende grieven op voorwaarde dat de rechtzetting van de bestreden aanslag overeenkomstig § 2 is uitgevoerd. Indien de belastingplichtige die rechtzetting niet betwist binnen een termijn van drie maanden vanaf de kennisgeving van de rechtzetting, wordt hij geacht af te zien van de voornoemde grieven. Bij betwisting van de rechtzetting wordt die betwisting toegevoegd aan het bestaande bezwaarschrift.

Wanneer over een bezwaarschrift als bedoeld in het eerste lid reeds definitief is beslist zonder toepassing van artikel 3 van deze wet, wordt eveneens een rechtzetting uitgevoerd overeenkomstig § 2.

§ 4. De terugbetaling verleend ten gevolge van een rechtzetting uitgevoerd overeenkomstig § 2, levert moratoriumintresten op overeenkomstig artikel 418 van hetzelfde Wetboek, tenzij deze intresten minder dan 200 frank per maand bedragen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgische Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlemenaire stukken.* — Wetsvoorstel van de heren Demotte en Arens, nr. 1408-1. — Amendementen, nrs. 1408-2 en 3. — Verslag namens de Commissie voor de Financiën en de Begroting, nr. 1408-4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1408-5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1408-6.

*Parlementaire Handelingen.* — Vergaderingen van 21 en 22 april 1999.

Senaat.

*Parlemenaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1389-1.

**Art. 3.** Dans l'article 39 du même Code, dont le texte actuel formera le § 2, il est inséré un § 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les pensions, les rentes viagères ou temporaires et les allocations en tenant lieu visées à l'article 34, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, qui sont attribuées en cas d'incapacité permanente en application de la législation sur les accidents du travail ou les maladies professionnelles, sont exonérées dans la mesure où elles ne constituent pas la réparation d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits.

Ne sont notamment pas censées constituer la réparation d'une telle perte, les pensions, rentes ou allocations en tenant lieu visées à l'alinéa précédent qui sont octroyées soit en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ayant entraîné un degré d'invalidité n'excédant pas 20 % soit en complément à une pension de retraite ou de survie.

Dans les cas qui ne sont pas visés à l'alinéa 2, les pensions, rentes et allocations en tenant lieu visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont pas, sauf preuve contraire, censées constituer la réparation d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits, à concurrence de la quotité qui correspond à l'indemnité totale multipliée par une fraction dont le numérateur est égal à 20 % et le dénominateur au degré d'invalidité exprimé en pour cent. »

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La présente loi produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1999.

§ 2. Lorsqu'il est porté à la connaissance de l'administration ou que celle-ci constate qu'une imposition a été établie, pour l'exercice d'imposition 1999, en contradiction avec les dispositions de l'article 3 de la présente loi, la rectification y afférente est effectuée par voie de rôle.

Les dispositions des articles 346 à 354 et 358 du même Code ne sont pas applicables à cette rectification.

§ 3. Dans la mesure où une réclamation introduite pour l'exercice d'imposition 1999 a trait à la matière visée à l'article 3 de la présente loi, le directeur des contributions ou le fonctionnaire délégué par lui ne doit pas statuer sur les griefs y afférents à condition que la rectification de l'imposition contestée soit effectuée conformément au § 2. Si le contribuable ne conteste pas cette rectification dans un délai de trois mois à partir de la notification de la rectification, il est censé renoncer aux griefs précités. En cas de contestation de la rectification, cette contestation est ajoutée à la réclamation existante.

Lorsqu'une réclamation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> a déjà fait l'objet d'une décision définitive sans qu'il soit fait application de l'article 3 de la présente loi, une rectification est également effectuée conformément au § 2.

§ 4. Le remboursement accordé à la suite d'une rectification effectuée conformément au § 2, donne droit à des intérêts moratoires, conformément à l'article 418 du même Code, à moins que ces intérêts n'atteignent pas 200 francs par mois.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Note

(1) *Session 1998-1999.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi de MM. Demotte et Arens, n° 1408-1. — Amendements, n°s 1408-2 et 3. — Rapport fait au nom de la Commission des Finances et du Budget, n° 1408-4. — Texte adopté par la Commission, n° 1408-5. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1408-6.

*Annales parlementaires.* — Séances des 21 et 22 avril 1999.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1389-1.



*Zitting 1999-2000.*

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer tijdens de vorige zittingsperiode en van verval ontheven, nr. 2-286-1. — Amendementen, nrs. 2-286-2 en 3. — Verslag namens de Commissie voor de Financiën en de Economische aangelegenheden, nr. 2-286-4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 2-286-5. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-286-6.

*Parlemenaire stukken.* — Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie, nrs. 82-6 en 8.

*Parlementaire Handelingen.* — Vergaderingen van 21 en 22 juni 2000. Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlemenaire stukken.* — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 50 0746/1. — Amendement, nr. 50 0746/2. — Verslag namens de Commissie voor de Financiën en de Begroting, nr. 50 0746/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Vergadering van 6 juli 2000.

*Session 1999-2000.*

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre sous la législature précédente et relevé de caducité, n° 2-286-1. — Amendements, n°s 2-286-2 et 3. — Rapport fait au nom de la Commission des Finances et des Affaires économiques, n° 2-286-4. — Texte adopté par la Commission, n° 2-286-5. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-286-6.

*Documents parlementaires.* — Décisions de la Commission de concertation, n°s 82-6 et 8.

*Annales parlementaires.* — Séances des 21 et 22 juin 2000. Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Projet amendé par le Sénat, n° 50 0746/001. — Amendement, n° 50 0746/002. — Rapport fait au nom de la Commission des Finances et du Budget, n° 50 0746/003.

*Annales parlementaires.* — Séance du 6 juillet 2000.

N. 2000 — 1835

[C — 2000/03412]

**19 JULI 2000. — Koninklijk besluit tot vastlegging van het model van het aangifteformulier inzake rechtspersonenbelasting voor het aanslagjaar 2000 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 307, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 en bij de wet van 15 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat :

— het model van het aangifteformulier inzake rechtspersonenbelasting voor het aanslagjaar 2000 zo spoedig mogelijk moet worden vastgelegd teneinde de vestiging en de invordering van die belasting niet te vertragen;

— dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het model van het aangifteformulier inzake rechtspersonenbelasting voor het aanslagjaar 2000 wordt in de bijlage van dit besluit vastgelegd.

**Art. 2.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wet van 22 juli 1993, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1993.

Koninklijk besluit van 20 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996, 4de editie.

Wet van 15 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1999.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996, err. 8 oktober 1996.

F. 2000 — 1835

[C — 2000/03412]

**19 JUILLET 2000. — Arrêté royal déterminant le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des personnes morales pour l'exercice d'imposition 2000 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 307, modifié par la loi du 22 juillet 1993, par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et par la loi du 15 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que :

— le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des personnes morales pour l'exercice d'imposition 2000 doit être fixé le plus rapidement possible afin de ne pas retarder l'établissement et le recouvrement de cet impôt;

— cet arrêté doit dès lors être pris d'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des personnes morales pour l'exercice d'imposition 2000 est déterminé à l'annexe au présent arrêté.

**Art. 2.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi du 22 juillet 1993, *Moniteur belge* du 26 juillet 1993.

Arrêté royal du 20 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996, 4ème édition.

Loi du 15 mars 1999, *Moniteur belge* du 27 mars 1999.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996, err. 8 octobre 1996.

## BIJLAGE VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 JULI 2000

**MINISTERIE VAN FINANCIEN**  
 Administratie van de  
 ondernemings- en inkomensfiscaliteit  
 Directe belastingen

**AANGIFTE IN DE RECHTSPERSONENBELASTING**  
**AANSLAGJAAR 2000**  
 (inkomsten van het jaar 1999)

De aangifte moet, behoorlijk ingevuld, gewaarmerkt, gedagtekend en ondertekend, bij de op het formulier vermelde dienst toekomen uiterlijk op :

	Atz. :

**Vak bestemd voor de administratie**

Grondig / Beheerscontrole / In orde stellen / Grondig met BTW  Ter plaatse / Ten kantore ..... Graad	Herziening na Beheerscontrole / Grondig / Grondig met BTW  Ter plaatse / Ten kantore ..... Graad	Datum van ontvangst .....  door .....
Handtekening Naam .....	Handtekening Naam .....	

Niet definitieve verificatie, inkohiering op de aangegeven inkomsten, op ..... door .....

Aangifte of gegevensborderel met aanslagcode	Datum van inbreng via terminal	Opgenomen in de opgave 276 H4 van de ambtenaar (naam)
A/G .....	.....	.....
A/G .....	.....	.....
G .....	.....	.....

Behandelingscodes : Soort (a), aanslagcode (c)

a	6	1	0		c
	1				001

- Aanslag van ambtswege, 1 →

018

Percent van de belastingverhoging

150

Voorafbetalingen

A. Inkohiering door de taxatiedienst

VA 1 .....	170
VA 2 .....	171
VA 3 .....	172
VA 4 .....	173
VA 0 .....	174

- Regels 170 tot 174 : per kwartaal, het totaal van de VA vermelden

B. Inkohiering door het BCIV

Ref. 2 .....	177
Op regels 177 tot 179 het eventueel tweede, derde en vierde referentienummer	178
- verschillend van het NN - invullen (zie vak VI)	179

- Kohierartikel van deze aangifte (inkohiering op aangegeven inkomsten door de taxatiedienst : regels 240 en 241 of 242 invullen)

240

- RPB - positief } resultaat vóór aftrek van de  
 - negatief } eventuele aanvankelijke aanslag

.....	241
.....	242

<b>MUNTEENHEID VAN DE AANGIFTE</b> (zie blz. 1 van de toelichting bij deze aangifte)	
In welke munteenheid wordt de aangifte ingevuld (schrappen wat niet past) ? Indien de aangifte wordt ingevuld : - in BEF, mogen de bedragen geen cijfers na de komma bevatten; - in EUR, moeten de bedragen daarentegen steeds tot twee cijfers na de komma worden vermeld.	BEF / EUR

**VAK I. — ONROERENDE INKOMSTEN**

<b>A. BELGISCHE INKOMSTEN</b>	
1. Inkomsten uit verhuurde onroerende goederen	
a) Bruto bedrag van de huurprijs en de huurvoordelen . . . . . (A)	. . . . . 100
b) Aftrekbare kosten . . . . . (B)	. . . . . 101
c) Nettobedrag (verschil A - B) . . . . . (C)	. . . . . 102
d) Kadastraal inkomen (geïndexeerd) . . . . . (D)	. . . . . 103
e) Belastbaar bedrag (verschil C - D) . . . . . (E)	. . . . . 104
2. Bedragen verkregen bij vestiging of overdracht van een recht van erfpacht of van opstal of van gelijkaardige onroerende rechten . . . . . (F)	. . . . . 105
3. Totaal belastbaar (E + F) . . . . . (G)	. . . . . 106
<b>B. BUITENLANDSE INKOMSTEN</b>	
1. Inkomsten uit al dan niet verhuurde onroerende goederen	
a) Bruto bedrag van de huurwaarde of van de huurprijs en de huurvoordelen . . . . . (H)	. . . . . 110
b) Aftrekbare kosten . . . . . (I)	. . . . . 111
c) Belastbaar bedrag (verschil H - I) . . . . . (J)	. . . . . 112
2. Bedragen verkregen bij vestiging of overdracht van een recht van erfpacht of van opstal of van gelijkaardige onroerende rechten . . . . . (K)	. . . . . 113
3. Totaal (J + K) . . . . . (L)	. . . . . 114
4. Bij overeenkomst vrijgestelde bedragen . . . . . (M)	. . . . . 115
5. Belastbaar (verschil L - M) . . . . . (N)	. . . . . 116
<b>C. ALGEMEEN BELASTBAAR TOTAAL (G + N) . . . . . (O)</b>	<b>. . . . . 117</b>

**VAK II. — MEERWAARDEN**

<b>A. MEERWAARDEN OP ONGEBOUWDE ONROERENDE GOEDEREN OF OP SOMMIGE ZAKELIJKE RECHTEN MET BETREKKING TOT ZULKE GOEDEREN</b>	
1. Nettoresultaat van de meerwaarden en van de verliezen met betrekking tot dergelijke tijdens het belastbare tijdperk vervreemde goederen of rechten	
a) Positief . . . . . (A)	. . . . .
b) Negatief (in rode inkt) . . . . . (B)	. . . . .
2. Af te trekken : saldo van de tijdens de vorige vijf belastbare tijdperken geleden en nog te compenseren verliezen op de vervreemding van dergelijke goederen of rechten (te beperken tot het bedrag vermeld onder A) . . . . . (C)	. . . . .
3. Belastbaar bedrag (A - C) . . . . . (D)	. . . . .
4. Bedrag van de meerwaarden belastbaar :	
a) tegen 33 % . . . . .	. . . . . 130
b) tegen 16,5 % . . . . .	. . . . . 131
<b>B. MEERWAARDEN OP GEBOUWDE ONROERENDE GOEDEREN OF OP SOMMIGE ZAKELIJKE RECHTEN MET BETREKKING TOT ZULKE GOEDEREN</b>	
1. Nettoresultaat van de meerwaarden en van de verliezen met betrekking tot dergelijke tijdens het belastbare tijdperk vervreemde goederen of rechten	
a) Positief . . . . . (E)	. . . . .
b) Negatief (in rode inkt) . . . . . (F)	. . . . .
2. Af te trekken : saldo van de tijdens de jaren 1997 en 1998 geleden en nog te compenseren verliezen op de vervreemding van dergelijke goederen of rechten (te beperken tot het bedrag vermeld onder E) . . . . . (G)	. . . . .
3. Belastbaar bedrag van de meerwaarden (E - G) . . . . . (H)	. . . . . 132
<b>C. MEERWAARDEN OP BELANGRIJKE DEELNEMINGEN</b>	
1. Ontvangen prijs . . . . . (I)	. . . . .
2. Verkrijgingsprijs (eventueel gerevaloriseerd) . . . . . (J)	. . . . .
3. Belastbaar bedrag (verschil I - J) . . . . . (K)	. . . . . 133

**VAK III. — VERGOEDINGEN VOOR ONTBREKENDE COUPON, PENSIOENEN EN PENSIOENBIJDRAGEN**

A. Belastbaar bedrag van de vergoedingen toegekend voor ontbrekende coupon . . .	....., . . 139
B. Belastbaar bedrag van de pensioenen en pensioenbijdragen . . . . .	....., . . 140

**VAK IV. — NIET VERANTWOORDE KOSTEN**

Belastbaar bedrag . . . . .	....., . . 141
-----------------------------	----------------

**VAK V. — DIVIDENDEN TOEGEKEND DOOR BEPAALDE INTERCOMMUNALES**

Belastbaar bedrag . . . . .	....., . . 166
-----------------------------	----------------

**VAK VI. — FORFAITAIRE BELASTING EN BUITENGEWONE BIJDRAGE VAN ELEKTRICITEITSPRODUCENTEN**

A. Forfaitaire belasting : belastbaar bedrag . . . . .	....., . . 167
B. Buitengewone bijdrage : bedrag . . . . .	....., . . 168

**VAK VII. — VOORAFBETALINGEN**

1. Totaal in aanmerking te nemen bedrag als voorafbetaling . . . . .	....., . . 175
2. Referentienummer vermeld op het "rekeninguittreksel VA" . . . . .	..... 176
3. Financiële rekening waarop een eventueel overschot van voorafbetalingen mag worden gestort . . . . . Nr.	..... 200

## VAK III. — VERKREGEN INKOMSTEN ONDERWORPEN AAN DE ROERENDE VOORHEFFING

<b>A. INKOMSTEN VAN ROERENDE GOEDEREN EN KAPITALEN EN LOTEN VAN EFFECTEN VAN LENINGEN :</b>	
1. VAN BELGISCHE OORSPRONG DIE ZONDER INHOUDING OF STORTING VAN ROERENDE VOORHEFFING WERDEN TOEGEKEND OF BETAALBAAR GESTELD, INZOVERRE EEN ROERENDE VOORHEFFING VERSCHULDIGD IS	
2. VAN BUITENLANDSE OORSPRONG DIE ZONDER INHOUDING OF STORTING VAN ROERENDE VOORHEFFING IN BELGIE ZIJN GEIND OF VERKREGEN, INZOVERRE EEN ROERENDE VOORHEFFING VERSCHULDIGD IS	
3. VAN BUITENLANDSE OORSPRONG DIE ZONDER BEMIDDELING VAN EEN IN BELGIE GEVESTIGDE TUSSENPERSOON IN HET BUITENLAND WERDEN GEIND OF VERKREGEN, INZOVERRE EEN ROERENDE VOORHEFFING VERSCHULDIGD IS	
4. DIE OP GROND VAN EEN ONJUISTE VERKLARING ONRECHTMATIG MET VRIJSTELLING VAN ROERENDE VOORHEFFING ZIJN VERKREGEN	
a) Bedrag van de inkomsten . . . . .	....., . . 220
b) Verschuldigde roerende voorheffing . . . . .	....., . . 221
c) Kantoor en datum van storting	
.....	
<b>B. IN ART. 262, 5°, WIB 92, BEDOELDE INKOMSTEN VAN BUITENLANDSE OORSPRONG UIT AANDELEN BETAALD OF TOEGEKEND DOOR BELEGGINGSVENNOOTSCHAPPEN OF VAN VASTRENTENDE EFFECTEN VAN BUITENLANDSE OORSPRONG VERKREGEN INGEVOLGE DE VERVREEMDING VAN DIE EFFECTEN VÓÓR DE VERVALDAG VAN DE INKOMSTEN</b>	
a) Bedrag van de inkomsten . . . . .	....., . . 224
b) Verschuldigde roerende voorheffing . . . . .	....., . . 225
c) Kantoor en datum van storting	
.....	
<b>C. INKOMSTEN VAN VERHURING VAN STOFFERENDE HUISRAAD IN GEMEUBILEERDE WONINGEN, KAMERS OF APPARTEMENTEN</b>	
a) Bedrag van de inkomsten . . . . .	....., . . 228
b) Verschuldigde roerende voorheffing . . . . .	....., . . 229
c) Kantoor en datum van storting	
.....	
<b>D. DIVERSE INKOMSTEN :</b>	
1. INKOMSTEN VERKREGEN, OFWEL UIT DE ONDERVERHURING OF DE OVERDRACHT VAN HUURCEEL VAN IN BELGIE OF IN HET BUITENLAND GELEGEN AL DAN NIET GEMEUBILEERDE ONROERENDE GOEDEREN, OFWEL UIT DE CONCESSIE VAN HET RECHT OM IN BELGIE OF IN HET BUITENLAND EEN PLAATS DIE VAN NATURE ONROEREND IS EN NIET IS GELEGEN BINNEN DE OMHEINING VAN EEN SPORTINRICHTING TE GEBRUIKEN OM ER PLAKBRIEVEN OF ANDERE RECLAMEDRAGERS TE PLAATSEN	
2. OPBRENGSTEN UIT DE VERHURING VAN JACHT-, VIS- EN VOGELVANGST-RECHT	
a) Bedrag van de inkomsten . . . . .	....., . . 232
b) Verschuldigde roerende voorheffing . . . . .	....., . . 233
c) Kantoor en datum van storting	
.....	

## VAK IX. — BETAALDE OF TOEGEKENDE ROERENDE INKOMSTEN

<b>A. UITGEKEERDE DIVIDENDEN</b>	
a) Bedrag van de inkomsten . . . . .	....., . . 245
b) Verschuldigde roerende voorheffing . . . . .	....., . . 246
c) Kantoor en datum van storting	
.....	
<b>B. INKOMSTEN VAN GELDDPOSITO'S, SCHULDVORDERINGEN, LENINGEN OF ANDERE AAN DE ROERENDE VOORHEFFING ONDERWORPEN INKOMSTEN</b>	
a) Bedrag van de inkomsten . . . . .	....., . . 247
b) Verschuldigde roerende voorheffing . . . . .	....., . . 248
c) Kantoor en datum van storting	
.....	

**VAK X. - DIVERSE BESCHIEDEN, OPGAVEN EN INLICHTINGEN**

*Op afzonderlijke inlegbladen een met de oorspronkelijke stukken eensluidend verklaard afschrift bij de aangifte voegen van :*

- a) wat de belastingplichtigen betreft bedoeld in de toelichting, rubriek "onderworpen belastingplichtigen", lid 1, b, die zich bezighouden met een exploitatie : jaarrekening (balans, resultatenrekening en eventuele toelichting) ;
- b) wat de andere belastingplichtigen betreft die zich bezighouden met een exploitatie of met verrichtingen van winstgevende aard (met inbegrip van de verrichtingen bedoeld in de toelichting, rubriek "onderworpen belastingplichtigen", lid 2) : rekeningen nodig ter beoordeling van het toepasselijke belastingstelsel.

**BIJLAGEN :** .....

De vermeldingen van deze aangifte worden juist en echt verklaard.

Te ....., (datum)

Namens de rechtspersoon (\*),

(\* De aangifte moet worden ondertekend door een persoon die wettelijk bevoegd is om de rechtspersoon te verbinden of door de lasthebber van de rechtspersoon.

(handtekening, gevolgd door de naam, voornaam en hoedanigheid)

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 juli 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

D. REYNDERS

ANNEXE A L'ARRETE ROYAL DU 19 JUILLET 2000

**MINISTERE DES FINANCES**

Administration de la fiscalité  
des entreprises et des revenus

Contributions directes

**DECLARATION A L'IMPOT DES  
PERSONNES MORALES  
EXERCICE D'IMPOSITION 2000**  
(revenus de l'année 1999)

La déclaration, dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée, doit parvenir au service indiqué sur la formule au plus tard le :

Exp. :

**Cadre réservé à l'administration**

Approfondie / contrôle de gestion / mettre en ordre / approfondie avec la TVA	Révision après contrôle de gestion / approfondie / approfondie avec la TVA	Date de réception .....
Sur place / Au bureau .....	Sur place / Au bureau .....	par .....
Grade .....	Grade .....	
Signature .....	Signature .....	
Nom .....	Nom .....	

Vérification non définitive, enrôlement sur revenus déclarés le ..... par .....

Déclaration ou bordereau de données avec code d'imposition	Date d'introduction par terminal	Inscrit dans le relevé 276 H4 de l'agent (nom)
D/B .....	.....	.....
D/B .....	.....	.....
B .....	.....	.....

Codes de traitement : Sorte (a), code d'imposition (c)

a	6	2	0	c	1	001
---	---	---	---	---	---	-----

- Imposition d'office, 1 — 018

Pourcentage de l'accroissement d'impôt appliqué 150

Versements anticipés

A. Enrôlement par le service de taxation	VA 1	....., . . 170
	VA 2	....., . . 171
	VA 3	....., . . 172
	VA 4	....., . . 173
- Lignes 170 à 174 : mentionner le total des VA par trimestre	VA 0	....., . . 174
B. Enrôlement par le CCTI	Réf. 2	..... 177
Ne compléter les lignes 177 à 179 que lorsqu'il y a un deuxième, troisième ou quatrième numéro de référence différent du NN (voir cadre VII)	Réf. 3	..... 178
	Réf. 4	..... 179

N° 276.5

- Article de rôle de cette déclaration (enrôlement sur revenus déclarés par le service de taxation : remplir les lignes 240 et 241 ou 242)		..... 240
- IPM - positif	}	résultat avant déduction
- négatif		de la cotisation primitive éventuelle
		....., . . 241
		....., . . 242

<b>Unité monétaire de la déclaration</b> (cfr. page 1 des explications relatives à cette déclaration)	
<b>Dans quelle unité monétaire la déclaration est-elle souscrite (biffer la mention inutile) ?</b> <b>Si la déclaration est souscrite :</b> - en BEF, les montants ne peuvent comprendre aucun chiffre après la virgule; - en EUR, les montants comprennent en revanche toujours deux chiffres après la virgule.	BEF / EUR

**CADRE I. – REVENUS IMMOBILIERS**

<b>A. REVENUS BELGES</b>	
1. Revenus d'immeubles donnés en location	
a) Montant brut du loyer et des avantages locatifs . . . . . (A)	100
b) Frais déductibles . . . . . (B)	101
c) Montant net (différence A – B) . . . . . (C)	102
d) Revenus cadastraux (indexés) . . . . . (D)	103
e) Montant imposable (différence C – D) . . . . . (E)	104
2. Montants reçus à l'occasion de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose ou de superficie ou de droits immobiliers similaires . . . . . (F)	105
3. Total imposable (E + F) . . . . . (G)	106
<b>B. REVENUS ETRANGERS</b>	
1. Revenus d'immeubles donnés ou non en location	
a) Montant brut de la valeur locative ou du loyer et des avantages locatifs . . (H)	110
b) Frais déductibles . . . . . (I)	111
c) Montant imposable (différence H – I) . . . . . (J)	112
2. Montants reçus à l'occasion de la constitution ou de la cession d'un droit d'emphytéose ou de superficie ou de droits immobiliers similaires . . . . . (K)	113
3. Total (J + K) . . . . . (L)	114
4. Montants exonérés par convention . . . . . (M)	115
5. Imposable (différence L – M) . . . . . (N)	116
<b>C. TOTAL GENERAL IMPOSABLE (G + N) . . . . . (O)</b>	<b>117</b>

**CADRE II. – PLUS-VALUES**

<b>A. PLUS-VALUES SUR DES IMMEUBLES NON BATIS OU SUR CERTAINS DROITS REELS PORTANT SUR DE TELS BIENS</b>	
1. Résultat net des plus-values et des pertes relatives à des biens ou droits de l'espèce qui ont été aliénés au cours de la période imposable	
a) Positif . . . . . (A)	130
b) Négatif (en rouge) . . . . . (B)	131
2. A déduire : solde des pertes restant à compenser éprouvées au cours des cinq périodes imposables antérieures lors de l'aliénation de biens ou droits de l'espèce (à limiter au montant repris en A) . . . . . (C)	132
3. Montant imposable (A – C) . . . . . (D)	133
4. Montant des plus-values taxables :	
a) à 33 % . . . . .	130
b) à 16,5 % . . . . .	131
<b>B. PLUS-VALUES SUR DES IMMEUBLES BATIS OU SUR CERTAINS DROITS REELS PORTANT SUR DE TELS BIENS</b>	
1. Résultat net des plus-values et des pertes relatives à des biens ou droits de l'espèce qui ont été aliénés au cours de la période imposable	
a) Positif . . . . . (E)	132
b) Négatif (en rouge) . . . . . (F)	133
2. A déduire : solde des pertes restant à compenser éprouvées en 1997 et 1998 lors de l'aliénation de biens ou droits de l'espèce (à limiter au montant repris en E) . . (G)	134
3. Montant imposable des plus-values (E – G) . . . . . (H)	135
<b>C. PLUS-VALUES SUR PARTICIPATIONS IMPORTANTES</b>	
1. Prix perçu . . . . . (I)	136
2. Prix d'acquisition (éventuellement réévalué) . . . . . (J)	137
3. Montant imposable (différence I – J) . . . . . (K)	138



**CADRE III. — INDEMNITES POUR COUPON MANQUANT, PENSIONS ET COTISATIONS POUR PENSIONS**

A. Montant imposable des indemnités allouées pour coupon manquant . . . . .	....., . . 139
B. Montant imposable des pensions et cotisations pour pensions . . . . .	....., . . 140

**CADRE IV. — DEPENSES NON JUSTIFIEES**

Montant imposable . . . . .	....., . . 141
-----------------------------	----------------

**CADRE V. — DIVIDENDES ATTRIBUES PAR CERTAINES INTERCOMMUNALES**

Montant imposable . . . . .	....., . . 166
-----------------------------	----------------

**CADRE VI. — IMPOT FORFAITAIRE ET CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DES PRODUCTEURS D'ELECTRICITE**

A. Impôt forfaitaire : montant imposable . . . . .	....., . . 167
B. Contribution exceptionnelle : montant . . . . .	....., . . 168

**CADRE VII. — VERSEMENTS ANTICIPES**

1. Montant total à prendre en considération à titre de versement anticipé . . . . .	....., . . 175
2. Numéro de référence figurant sur l' "extrait de compte VA" . . . . .	..... 176
3. Compte financier sur lequel un excédent éventuel de versements anticipés peut être versé . . . . . N°	..... 200

**CADRE VIII. — REVENUS RECUEILLIS SOUMIS AU PRECOMPTE MOBILIER**

<b>A. REVENUS DE CAPITAUX ET BIENS MOBILIERS ET LOTS AFFERENTS A DES TITRES D'EMPRUNTS :</b>	
1. D'ORIGINE BELGE QUI ONT ETE ATTRIBUES OU MIS EN PAIEMENT SANS RETENUE NI VERSEMENT DE PRECOMPTE MOBILIER, DANS LA MESURE OU UN PRECOMPTE MOBILIER EST DÙ	
2. D'ORIGINE ETRANGERE QUI ONT ETE ENCAISSES OU RECUEILLIS EN BELGIQUE SANS RETENUE NI VERSEMENT DE PRECOMPTE MOBILIER, DANS LA MESURE OU UN PRECOMPTE MOBILIER EST DÙ	
3. D'ORIGINE ETRANGERE, ENCAISSES OU RECUEILLIS A L'ETRANGER SANS INTERVENTION D'UN INTERMEDIAIRE ETABLI EN BELGIQUE, DANS LA MESURE OU UN PRECOMPTE MOBILIER EST DÙ	
4. RECUEILLIS ABUSIVEMENT EN EXEMPTION DE PRECOMPTE MOBILIER SUR LA BASE D'UNE DECLARATION INEXACTE	
a) Montant des revenus .....	, . . 220
b) Précompte mobilier dû .....	, . . 221
c) Bureau et date de versement .....	
.....	
<b>B. REVENUS VISES A L'ART. 262, 5°, CIR 92, D' ACTIONS OU PARTS D'ORIGINE ETRANGERE, PAYES OU ATTRIBUES PAR DES SOCIETES D'INVESTISSEMENT OU DE TITRES A REVENUS FIXES D'ORIGINE ETRANGERE, RECUEILLIS EN RAISON DE L'ALIENATION DE CES TITRES AVANT L'ECHÉANCE DES REVENUS</b>	
a) Montant des revenus .....	, . . 224
b) Précompte mobilier dû .....	, . . 225
c) Bureau et date de versement .....	
.....	
<b>C. REVENUS DE LA LOCATION DE BIENS MOBILIERS GARNISSANT DES HABITATIONS, CHAMBRES OU APPARTEMENTS MEUBLES</b>	
a) Montant des revenus .....	, . . 228
b) Précompte mobilier dû .....	, . . 229
c) Bureau et date de versement .....	
.....	
<b>D. REVENUS DIVERS :</b>	
1. REVENUS RECUEILLIS A L'OCCASION SOIT DE LA SOUS-LOCATION OU DE LA CESSION DE BAIL D'IMMEUBLES, MEUBLES OU NON, SIS EN BELGIQUE OU A L'ETRANGER, SOIT DE LA CONCESSION DU DROIT D'UTILISER, EN BELGIQUE OU A L'ETRANGER, UN EMPLACEMENT QUI EST IMMEUBLE PAR NATURE ET QUI N'EST PAS SITUE DANS L'ENCEINTE D'UNE INSTALLATION SPORTIVE POUR Y APPOSER DES AFFICHES OU D'AUTRES SUPPORTS PUBLICITAIRES	
2. PRODUITS DE LA LOCATION DU DROIT DE CHASSE, DE PECHE ET DE TENDERIE	
a) Montant des revenus .....	, . . 232
b) Précompte mobilier dû .....	, . . 233
c) Bureau et date de versement .....	
.....	

**CADRE IX. — REVENUS MOBILIERS PAYES OU ATTRIBUES**

<b>A. DIVIDENDES DISTRIBUES</b>	
a) Montant des revenus .....	, . . 245
b) Précompte mobilier dû .....	, . . 246
c) Bureau et date de versement .....	
.....	
<b>B. REVENUS DE DEPÔTS D'ARGENT, CREANCES, PRÊTS OU AUTRES REVENUS PASSIBLES DU PRECOMPTE MOBILIER</b>	
a) Montant des revenus .....	, . . 247
b) Précompte mobilier dû .....	, . . 248
c) Bureau et date de versement .....	
.....	

**CADRE X. – DOCUMENTS, RELEVES ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

*Joindre à la déclaration, sur des feuilles intercalaires distinctes, une copie certifiée conforme à l'original :*

- a) des comptes annuels (bilan, compte de résultats et annexe éventuelle), en ce qui concerne les contribuables visés à la rubrique "contribuables assujettis", alinéa 1<sup>er</sup>, b, de la brochure explicative, qui se livrent à une exploitation ;
- b) des comptes nécessaires à l'appréciation du régime fiscal applicable, en ce qui concerne les autres contribuables qui se livrent à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif (y compris les opérations visées à la rubrique "contribuables assujettis", alinéa 2 de la notice explicative).

ANNEXES : .....

Certifié exactes et véritables, les indications portées à la présente déclaration.

....., le ..... (date)

Au nom de la personne morale (\*),

(\*) La déclaration doit être signée par une personne légalement qualifiée pour engager la personne morale ou par le mandataire de la personne morale.

(signature suivie des nom, prénom et qualité)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 juillet 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2000 — 1836

[C — 2000/22575]

10 JULI 2000. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de grenswaarden voor totale vluchtige-basestikstof (TVB-N) voor bepaalde categorieën vis en de te gebruiken analysemethoden

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981 en op artikel 4, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1981 en 22 april 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 april 1976 betreffende de keuring van en de handel in vis, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 maart 1982 en 12 maart 2000, en op artikel 50bis, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 maart 1982, 30 december 1992 en 12 maart 2000;

Gelet op de richtlijn 91/493/EEG van de Raad van 22 juli 1991 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de productie en het in de handel brengen van vis, gewijzigd bij besluit 95/1/EG van 1 januari 1995 en de richtlijnen 95/71/EG van 22 december 1995, 96/23/EG van 29 april 1996 en 97/79/EG van 18 december 1997;

Gelet op de beschikking 95/149/EG van de Europese Commissie van 8 maart 1995 tot vaststelling van de grenswaarden voor TVB-N (totale vluchtige-basestikstof) voor bepaalde categorieën vis en de te gebruiken analysemethoden;

Gelet op het advies van de Raad voor veterinaire keuring, gegeven op 25 april 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat de reglementering inzake de keuring van en de handel in vis zonder verwijl in overeenstemming moet worden gebracht met de bepalingen van de bovenvermelde beschikking 95/149/EG van de Europese Commissie van 8 maart 1995 die reeds van toepassing is,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de niet verwerkte vis van de hiernavermelde soorten, zijn de grenswaarden voor TVB-N vastgesteld als volgt :

- *Sebastes* spp, *Helicolenus dactylopterus* en *Sebastichthys capensis* : 25 mg stikstof/100 g vlees;
- de soorten behorende tot de familie van de *Pleuronectidae* (met uitzondering van de heilbot : *Hippoglossus* sp.) : 30 mg/100 g vlees;
- *Salmo salar*, de soorten behorende tot de familie van de *Merlucciidae* en de familie van de *Gadidae* : 35 mg/100 g vlees.

**Art. 2.** Voor de bepaling van het gehalte aan TVB-N in vis wordt de in bijlage beschreven referentieprocedure toegepast.

Voor de controle op het gehalte aan TVB-N kunnen de volgende routine-methoden worden gebruikt :

- de microdiffusiemethode, beschreven door Conway en Byrne (1933);
- de directe destillatiemethode, beschreven door Antonacopoulos (1968);
- de methode voor de destillatie van een met trichloorazijnzuur eiwitvrij gemaakt extract {Comité van de Codex Alimentarius voor vis en visserijproducten (1968)}.

Voor de monsterneming volstaat ongeveer honderd gram vlees, dat op ten minste drie verschillende plaatsen van het monster wordt weggenomen en vervolgens wordt fijngemalen en vermengd.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 juli 2000.

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. M. AELVOET

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2000 — 1836

[C — 2000/22575]

10 JUILLET 2000. — Arrêté ministériel fixant les valeurs limites en azote basique volatil total (ABVT) pour certaines catégories de poisson et les méthodes d'analyse à utiliser

La Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Vu la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, notamment l'article 3, modifié par la loi du 13 juillet 1981 et l'article 4, modifié par les lois des 13 juillet 1981 et 22 avril 1982;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1976 relatif à l'expertise et au commerce du poisson, notamment l'article 6, modifié par les arrêtés royaux des 26 mars 1982 et 12 mars 2000, et l'article 50bis, modifié par les arrêtés royaux des 26 mars 1982, 30 décembre 1992 et 12 mars 2000;

Vu la directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche, modifiée par la décision 95/1/CE du 1<sup>er</sup> janvier 1995 et les directives 95/71/CE du 22 décembre 1995, 96/23/CE du 29 avril 1996 et 97/79/CE du 18 décembre 1997;

Vu la décision 95/149/CE de la Commission européenne du 8 mars 1995 fixant les valeurs limites en azote basique volatil total (ABVT) pour certaines catégories de poisson et les méthodes d'analyse à utiliser;

Vu l'avis du Conseil d'expertise vétérinaire, donné le 25 avril 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par la circonstance que la réglementation relative à l'expertise et au commerce du poisson doit être mise en concordance sans délai avec les dispositions de la décision précitée de la Commission européenne du 8 mars 1995, 95/149/CE qui est déjà d'application,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour le poisson non transformé des espèces mentionnées ci-après, les limites en ABVT sont fixées comme suit :

- *Sebastes* spp, *Helicolenus dactylopterus* et *Sebastichthys capensis* : 25 mg d'azote/100 g de chair;
- les espèces appartenant à la famille des *Pleuronectidae* (à l'exception du flétan : *Hippoglossus* sp.) : 30 mg/100 g de chair;
- *Salmo salar*, les espèces appartenant à la famille des *Merlucciidae* et à la famille des *Gadidae* : 35 mg d'azote/100 g de chair.

**Art. 2.** Pour la détermination de la teneur en ABVT chez le poisson, la procédure de référence décrite en annexe est applicable.

Les méthodes de routine utilisables pour le contrôle de la teneur en ABVT sont les suivantes :

- la méthode de microdiffusion décrite par Conway et Byrne (1933);
- la méthode de distillation directe décrite par Antonacopoulos (1968);
- la méthode de distillation d'un extrait déprotéinisé par l'acide trichloracétique {Comité du Codex Alimentarius pour les poissons et les produits de la pêche (1968)}.

Le prélèvement doit consister en une centaine de grammes de chair environ, prélevés à au moins trois endroits différents de l'échantillon et mélangés par broyage.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 juillet 2000.

La Ministre de la Protection de la consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,

Mme M. AELVOET

## Bijlage

Referentieprocedure voor de bepaling van het gehalte van vluchtige stikstofbasen (TVB-N) in vis

## 1. Doel en toepassingsgebied

De hier beschreven methode is een referentieprocedure voor de bepaling van het gehalte aan stikstof in de vorm van vluchtige stikstofbasen (totale vluchtige-basestikstof : TVB-N) in vis. Deze procedure is bruikbaar voor een TVB-N van 5 mg/100 g tot 100 mg/100 g.

## 2. Definitie

Onder gehalte aan TVB-N wordt hier verstaan het volgens de beschreven procedure bepaalde gehalte aan stikstof in de vorm van vluchtige stikstofbasen. Het gehalte wordt uitgedrukt in mg/100 .

## 3. Korte beschrijving

De vluchtige stikstofbasen worden uit het monster geëxtraheerd met een 0,6 M perchloorzuuroplossing. Na alkaliseren wordt op het extract stoomdestillatie uitgevoerd en worden de vluchtige basen in een opvangvat met zuur geabsorbeerd. Het gehalte aan TVB-N wordt door titratie van de geabsorbeerde basen bepaald.

## 4. Reagentia

Tenzij anders vermeld dienen de gebruikte reagentia p.a. te zijn. Het gebruikte water moet worden gedestilleerd of gedemineraliseerd en minimaal dezelfde zuiverheid hebben. Tenzij anders vermeld wordt met "oplossing" een oplossing in water bedoeld.

4.1. Perchloorzuuroplossing : 6 g/100 ml.

4.2. Natriumhydroxideoplossing : 20 g/100 ml.

4.3. Gestelde zoutzuuroplossing : 0,05 mol/l (0,05 N).

NB : Wanneer een automatisch destillatieapparaat wordt gebruikt, moet worden getitreerd met een gestelde zoutzuuroplossing van 0,01 mol/l (0,01 N).

4.4. Boorzuuroplossing : 3 g/100 ml.

4.5. Siliconeantischuimmiddel.

4.6. Fenoltaleïneoplossing : 1 g/100 ml 95 % ethanol.

4.7. Indicatoroplossing (Tashiro-indicatormengsel)

2 g methylrood en 1 g methyleenblauw wordt opgelost in 1.000 ml 95 % ethanol.

## 5. Apparatuur

5.1. Een vleesmolen waarmee een voldoende homogeen visgehakt kan worden gemaakt.

5.2. Snelle mixer met 8 000 tot 45 000 toeren per minuut.

5.3. Vouwfilter, diameter 150 mm, snel filtrerend.

5.4. Buret, 5 ml, schaalverdeling 0,01 ml.

5.5. Stoomdestillatieapparaat

Het apparaat moet op verschillende hoeveelheden stoom kunnen worden ingesteld en gedurende een bepaalde tijd een constante hoeveelheid stoom produceren. Het moet zodanig zijn geconstrueerd dat bij de toevoeging van base om te alkaliseren de ontstane vrije basen niet kunnen ontsnappen.

## 6. Uitvoering

Waarschuwing : Bij het werken met perchloorzuur, dat zeer agressief is, moeten de nodige preventieve maatregelen worden genomen en moet de nodige voorzichtigheid worden betracht.

De monsters moeten indien enigszins mogelijk zo spoedig mogelijk na hun aankomst volgens punt 6.1 worden voorbereid.

## 6.1. Monstervoorbereiding :

Het te analyseren monster moet in een vleesmolen conform aan punt 5.1 grondig worden fijngemalen. In een geschikte houder wordt 10 g ± 0,1 g van het gemalen monster nauwkeurig afgewogen, gemengd met 90,0 ml perchloorzuuroplossing conform aan punt 4.1, gedurende 2 minuten gehomogeniseerd in een mixer conform aan punt 5.2 en vervolgens gefiltreerd.

Het op deze wijze verkregen extract kan gedurende minimaal 7 dagen bij een temperatuur van ongeveer 2 tot 6 °C worden bewaard. worden bewaard.

## 6.2. Stoomdestillatie

Van het volgens punt 6.1 verkregen extract wordt 50,0 ml in een apparaat voor stoomdestillatie conform aan punt 5.5 gebracht. Om later te kunnen controleren of het extract voldoende gealkaliseerd is, worden enkele druppels fenoltaleïneoplossing conform aan punt 4.6 toegevoegd. Nadat enkele druppels siliconeantischuimmiddel zijn toegevoegd, wordt 6,5 ml natriumhydroxideoplossing conform aan punt 4.2 aan het extract toegevoegd en wordt onmiddellijk begonnen met de stoomdestillatie.

De stoomdestillator wordt zodanig ingesteld dat binnen tien minuten ongeveer 100 ml destillaat wordt opgevangen. De uitlaatbuis wordt ondergedompeld in een opvangvat met 100 ml boorzuuroplossing conform aan punt 4.4, waaraan 3 tot 5 druppels indicatoroplossing conform aan punt 4.7 zijn toegevoegd. Na precies tien minuten wordt de destillatie gestopt. De uitlaatbuis wordt uit het opvangvat gehaald en met water afgespoeld. De vluchtige basen in de oplossing in het opvangvat worden bepaald door titratie met een gestelde zoutzuuroplossing conform aan punt 4.3. Het eindpunt van de titratie moet liggen bij pH 5,0 ± 0,1.

## 6.3. Titratie

De bepaling moet in duplo worden uitgevoerd. De methode is correct toegepast als het verschil tussen de duplo's niet groter is dan 2 mg/100 g.

## 6.4. Blanco

Een blinde bepaling, uitgevoerd zoals beschreven bij punt 6.2. In plaats van het extract wordt 50,0 ml perchloorzuuroplossing conform aan punt 4.1 gebruikt.

## 7. Berekening van de TVB-N

Na titratie van de oplossing in het opvangvat met de zoutzuuroplossing conform aan punt 4.3 wordt de concentratie TVB-N als volgt berekend :

$$\text{TVB-N (uitgedrukt in mg/100 g monster)} = \frac{(V1 - V0) \times 0,14 \times 2 \times 100}{M}$$

$V_1$  = volume 0,01 M zoutzuuroplossing in ml voor het monster.

$V_0$  = volume 0,01 M zoutzuuroplossing in ml voor de blanco.

$M$  = gewicht van het monster in g.

Opmerkingen :

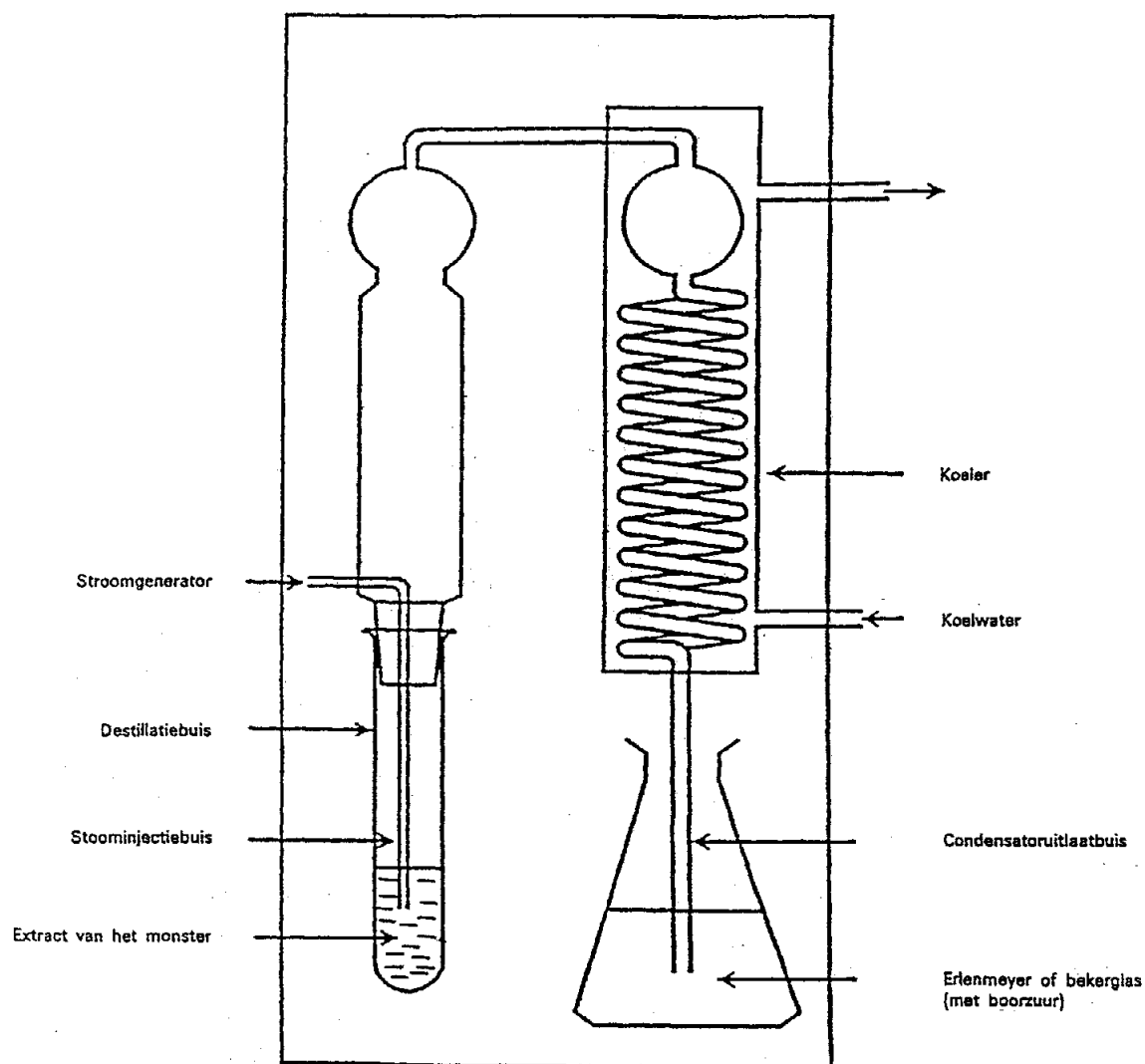
1. De analyse moet in duplo worden uitgevoerd. De methode is correct toegepast als het verschil tussen de duplo's niet groter is dan 2 mg/100 g.

2. Controleer de opstelling door  $\text{NH}_4\text{Cl}$ -oplossingen te destilleren die overeenkomen met een TVB-N van 50 mg/100 g.

3. Standaardafwijking (reproduceerbaarheid) :  $S_r = 1,20$  mg/100 g;

Standaardafwijking (vergelijkbaarheid) :  $S_R = 2,50$  mg/100 g.

De destillatie wordt uitgevoerd met behulp van een apparaat dat aan de beginselen van het volgende apparaat beantwoordt :



Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 juli 2000.

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. M. AELVOET

## Annexe

Procédure de référence pour la détermination de la teneur en bases azotiques volatiles (ABVT) chez le poisson

### 1. Objet et champ d'application

La présente méthode décrit une procédure de référence permettant d'identifier la teneur en azote des bases azotiques volatiles (azote basique volatil total : ABVT) chez le poisson. Cette procédure s'applique aux teneurs en ABVT comprises entre 5 mg/100 g et 100 mg/100 g.

### 2. Définition

Par teneur en ABVT, il faut entendre la teneur en azote des bases azotiques volatiles déterminée par la procédure décrite. Elle s'exprime en mg/100 g.

### 3. Brève description

Les bases azotiques volatiles sont extraites d'un échantillon à l'aide d'une solution d'acide perchlorique 0,6. Après alcalinisation, l'extrait est soumis à une distillation par la vapeur et les constituants basiques volatils sont absorbés par un récepteur acide. La teneur en ABVT est déterminée par titrage des bases absorbées.

### 4. Produits chimiques

Sauf indication contraire, utiliser des produits chimiques convenant comme réactifs. L'eau utilisée doit être soit distillée, soit déminéralisée, et au moins de la même pureté. Sauf indication contraire, il faut entendre par « solution » une solution aqueuse.

4.1. Solution d'acide perchlorique : 6 g/100 ml.

4.2. Solution de soude caustique : 20 g/100 ml.

4.3. Solution standard d'acide chlorhydrique : 0,05 mol/l (0,05 N).

Note : Avec un appareil de distillation automatique, le titrage doit se faire avec une solution standard d'acide chlorhydrique de 0,01 mol/l (0,01 N).

4.4. Solution d'acide borique : 3 g/100 ml.

4.5. Agent anti-moussant au silicone

4.6. Solution de phénolphaléine : 1 g/100 ml d'éthanol à 95 %.

4.7. Solution indicateur (Tashiro Mixed Indicator)

Dissoudre 2 g de rouge de méthyle et 1 g de bleu de méthylène dans 1.000 ml d'éthanol à 95 %.

### 5. Instruments et accessoires

5.1. Un hachoir à viande qui donne un hachis de poisson suffisamment homogène.

5.2. Mélangeur très rapide, nombre de tours compris entre 8.000 et 45.000 tours par minute.

5.3. Filtre plissé de 150 mm de diamètre à filtrage rapide.

5.4. Burette de 5 ml, graduée jusqu'à 0,01 ml.

5.5. Appareil pour la distillation à la vapeur

Cet appareil doit pouvoir régler différentes quantités de vapeur et en produire une quantité constante en une période de temps donnée. Il doit être conçu de telle sorte que pendant d'adjonction de substances alcalinisantes, les bases libres ne puissent s'échapper.

### 6. Exécution

Avertissement : Lors de la manipulation d'acide perchlorique, qui est très corrosif, prendre les précautions et les mesures de prévention nécessaires.

Dans toute la mesure du possible, les échantillons doivent être préparés conformément au point 6.1 aussi rapidement que possible après leur arrivée.

#### 6.1. Préparation de l'échantillon

Hacher soigneusement l'échantillon à analyser dans un hachoir à viande conforme au point 5.1. Peser précisément 10 g  $\pm$  0,1 g de l'échantillon haché dans un récipient approprié, mélanger à 90,0 ml de solution d'acide perchlorique conforme au point 4.1, homogénéiser pendant 2 minutes dans un mélangeur conforme au point 5.2 puis filtrer.

L'extrait ainsi obtenu peut être conservé pendant au moins 7 jours à une température comprise environ entre 2 et 6 °C.

#### 6.2. Distillation à la vapeur

Mettre 50,0 ml de l'extrait obtenu conformément au point 6.1 dans l'appareil de distillation à la vapeur conforme au point 5.5. Pour vérifier une dernière fois si l'alcalinisation de l'extrait est suffisante, ajouter plusieurs gouttes de phénolphaléine conforme au point 4.6. Après avoir ajouté quelques gouttes d'agent anti-moussant au silicone, ajouter à l'extrait 6,5 ml de solution de soude caustique conforme au point 4.2 et commencer immédiatement la distillation à la vapeur.

Régler la distillation à la vapeur de telle sorte qu'il soit produit environ 100 ml de distillat en l'espace de 10 minutes. Submerger le tube de sortie du distillat dans un récepteur contenant 100 ml d'une solution d'acide borique conforme au point 4.4, à laquelle 3 à 5 gouttes de la solution indicateur décrite au point 4.7 ont été ajoutées. Au bout de dix minutes précises, la distillation est terminée. Enlever le tube de sortie du distillat du récepteur et le rincer à l'eau. Déterminer les bases volatiles contenues dans la solution du récepteur par titrage dans une solution standard d'acide chlorhydrique conforme au point 4.3.

Le pH du point final doit être de 5,0  $\pm$  0,1.

#### 6.3. Titrage

Les analyses doivent être effectuées en double. La méthode appliquée si la différence entre les deux analyses ne dépasse pas 2 mg/100 g.

#### 6.4. Essai à blanc

Effectuer un essai à blanc conformément au point 6.2. A la place de l'extrait, utiliser 50,0 ml de solution d'acide perchlorique conforme au point 4.1.

## 7. Calcul de l'ABVT

Calculer la teneur en ABVT par tirage de la solution d'acide chlorhydrique conforme au point 4.3 contenue dans le récepteur en appliquant l'équation suivante :

$$\text{ABVT (exprimé en mg/100 g d'échantillon)} = \frac{(V1 - V0) \times 0,14 \times 2 \times 100}{M}$$

V1 = volume de la solution d'acide chlorhydrique 0,01 M en ml utilisée pour l'échantillon.

V0 = volume de la solution d'acide chlorhydrique 0,01 M en ml utilisée pour l'essai à blanc.

M = poids de l'échantillon en g.

Remarques :

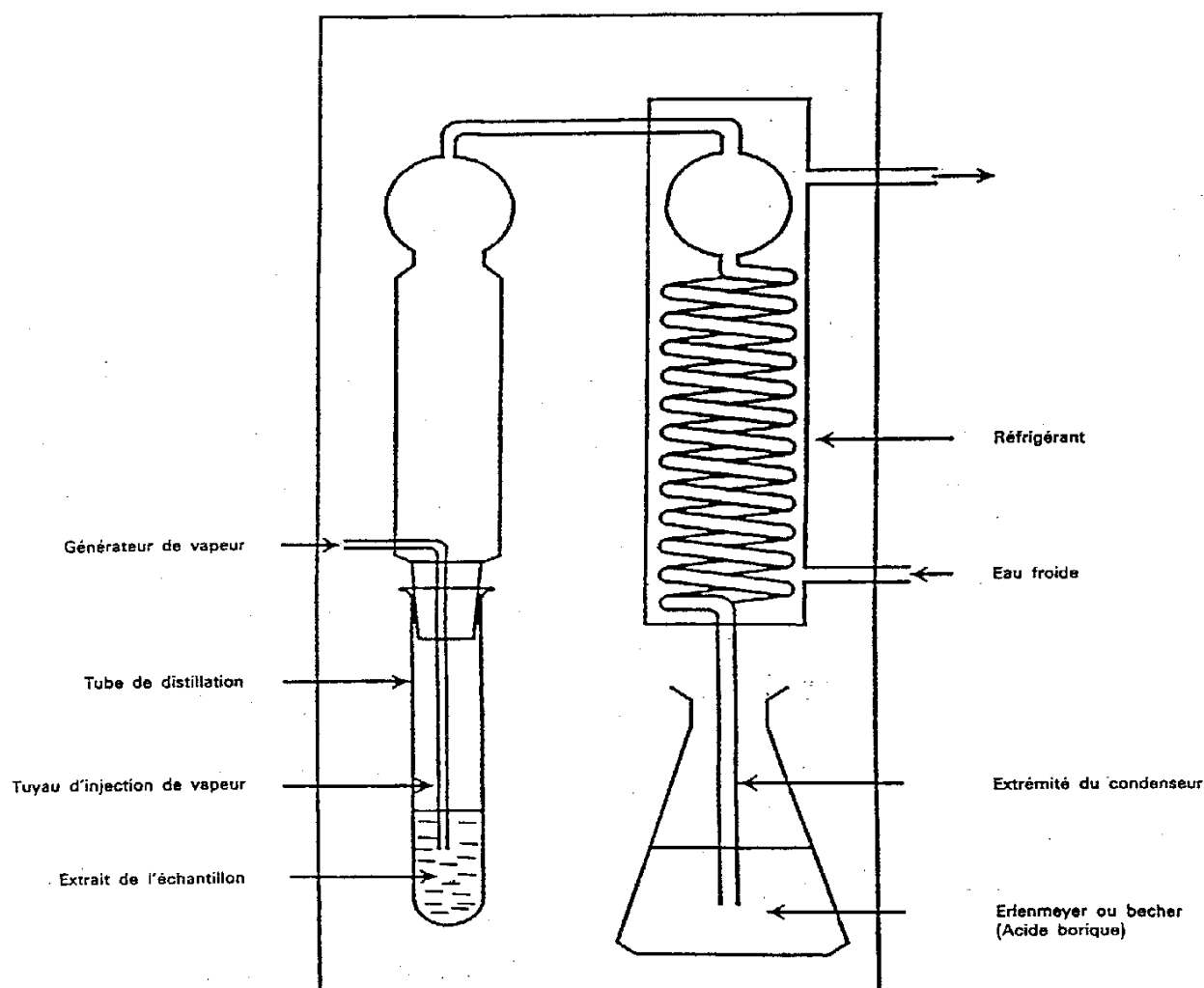
1. Les analyses doivent être effectuées en double. La méthode est correcte si la différence entre les deux analyses ne dépasse pas 2 mg/100g.

2. Vérifier l'équipement en distillant des solutions de NH<sub>4</sub>CL équivalent à 50 mg d'ABVT/100 g.

3. Déviation standard de la reproductibilité Sr = 1,20 mg/100 g;

Déviation standard de la comparabilité Sr = 2,50 mg/100 g.

La distillation doit être réalisée à l'aide d'un appareil répondant aux principes du schéma suivant :



Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 juillet 2000.



N. 2000 — 1837 (2000 — 1688)

[C — 2000/22595]

**6 JULI 2000.** — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2000, blz. 25075, sub 2), criterium B-41 in plaats van A-45 lezen.

F. 2000 — 1837 (2000 — 1688)

[C — 2000/22595]

**6 JUILLET 2000.** — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 19 juillet 2000, page 25075, sous 2), lire critère B-41 au lieu de A-45.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2000 — 1838

[2000/07196]

**10 JULI 2000.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het Ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de kandidaat-militairen van het actief kader en tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de militairen korte termijn

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1991 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op de artikelen 6 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende het statuut van de militairen korte termijn, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op bijlage 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de militairen korte termijn, inzonderheid op bijlage 2,

Besluit :

**Artikel 1.** In het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de kandidaat-militairen van het actief kader, wordt de bijlage 2 door de bijlage 1 bij dit besluit vervangen.

**Art. 2.** In het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de militairen korte termijn, wordt de bijlage 2 door de bijlage 2 bij dit besluit vervangen.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2000.

Brussel, 10 juli 2000.

A. FLAHAUT

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 2000 — 1838

[2000/07196]

**10 JUILLET 2000.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif et modifiant l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des militaires court terme

Le Ministre de la Défense,

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1991 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif, notamment les articles 6 et 8;

Vu l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif au statut des militaires court terme, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif, notamment l'annexe 2;

Vu l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des militaires court terme, notamment l'annexe 2,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

**Art. 2.** Dans l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des militaires court terme, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2000.

Bruxelles, le 10 juillet 2000.

A. FLAHAUT

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 10 juli 2000 tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de kandidaat-militairen van het actief kader en tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen van de militairen korte termijn

DIENSTNEMINGS- OF WEDERDIENSTNEMINGSAKTE IN DE HOEDANIGHEID  
VAN KANDIDAAT-MILITAIR VAN HET ACTIEF KADER

## 1. Identificatie

Stamnummer : .....

NAAM (in drukletters) : .....

Voornamen (voluit) : .....

Geboortedatum (dag, maand, jaar) : ..... Geslacht : .....

Geboorteplaats (postcode en gemeente) : .....

Momenteel onder de wapens in de hoedanigheid van : .....

Werving : normale - aanvullende - bijzondere - uitzonderlijke (1) Andere gevallen (1)

## 2. Dienstneming

Ik verklaar een dienstneming aan te gaan in de hoedanigheid van : (1)

\* kandidaat-beroepsofficier \* kandidaat-aanvullingsofficier

\* kandidaat-beroepsonderofficier \* kandidaat-aanvullingsonderofficier

\* kandidaat-beroepsvrijwilliger \* kandidaat-aanvullingsvrijwilliger

voor een duur van ..... jaren dienst. Deze dienstneming neemt een aanvang op .....

Ik verklaar op mijn eer dat :

\* ik geen veroordeling heb opgelopen die voorzien is in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 13 november 1991 tot bepaling van de regels die gelden bij de beoordeling van de morele hoedanigheden van een kandidaat-militair van het actief kader of van een dienstplichtige, kandidaat-reserveofficier of -reserveonderofficier;

\* ik mij niet bevind in één van de gevallen voorzien in artikel 4 van het koninklijk besluit van 13 november 1991 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen van de kandidaat-militairen van het actief kader;

\* ik aan de aanvaardingsvoorwaarden beantwoord bepaald hij artikel 3, 2° tot 5°, van het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-militairen van het actief kader.

Ik erken dat mij werd verklaard dat ik aan de militaire wetten onderworpen ben en dat ik door deze verklaring de hoedanigheid van militair heb verkregen (geldt NIET voor degene die reeds de hoedanigheid van militair heeft).

Ik stem in dat veiligheidsonderzoeken worden ingesteld overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Ik weet dat :

\* mijn dienstneming van ambtswege en zonder opzegging kan verbroken worden bij toepassing van artikel 11, 1° en 4°, van het koninklijk besluit van 13 november 1991 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen van de kandidaat-militairen van het actief kader :

- indien deze aanvaard werd op grond van een valse verklaring van mijnentwege;

- ik niet voldaan heb bij de medische selectieonderzoeken, waarvan de uitslagen niet beschikbaar waren op de datum van de aanvang van deze dienstneming;

\* ik eventueel kan vrijgesteld worden van een deel van de vorming indien ik voordien met goed gevolg deze vorming of een gelijkwaardige vorming heb gevolgd.

### 3. Wederdienstneming

Ik verklaar een wederdienstneming aan te gaan in de hoedanigheid van : (1)

\* kandidaat-beroepsofficier                      \* kandidaat-aanvullingsofficier

\* kandidaat-beroepsonderofficier           \* kandidaat-aanvullingsonderofficier

\* kandidaat-beroepsvrijwilliger           \* kandidaat-aanvullingsvrijwilliger

voor een duur van ..... jaren dienst. Deze wederdienstneming neemt een aanvang op ..... bij het verstrijken van mijn dienstneming/wederdienstneming (1).

4. Opgemaakt op ..... in drie exemplaren, waarvan één mij werd overhandigd.

Handtekening van de militair

Deze akte is door mij aanvaard en goedgekeurd :

Naam en voornaam :

Graad :

Datum :

Handtekening van de korpscommandant

Korpszegel

(1) De onnodige vermeldingen schrappen.

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 10 juillet 2000 modifiant l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et engagements des candidats militaires du cadre actif et modifiant l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et engagements des militaires court terme

### ACTE D'ENGAGEMENT OU DE RENGAGEMENT EN QUALITE DE CANDIDAT MILITAIRE DU CADRE ACTIF

1. Identification N° matricule : .....

NOM (en caractères d'imprimerie) : .....

Prénoms (en entier) : .....

Date de naissance (jour, mois, année) : ..... Sexe : .....

Lieu de naissance (code postal et commune) : .....

Actuellement sous les armes en qualité de : .....

Recrutement : normal - complémentaire - spécial - exceptionnel (1) Autres cas (1)

2. Engagement

Je déclare souscrire un engagement en qualité de : (1)

\* candidat officier de carrière                      \* candidat officier de complément

\* candidat sous-officier de carrière           \* candidat sous-officier de complément

\* candidat volontaire de carrière           \* candidat volontaire de complément

pour une durée de ..... ans de service. Cet engagement prend cours le .....

Je certifie sur l'honneur que :

\* je n'ai pas encouru de condamnation prévue aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 fixant les règles applicables à l'appréciation des qualités morales d'un candidat militaire du cadre actif ou d'un milicien, candidat officier de réserve ou candidat sous-officier de réserve;

\* je ne me trouve pas dans un des cas prévus à l'article 4 de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif.

\* je réponds aux conditions d'admission définies à l'article 3, 2° à 5°, de l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif au recrutement et à la formation des candidats militaires du cadre actif.

Je reconnais qu'il m'a été déclaré que je suis soumis aux lois et règlements militaires et que, par cette déclaration, j'ai acquis la qualité de militaire (NE vaut PAS pour celui qui a déjà la qualité de militaire)

Je consens à ce que des enquêtes de sécurité soient effectuées conformément à la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Je sais que :

- \* mon engagement peut être résilié d'office et sans préavis en application de l'article 11, 1° et 4°, de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif :
  - s'il a été accepté sur la base d'une fausse déclaration de ma part;
  - si je n'ai pas satisfait aux examens médicaux de sélection, dont les résultats n'étaient pas disponibles à la date de prise d'effet du présent engagement;
- \* je peux éventuellement être dispensé d'une partie de la formation si j'ai suivi auparavant avec succès cette formation ou une formation équivalente.

### 3. Rengagement

Je déclare souscrire un rengagement en qualité de (1) :

- \* candidat officier de carrière                      \* candidat officier de complément
- \* candidat sous-officier de carrière              \* candidat sous-officier de complément
- \* candidat volontaire de carrière                \* candidat volontaire de complément

pour une durée de ..... ans de service. Ce rengagement prend cours le ..... à l'expiration de mon engagement/rengagement (1).

### 4. Fait le ..... en trois exemplaires dont un m'a été remis.

Signature du militaire

Cet acte a été accepté et approuvé par moi :

Nom et prénom :

grade :

Date :

Signature du chef de corps

Sceau du Corps

(1) Biffer les mentions inutiles

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 10 juli 2000 tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen van de kandidaat-militairen van het actief kader en tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen van de militairen korte termijn

## DIENSTNEMINGS- OF WEDERDIENSTNEMINGSAKTE IN DE HOEDANIGHEID VAN MILITAIRE KORTE TERMIJN

1. Identificatie Stamnummer : .....
- NAAM (in drukletters) : .....
- Voornamen (voluit) : .....
- Geboortedatum (dag, maand, jaar): ..... Geslacht : .....
- Geboorteplaats (postcode en gemeente) : .....
- Momenteel onder de wapens in de hoedanigheid van : .....

### 2. Dienstneming

Ik verklaar een dienstneming voor de duur van 2 jaren dienst aan te gaan in de hoedanigheid van : (1)

- \* kandidaat-officier korte termijn
- \* kandidaat-onderofficier korte termijn
- \* kandidaat-vrijwilliger korte termijn

Deze dienstneming neemt een aanvang op .....

Ik verklaar op mijn eer dat :

\* ik geen veroordeling heb opgelopen die voorzien is in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 13 november 1991 tot bepaling van de regels die gelden bij de beoordeling van de morele hoedanigheden van een kandidaat-militair van het actief kader of van een dienstplichtige, kandidaat-reseveofficier of kandidaat-reserveonderofficier;

\* ik mij niet bevind in één van de gevallen voorzien in artikel 11 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende het statuut van de militairen korte termijn.

Ik erken dat mij werd verklaard dat ik aan de militaire wetten onderworpen ben en dat ik door deze verklaring de hoedanigheid van militair heb verkregen (geldt NIET voor degene die reeds de hoedanigheid van militair heeft).

Ik stem in dat veiligheidsonderzoeken worden ingesteld overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Ik weet dat :

\* mijn dienstneming van ambtswege kan verbroken worden zonder opzegging bij toepassing van artikel 15, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende het statuut van de militairen korte termijn :

- indien deze aanvaard werd op grond van een valse verklaring van mijnentwege;
- ik niet voldaan heb bij de medische selectieonderzoeken, waarvan de uitslagen niet beschikbaar waren op de datum van de aanvang van deze dienstneming;

\* ik eventueel kan vrijgesteld worden van de basisopleidingsfase of van het geheel of van een gedeelte van de fase van gespecialiseerde vorming indien ik deze fase of fases of een gelijkwaardige vorming met succes heb gevolgd.

### 3. Wederdienstneming

Ik verklaar een wederdienstneming voor de duur van 1 jaar dienst aan te gaan in de hoedanigheid van : (1)

\* officier korte termijn

\* onderofficier korte termijn

\* vrijwilliger korte termijn

Deze wederdienstneming neemt aanvang op ..... bij het verstrijken van mijn dienstneming/wederdienstneming (1).

### 4. Na ten minste 2 jaren dienst als vrijwilliger korte termijn zal ik onderworpen zijn aan de militaire verplichtingen met mogelijke wederoproeping, overeenkomstig de artikelen 20 tot 23 van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn.

Na ten minste 2 jaren dienst als officier of als onderofficier korte termijn, zal ik gedurende ten minste 10 jaren tot dezelfde verplichtingen gehouden zijn.

### 5. Opgemaakt op ..... in drie exemplaren, waarvan één mij werd overhandigd.

Handtekening van de militair

Deze akte is door mij aanvaard en goedgekeurd :

Naam en voornaam :

Graad :

Datum :

Handtekening van de korpscommandant

Korpszegel

(1) De onnodige vermeldingen schrappen.

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 10 juillet 2000 modifiant l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des candidats militaires du cadre actif et modifiant l'arrêté ministériel du 11 août 1994 relatif aux engagements et rengagements des militaires court terme

## ACTE D'ENGAGEMENT OU DE RENGAGEMENT EN QUALITE DE MILITAIRE COURT TERME

1. Identification N° matricule : .....

NOM (en caractères d'imprimerie) : .....

Prénoms (en entier) : .....

Date de naissance (jour, mois, année) : ..... Sexe : .....

Lieu de naissance (code postal et commune) : .....

Actuellement sous les armes en qualité de : .....

### 2. Engagement

Je déclare souscrire un engagement pour une durée de deux ans de service en qualité de : (1)

\* candidat officier court terme

\* candidat sous-officier court terme

\* candidat volontaire court terme

Cet engagement prend cours le .....

Je certifie sur l'honneur que :

\* je n'ai pas encouru de condamnation prévue aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 13 novembre 1991 fixant les règles applicables à l'appréciation des qualités morales d'un candidat militaire du cadre actif ou d'un milicien, candidat officier de réserve ou candidat sous-officier de réserve;

\* je ne me trouve pas dans un des cas prévus à l'article 11 de l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif au statut des militaires court terme.

Je reconnais qu'il m'a été déclaré que je suis soumis aux lois et règlements militaires et que, par cette déclaration, j'ai acquis la qualité de militaire (NE vaut PAS pour celui qui a déjà la qualité de militaire).

Je consens à ce que des enquêtes de sécurité soient effectuées conformément à la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Je sais que :

- \* mon engagement peut être résilié d'office et sans préavis en application des articles 15, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif au statut des militaires court terme :
  - s'il a été accepté sur la base d'une fausse déclaration de ma part;
  - si je n'ai pas satisfait aux examens médicaux de sélection, dont les résultats n'étaient pas disponibles à la date de prise d'effet du présent engagement;
- \* je peux éventuellement être dispensé de la phase d'instruction de base ou de tout ou partie de la phase de formation professionnelle si j'ai suivi avec succès cette ou ces phases ou une formation équivalente.

### 3. Rengagement

Je déclare souscrire un rengagement pour une durée de un an de service an qualité de : (1)

- \* officier court terme
- \* sous-officier court terme
- \* volontaire court terme

Ce rengagement prend cours le ....., à l'expiration de mon engagement/rengagement (1).

### 4. Après au moins 2 ans de service comme volontaire court terme, je serai soumis à des obligations militaires avec rappels possibles, conformément aux articles 20 à 23 de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme.

Après au moins 2 ans de service comme officier ou sous-officier court terme, je serai tenu pendant au moins 10 ans aux mêmes obligations.

### 5. Fait le ..... en trois exemplaires dont un m'a été remis.

Signature du militaire

Cet acte a été accepté et approuvé par moi :

Nom et prénom :

Grade :

Date :

Signature du chef de corps

Sceau du Corps

(1) Biffer les mentions inutiles



N. 2000 — 1839 (2000 — 1793)

[2000/07215]

**18 JULI 2000.** — Koninklijk besluit tot vaststelling voor het academiejaar 2000-2001 van het reglement houdende de gegevens voor de beoordeling van de hoedanigheden van de kandidaten in de Koninklijke Militaire School en het programma van de cursussen van de polytechnische afdeling en van de afdeling alle wapens. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 148 van 1 augustus 2000, blz. 26377, bij de code CL501, tweede landstaal, het cijfer « 5 » dat zich bevindt in de kolom Rap. moet in de kolom Coëf. staan.

Bladzijde 26401, de rubriek « FYSIEKE HOEDANIGHEDEN » moet vervangen worden door « KARAKTERIELE HOEDANIGHEDEN ».

F. 2000 — 1839 (2000 — 1793)

[2000/07215]

**18 JUILLET 2000.** — Arrêté royal fixant pour l'année académique 2000-2001 le règlement contenant les données relatives à l'appréciation des qualités des candidats au sein de l'Ecole royale militaire et le programme des cours des sections polytechnique et toutes armes. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 148 du 1<sup>er</sup> août 2000, p. 26377, au code CL501, deuxième langue nationale, le chiffre « 5 » figurant dans la colonne Rap. doit se trouver dans la colonne Coëf.

A la page 26401, la rubrique « QUALITES CARACTERIELLES » doit être traduite en néerlandais par « KARAKTERIELE HOEDANIGHEDEN ».

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2000 — 1840 (2000 — 1643)

[C - 2000/00646]

**26 JUNI 2000.** — Wet tot beperking van de helft van de devolutive kracht van de lijststemmen en tot afschaffing van het onderscheid tussen kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers voor de verkiezing van de provincie- en gemeenteraden en het Europees Parlement. — Erratum

Deze wet werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 juli 2000, bl. 24660.

In de Nederlandse tekst van het opschrift van de wet dient de volgende wijziging te gebeuren :

« Wet tot beperking van de helft van de devolutive kracht » vervangen door « Wet tot beperking met de helft van de devolutive kracht... »

In de Nederlandse tekst dienen de volgende wijzigingen te gebeuren :

— art. 2, tweede lid : « De Kiezer » vervangen door « De kiezer »;

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2000 — 1840 (2000 — 1643)

[C - 2000/00646]

**26 JUILLET 2000.** — Loi visant à réduire de moitié l'effet dévolutif des votes exprimés en case de tête et à supprimer la distinction entre candidats titulaires et candidats suppléants pour l'élection des conseils provinciaux et communaux et du Parlement européen. — Erratum

Cette loi a été publiée au *Moniteur belge* du 14 juillet 2000, p. 24660.

La modification suivante doit être apportée dans le texte néerlandais de l'intitulé de la loi :

« Wet tot beperking van de helft van de devolutive kracht... » remplacé par « Wet tot beperking met de helft van de devolutive kracht... ».

Les modifications suivantes doivent être apportées dans le texte néerlandais :

— art. 2, deuxième alinéa : « De Kiezer » remplacé par « De kiezer »;

- art. 3, 2°, tweede lid : « § 1<sup>er</sup> bis » vervangen door « § 1 bis »;
  - art. 9, derde lid : « hun aanwijzing » vervangen door « hun aanwijzing »;
  - in de nota - Parlementaire bescheiden - « nr. 50.663/3 » en « nr. 50.664/4 » vervangen door « nr. 50-666/3 » en « nr. 50-666/4 ».
- In de Franse tekst dienen de volgende wijzigingen te gebeuren :
- art. 2, vierde lid : « s'il veut » vervangen door « s'il veut »;
  - art. 14 : « effectis » vervangen door « effectifs »;
  - art. 18, 3°, b) : « différents » vervangen door « différentes ».

- art. 3, 2°, deuxième alinéa : « § 1<sup>er</sup> bis » remplacé par « § 1 bis »;
  - art. 9, troisième alinéa : « hun aanwijzing » remplacé par « hun aanwijzing »;
  - dans la note - Documents parlementaires « nr. 50.663/3 » et « nr. 50.664/4 » remplacés par « nr. 50-666/3 » en « nr. 50-666/4 ».
- Les modifications suivantes doivent être apportées dans le texte français :
- art. 2, quatrième alinéa : « s'il veut » remplacé par « s'il veut »;
  - art. 14 : « effectis » remplacé par « effectifs »;
  - art. 18, 3°, b) : « différents » remplacé par « différentes ».

*(Dit koninklijk besluit annuleert en vervangt het koninklijk besluit gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad nr. 147 van 29 juli 2000, blz. 26235)*

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE**

N. 2000 — 1841

[C — 2000/00392]

**28 APRIL 2000. — Koninklijk besluit  
houdende de indeling van het grondgebied  
van de provincie West-Vlaanderen in politiezones**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de voorstellen van de Minister van Binnenlandse Zaken van 15 februari 1999 en van 31 januari 2000 tot afbakening van de provincie in politiezones;

Gelet op de adviezen die daarop werden uitgebracht door de betrokken burgemeesters, na raadpleging van de gemeenteraden, door de procureur-generaal en door de gouverneur;

Op de voordracht van Onze Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het grondgebied van de provincie West-Vlaanderen wordt ingedeeld in de volgende politiezones :

1.1 Gerechtelijk arrondissement Brugge (9 zones)

- Brugge
- Blankenberge/Zuienkerke
- Damme/Knokke-Heist
- Beernem/Oostkamp/Zedelgem
- Ardooie/Pittem/Ruiselede/Tielt/Wingene/Lichtervelde
- Oostende
- Bredene/De Haan
- Middelkerke

— Gistel/Ichtegem/Jabbeke/Oudenburg/Torhout

1.2. Gerechtelijk arrondissement Kortrijk (6 zones)

- Hooglede/Roeselare/Izegem
- Dentergem/Ingelmunster/Meulebeke/Oostrozebeke/Wielsbeke
- Menen/Ledegem/Wevelgem
- Kortrijk/Kuurne/Lendelede
- Waregem/Anzegem/Spiere-Helkijn/Zwevegem/Avelgem
- Deerlijk/Harelbeke

1.3. Gerechtelijk arrondissement Veurne (3 zones)

- Alveringem/Lo-Reninge/Veurne
- Diksmuide/Houthulst/Koekelare/Kortemark
- De Panne/Koksijde/Nieuwpoort

*(Cet arrêté royal annule et remplace celui publié au Moniteur belge n° 147 du 29 juillet 2000, p. 26235)*

**MINISTERE DE L'INTERIEUR  
ET MINISTERE DE LA JUSTICE**

F. 2000 — 1841

[C — 2000/00392]

**28 AVRIL 2000. — Arrêté royal  
déterminant la délimitation du territoire  
de la province de Flandre occidentale en zones de police**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 9;

Vu les propositions du Ministre de l'Intérieur du 15 février 1999 et de 31 janvier 2000 déterminant la délimitation de la province en zones de police;

Vu les avis émis quant à ces propositions par les bourgmestres concernés, après consultation des conseils communaux, par le procureur général et par le gouverneur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le territoire de la province de Flandre occidentale est divisé en zones de police suivantes :

1.1. Arrondissement judiciaire de Bruges (9 zones)

- Bruges
- Blankenberge/Zuienkerke
- Damme/Knokke-Heist
- Beernem/Oostkamp/Zedelgem
- Ardooie/Pittem/Ruiselede/Tielt/Wingene/Lichtervelde
- Ostende
- Bredene/De Haan
- Middelkerke

— Gistel/Ichtegem/Jabbeke/Oudenburg /Torhout

1.2. Arrondissement judiciaire de Courtrai (6 zones)

- Hooglede/Roulers/Izegem
- Dentergem/Ingelmunster/Meulebeke/Oostrozebeke/Wielsbeke/Izegem
- Menin/Ledegem/Wevelgem
- Courtrai/Kuurne/Lendelede
- Waregem/Anzegem/Espierres-Helchin/Zwevegem/Avelgem
- Deerlijk/Harelbeke

1.3. Arrondissement judiciaire de Furnes (3 zones)

- Alveringem/Lo-Reninge/Furnes
- Dixmude/Houthulst/Koekelare/Kortemark
- La Panne/Koksijde/Nieuport

1.4. Gerechtelijk arrondissement Ieper (1 zone)  
— Ieper/Wervik/Heuvelland/Mesen/Poperinge/Vleteren/Lange-  
mark-Poelkapelle/Moorslede/Staden/Zonnebeke

**Art. 2.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 april 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

1.4. Arrondissement judiciaire d'Ypres (1 zone)

— Ypres/Wervik/Heuvelland/Mesen/Poperinge/Vleteren/Lange-  
mark-Poelkapelle/Moorslede/Staden/Zonnebeke

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

*(Dit koninklijk besluit annuleert en vervangt het koninklijk besluit gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad nr. 147 van 29 juli 2000, blz. 26242)*

N. 2000 — 1842

[C — 2000/00611]

**14 JULI 2000.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 2000 houdende de indeling van het grondgebied van de Provincie West-Vlaanderen in politiezones

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 april 2000 waarbij het grondgebied van de provincie West-Vlaanderen in politiezones wordt ingedeeld;

Gelet op het feit dat in de franstalige versie van dit koninklijk besluit, Izegem tweemaal wordt vermeld;

Op de voordracht van Onze Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1, rubriek 1.2., van het koninklijk besluit van 28 april 2000 houdende de indeling van het grondgebied van de provincie West-Vlaanderen in politiezones, worden de eerste en tweede gedachtenstrepen van de franstalige versie, door de volgende gedachtenstrepen vervangen :

« — Hooglede/Roulers/Izegem

— Dentergem/Ingelmunster/Meulebeke/Oostrozebeke/Wielsbeke ».

**Art. 2.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juli 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

*(Cet arrêté royal annule et remplace celui publié au Moniteur belge n° 147 du 29 juillet 2000, p. 26242)*

F. 2000 — 1842

[C — 2000/00611]

**14 JUILLET 2000.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 avril 2000 déterminant la délimitation du territoire de la province de Flandre occidentale en zones de police

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal du 28 avril 2000 délimitant le territoire de la province de Flandre occidentale en zones de police;

Vu le fait que dans la version française de cet arrêté royal, Izegem est mentionné deux fois;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, rubrique 1.2., de l'arrêté royal du 28 avril 2000 déterminant la délimitation du territoire de la province de Flandre occidentale en zones de police, les premier et second tirets de la version française sont remplacés par les tirets suivants :

« — Hooglede/Roulers/Izegem

— Dentergem/Ingelmunster/Meulebeke/Oostrozebeke/Wielsbeke ».

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 2000 — 1843

[C — 2000/35688]

**14 APRIL 2000. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen**

De Vlaamse regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 17 mei 1976 tot oprichting van een Dienst voor de Scheepvaart en een « Office de la Navigation », inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 7 juli 1998;

Gelet op het decreet van 12 december 1990 betreffende het bestuurlijk beleid, inzonderheid op artikel 24, § 1, 44, § 1, en 45;

Gelet op het decreet van 4 mei 1994 betreffende de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen, inzonderheid op artikel 57;

Gelet op het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode, inzonderheid op artikel 32, § 1;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 5 april 1995 houdende organisatie van het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Dienst voor de Scheepvaart en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij en de regeling van de rechtspositie van het personeel;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel, gegeven op 28 juni 1996 en 15 april 1999;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem, gegeven op 30 augustus 1996 en 15 april 1999;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen, gegeven op 10 juli 1996 en 14 april 1999;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie, gegeven op 20 november 1996;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen, gegeven op 10 september 1996 en 28 april 1999;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Dienst voor de Scheepvaart, gegeven op 21 april 1999;

Gelet op het advies van de directieraad van de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, gegeven op 1 juli 1996, 5 december 1996, 6 februari 1997 en 15 april 1999;

Gelet op het advies van de directieraad van de Dienst voor de Scheepvaart, gegeven op 3 juli 1996 en 7 april 1999;

Gelet op het advies van de directieraad van de Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen, gegeven op 4 september 1996 en 19 april 1999;

Gelet op het advies van de directieraad van het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie, gegeven op 5 november 1996 en 29 april 1999;

Gelet op het advies van de directieraad van de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen, gegeven op 3 december 1996 en 13 april 1999;

Gelet op het advies van de directieraad van de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever, gegeven op 21 maart 1997;

Gelet op het advies van de directieraad van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel, gegeven op 25 november 1997 en 13 april 1999;

Gelet op het advies van de directieraad van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem, gegeven op 14 juli 1998 en 27 april 1999;



Gelet op het akkoord van de federale minister van pensioenen, gegeven op 24 augustus 1998;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 23 maart 1999;

Gelet op het protocol nr. 127.323 van 7 mei 1999 van het Sectorcomité XVIII Vlaamse Gemeenschap-Vlaams Gewest;

Gelet op de beslissing van de Vlaamse regering, op 1 juni 1999, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 februari 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke kansen, de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden en de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

**A. Commissariaat-Generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie**

**Art. A 1.** In artikel II 6, 1°, van het besluit van de Vlaamse regering van 5 april 1995 houdende organisatie van het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » de woorden « of een stagiair » ingevoegd.

**Art. A 2.** In artikel II 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « vóór 10 juni 1996 »;

2° de woorden « binnen de eerste twee jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste drie jaar na zijn aanwijzing ».

**Art. A 3.** In artikel II 31 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. De beroepen ingesteld tegen een beoordeling toegekend vóór 31 december 1995 worden verder afgehandeld door de raad van beroep voor sommige instellingen van openbaar nut, die onder het gezag of de controlebevoegdheid van de Vlaamse regering staan, volgens de procedure en samenstelling die gold vóór 1 januari 1995. »

**Art. A 4.** In artikel V 13, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « graad van dezelfde rang ».

**Art. A 5.** In artikel VI 8, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. A 6.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de leidend ambtenaar een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om redenen die verband houden met de noden van de dienst. »

**Art. A 7.** In artikel VII 2, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden « naar een hoger niveau » vervangen door de woorden « naar het andere niveau ».

**Art. A 8.** In artikel VII 33 van hetzelfde besluit worden de woorden « dat afgesloten werd vóór de datum van in werkingtreding van dit besluit » vervangen door de woorden « dat georganiseerd werd vóór 31 december 1994 en dat afgesloten werd vóór 31 december 1995 ».

**Art. A 9.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. A 10.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouder in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie);

2° de *functiebeschrijving* : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie (het 'wat').

De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitvoeren van een functie (het 'hoe').

De onderscheiden criteria worden opgenomen in bijlage 13 bij dit besluit;

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar en de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd of door de adjunct-leidend ambtenaar, of bij ontstentenis door de leidend ambtenaar, om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.

*De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.*

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. A 11.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. A 12.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd, zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding georganiseerd door de administratie Personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

§ 2. *De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.*

§ 3. In het begin van elke evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren.

De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming, van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naast hogere rang.

§ 4. *Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde aangepast worden. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode. Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de opdrachtouder voor de vorming, het human resources management en de organisatieontwikkeling.*

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

§ 6. *Na het evaluatiegesprek wordt het definitieve beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.*

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. A 13.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;

2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;

3° de persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;

4° de uitslagen die de ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;

5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in artikel VIII 27, § 1;

6° de beslissingen in beroep, bedoeld in artikel VIII 28 en VIII 29;

7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatiedossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de opdrachtouder voor de vorming, het human resources management en de organisatieontwikkeling. »

**Art. A 14.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3° handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van alle gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaatshadden.

Een persoonlijke nota wordt tevens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd. Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze opmerkingen aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. A 15.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt : « § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd; »

2° in § 2, 2°, worden de woorden « de te horen ambtenaren » vervangen door de woorden « de te bevragen ambtenaren ».

**Art. A 16.** Artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 17. Met uitzondering van de adjunct-leidend ambtenaar worden alle ambtenaren van rang A2 en lager geëvalueerd door minstens twee hiërarchische meerderen. De evaluatoren behoren tot minstens twee verschillende rangen. »

**Art. A 17.** In artikel VIII 18, tweede zin, van hetzelfde besluit wordt het woord « hoort » vervangen door het woord « bevrägt ».

**Art. A 18.** Artikel VIII 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 19. Het afdelingshoofd en het staflid van rang A2 worden geëvalueerd door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar. »

**Art. A 19.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 24 worden de andere ambtenaren van rang A2 en de ambtenaren van rang A1, niveau B, C, D en E geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. A 20.** De artikelen VIII 21 tot en met VIII 23 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. A 21.** In artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt § 5 vervangen door wat volgt :

« § 5. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren, wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid. »

**Art. A 22.** Artikel VIII 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 25. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator. »

**Art. A 23.** Aan artikel VIII 26 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd :

« onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. A 24.** In artikel VIII 27, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. A 25.** Aan artikel VIII 59 van hetzelfde besluit wordt een § 4 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 4. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1 behoudt onbeperkt het voordeel van zijn uitslag tenzij het examenreglement het anders bepaalt. »

**Art. A 26.** In artikel VIII 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° het derde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissingen van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken. »

**Art. A 27.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid. »

**Art. A 28.** Artikel XI 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 12. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. Ter vervanging van de in § 1 bedoelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag, heeft de ambtenaar die niet in een continuregeling tewerkgesteld wordt, vakantie voor de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar.

De ambtenaar die verplicht is om op één van de in § 1 vermelde dagen of in de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar te werken ten gevolge van de behoeften van de dienst, krijgt in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.

§ 3. De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen, krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen genomen worden. »

**Art. A 29.** In artikel XI 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het laatste lid worden de woorden «, eerste lid » geschrapt.

**Art. A 30.** In artikel XI 25, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « beroepsongeschiktheid » vervangen door het woord « arbeidsongeschiktheid ».

**Art. A 31.** In artikel XI 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van een zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk arbeidsmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is »;

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3° ».

**Art. A 32.** Aan artikel XI 36, § 3, derde lid, van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd :

« Deze nemen een beslissing binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene. »

**Art. A 33.** Artikel XI 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 64. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister, staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of gewest, of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet.

De aanwijzing gebeurt na akkoord van de raad van bestuur. »

**Art. A 34.** In artikel XI 77 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van een van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering, ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. A 35.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. A 36.** In artikel XI 80 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. A 37.** In artikel XI 83, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheidsproeven. »

**Art. A 38.** In artikel XI 93, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub § 1 en § 2 » geschrapt.

**Art. A 39.** In artikel XI 95 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° § 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Wanneer een ambtenaar of een stagiair van de instelling met toepassing van het decreet van 30 november 1988 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de openbare instellingen of publiekrechtelijke verenigingen die van de Vlaamse Gemeenschap afhangen of met toepassing van het bijzonder decreet van 26 juni 1995 houdende instelling van een regime van politiek verlof voor de personeelsleden van de diensten van de Vlaamse regering die een mandaat als lid van de Vlaamse Raad of de Vlaamse regering uitoefenen verlof krijgt, beslist de tot benoemen bevoegde overheid of de betrekking waarvan de betrokkene titularis is als vacant moet worden beschouwd. Hierbij wordt er rekening gehouden met de behoeften van de dienst.

Zij kan die beslissing nemen zodra de ambtenaar vier jaar afwezig is en wat het in het bijzonder decreet van 26 juni 1995 bedoelde verlof betreft, bij de aanvang van een tweede bij het eerste aansluitend mandaat. »

3° de woorden « § 3. Aan de in § 2 genoemde beslissing » worden vervangen door de woorden « § 2. Aan de in § 1 genoemde beslissing ».

**Art. A 40.** In artikel XII 2, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « behalve bij ernstig vergrijp zoals bepaald in artikel IX 6 » geschrapt.

**Art. A 41.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd.

4° in 3° d) wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat ».

**Art. A 42.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet viel van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. A 43.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, a), worden de woorden « Europese Gemeenschap » telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in § 1, 1°, a), worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e), worden tussen het woord « Arbeid » en de woorden « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd;

**Art. A 44.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking » de woorden « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd.

**Art. A 45.** In artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden het derde en het vierde lid vervangen door wat volgt :

« het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

a) 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 11;

b) 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12 »;

2° in § 5 worden na het woord « nalatigheidsintresten » de woorden « berekend op het beginsalaris » toegevoegd.

**Art. A 46.** In artikel XIII 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. A 47.** In artikel XIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden na de woorden « van navolgende bepalingen » de woorden « vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

2° § 3 wordt opgeheven;

**Art. A 48.** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36, § 1. Behoudens andersluidende bepalingen is de toelage niet verschuldigd in de volgende gevallen :

— in het geval geen salaris wordt betaald; of

— in het geval van een afwezigheid dit langer dan 35 werkdagen duurt.

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in hoofdstuk 5, afdeling 3, en in de hoofdstukken 6, 7 en 8 van deze titel. »

**Art. A 49.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. A 50.** In artikel XIII 42, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;

2° in het derde lid worden tussen de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op datum van zijn nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.

**Art. A 51.** In artikel XIII 45 van hetzelfde statuut wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :

— de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;

— de haard- en standplaatstoelage;

— de toelage voor hoger ambt;

— het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamens naar het andere niveau. »

**Art. A 52.** Artikel XIII 69, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. A 53.** In artikel XIII 74 van hetzelfde besluit wordt « naar het hogere niveau » vervangen door « naar het andere niveau ».

**Art. A 54.** In artikel XIII 88 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. A 55.** In artikel XIII 95 van hetzelfde statuut wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. A 56.** In artikel XIII 96, § 2, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. A 57.** In artikel XIII 99 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Hoofdstuk 2 en hoofdstuk 5, afdeling 3 is niet van toepassing op de stagiair.

Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4. »

**Art. A 58.** Artikel XIV 5, § 1, *b)* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« *b)* onderhoud, bewaking en onthaal; »

**Art. A 59.** Artikel XIV 20 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. A 60.** Aan artikel XIV 40 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd, als volgt :

« *Afdeling 10.* — Verlof na detachering

Art. XIV 40*bis*. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractuele personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in artikel XI 66. »

**Art. A 61.** In artikel XV 5 van hetzelfde besluit worden onder de vermelding « deel VIII, titel 2. De evaluatie : » de woorden « Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996. »

**Art. A 62.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden vóór 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

**Art. A 63.** De algemene lijst van functioneringscriteria bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij dit besluit, gaat als bijlage I bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 13 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

## B. Dienst voor de Scheepvaart

**Art. B 1.** In artikel II 6, a, van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Dienst voor de Scheepvaart en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » de woorden « of een stagiair » ingevoegd.

**Art. B 2.** In artikel II 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de 3 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « vóór 23 september 1996 »;

2° de woorden « binnen de eerste 2 jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste drie jaar na zijn aanwijzing ».

**Art. B 3.** In artikel V 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « graad van dezelfde rang ».

**Art. B 4.** In artikel VI 8, laatste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. B 5.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de leidend ambtenaar een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om redenen die verband houden met de noden van de dienst. »

**Art. B 6.** In artikel VII 33 van hetzelfde besluit worden de woorden « dat afgesloten werd vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit » vervangen door de woorden « dat georganiseerd werd vóór 31 december 1994 en dat afgesloten werd vóór 31 december 1995 ».

**Art. B 7.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. B 8.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouders in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie);

2° de functiebeschrijving : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie (het 'wat').

De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitoefenen van een functie (het 'hoe').

De onderscheiden criteria worden opgenomen in bijlage 14 bij dit besluit.

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar, en de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd of de adjunct-leidend ambtenaar, of bij ontstentenis door de leidend ambtenaar, om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. B 9.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. B 10.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd, zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding georganiseerd door de administratie Personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

§ 2. De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.

§ 3. In het begin van elke evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren.

De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming, van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naasthogere rang.

§ 4. Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde worden aangepast. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode. Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de opdrachthouder voor human resources management.

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

Indien de ambtenaar van niveau D of E die behoort tot het exploitatiepersoneel of het logistiek personeel, hierom vraagt, wordt het evaluatiegesprek tevens gevoerd in aanwezigheid van een waarnemer van zijn keuze.

§ 6. Na het evaluatiegesprek wordt het definitieve beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. B 11.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;

2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;

3° de persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;

4° de uitslagen die de belanghebbende ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;

5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in artikel VIII 27 § 1;

6° de beslissingen in beroep, bedoeld in artikel VIII 28 en VIII 29;

7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatiedossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de opdrachthouder voor H.R.M.. »

**Art. B 12.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3° handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaatshadden.

Een persoonlijke nota wordt eveneens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

*Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd. Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.*

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. B 13.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt : « § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd »;

2° in § 2, 2° worden de woorden « de te horen ambtenaren » vervangen door de woorden « de te bevragen ambtenaren ».

**Art. B 14.** Artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 17. Met uitzondering van de adjunct-leidend ambtenaar worden alle ambtenaren van rang A2 en lager geëvalueerd door minstens twee hiërarchische meerderen. De evaluatoren behoren tot minstens twee verschillende rangen ».

**Art. B 15.** In artikel VIII 18 van hetzelfde besluit wordt het woord « hoort » vervangen door het woord « be vraagt ».

**Art. B 16.** Artikel VIII 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 19. Het afdelingshoofd en het stafflid van rang A2 worden geëvalueerd door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar ».

**Art. B 17.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 24 worden de andere ambtenaren van rang A2 en de ambtenaren van rang A1, niveau B, C, D en E geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. B 18.** Artikel VIII 21 tot en met VIII 23 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. B 19.** In artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid ».

**Art. B 20.** Artikel VIII 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 25. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator. »

**Art. B 21.** Aan artikel VIII 26 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd :

« onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. B 22.** In artikel VIII 27, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. B 23.** Aan artikel VIII 59 van hetzelfde besluit wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1, eerste lid, behoudt onbeperkt het voordeel van zijn uitslag, tenzij het examenreglement het anders bepaalt. »

**Art. B 24.** In artikel VIII 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissingen van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken. »

**Art. B 25.** In artikel VIII 93 wordt de datum « 30 juni 1997 » vervangen door de datum « 30 juni 2000 ».

**Art. B 26.** In fine van artikel VIII 97, § 4, van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd : « Voor de inschaling in de salarisschaal E122 wordt voor de berekening van de schaalanciënniteit de graadanciënniteit van de graden van rang 43 (met inbegrip van de afgeschafte graden) samengevoegd. ».

**Art. B 27.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid.

**Art. B 28.** Artikel XI 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 12. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. Ter vervanging van de in § 1 vermelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag, heeft de ambtenaar die niet in een continuregeling tewerkgesteld wordt, vakantie voor de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar.

De ambtenaar die verplicht is om op één van de in § 1 vermelde dagen of in de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar te werken ten gevolge van behoeften van de dienst, krijgt in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.

§ 3. De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen. »

**Art. B 29.** In artikel XI 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het vierde lid worden de woorden « 1ste lid » geschrapt.

**Art. B 30.** In artikel XI 25, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « definitieve beroepsongeschiktheid » vervangen door de woorden « definitieve arbeidsongeschiktheid ».

**Art. B 31.** In artikel XI 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van de zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk arbeidsmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is. »;

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3° ».

**Art. B 32.** Aan artikel XI 36, § 3, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd : « Deze nemen een beslissing binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene ».

**Art. B 33.** Artikel XI 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 64. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister, staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of gewest of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet.

De aanwijzing gebeurt na akkoord van de raad van bestuur ».

**Art. B 34.** In artikel XI 77 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van één van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. B 35.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering ».

**Art. B 36.** In artikel XI 80 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering ».

**Art. B 37.** In artikel XI 83, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheidsproeven. »

**Art. B 38.** In artikel XI 93, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub 1° en 2° » geschrapt.

**Art. B 39.** In artikel XII 2, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « behalve bij ernstig vergrijp zoals bepaald in artikel IX 6 » geschrapt.

**Art. B 40.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd.

4° in 3°, d), wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat ».

**Art. B 41.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet viel van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. B 42.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, a), worden de woorden « Europese Gemeenschap » telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in § 1, 1°, a), worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e), worden tussen het woord « Arbeid » en de woorden « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd.

**Art. B 43.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking » de woorden « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd.

**Art. B 44.** In artikel XIII 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « 1 januari 1995 » vervangen door de woorden « 1 januari 1994 ».

**Art. B 45.** In artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de twee laatste leden vervangen door wat volgt :

« het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

a) 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 11;

b) 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12. »;

2° in § 5 worden de woorden « berekend op het beginsalaris » toegevoegd aan de voorlaatste zin.

**Art. B 46.** In artikel XIII 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. B 47.** In artikel XIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in de §§ 1 en 2 worden na de woorden « van navolgende bepalingen » de woorden »vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

§ 3 wordt opgeheven.

**Art. B 48.** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36. § 1. Behoudens andersluidende bepalingen is de toelage niet verschuldigd in de volgende gevallen :

— in het geval geen salaris wordt betaald; of

— in het geval van een afwezigheid die langer dan 35 werkdagen duurt.

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in hoofdstuk 5, afdeling 1, en in de hoofdstukken 6, 7 en 8 van deze titel. »

**Art. B 49.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. B 50.** In artikel XIII 42, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;

2° in het derde lid worden tussen de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op datum van zijn nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.



**Art. B 51.** In artikel XIII 43 van het zelfde statuut wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

- « Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :
- de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;
  - de haard- en standplaatstoelage;
  - de toelage voor hoger ambt;
  - het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamens naar het andere niveau ».

**Art. B 52.** In artikel XIII 50 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De continu-diensten of diensten met een beurtroolsysteem, waar nu een andere regeling bestaat voor zaterdag-, zondags- en nachtpresaties, behouden deze regeling. »

**Art. B 53.** Artikel XIII 56, tweede lid van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. B 54.** In artikel XIII 64 van hetzelfde besluit worden in de eerste zin de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. B 55.** Artikel XIII 75 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 75. Onverminderd artikel XIII 74, 2°, 3° en 4°, en artikel XIII 80 wordt, naargelang van het geval, wanneer niet tijdens het ganse referentie-jaar of de referentieperiode volledige prestaties werden verricht, het bedrag van het vakantiegeld en/of de eindejaarstoelage :

a) bepaald op respectievelijk een twaalfde of een negende van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

b) aangepast overeenkomstig artikel XIII 21, § 4 en artikel XIII 24. »

**Art. B 56.** In artikel XIII 78 van het zelfde statuut worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. B 57.** In artikel XIII 85 van het zelfde statuut wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. B 58.** In artikel XIII 86 § 2 van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. B 59.** In artikel XIII 89 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Hoofdstuk 2 en hoofdstuk 5, afdeling 1, zijn niet van toepassing op de stagiair.

Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4 en hoofdstuk 5, afdeling 2.

**Art. B 60.** Artikel XIV 20 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. B 61.** Aan deel XIV, titel 3, hoofdstuk 2, van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd, die luidt als volgt :

« *Afdeling 10.* — Verlof na detachering.

Art. XIV 40bis. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractueel personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in artikel XI 66. »

**Art. B 62.** In artikel XV 5 van hetzelfde besluit worden onder de vermelding « deel VIII, titel 2 : De evaluatie : » de woorden « Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996 ».

**Art. B 63.** De salarisschaal C111 wordt gewijzigd, zoals opgenomen als bijlage II bij dit besluit. Deze gewijzigde salarisschaal vervangt de gelijknamige schaal, opgenomen in bijlage 10 van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Dienst voor de Scheepvaart en de regeling van de rechtspositie van het personeel.

**Art. B 64.** De algemene lijst van functioneringscriteria bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij dit besluit, gaat als bijlage III bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 14 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

**Art. B 65.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden voor 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

### C. Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever

**Art. C 1.** In artikel II 6, 1°, van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » de woorden « of een stagiair » ingevoegd.

**Art. C 2.** In artikel II 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de 3 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « vóór 20 september 1996 »;

2° de woorden « binnen de eerste 2 jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste 3 jaar na zijn aanwijzing. »

**Art. C 3.** In artikel V 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « graad van dezelfde rang ».

**Art. C 4.** In artikel V 8, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel V 6-2° » vervangen door de woorden « artikel V 5, 2° ».

**Art. C 5.** In artikel VI 8, laatste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. C 6.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt : « De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de Raad van Bestuur een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om redenen die verband houden met de noden van de dienst. »

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. C 7.** In artikel VII 35 van hetzelfde besluit worden de woorden « dat afgesloten werd vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit » vervangen door de woorden « dat georganiseerd werd vóór 31 december 1994 en dat afgesloten werd vóór 31 december 1995 ».

**Art. C 8.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. C 9.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouders in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

*In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie);*

2° de functiebeschrijving : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

*De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie (het 'wat').*

De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitoefenen van een functie (het 'hoe').

De onderscheiden criteria worden opgenomen in bijlage 12 bij dit besluit;

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

*De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.*

De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. C 10.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. C 11.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd, zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding georganiseerd door de administratie Personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

*§ 2. De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.*

§ 3. In het begin van elke evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren.

*De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming, van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.*

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

*De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naasthogere rang.*

§ 4. Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde aangepast worden. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode.

Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de vormingsverantwoordelijke.

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

§ 6. Na het evaluatiegesprek wordt het definitieve beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. C 12.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;

2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;

3° de persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;

4° de uitslagen die de belanghebbende ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;

5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in artikel VIII 26, § 1;

6° de beslissing in beroep, bedoeld in artikel VIII 27;

7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatiedossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de vormingsverantwoordelijke. »

**Art. C 13.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3° handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaatshadden.

Een persoonlijke nota wordt eveneens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd. Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. C 14.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt « § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd »;

2° in § 2, 2°, worden de woorden « de te horen leden van de raad van bestuur » vervangen door de woorden « de te bevragen leden van de raad van bestuur ».

**Art. C 15.** In artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. C 16.** In artikel VIII 19 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 25 » vervangen door de woorden « artikel VIII 23 ».

**Art. C 17.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 23 worden de ambtenaren van niveau B, C, D en E geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. C 18.** Artikel VIII 21 en VIII 22 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. C 19.** In artikel VIII 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid. »

2° in § 4, derde lid, worden de woorden « artikel II 15, §§ 2 en 3 » vervangen door de woorden « artikel II 14, §§ 2 en 3 ».

**Art. C 20.** Artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 24. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator.

**Art. C 21.** Aan artikel VIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd : « onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. C 22.** In artikel VIII 26, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. C 23.** Aan artikel VIII 57 van hetzelfde besluit wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1, eerste lid, behoudt onbeperkt het voordeel van zijn uitslag, tenzij het examenreglement het anders bepaalt. »

**Art. C 24.** In artikel VIII 70, § 4, 2°, c, van hetzelfde besluit wordt de verwijzing naar artikel IX 7 vervangen door de verwijzing naar artikel IX 4.

**Art. C 25.** In artikel VIII 71 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° in het derde lid worden de woorden « rang A1 » vervangen door de woorden « niveau A »;

3° het vijfde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissingen van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken. »

**Art. C 26.** In artikel VIII 83 van hetzelfde besluit worden na de woorden « het eerstvolgende vergelijkend bevorderingsexamen dat » de woorden « per gevraagde specialiteit » ingevoegd.

**Art. C 27.** In artikel VIII 86, § 1, van hetzelfde besluit wordt de verwijzing naar artikel VIII 72, § 1, vervangen door de verwijzing naar artikel VIII 72, 2°.

**Art. C 28.** In artikel VIII 86, § 2 van hetzelfde besluit wordt de verwijzing naar artikel VIII 72, § 1, 8°, vervangen door de verwijzing naar artikel VIII 72, 8°.

**Art. C 29.** In deel VIII, titel 9, hoofdstuk 3. De hiërarchische loopbaan van de ambtenaar van hetzelfde besluit wordt een artikel VIII 84bis ingevoegd, luidend als volgt : « De ambtenaar die geslaagd is in een bevorderingsexamen naar de graad van brigadier of brigadiersassenier behoudt zijn rechten op bevordering naar de graad van technicus; bij bevordering verkrijgt deze de salarisschaal C 123. »

**Art. C 30.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid. »

**Art. C 31.** Artikel XI 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 12. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. *Ter vervanging van de in § 1 vermelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag, heeft de ambtenaar die niet in een continuïteitregeling tewerkgesteld wordt, vakantie voor de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar.*

De ambtenaar die verplicht is om op één van de in § 1 vermelde dagen of in de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar te werken ten gevolge van behoeften van de dienst, krijgt in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.

§ 3. De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen worden. »

**Art. C 32.** In artikel XI 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het vierde lid worden de woorden « eerste lid » geschrapt.

**Art. C 33.** In artikel XI 25, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « definitieve beroepsongeschiktheid » vervangen door de woorden « definitieve arbeidsongeschiktheid ».

**Art. C 34.** In artikel XI 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van de zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk arbeidsmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is »;

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3°. »

**Art. C 35.** In artikel XI 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 3, laatste lid, wordt de volgende zin toegevoegd : « Die neemt een beslissing binnen de 30 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene »;

2° in § 5 worden de woorden « van niveau A » vervangen door de woorden « die een graad heeft van rang A2 die belast is met de leiding van een organisatorische eenheid ».

**Art. C 36.** Aan artikel XI 41, § 1, laatste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd : « die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt en voor de ambtenaar van rang A2 die twee kinderen heeft die nog niet de leeftijd van 15 jaar bereikt hebben ».

**Art. C 37.** Artikel XI 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 64. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister, staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of gewest of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet.

De aanwijzing gebeurt na akkoord van de raad van bestuur. »

**Art. C 38.** In artikel XI 77 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van één van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. C 39.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. C 40.** In artikel XI 80 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. C 41.** In artikel XI 83, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheidsproeven. »

**Art. C 42.** In artikel XI 93, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub 1° en 2° » geschrapt.

**Art. C 43.** In artikel XI 95 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° § 2 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Wanneer een ambtenaar of een stagiair van de instelling met toepassing van het decreet van 30 november 1988 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de openbare instellingen of publiekrechtelijke verenigingen die van de Vlaamse Gemeenschap afhangen of met toepassing van het bijzonder decreet van 26 juni 1995 houdende instelling van een regime van politiek verlof voor de personeelsleden van de diensten van de Vlaamse regering die een mandaat als lid van de Vlaamse Raad of de Vlaamse regering uitoefenen verlof krijgt, beslist de tot benoemen bevoegde overheid of de betrekking waarvan de betrokkene titularis is als vacant moet worden beschouwd. Hierbij wordt er rekening gehouden met de behoeften van de dienst.

Zij kan die beslissing nemen zodra de ambtenaar vier jaar afwezig is en wat het in het bijzonder decreet van 26 juni 1995 bedoelde verlof betreft, bij de aanvang van een tweede bij het eerste aansluitend mandaat. »

3° de woorden « § 3. Aan de in § 2 genoemde beslissing » worden vervangen door de woorden « § 2. Aan de in § 1 genoemde beslissing ».

**Art. C 44.** In artikel XII 2, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « , behalve bij ernstig vergrijp zoals bepaald in artikel IX 6 » geschrapt.

**Art. C 45.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd.

4° in 3° d) wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat. »

**Art. C 46.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet viel van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. C 47.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, a), worden de woorden « Europese Gemeenschap » telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in § 1, 1°, a), worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e), worden tussen het woord « Arbeid » en de woorden « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd;

**Art. C 48.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking ».

**Art. C 49.** In artikel XIII 19, § 2, van hetzelfde besluit wordt de verwijzing naar artikel V 17 vervangen door de verwijzing naar artikel V 8.

**Art. C 50.** In artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de twee laatste leden vervangen door wat volgt :

« Het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

a) 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 11;

b) 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12. »

2° In § 5 worden de woorden « berekend op het beginsalaris » toegevoegd in fine van de voorlaatste zin, na de woorden « ambtshalve nalatigheidsintresten ».

**Art. C 51.** In artikel XIII 22, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de zinsnede « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. C 52.** In artikel XIII 25, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden na de woorden « van navolgende bepalingen » de woorden « vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

2° § 3 wordt opgeheven;

**Art. C 53.** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36. § 1. Behoudens andersluidende bepalingen in s de toelage niet verschuldigd :

— in het geval geen salaris wordt betaald; of

— in het geval van een afwezigheid die langer dan 35 werkdagen duurt. »

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in de hoofdstukken 5, 6 en 7. »

**Art. C 54.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. C 55.** In artikel XIII 42, § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;

2° in het derde lid worden tussen de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op datum van zijn nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.

**Art. C 56.** In artikel XIII 45 van het zelfde statuut wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : « Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :

— de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;

— de haard- en standplaatstoelage;

— de toelage voor hoger ambt;

— het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamens naar het andere niveau.

**Art. C 57.** In artikel XIII 52 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen door de volgende bepaling : « § 4. De continudiensten of diensten met een beurtroolsysteem, waar nu een andere regeling bestaat voor zaterdag-, zondags- en nachtprestaties, behouden deze regeling. »

**Art. C 58.** In artikel XIII 57 van hetzelfde besluit worden in de eerste zin de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. C 59.** In artikel XIII 62 van hetzelfde besluit, worden de bedragen « 621.035 fr. en 710.081 fr. » telkens vervangen door respectievelijk de bedragen « 643.035 fr. en 732.081 fr. »

**Art. C 60.** Artikel XIII 68 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 68. Onverminderd artikel XIII 67, 2°, 3° en 4°, en artikel XIII 73 wordt, naar gelang van het geval, wanneer niet tijdens het ganse referentiejaar of de referentieperiode volledige prestaties werden verricht, het bedrag van het vakantiegeld en/of de eindejaarstoelage :

a) bepaald op respectievelijk een twaalfde of een negende van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

b) aangepast overeenkomstig artikel XIII 21, § 4, en artikel 24. »

**Art. C 61.** In artikel XIII 71, § 2, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid, worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid ».

**Art. C 62.** In artikel XIII 78 van het zelfde statuut wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. C 63.** In artikel XIII 79, § 2, van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid, worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid ».

**Art. C 64.** In artikel XIII 82 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Hoofdstuk 2 is evenwel niet van toepassing op de stagiair.

Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4. »

**Art. C 65.** Artikel XIII 110, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft geen recht op de toelagen voor afmattend, ongezonder of gevaarlijk werk bedoeld in artikel 36 van het koninklijk besluit van 31 juli 1975 tot vaststelling van het geldelijk statuut en van sommige bepalingen van het administratief statuut van de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 april 1985. »

**Art. C 66.** In hetzelfde besluit wordt onder titel 6 « Overgangsbepalingen » een artikel XIII 112 ingevoegd luidend als volgt :

« XIII 112. § 1. Het personeelslid dat uiterlijk 31 december 1994 bij Imalso in dienst kwam en dat in de periode van 1 januari 1995 tot 31 december 1998 er uit dienst trad, ontvangt het salaris *pro rata* van 24 werkdagen verlof.

§ 2. Voor het personeelslid dat in de loop van 1994 bij Imalso in dienst kwam, wordt het aantal dagen waarvan sprake in het vorige lid, herleid tot het aantal gewerkte maanden in 1994. »

**Art. C 67.** Artikel XIV 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. C 68.** Aan deel XIV, titel 3, hoofdstuk 2, van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd, die luidt als volgt :

« *Afdeling 10.* — Verlof na detachering

Art. XIV 38*bis*. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractueel personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in het artikel XI 66. »

**Art. C 69.** In deel XIV, titel 4, hoofdstuk 1, van hetzelfde besluit wordt artikel XIV 47*bis* ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. XIV 47*bis*. De overgangsregeling vermeld in artikel XIII 112 is van toepassing op het contractueel personeelslid. »

**Art. C 70.** In artikel XV 1, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden « 1 juni 1996 » vervangen door de woorden « 1 juli 1996 ».

**Art. C 71.** In artikel XV 5 van hetzelfde besluit worden onder de vermelding « deel VIII, Titel 2. De evaluatie : 1 januari 1995 » de woorden « Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996. »

**Art. C 72.** In bijlage 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 41, § 4 » vervangen door de woorden « artikel VIII 38, § 4 ».

**Art. C 73.** De salarisschaal C200 wordt gewijzigd, zoals opgenomen als bijlage IV bij dit besluit. Deze gewijzigde salarisschaal vervangt de gelijknamige schaal, opgenomen in bijlage 9 van besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever en de regeling van de rechtspositie van het personeel.

**Art. C 74.** De algemene lijst van functioneringscriteria bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij dit besluit, gaat als bijlage V bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 12 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

**Art. C 75.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden voor 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

#### D. Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen

**Art. D 1.** In artikel II 6, a, van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » de woorden « of een stagiair » ingevoegd.

**Art. D 2.** In artikel II 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « vóór 29 september 1996 »;

2° de woorden « binnen de eerste twee jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste drie jaar na zijn aanwijzing ».

**Art. D 3.** In artikel V 6, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « of in een gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « of in een graad van dezelfde rang ».

**Art. D 4.** In artikel VI 8, laatste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. D 5.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de leidend ambtenaar een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om redenen die verband houden met de noden van de dienst. »

**Art. D 6.** In artikel VII 32 van hetzelfde besluit worden de woorden « dat afgesloten werd vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit » vervangen door de woorden « dat georganiseerd werd vóór 31 december 1994 en dat afgesloten werd vóór 31 december 1995 ».

**Art. D 7.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. D 8.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouder in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie):

2° de functiebeschrijving : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie ('het wat').

De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitoefenen van een functie (het 'hoe').

De onderscheiden criteria worden opgenomen in bijlage 14 bij dit besluit;

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar, en de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd of de adjunct-leidend ambtenaar, of bij ontstentenis door de leidend ambtenaar, om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. D 9.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. D 10.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd, zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding georganiseerd door de administratie Personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

§ 2. De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.

§ 3. *In het begin van elke evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren.*

De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming, van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naasthogere rang.

§ 4. *Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde aangepast worden. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode.*

Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de opdrachthouder voor H.R.M.

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

Voor de ambtenaar van niveau D of E die belast is met exploitatietaken wordt het evaluatiegesprek tevens gevoerd in aanwezigheid van een waarnemer indien de ambtenaar dit vraagt.

§ 6. Na het evaluatiegesprek wordt het definitief beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. D 11.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;

2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;

3° de persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;

4° de uitslagen die de belanghebbende ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;

5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in artikel VIII 27, § 1;

6° de beslissingen in beroep, bedoeld in artikel VIII 28 en VIII 29;

7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatiedossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de opdrachthouder voor H.R.M. »

**Art. D 12.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3°, handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaatshadden.

Een persoonlijke nota wordt eveneens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd.

Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. D 13.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt « § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd »;

2° in § 2, 2° worden de woorden « de te horen ambtenaren » vervangen door de woorden « de te bevragen ambtenaren ».

**Art. D 14.** Artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 17. Met uitzondering van de adjunct-leidend ambtenaar worden alle ambtenaren van rang A2 en lager geëvalueerd door minstens twee hiërarchische meerderen. De evaluatoren behoren tot minstens twee verschillende rangen. »

**Art. D 15.** Artikel VIII 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 19. Het afdelingshoofd en het staf lid van rang A2 worden geëvalueerd door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar. »

**Art. D 16.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 24 worden de andere ambtenaren van rang A2 en de ambtenaren van rang A1, niveau B, C, D en E, geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. D 17.** Artikel VIII 21 tot en met VIII 23 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. D 18.** In artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid. »

**Art. D 19.** Artikel VIII 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 25. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator. »

**Art. D 20.** Aan artikel VIII 26 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd :

« , onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. D 21.** In artikel VIII 27, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. D 22.** Aan artikel VIII 59 van hetzelfde besluit wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt : « § 3. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1, eerste lid, behoudt onbeperkt het voordeel van zijn uitslag, tenzij het examenreglement het anders bepaalt. »

**Art. D 23.** In artikel VIII 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissingen van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken. »

**Art. D 24.** In artikel VIII 74 § 1 van het zelfde besluit worden de volgende vermeldingen ingevoegd :

— onder 5 a) : « C131 C132 »;

— onder 5 b) : « C132 C133 ».

**Art. D 25.** In artikel VIII 94 van hetzelfde besluit wordt

— in § 4 het volgend lid toegevoegd : « In afwijking van § 1 wordt de schaal-anciënniteit van de ambtenaar die vóór zijn inschaling overeenkomstig bijlage 9 in de graad van technisch hoofdassistent, titularis was van de graad van leidend speciaal klerk-ontvanger, berekend op basis van de som van de graadanciënniteiten van leidend speciaal klerk-ontvanger en hoofdklerk-typist; ».

**Art. D 26.** Aan artikel VIII 95 van hetzelfde besluit wordt volgend lid toegevoegd :

« De personeelsleden die met de graad van adjunct-havenkapitein (rang 24) zijn bekleed en die geacht worden titularis te zijn van het diploma van licentiaat in de nautische wetenschappen, in toepassing van artikel 84 van het decreet betreffende het Onderwijs IV van 28 april 1993, worden ambtshalve benoemd in de graad van adjunct-havenkapitein (rang 10). »

**Art. D 27.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid. »

**Art. D 28.** Artikel XI 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 12. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. Ter vervanging van de in § 1 vermelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag, heeft de ambtenaar die niet in een continuregeling tewerkgesteld wordt, vakantie voor de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar.

De ambtenaar die verplicht is om op één van de in § 1 vermelde dagen of in de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar te werken ten gevolge van behoeften van de dienst, krijgt in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.

§ 3. De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantie kunnen worden genomen. »



**Art. D 29.** In artikel XI 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het vierde lid worden de woorden « eerste lid » geschrapt.

**Art. D 30.** In artikel XI 25, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « definitieve beroepsongeschiktheid » vervangen door de woorden « definitieve arbeidsongeschiktheid ».

**Art. D 31.** In artikel XI 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van de zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk arbeidsmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is »;

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3° ».

**Art. D 32.** Aan artikel XI 36, § 3, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd :

« Deze laatste neemt een beslissing binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene ».

**Art. D 33.** Artikel XI 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 64. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister, staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of gewest of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet.

De aanwijzing gebeurt na akkoord van de raad van bestuur. »

**Art. D 34.** In artikel XI 77 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van één van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. D 35.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. D 36.** In Artikel XI 80 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. D 37.** In artikel XI 83, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheidsproeven. »

**Art. D 38.** In artikel XI 93, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub 1° en 2° » geschrapt.

**Art. D 39.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

4° in 3°, d), wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat. »

**Art. D 40.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet viel van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. D 41.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in § 1,1°, a) worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e) worden tussen het woord « Arbeid » en de woorden « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd.

**Art. D 42.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking ».

**Art. D 43.** Artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° *in fine* van § 4 wordt de volgende bepaling ingevoegd :

« Het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

a) 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 11;

b) 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12. »;

2° aan § 5, voorlaatste zin worden de volgende woorden toegevoegd : « berekend op het beginsalaris ».

**Art. D 44.** In artikel XIII 22, 1e lid, van hetzelfde besluit worden na de woorden « aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het rijk worden gekoppeld » de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. D 45.** In artikel XIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden na de woorden « van navolgende bepalingen » de woorden « vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

2° § 3 wordt ongeheven.

**Art. D 46.** In artikel XIII 32, § 2, van hetzelfde besluit worden na hoofdmedewerker de volgende vermeldingen ingevoegd :

Havenverkeersleider

na 8 jaar schaalanciënniteit in C131

C132;

na 10 jaar schaalanciënniteit in C132

C133.

**Art. D 47.** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36. § 1. Behoudens andersluidende bepalingen is de toelage niet verschuldigd :

— in hetgeval geen salaris wordt betaald; of

— in het geval van een afwezigheid die langer dan 35 werkdagen duurt.

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in de hoofdstukken 5, 6 en 7 van deze titel. »

**Art. D 48.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. D 49.** In artikel XIII 42 § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;

2° in het 3e lid worden tussen de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op de datum van zijn laatste nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.

**Art. D 50.** In artikel XIII 45 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :

— de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;

— de haard- en standplaatstoelage;

— de toelage voor hoger ambt;

— het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamens naar "het andere niveau". »

**Art. D 51.** In artikel XIII 52 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De continu-diensten of diensten met een beurtroelsysteem, waar nu een andere regeling bestaat voor zaterdag-, zondags- en nachtpresaties, behouden deze regeling. »

**Art. D 52.** In artikel XIII 57 van hetzelfde besluit worden in de eerste zin de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau. »

**Art. D 53.** Artikel XIII 68 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 68. Onverminderd artikel XIII 67, 2°, 3° en 4° en artikel XIII 73 wordt, naargelang het geval, wanneer niet tijdens het ganse referentiejaar of de referentieperiode volledige prestaties werden verricht, het bedrag van het vakantiegeld en/of de eindejaarstoelage :

a) bepaald op respectievelijk een twaalfde of een negende van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

b) aangepast overeenkomstig artikel XIII 21, § 4, en artikel XIII 24 ».

**Art. D 54.** In artikel XIII 71 van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. D 55.** In artikel XIII 78 van hetzelfde statuut wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. D 56.** In artikel XIII 79 § 2 van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. D 57.** In artikel XIII 82 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Hoofdstuk 2 is niet van toepassing op de stagiair. Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4. »

**Art. D 58.** In hetzelfde besluit wordt een artikel XIII 100bis toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 100bis. Voor de havenkapitein benoemd op 19 juni 1991 en de adjunct-havenkapitein (rang 10), bedoeld in artikel VIII 95, zevende lid worden de voltijdse voorgaande prestaties als adjunct-havenkapitein (rang 24) geacht gepresteerd te zijn in niveau 1 en aangerekend in de groep B (« klasse 24 jaar »). »

**Art. D 59.** Artikel XIV 19 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. D 60.** Aan deel XIV, titel 3, hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd, die luidt als volgt :

« Afdeling 10. Verlof na detachering.

Art. XIV 39bis. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractueel personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in het artikel XI 66 ».

**Art. D 61.** In artikel XIV 42 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Het contractuele hulppersoneel vermeld in het artikel XIV 5, § 2, wordt bezoldigd overeenkomstig de salarisschaal E 111. »

**Art. D 62.** In artikel XV 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder de vermelding « deel VIII, titel 2 : De evaluatie » worden de woorden

« Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden : « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996 »;

2° onder de vermelding « deel VIII, de administratieve loopbaan » wordt na de woorden « Artikel VIII 78 : 1 januari 1997 » het volgende lid toegevoegd :

« Titel 8 : Overgangs- en Opheffingsbepalingen

Artikel VIII 95, laatste lid : 1 juni 1993 »;

3° onder de vermelding « deel XIII, titel 5 : « Overgangs-, opheffings- en Slotbepalingen » :

« Artikel XIII 100bis : 1 juni 1993. »

**Art. D 63.** In bijlage 5 van hetzelfde besluit wordt onder de rubriek « niveau C, rang C1 » na het woord « technicus » het woord « havenverkeersleider » toegevoegd.

**Art. D 64.** In bijlage 7 van hetzelfde besluit worden onder de vermeldingen met betrekking tot de graad « C1 technicus » de volgende vermeldingen ingevoegd in de overeenstemmende kolommen :

1	2	3A	3B	4	5
C1	havenverkeersleider		dokmeester kaaimeester	vergelijkend aanwervings- examen	bij aanwerving : diploma's die toegang geven tot niveau C zoals gevraagd in de functiebeschrijving en titularis van : — een brevet van schipper onbeperkte visserij of — een brevet van stuurman ter kust-, bagger- of sleepvaart of — een brevet van binnenschipper met beperkte kustvaart.

**Art. D 65.** De algemene lijst van functioneringscriteria, bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij dit besluit, wordt gevoegd als bijlage VI bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 14 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

**Art. D 66.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden vóór 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

#### E. Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

**Art. E 1.** In artikel II 6, a), van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende organisatie van de naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » de woorden « of een stagiair » toegevoegd.

**Art. E 2.** In artikel II 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de 3 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « binnen het jaar na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* »;

2° de woorden « binnen de eerste twee jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste drie jaar na zijn aanwijzing ».

**Art. E 3.** In artikel V 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « graad van dezelfde rang ».

**Art. E 4.** In artikel VI 8, laatste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. E 5.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de leidend ambtenaar een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om dienstredenen. »

**Art. E 6.** In artikel VII 33 van hetzelfde besluit worden de woorden « dat afgesloten werd vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit » vervangen door de woorden « dat georganiseerd werd vóór 31 december 1994 en dat afgesloten werd vóór 31 december 1995 ».

**Art. E 7.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. E 8.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouders in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie);

2° de functiebeschrijving : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie (het 'wat').

De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitoefenen van een functie (het 'hoe').

De onderscheiden criteria worden opgenomen in een algemene lijst die als bijlage 12 bij dit besluit wordt gevoegd;

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar, en de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd of de adjunct-leidend ambtenaar, of bij ontstentenis door de leidend ambtenaar, om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. E 9.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. E 10.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd, zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding georganiseerd door de administratie Personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

§ 2. De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.

§ 3. In het begin van elke evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren.

De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming, van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naasthogere rang.

§ 4. Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde aangepast worden. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode. Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de vormingsverantwoordelijke.

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

§ 6. Na het evaluatiegesprek wordt het definitieve beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. E 11.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

- 1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;
- 2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functio neren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;
- 3° de persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;
- 4° de uitslagen die de belanghebbende ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;
- 5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in artikel VIII 27, § 1;
- 6° de beslissingen in beroep, bedoeld in artikel VIII 28 en VIII 29;
- 7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatie dossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de vormingsverantwoordelijke. »

**Art. E 12.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3° handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaatshadden.

Een persoonlijke nota wordt eveneens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd. Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. E 13.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt : « § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd.

2° in § 2, 2°, worden de woorden « de te horen ambtenaren » vervangen door de woorden « de te bevragen ambtenaren ».

**Art. E 14.** Artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 17. Met uitzondering van de adjunct-leidend ambtenaar worden alle ambtenaren van rang A2 en lager geëvalueerd door minstens twee hiërarchische meerderen. De evaluatoren behoren tot minstens twee verschillende rangen ».

**Art. E 15.** In artikel VIII 18 van hetzelfde besluit wordt het woord « hoort » vervangen door het woord « bevroegt ».

**Art. E 16.** Artikel VIII 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VII 19. Het afdelingshoofd van rang A2 wordt geëvalueerd door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar. »

**Art. E 17.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit worden vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 24 worden de andere ambtenaren van rang A2 en de ambtenaren van rang A1, niveau B, C, D en E geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. E 18.** De artikelen VIII 21 tot en met VIII 23 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. E 19.** In artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid. »

**Art. E 20.** Artikel VIII 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 25. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator. »

**Art. E 21.** Aan artikel VIII 26 van hetzelfde besluit wordt de volgende woorden toegevoegd :

« onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. E 22.** In artikel VIII 27, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. E 23.** Aan artikel VIII 59 van hetzelfde besluit wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1, eerste lid, behoudt onbeperkt het voordeel van zijn uitslag tenzij het examenreglement het anders bepaalt. »

**Art. E 24.** In artikel VIII 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° Het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissing van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken. »

**Art. E 25.** In artikel VIII 74, § 1, 1°, a, van het zelfde besluit worden de woorden « van de eerste naar de tweede salarisschaal na 12 jaar van A141B naar A142B » vervangen door « van de eerste naar de tweede salarisschaal na 9 jaar van A141B naar A142B ».

**Art. E 26 :** In artikel VIII 88 van hetzelfde besluit wordt de datum « 30 juni 1997 » vervangen door « 31 juli 2002 » en worden de woorden « die in werking treden op datum van dit besluit » geschrapt.

**Art. E 27.** Aan artikel VIII 90 van hetzelfde besluit wordt een § 4 toegevoegd luidend als volgt :

« § 4. Voor de inschaling in de salarisschaal E122 wordt voor de berekening van de schaalanciënniteit de graadanciënniteit van de graden van rang 43 (met inbegrip van de afgeschafte graden) samengevoegd. »

**Art. E 28.** In hetzelfde besluit wordt een artikel VIII 91 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. VIII 91ter. De ambtenaar die geslaagd is voor een examen voor verhoging in graad of voor een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid voor verandering van graad, voor een graad die overeenkomstig dit besluit opgenomen wordt in een hogere salarisschaal dan de basissalarisschaal van een functionele loopbaan, wordt ten vroegste met ingang van één van de data bedoeld in artikel VIII 89 ingeschakeld in de overeenstemmende salarisschaal van de functionele loopbaan.

Naargelang het niveau dient dit examen aangevraagd te zijn vóór de data bedoeld in artikel VIII 89.

Indien de datum van het examen later valt dan deze data dan wordt de ambtenaar in de nieuwe salarisschaal ingeschakeld met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de datum van het proces-verbaal van het examen of het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid.

*Er worden geen anciënniteitsvoorwaarden gesteld. »*

**Art. E 29.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid. »

**Art. E 30.** Artikel XI 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 12. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. Ter vervanging van de in § 1 vermelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag, heeft de ambtenaar die niet in een continuregeling tewerkgesteld wordt, vakantie gedurende de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar.

*De ambtenaar die verplicht is om op één van de in § 1 vermelde dagen of in de periode tussen Kerstmis en nieuwjaar te werken ten gevolge van behoeften van de dienst, krijgt in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.*

§ 3 De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen ».

**Art. E 31.** In artikel XI 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het laatste lid worden de woorden « ,eerste lid » geschrapt.

**Art. E 32.** In artikel XI 25, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « beroepsongeschiktheid » vervangen door het woord « arbeidsongeschiktheid ».

**Art. E 33.** In artikel XI 33 van het zelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van de zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk werkmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is. »;

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3° ».

**Art. E 34.** Aan artikel XI 36, § 3, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd :

« Deze nemen een beslissing binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene ».

**Art. E 35.** Artikel XI 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art XI 64. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of gewest of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet. De aanwijzing gebeurt na akkoord van de raad van bestuur. »

**Art. E 36.** In artikel XI 77 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van één van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. E 37.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. E 38.** In artikel XI 80 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. E 39.** In artikel XI 83, § 2, eerste lid van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheids-proeven. »

**Art. E 40.** In artikel XI 93, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub 1° en 2° » geschrapt.

**Art. E 41.** In artikel XII 2, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « behalve bij ernstig vergrijp zoals bepaald in artikel IX 6 » geschrapt.

**Art. E 42.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en « Europese gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « dienst van de » en « Europese » de woorden « Verenigde Naties » ingevoegd;

4° in 3°, d), wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat ».

**Art. E 43.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet viel van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. E 44.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, a) worden de woorden « Europese gemeenschap » telkens vervangen door « Europese Unie »;

2° in § 1, 1°, a) worden tussen de woorden « de diensten van de » en « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e), worden tussen de woorden « Arbeid » en « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd;

**Art. E 45.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking » de woorden « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd.

**Art. E 46.** In artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de twee laatste leden vervangen door :

« Het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

1° 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde dagen gelijk is aan 11;

2° 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12. »;

2° in § 5. worden de woorden « berekend op het beginsalaris » toegevoegd aan de voorlaatste zin.

**Art. E 47.** In artikel XIII 22 worden de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. E 48.** In artikel XIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden na de woorden « van navolgende bepalingen » de woorden « vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

2° § 3 wordt opgeheven.

**Art. E 49.** In artikel XIII 32 § 2 worden :

— de woorden « na 12 jaar schaalanciënniteit in A 141B » die vermeld zijn onder « Havenkapitein » vervangen door de woorden « na 9 jaar schaalanciënniteit in A141B »;

— na de woorden « Ingenieur » de volgende woorden ingevoegd : « en informaticus ».

**Art. E 50** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36. § 1. Behoudens andersluidende bepalingen is de toelage niet verschuldigd in de volgende gevallen :

— in het geval geen salaris wordt betaald of;

— in het geval van een afwezigheid die langer dan 35 werkdagen duurt.

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in de hoofdstukken 5, 6, 7 en 8 van deze titel. »

**Art. E 51.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. E 52.** In artikel XIII 42, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :  
 1° in het tweede lid, 2°, wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;  
 2° in het derde lid worden tussen de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op datum van zijn nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.

**Art. E 53.** In artikel XIII 45 van het zelfde statuut wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt :  
 « Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :  
 — de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;  
 — de haard- en standplaatstoelage;  
 — de toelage voor hoger ambt;  
 — het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamens naar het andere niveau ».

**Art. E 54.** In artikel XIII 52 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen door de volgende bepaling :  
 « § 4. De continu-diensten of diensten met een beurtroolsysteem, waar nu een andere regeling bestaat voor zaterdag-, zondags- en nachtpresaties, behouden deze regeling. »

**Art. E 55.** Artikel XIII 58, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. E 56.** Artikel XIII 63 van hetzelfde besluit worden in de eerste zin de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. E 57.** In artikel XIII 74 van hetzelfde besluit worden vervangen door wat volgt :  
 « Art. XIII 74. Onverminderd artikel XIII 73, 2°, 3° en 4°, en artikel XIII 79 wordt, naar gelang van het geval, wanneer niet tijdens het ganse referentiejaar of de referentieperiode volledige prestaties werden verricht, het bedrag van het vakantiegeld en/of de eindejaarstoelage :

a) bepaald op respectievelijk een twaalfde of een negende van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

b) aangepast overeenkomstig artikel XIII 21, § 4, en artikel XIII 24. »

**Art. E 58.** In artikel XIII 77 van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid ».

**Art. E 59.** In artikel XIII 84 van het zelfde statuut wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. E 60.** In artikel XIII 85, § 2, van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. E 61.** In artikel XIII 88 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. De hoofdstukken 2 en 5 zijn niet van toepassing op de stagiair. Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4. »

**Art. E 62.** Artikel XIV 19 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. E 63.** Aan deel XIV, titel 3, hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd, die luidt als volgt :

« *Afdeling 10.* — Verlof na detachering.

Art. XIV 39. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractueel personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in artikel XI 66. »

**Art. E 64.** Artikel XIV 53 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. XIV 53. Voor het contractuele hulppersoneel dat uiterlijk op 1 februari 1992 werkte met een arbeidsduur van zeveneneenhalf uur per dag en vijf dagen per week, en het personeel uiterlijk op voormelde datum aangeworven met een arbeidsduur van 37/38sten per week, worden de diensten gepresteerd overeenkomstig de vermelde arbeidstijden, gelijkgesteld met volledige prestaties voor de toekenning van salarisverhogingen. »

**Art. E 65.** In artikel XV 5 van hetzelfde besluit worden onder de vermelding « deel VIII, Titel 2 : De evaluatie » de woorden « Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996 ».

**Art. E 66.** De algemene lijst van functioneringscriteria bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij dit besluit, gaat als bijlage VII bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 12 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

**Art. E 67.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden voor 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

**Art. E 68.** In bijlage 7/3 wordt in de derde kolom (overgangsregeling) de vermelding « D122 » ingevoegd en in de vierde kolom wordt na de graad van « technisch beambte eerste klasse » de vermelding toegevoegd « (negen jaar niveau-anciënniteit in niveau 3) ».

## F. Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel

**Art. F 1.** In artikel II 8, a, van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het OPZ-Geel en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » « of een stagiair » toegevoegd.

**Art. F 2.** In artikel II 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de 3 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « binnen het jaar na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* »;

2° de woorden « binnen de eerste twee jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste drie jaar na zijn aanwijzing ».

**Art. F 3.** In artikel V 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « graad van dezelfde rang ».

**Art. F 4.** In artikel VI 8, laatste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. F 5.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt : « De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de leidend ambtenaar een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om dienstredenen. »

**Art. F 6.** In artikel VII 33 van hetzelfde besluit worden de woorden « dat afgesloten werd voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit » vervangen door de woorden « dat georganiseerd werd voor 31 december 1994 en dat afgesloten werd voor 31 december 1995. »

**Art. F 7.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. F 8.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouder in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

*In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie);*

2° de functiebeschrijving : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

*De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie (het 'wat').*

*De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitvoeren van een functie (het 'hoe').*

*De onderscheiden criteria worden opgenomen in een algemene lijst die als bijlage 12 bij dit besluit wordt gevoegd;*

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de leidend ambtenaar en de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd of bij ontstentenis door de leidend ambtenaar om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. F 9.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. F 10.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding, georganiseerd door de administratie personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

§ 2. De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.

§ 3. In het begin van de evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren. De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naasthogere rang.

§ 4. Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde aangepast

worden. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode. Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de opdrachthouder H.R.M.

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

§ 6. Na het evaluatiegesprek wordt het definitieve beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. F 11.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;

2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;

3° de persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;

4° de uitslagen die de belanghebbende ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;



5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in artikel VIII 27, § 1;

6° de beslissingen in beroep, bedoeld in artikel VIII 28 en VIII 29;

7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatiedossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de opdrachthouder H.R.M. »

**Art. F 12.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3° handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens als de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaats hadden.

Een persoonlijke nota wordt eveneens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd. Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. F 13.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd. »;

2° in § 2, 2°, worden de woorden « de te horen ambtenaren » vervangen door de woorden « de te bevragen ambtenaren ».

**Art. F 14.** Artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 17. Alle ambtenaren van rang A1 en lager worden geëvalueerd door minstens twee hiërarchische meerderen. De evaluatoren behoren tot minstens twee verschillende rangen. »

**Art. F 15.** In artikel VIII 18 van hetzelfde besluit wordt het woord « hoort » vervangen door het woord « bevrage ».

**Art. F 16.** Artikel VIII 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 19. Het afdelingshoofd van rang A2 wordt geëvalueerd door de leidend ambtenaar. »

**Art. F 17.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit worden vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 24 worden de ambtenaren van rang A1, niveau B, C, D en E geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. F 18.** De artikelen VIII 21 tot en met VIII 23 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. F 19.** In artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren, wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid. »

**Art. F 20.** Artikel VIII 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 25. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator. »

**Art. F 21.** Aan artikel VIII 26 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd : « onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. F 22.** In artikel VIII 27, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. F 23.** Aan artikel VIII 59 van hetzelfde besluit wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1, eerste lid behoudt onbepaald het voordeel van zijn uitslag tenzij het examenreglement het anders bepaald. »

**Art. F 24.** In artikel VIII 72, § 4, 2°, d, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel XI 40, § 2 » vervangen door de woorden « artikel XI 39, § 2 ».

**Art. F 25.** In artikel VIII 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt : « Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissing van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken ».

**Art. F 26.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid. »

**Art. F 27.** Artikel XI 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 11. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. Ter vervanging van de in § 1 vermelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag krijgt de ambtenaar in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.

§ 3. De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen. »

**Art. F 28.** In artikel XI 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het laatste lid worden de woorden « , eerste lid » geschrapt.

**Art. F 29.** In artikel XI 24, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « definitieve beroepsongeschiktheid » vervangen door de woorden « definitieve arbeidsongeschiktheid ».

**Art. F 30.** In artikel XI 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van de zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk arbeidsmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is »,

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3° ».

**Art. F 31.** Aan artikel XI 35, § 3, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd :

« Deze nemen een beslissing binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene. »

**Art. F 32.** Artikel XI 63 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 63. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister, staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of gewest of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet.

De aanwijzing gebeurt na akkoord van de Raad van Bestuur. »

**Art. F 33.** In artikel XI 76 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van één van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. F 34.** In artikel XI 78 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. F 35.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. F 36.** In artikel XI 82, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt : « De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheidsproeven. »

**Art. F 37.** In artikel XI 92, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub 1° en 2° » geschrapt.

**Art. F 38.** In artikel XII 2, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « behalve bij ernstig vergrijp zoals bepaald in artikel IX 6 » geschrapt.

**Art. F 39.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

4° in 3°, d), wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat ».

**Art. F 40.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet viel van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. F 41.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, a) worden de woorden « Europese Gemeenschap » telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in § 1, 1°, a), worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e), worden tussen het woord « Arbeid » en de woorden « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd.

**Art. F 42.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking » de woorden « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd.

**Art. F 43.** In artikel XIII 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « 1 januari 1995 » vervangen door de woorden « 1 januari 1994 ».

**Art. F 44.** In artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de twee laatste leden vervangen door wat volgt :

« het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

a) 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 11;

b) 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12. »;

2° in § 5 worden de woorden « berekend op het beginsalaris » toegevoegd aan de voorlaatste zin.

**Art. F 45.** In artikel XIII 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. F 46.** In artikel XIII 24, § 2, van hetzelfde besluit wordt de verwijzing naar artikel XI 39, § 1, vervangen door de verwijzing naar artikel XI 40, § 1.

**Art. F 47.** In artikel XIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden na de woorden « van navolgende bepalingen » de woorden « vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

2° § 3 wordt opgeheven.

**Art. F 48.** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36. § 1. Behoudens andersluidende bepalingen is de toelage niet verschuldigd in de volgende gevallen :

— in het geval geen salaris wordt betaald; of

— in het geval van een afwezigheid die langer dan 35 werkdagen duurt.

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in hoofdstuk 5 afdeling 5 en in de hoofdstukken 6, 7 en 8 van deze titel en voor de aanvullingswedde bedoeld in hoofdstuk 5, afdeling 2 ».

**Art. F 49.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. F 50.** In artikel XIII 40 van hetzelfde statuut worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2° wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;

2° in § 1, derde lid worden de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op de datum van zijn laatste nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.

**Art. F 51.** In artikel XIII 41 wordt een tweede lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :

— de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;

— de haard-of standplaatstoelage;

— de toelage voor hoger ambt;

— het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamen naar het andere niveau. »

**Art. F 52.** In artikel XIII 48 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De continu-diensten of diensten met een beurtroolsysteem, waar nu een andere regeling bestaat voor zaterdag-, zondags- en nachtpresaties, behouden deze regeling. »

**Art. F 53.** Artikel XIII 60, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. F 54.** In artikel XIII 65 van hetzelfde besluit worden in de eerste zin de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau. »

**Art. F 55.** Artikel XIII 76 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 76. Onverminderd artikel XIII 75, 2°, 3° en 4°, en artikel XIII 81 wordt, naar gelang van het geval, wanneer niet tijdens het ganse referentiejaar of de referentieperiode volledige prestaties werden verricht, het bedrag van het vakantiegeld en/of de eindejaarstoelage :

a) bepaald op respectievelijk een twaalfde of een negende van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

b) aangepast overeenkomstig artikel XIII 21, § 4 en artikel XIII 24. »

**Art. F 56.** In artikel XIII 79 van het zelfde e besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. F 57.** In artikel XIII 86 van het zelfde statuut wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. F 58.** In artikel XIII 87, § 2, van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. F 59.** In artikel XIII 90 wordt § 2 vervangen door door wat volgt :

« § 2. Hoofdstuk 2 en hoofdstuk 5, afdeling 5, zijn niet van toepassing op de stagiair. Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4. »

**Art. F 60.** Artikel XIV 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. F 61.** Aan deel XIV, titel 3, hoofdstuk 2, van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd die luidt als volgt :

« *Afdeling 10.* — Verlof na detachering

Art. XIV 39bis. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractueel personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in het artikel XI 65. »

**Art. F 62.** In artikel XV 5 van hetzelfde besluit worden onder de vermelding « deel VIII, titel 2 : De evaluatie : » de woorden « Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden : « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996. »

**Art. F 63.** § 1. De salarisschalen D211 en D212, zoals opgenomen als bijlage VIII bij dit besluit, worden toegevoegd aan bijlage 9 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel en de regeling van de rechtspositie van het personeel.

§ 2. De salarisschaal A 222P wordt gewijzigd zoals opgenomen als bijlage VIII bij dit besluit. Zij vervangt de gelijknamige schaal in dezelfde bijlage 9 van het in paragraaf 1 vermelde besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995.

§ 3. De salarisschaal met indicies C111 en C121 wordt gewijzigd zoals opgenomen als bijlage XI bij dit besluit. Zij vervangt de gelijknamige schaal in bijlage 9 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel en de regeling van de rechtspositie van het personeel.

**Art. F 64.** De algemene lijst van functioneringscriteria, bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit zoals gewijzigd bij dit besluit gaat als bijlage IX bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 12 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

**Art. F 65.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden voor 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

### G. Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem

**Art. G 1.** In artikel II 10,a van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » de woorden « of een stagiair » toegevoegd.

**Art. G 2.** In artikel II 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de 3 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « binnen de twee jaar na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* »;

2° de woorden « binnen de eerste twee jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste drie jaar na zijn aanwijzing ».

**Art. G 3.** In artikel V 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « graad van dezelfde rang ».

**Art. G 4.** In artikel VI 8, laatste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. G 5.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de leidend ambtenaar een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om dienstredenen. »

**Art. G 6.** In deel VI, Titel 6, van hetzelfde besluit wordt het opschrift vervangen door wat volgt :

« Titel 6. — Overgangs- en opheffingsbepalingen »

**Art. G 7.** In deel VI, titel 6 van hetzelfde besluit wordt een artikel VI 31 ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. VI 31. De geldigheidsduur van de wervingsreserve van het vergelijkend examen dat specifiek voor het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem werd georganiseerd : ergotherapeut met nr. AN 92013 A wordt verlengd met 1 jaar. »

**Art. G 8.** Artikel VI 31 van hetzelfde besluit wordt hernummerd tot « Artikel VI 32 ».

**Art. G 9.** In artikel VII 33 van hetzelfde besluit worden de woorden « dat afgesloten werd vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit » vervangen door de woorden « dat georganiseerd werd vóór 31 december 1994 en dat afgesloten werd vóór 31 december 1995 ».

**Art. G 10.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. G 11.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouder in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie);

2° de functiebeschrijving : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie (het 'wat').

De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitoefenen van een functie (het 'hoe').

De onderscheiden criteria worden opgenomen in een algemene lijst die als bijlage 12 bij dit besluit wordt gevoegd;

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de leidend ambtenaar en de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd of bij ontstentenis door de leidend ambtenaar, om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. G 12.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. G 13.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd, zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding georganiseerd door de administratie Personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

§ 2. De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.

§ 3. In het begin van elke evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren.

De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming, van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naasthogere rang.

§ 4. Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde aangepast worden. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode. Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de opdrachthouder voor H.R.M.

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

§ 6. Na het evaluatiegesprek wordt het definitieve beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. G 14.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;

2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;

3° de persoonlijke nota's bedoeld in art. VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;

4° de uitslagen die de belanghebbende ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;

5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in art. VIII 27, § 1;

6° de beslissingen in beroep, bedoeld in artikel VIII 28 en VIII 29;

7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatiedossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de opdrachthouder voor H.R.M. »

**Art. G 15.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3°, handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaatshadden.

Een persoonlijke nota wordt eveneens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd. Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. G 16.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd. »;

2° in § 2, 2° worden de woorden « de te horen ambtenaren » vervangen door de woorden « de te bevragen ambtenaren ».

**Art. G 17.** Artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 17. Alle ambtenaren van rang A1 en lager worden geëvalueerd door minstens twee hiërarchische meerderen. Deze evaluatoren behoren tot minstens twee verschillende rangen. »

**Art. G 18.** In artikel VIII 18 van hetzelfde besluit wordt het woord « hoort » vervangen door het woord « bevrägt. »

**Art. G 19.** Artikel VIII 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 19. Het afdelingshoofd van rang A2 wordt geëvalueerd door de leidend ambtenaar. »

**Art. G 20.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 24 worden de ambtenaren van rang A1, niveau B, C, D en E geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. G 21.** De artikelen VIII 21 tot en met VIII 23 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. G 22.** In artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid. »

**Art. G 23.** Artikel VIII 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 25. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator. »

**Art. G 24.** Aan artikel VIII 26 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd : « onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. G 25.** In artikel VIII 27, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. G 26.** Aan artikel VIII 59 van hetzelfde besluit wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1, eerste lid houdt onbeperkt het voordeel van zijn uitslag tenzij het examenreglement het anders bepaalt. »

**Art. G 27.** In artikel VIII 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissing van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken. »

**Art. G 28.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid. »

**Art. G 29.** Artikel XI 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 11. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. Ter vervanging van de in § 1 vermelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag krijgt de ambtenaar in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.

§ 3. De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen. »

**Art. G 30.** In artikel XI 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het laatste lid worden de woorden « , eerste lid » geschrapt.

**Art. G 31.** In artikel XI 24, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « definitieve beroepsongeschiktheid » vervangen door de woorden « definitieve arbeidsongeschiktheid ».

**Art. G 32.** In artikel XI 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van de zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk werkmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is. »;

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3° ».

**Art. G 33.** Aan artikel XI 35, § 3, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd :

« Deze nemen een beslissing binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene. »

**Art. G 34.** Artikel XI 63 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 63. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister, staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of gewest of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet.

De aanwijzing gebeurt na akkoord van de raad van bestuur. »

**Art. G 35.** In artikel XI 76 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van één van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. G 36.** In artikel XI 78 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. G 37.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. G 38.** In artikel XI 82, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheidsproeven. »

**Art. G 39.** In artikel XI 92, § 3, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub 1° en 2° » geschrapt.

**Art. G 40.** In artikel XII 2, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « , behalve bij ernstig vergrijp zoals bepaald in artikel IX 6 » geschrapt.

**Art. G 41.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd.

4° in 3°. d). wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat ».

**Art. G 42.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet viel van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. G 43.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, a), worden de woorden « Europese Gemeenschap » telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in § 1, 1°, a), worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e), worden tussen het woord « Arbeid » en de woorden « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd.

**Art. G 44.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking » de woorden « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd.

**Art. G 45.** In artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de twee laatste leden vervangen door wat volgt :

« het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

a) 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 11;

b) 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12. »;

2° in § 5 worden de woorden « berekend op het beginsalaris » toegevoegd aan de voorlaatste zin.

**Art. G 46.** In artikel XIII 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. G 47.** In artikel XIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden na de woorden « van navolgende bepalingen » de woorden « vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

2° § 3 wordt opgeheven.

**Art. G 48.** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36. § 1. Behoudens andersluidende bepalingen is de toelage niet verschuldigd in de volgende gevallen :

— in het geval geen salaris wordt betaald; of

— in het geval van een afwezigheid die langer dan 35 werkdagen duurt.

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in hoofdstuk 5, afdeling 5, en in de hoofdstukken 6, 7 en 8 van deze titel en voor de aanvullingswedde bedoeld in hoofdstuk 5, afdeling 1. »

**Art. G 49.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. G 50.** In artikel XIII 41, van hetzelfde besluit wordt worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;

2° in het derde lid worden tussen de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op datum van zijn nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.

**Art. G 51.** In artikel XIII 42 van het zelfde statuut wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :

— de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;

— de hard- en standplaatstoelage;

— de toelage voor hoger ambt;

— het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamens naar het andere niveau.

**Art. G 52.** Artikel XIII 49, § 4, van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« De continudiensten of diensten met een beurtroelsysteem waar nu een andere regeling bestond voor zaterdag-, zondags- en nachtprestaties behouden deze regeling. »

**Art. G 53.** Artikel XIII 61, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. G 54.** In artikel XIII 64 van hetzelfde besluit worden in de eerste zin de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau. »

**Art. G 55.** Artikel XIII 75 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 75. Onverminderd artikel XIII 74, 2°, 3° en 4° en artikel XIII 80 wordt, naar gelang van het geval, wanneer niet tijdens het ganse referentiejaar of de referentieperiode volledige prestaties werden verricht, het bedrag van het vakantiegeld en/of de eindejaarstoelage :

a) bepaald op respectievelijk een twaalfde of een negende van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

b) aangepast overeenkomstig artikel XIII 21, § 4 en artikel XIII 24. »

**Art. G 56.** In artikel XIII 78 van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid ».

**Art. G 57.** In artikel XIII 85 van het zelfde statuut wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. G 58.** In artikel XIII 86, § 2 van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid ».

**Art. G 59.** In artikel XIII 89 wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Hoofdstuk 2 en hoofdstuk 5, afdeling 5, zijn niet van toepassing op de stagiair. Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4. »

**Art. G 60.** Aan artikel XIV 16 tweede lid van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd : « Elke wijziging van standplaats wordt als addendum aan de schriftelijke overeenkomst toegevoegd. »

**Art. G 61.** Artikel XIV 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. G 62.** Aan deel XIV, titel 3, hoofdstuk 2, van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd, die luidt als volgt :

« *Afdeling 10.* — Verlof na detachering

Art. XIV 41*bis*. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractueel personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in het artikel XI 65. »

**Art. G 63.** In artikel XV 5 van hetzelfde besluit worden onder de vermelding « deel VIII, Titel 2 : De evaluatie » de woorden « Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996 ».

**Art. G 64.** De algemene lijst van functioneringscriteria, bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit zoals gewijzigd bij dit besluit gaat als bijlage X bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 12 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

**Art. G 65.** De hierna vermelde errata in hetzelfde besluit worden als volgt gecorrigeerd :

— In artikel VI 7, § 1 worden de woorden « bijlage 3 » vervangen door de woorden « bijlage 6 » ;

— In artikel XI 47 worden de woorden « artikel XI 57 » vervangen door de woorden « artikel XI 56 » ;

— In artikel XIII 9, § 1 worden de woorden « artikel VIII 36 » vervangen door de woorden « artikel VIII 35 » ;

— In artikel XIII 53, §§ 1 en 2 worden de woorden « artikel XIII 48 » vervangen door de woorden « artikel XIII 47 » ;

— In artikel XIII 102 worden de woorden « artikel XIII 23 » vervangen door de woorden « artikel XIII 22 » ;

— In artikel XIV 51 worden de woorden « artikel XIV 41 » vervangen door de woorden « artikel XIV 43 » ;

— In artikel XV 3 worden de woorden « artikel II 3 » vervangen door de woorden « artikel II 6 » ;

— In artikel XV 5 Deel XIV De rechtspositie van het contractuele personeelslid van de instelling :

worden de woorden « Artikel XIV 44 - eerste lid : 1 januari 1994

- tweede lid : 1 januari 1995 » geschrapt;

worden de woorden « artikel XIV 46 » vervangen door de woorden « artikel XIV 45 » en worden de woorden « artikel XIV 51 » vervangen door de woorden « artikel XIV 50 » ;

— In bijlage 9 (tabel van de salarisschalen) van hetzelfde besluit, salarisschaal E 121, geldelijke anciënniteit nul jaar, wordt het bedrag « 526.000 » vervangen door het bedrag « 525.000 ».

**Art. G 66.** De salarisschaal met indicies C111 en C121 wordt gewijzigd zoals opgenomen als bijlage XI bij dit besluit. Zij vervangt de gelijknamige schaal in bijlage 9 van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem en de regeling van de rechtspositie van het personeel.

**Art. G 67.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden voor 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

## H. Vlaamse Huisvestingsmaatschappij

**Art. H 1.** In artikel II 6, a van het besluit van de Vlaamse regering van 12 juni 1995 houdende organisatie van de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij en de regeling van de rechtspositie van het personeel worden na de woorden « een ambtenaar » de woorden « of een stagiair » toegevoegd.

**Art. H 2.** In artikel II 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « binnen de 3 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit » worden vervangen door de woorden « binnen het jaar na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* » ;

2° de woorden « binnen de eerste twee jaar na zijn aanwijzing » worden vervangen door de woorden « binnen de eerste drie jaar na zijn aanwijzing. »

**Art. H 3.** In artikel V 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. De kennisgeving van de vacatures gebeurt door een bericht aan het personeel waarbij dit door de in aanmerking komend kandidaat voor ontvangst wordt getekend en gedagtekend. Een exemplaar van het bericht aan het personeel wordt per aangetekende brief met ontvangstbewijs gezonden aan de personeelsleden die tijdelijk om enigerlei reden uit de dienst verwijderd zijn. Deze aangetekende brief wordt verzonden naar het door betrokkene laatst opgegeven correspondentieadres. » ;

2° een § 4 wordt toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 4. Om geldig te zijn moet de kandidaatstelling beantwoorden aan de voorschriften van het vacaturebericht en hetzij per aangetekende brief worden verzonden, hetzij door middel van een afgegeven brief waarvoor een bewijs van ontvangst wordt overhandigd, worden ingediend binnen dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de eerste werkdag na de datum van overhandiging in de dienst of na de datum van indiening bij de post van het vacaturebericht.

De kandidaatstelling die door middel van een afgegeven brief wordt ingediend, dient op de laatste werkdag aan de ontvangende dienst uiterlijk om 16.00 uur te worden overhandigd.

Voor de kandidaatstelling geldt de datum van de poststempel of van het ontvangstbewijs als indieningsdatum. De kandidaatstelling omvat een uiteenzetting van de aanspraken en wordt ingediend met het modelformulier dat als bijlage 3 bij dit besluit gevoegd is. »

**Art. H 4.** In artikel V 11, 2° van hetzelfde besluit worden de woorden « geneeskundige controledienst » vervangen door de woorden « arbeidsgeneeskundige dienst ».

**Art. H 5.** In artikel V 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « gelijkwaardige graad » vervangen door de woorden « graad van dezelfde rang ».

**Art. H 6.** In artikel VI 8, laatste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».



**Art. H 7.** In artikel VI 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De geslaagden voor een vergelijkend aanwervingsexamen behouden het voordeel van hun uitslag gedurende vier jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, tenzij de leidend ambtenaar een andere termijn bepaalt. Een kortere geldigheidsduur wordt uitdrukkelijk en vooraf vastgesteld in het examenreglement. De verlenging van de wervingsreserve is mogelijk om dienstredenen. »

**Art. H 8.** In artikel VIII 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. H 9.** Artikel VIII 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 8. § 1. Voor de toepassing van deze titel en van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de functioneringsevaluatie : het beoordelen van het functioneren van de functiehouder in de huidige functie ten opzichte van vooraf bepaalde verwachtingen.

In het begin van de evaluatieperiode worden de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren bepaald (de planning). Na afloop van de evaluatieperiode worden de resultaten en het functioneren beoordeeld ten opzichte van deze verwachtingen (de vaststelling van de evaluatie);

2° de functiebeschrijving : de beschrijving van een aantal relatief permanente aspecten van een functie zoals het doel van de functie, de resultaatgebieden en de functioneringscriteria.

De resultaatgebieden zijn de explicitering op welke domeinen welke resultaten verwacht worden in de functie (het 'wat').

De functioneringscriteria zijn de criteria die bepalend zijn voor het goed uitoefenen van een functie (het 'hoe').

De onderscheiden criteria worden opgenomen in een algemene lijst die als bijlage 13 bij dit besluit wordt gevoegd;

3° de hiërarchische meerdere : enerzijds de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar, en de afdelingshoofden ten overstaan van de onder hun gezag staande personeelsleden en anderzijds de ambtenaar die is aangewezen door het afdelingshoofd of de adjunct-leidend ambtenaar, of bij ontstentenis door de leidend ambtenaar, om gezag uit te oefenen over een aantal personeelsleden met een lagere rang dan de zijne en in uitzonderlijke gevallen over personeelsleden van zijn rang.

De aanwijzing als hiërarchische meerdere over personeelsleden met dezelfde rang dient gemotiveerd te worden en ter bekrachtiging voorgelegd te worden aan de directieraad.

De onmiddellijke hiërarchische meerdere is de hiërarchische meerdere die het dichtst in rang staat tot het onder zijn gezag staand personeel. Hij treedt op als eerste evaluator.

§ 2. De functioneringsevaluatie is verplicht voor elke ambtenaar die zich in de administratieve toestand dienstactiviteit bevindt. »

**Art. H 10.** Artikel VIII 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 9. De functioneringsevaluatie dient op een zorgvuldige wijze te gebeuren. »

**Art. H 11.** Artikel VIII 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 10. § 1. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle ambtenaren die met functioneringsevaluatie belast zijn. Alleen de functioneringsevaluaties opgemaakt door ambtenaren die deze opleiding hebben gevolgd, zijn geldig.

De evaluatoren volgen de opleiding georganiseerd door de administratie Personeelsontwikkeling van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of een gelijkwaardige opleiding.

§ 2. De evaluatoren worden geëvalueerd op de kwaliteit van de functioneringsevaluaties die zij opmaken.

§ 3. In het begin van elke evaluatieperiode bespreekt de geëvalueerde met een evaluator de concrete verwachtingen ten aanzien van de resultaten en het functioneren. De formele vaststelling door de evaluatoren in onderlinge overeenstemming, van deze verwachtingen qua resultaten en functioneren dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd.

Bij deze planning van de prestaties vertrekken de evaluatoren en de geëvalueerde van alle beschikbare informatie over de functie, zoals onder meer de resultaatgebieden en de functioneringscriteria, de resultaten van voorbije evaluaties en de doelstellingen van de entiteit.

De geëvalueerde krijgt inzage in de functiebeschrijving en de doelstellingen van de eerste evaluator van de naasthogere rang.

§ 4. Ingevolge onvoorziene wijzigingen in de doelstellingen of de organisatie van de werkzaamheden kunnen de verwachtingen qua resultaten en functioneren van de geëvalueerde aangepast worden. Deze aanpassing dient op dezelfde zorgvuldige manier te worden besproken en toegelicht als bij het begin van de evaluatieperiode. Zij dient ook schriftelijk aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. Deze aanpassing wordt meegedeeld aan de opdrachthouder voor H.R.M.

§ 5. Na afloop van elke evaluatieperiode wordt de geëvalueerde uitgenodigd voor een evaluatiegesprek. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op zijn functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en één evaluator. Op verzoek van de geëvalueerde of één van zijn evaluatoren, gebeurt het evaluatiegesprek met de twee evaluatoren.

§ 6. Na het evaluatiegesprek wordt het definitieve beschrijvende evaluatieverslag opgesteld door de evaluatoren. Het beschrijvend evaluatieverslag omvat geen samenvattende waardering of einduitspraak over de geëvalueerde, behalve indien de evaluatoren oordelen dat hij de vermelding « onvoldoende » verdient.

De geëvalueerde kan zijn opmerkingen toevoegen aan het evaluatieverslag. »

**Art. H 12.** Artikel VIII 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 11. Over elke ambtenaar wordt een jaarlijks individueel evaluatiedossier aangelegd. Het omvat :

1° de functiebeschrijving als relatief permanente basis;

2° de beschrijving van de verwachtingen ten aanzien van resultaten en functioneren in de evaluatieperiode, zoals geformuleerd in het begin van deze periode, of gedurende deze periode zoals bedoeld in artikel VIII 10, § 4;

3° de persoonlijke nota's bedoeld in art. VIII 14 en de opmerkingen die de ambtenaar erbij heeft geformuleerd;

4° de uitslagen die de belanghebbende ambtenaar tijdens dat jaar heeft behaald in de loopbaanexamens;

5° de definitieve beschrijvende evaluatieverslagen en hun bijlagen zoals bedoeld in art. VIII 27, § 1;

6° de beslissingen in beroep, bedoeld in artikel VIII 28 en VIII 29;

7° de staat van tuchtstraffen uitgesproken in het evaluatiejaar, vermeld in artikel IX 26.

Het evaluatiedossier is ter beschikking van alle instanties bevoegd voor het individueel personeelsbeheer en van de opdrachthouder voor H.R.M. »

**Art. H 13.** Artikel VIII 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 14. De persoonlijke nota's bedoeld in artikel VIII 11, eerste lid, 3°, handelen over de behaalde resultaten en/of over het functioneren. Zij handelen eventueel over gebeurtenissen of gedragingen buiten de dienst die de ambtsuitoefening kunnen beïnvloeden of in het gedrang brengen.

Deze persoonlijke nota's omvatten een nauwkeurig relaas van gunstige of ongunstige feiten die als evaluatiegrond kunnen dienen. Telkens de evaluatoren dat nodig achten, of op gemotiveerd verzoek van de belanghebbende ambtenaar, stellen de evaluatoren een persoonlijke nota op over feiten die hoogstens één maand voor de ondertekening van de nota plaatshadden.

Een persoonlijke nota wordt eveneens opgemaakt telkens de ambtenaar gedurende een door de evaluatoren voldoende significant geachte periode ter beschikking wordt gesteld van een project. De projectleider is verantwoordelijk voor het opstellen van de persoonlijke nota.

Elke persoonlijke nota wordt onmiddellijk aan de belanghebbende ambtenaar voorgelegd. Hij viseert dit document, krijgt er een afschrift van en beschikt over vijftien kalenderdagen om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Indien de ambtenaar opmerkingen formuleert, dan worden deze aan de nota toegevoegd en opgenomen in het evaluatiedossier. »

**Art. H 14.** In artikel VIII 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. De evaluatie over het afgelopen evaluatiejaar heeft plaats in januari en februari van het volgende jaar. Het beschrijvend evaluatieverslag dient uiterlijk op 15 maart aan de geëvalueerde te worden toegestuurd. De planning voor het nieuwe evaluatiejaar dient eveneens op dat tijdstip te zijn gefinaliseerd; »

2° in § 2, 2°, worden de woorden « de te horen ambtenaren » vervangen door de woorden « de te bevragen ambtenaren ».

**Art. H 15.** Artikel VIII 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 17. Met uitzondering van de adjunct-leidend ambtenaar worden alle ambtenaren van rang A2 en lager geëvalueerd door minstens twee hiërarchische meerderen. De evaluatoren behoren tot minstens twee verschillende rangen. »

**Art. H 16.** In artikel VIII 18 van hetzelfde besluit wordt het woord « hoort » vervangen door het woord « bevrägt ».

**Art. H 17.** Artikel VIII 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 19. Het afdelingshoofd en het staf lid van rang A2 worden geëvalueerd door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar. »

**Art. H 18.** Artikel VIII 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 20. Behalve in de gevallen bedoeld in artikel VIII 24 worden de andere ambtenaren van rang A2 en de ambtenaren van rang A1, niveau B, C, D en E geëvalueerd door minstens twee evaluatoren die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel VIII 17. »

**Art. H 19.** De artikelen VIII 21 tot en met VIII 23 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. H 20.** In artikel VIII 24 van hetzelfde besluit wordt § 3 vervangen door wat volgt :

« § 3. De ambtenaar die in de loop van de evaluatieperiode of op het evaluatietijdstip onder het functioneel gezag van een andere hiërarchische meerdere respectievelijk heeft gestaan of staat dan de hem overeenkomstig zijn affectatie toegewezen evaluatoren wordt geëvalueerd door deze laatsten, rekening houdend met artikel VIII 14, derde lid. »

**Art. H 21.** Artikel VIII 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. VIII 25. Indien op het evaluatietijdstip blijkt dat één van de evaluatoren ontbreekt of nog geen opleiding opgelegd door artikel VIII 10 gevolgd heeft, dan wordt hij vervangen door een andere hiërarchische meerdere, aangeduid door de evaluatoren van de ontbrekende evaluator. »

**Art. H 22.** Aan artikel VIII 26 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden toegevoegd : « onverminderd het derde lid van voormeld artikel ».

**Art. H 23.** In artikel VIII 27, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel VIII 10, § 5 » vervangen door de woorden « artikel VIII 10, § 6 ».

**Art. H 24.** In artikel VIII 40 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. De kennisgeving van de vacatures gebeurt door een bericht aan het personeel waarbij dit door de in aanmerking komend kandidaat voor ontvangst wordt getekend en gedagtekend. Een exemplaar van het bericht aan het personeel wordt per aangetekende brief met ontvangstbewijs gezonden aan de ambtenaar die tijdelijk om enigerlei reden uit de dienst verwijderd is. Deze aangetekende brief wordt verzonden naar het door de ambtenaar laatst opgegeven correspondentieadres. »;

2° een § 4 wordt toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 4. Om geldig te zijn moet de kandidaatstelling beantwoorden aan de voorschriften van het vacaturebericht en het bericht per aangetekende brief worden verzonden, hetzij door middel van een afgegeven brief waarvoor een bewijs van ontvangst wordt overhandigd, worden ingediend binnen dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de eerste werkdag na de datum van overhandiging in de dienst of na de datum van indiening bij de post van het vacaturebericht.

De kandidaatstelling die door middel van een afgegeven brief wordt ingediend, dient op de laatste werkdag aan de ontvangende dienst uiterlijk om 16.00 uur te worden overhandigd.

Voor de kandidaatstelling geldt de datum van de poststempel of van het ontvangstbewijs als indieningsdatum. De kandidaatstelling omvat een uiteenzetting van de aanspraken en wordt ingediend met het modelformulier dat als bijlage 3 bij dit besluit gevoegd is. »

**Art. H 25.** Aan artikel VIII 59 van hetzelfde besluit wordt een § 3 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 3. De geslaagde voor één van de vergelijkende bekwaamheidsproeven bedoeld in § 1, eerste lid behoudt onbepaald het voordeel van zijn uitslag tenzij het examenreglement het anders bepaalt. »

**Art. H 26.** In artikel VIII 73 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « normale loopbaansnelheid » geschrapt;

2° het derde lid wordt vervangen door wat volgt :

« Van 1 juli tot 30 juni wordt overeenkomstig de beslissingen van het eerste lid voor elke maand één maand bijgevoegd, een halve maand of een hele maand afgetrokken. »

**Art. H 27.** Artikel XI 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 7. In afwijking van artikel XI 6 is de ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking in dienstactiviteit en verliest hij zijn salaris enkel voor de duur van de afwezigheid. »

**Art. H 28.** Artikel XI 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 12. § 1. De ambtenaar heeft vakantie op de wettelijke en decretale feestdagen en op 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. Ter vervanging van de in § 1 vermelde vakantiedagen die samenvallen met een zaterdag of zondag, heeft de ambtenaar die niet in een continuregeling tewerkgesteld wordt, vakantie voor de periode tussen Kerstmis en Nieuwjaar.

De ambtenaar die verplicht is om op één van de in § 1 vermelde dagen of in de periode tussen Kerstmis en Nieuwjaar te werken ten gevolge van behoeften van de dienst, krijgt in evenredige mate vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen.

§ 3. De ambtenaar tewerkgesteld in continudienst die werkt of in rust is op de in § 1 vermelde dagen krijgt hiervoor vervangende vakantiedagen die onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantiedagen kunnen worden genomen. »

**Art. H 29.** In artikel XI 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aanspraak maken op ouderschapsverlof » vervangen door de woorden « een aanvraag indienen om ouderschapsverlof te krijgen »;

2° in het laatste lid worden de woorden « , eerste lid » geschrapt.

**Art. H 30.** In artikel XI 25, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « definitieve beroepsongeschiktheid » vervangen door de woorden « definitieve arbeidsongeschiktheid ».

**Art. H 31.** In artikel XI 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan § 1, eerste lid, wordt een 4° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 4° de vrijstelling van arbeid van de zwangere ambtenaar die werkt in een schadelijk arbeidsmilieu, nadat vastgesteld werd dat geen aangepaste of andere arbeidsplaats mogelijk is »;

2° in § 2 wordt het woord « § 1 » vervangen door de woorden « § 1, eerste lid, 1° tot en met 3° ».

**Art. H 32.** Aan artikel XI 36, § 3, derde lid van hetzelfde besluit wordt volgende zin toegevoegd :

« Deze nemen een beslissing binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van het advies van de raad van beroep, zoniet wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de betrokkene. »

**Art. H 33.** Artikel XI 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XI 64. De ambtenaar van de instelling krijgt verlof wanneer hij door een minister, staatssecretaris of een lid van de regering van een gemeenschap of een gewest of een gouverneur van een Vlaamse provincie of de gouverneur of vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad aangewezen wordt om een ambt uit te oefenen op zijn kabinet.

De aanwijzing gebeurt na akkoord van de raad van bestuur. »

**Art. H 34.** In artikel XI 77 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen de perken van de reglementering of het reglement van de betrokken wetgevende vergadering wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die een ambt uitoefent bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter van één van die groepen ofwel bezoldigd door de instelling met doorbetaling van het salaris en terugvordering ofwel niet bezoldigd door de instelling en wordt het salaris stopgezet indien de betrokken wetgevende vergadering of de erkende politieke groep een salaris betaalt. »

**Art. H 35.** In artikel XI 79 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. H 36.** In artikel XI 80 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Dit artikel vindt geen toepassing op ambtenaren die rechtstreeks bezoldigd worden door de betrokken wetgevende vergadering. »

**Art. H 37.** In artikel XI 83, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« De ambtenaar heeft recht op een voorbereiding voor examens of bekwaamheidsproeven. »

**Art. H 38.** In artikel XI 93, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals vermeld sub § 1 en § 2 » geschrapt.

**Art. H 39.** In artikel XIII 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Europese Gemeenschap » worden telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in 1° worden tussen de woorden « dienst van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in 3° worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd.

4° in 3°, d), wordt het woord « EG-lidstaat » vervangen door « EU-lidstaat ».

**Art. H 40.** In artikel XIII 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door wat volgt :

« 2° de periodes van afwezigheid wegens arbeidsongeval, ongeval naar of van het werk of beroepsziekte wanneer de ambtenaar tijdens zijn vorige prestaties als contractueel personeelslid, onder de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. »

**Art. H 41.** In artikel XIII 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, a), worden de woorden « Europese Gemeenschap » telkens vervangen door de woorden « Europese Unie »;

2° in § 1, 1°, a), worden tussen de woorden « de diensten van de » en de woorden « Europese Gemeenschap » de woorden « Verenigde Naties, van de » ingevoegd;

3° in § 1, 2°, e), worden tussen het woord « Arbeid » en de woorden « werd opgericht » de woorden « en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening » ingevoegd.

**Art. H 42.** In artikel XIII 11, § 2, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden « te boven gaan » en « niet in aanmerking » de woorden « alsmede van tijdelijke werkloosheid » ingevoegd.

**Art. H 43.** In artikel XIII 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de twee laatste leden vervangen door wat volgt :

« het rekenkundig resultaat van de bewerking wordt vervangen door :

a) 15 dertigsten wanneer in een maand van :

— 20 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 10;

— 22 of 23 werkdagen, het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 11;

b) 15,5 dertigsten, wanneer in een maand van 23 werkdagen het aantal gepresteerde werkdagen gelijk is aan 12. »;

2° in § 5 worden na het woord « nalatighedsintresten » de woorden « berekend op het beginsalaris » toegevoegd.

**Art. H 44.** In artikel XIII 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982 » geschrapt.

**Art. H 45.** In artikel XIII 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 worden na de woorden van « navolgende bepalingen » de woorden « vermeld onder dit hoofdstuk » geschrapt;

2° § 3 wordt opgeheven.

**Art. H 46.** Artikel XIII 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 36, § 1. Behoudens andersluidende bepalingen is de toelage niet verschuldigd in de volgende gevallen :

— in het geval geen salaris wordt betaald; of

— in het geval van een afwezigheid die langer dan 35 werkdagen duurt.

§ 2. § 1 geldt niet voor de toelagen bedoeld in de hoofdstukken 5, 6, 7 en 8 van deze titel. »

**Art. H 47.** Artikel XIII 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. H 48.** In artikel XIII 42, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, wordt het woord « eventueel » vervangen door de woorden « in voorkomend geval »;

2° in het derde lid worden tussen de woorden « is het salaris dat hij » en de woorden « zou ontvangen » de woorden « op datum van zijn nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad » ingevoegd.

**Art. H 49.** In artikel XIII 45 van het zelfde statuut wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Onder jaarlijkse brutobezoldiging wordt verstaan het salaris, in voorkomend geval verhoogd met :

— de bijslag in geval van gewaarborgde minimumbezoldiging;

— de haard- en standplaatstoelage;

— de toelage voor hoger ambt;

— het geldelijk voordeel voor geslaagden voor overgangsexamens naar het andere niveau.

**Art. H 50.** In artikel XIII 52 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 4 vervangen door de volgende bepaling :

« De continudiensten of diensten met een beurtroelsysteem waar nu een andere regeling bestond voor zaterdag-, zondags- en nachtprestaties behouden deze regeling. »

**Art. H 51.** In artikel XIII 58 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. H 52.** In artikel XIII 63 van hetzelfde besluit worden de woorden « het hogere niveau » vervangen door de woorden « het andere niveau ».

**Art. H 53.** Artikel XIII 74 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. XIII 74. Onverminderd artikel XIII 73, 2°, 3° en 4°, en artikel XIII 79 wordt, naar gelang van het geval, wanneer niet tijdens het ganse referentiejaar of de referentieperiode volledige prestaties werden verricht, het bedrag van het vakantiegeld en/of de eindejaarstoelage :

a) bepaald op respectievelijk een twaalfde of een negende van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;

b) aangepast overeenkomstig artikel XIII 21, § 4 en artikel XIII 24. »

**Art. H 54.** In artikel XIII 77 van het zelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. H 55.** In artikel XIII 84 van hetzelfde besluit wordt § 2 opgeheven en wordt de vermelding « § 1 » geschrapt.

**Art. H 56.** In artikel XIII 85, § 2, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, tweede lid, worden de woorden « dat afgerond wordt tot op de naasthogere eenheid » geschrapt;

2° in 1° wordt een vierde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Het geïndexeerde forfaitaire bedrag wordt afgerond tot op de naasthogere eenheid. »

**Art. H 57.** In artikel XIII 88 wordt § 2 vervangen door door wat volgt :

« § 2. De hoofdstukken 2 en 5 zijn niet van toepassing op de stagiair. Zijn bovendien niet van toepassing op de stagiair van niveau A : de hoofdstukken 3 en 4. »

**Art. H 58.** Artikel XIV 14, tweede lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Deze standplaats wordt in de schriftelijke arbeidsovereenkomst vermeld. Elke wijziging van standplaats wordt als addendum aan de schriftelijke overeenkomst toegevoegd. »

**Art. H 59.** Artikel XIV 19 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. H 60.** Aan deel XIV, titel 3, hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 10 toegevoegd, die luidt als volgt :

« *Afdeling 10.* —Verlof na detachering »

Art. XIV 39*bis*. Inzake het verlof na detachering geldt voor het contractueel personeelslid dezelfde regeling als voor de ambtenaar, zoals vermeld in het artikel XI 66. »

**Art. H 61.** In artikel XV 5 van hetzelfde besluit worden onder de vermelding « deel VIII, titel 2. De evaluatie : » de woorden « Artikel VIII 15 : voor de eerste maal van 1 januari 1996 tot 31 december 1996 » vervangen door de woorden « Artikel VIII 15 : het eerste evaluatiejaar loopt van 1 juli 1996 tot 31 december 1996. »

**Art. H 62.** In bijlage 7, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden naast de vermeldingen « A2 directeur » in kolom 3A de volgende vermeldingen toegevoegd :

« ingenieur informaticus ».

**Art. H 63.** De algemene lijst van functioneringscriteria bedoeld in artikel VIII 8, § 1, 2°, van hetzelfde besluit zoals het wordt gewijzigd door dit besluit, gaat als bijlage XII bij dit besluit. De lijst wordt als bijlage 13 toegevoegd aan het voormelde besluit van de Vlaamse regering.

**Art. H 64.** De voorbereidende handelingen inzake evaluatie die gebeurden voor 1 juli 1996 worden geacht te voldoen aan de ermee overeenstemmende bepalingen van dit besluit.

## I. SLOTBEPALINGEN

**Art. I 1.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995, met uitzondering van de volgende artikelen :

— artikel C 73 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1994;

— artikel C 59 dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1997;

— artikel H 62 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1997;

— de artikelen A 45, 1°, A 61, B 45, 1°, B 62, C 35, 2°, C 36, C 50, 1°, C 71, D 43, 1°, D 62, 1° en 3°, eerste gedachtestreepje, E 46, 1°, E 65, F 44, 1°, F 62, G 45, 1°, G 63, H 43, 1° en H 61 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1996;

— de artikelen A 6, A 10 tot en met A 24, A 29, A 32, A 63, B 5, B 8 tot en met B 22, B 29, B 32, B 64, C 6, C 9 tot en met C 22, C 32, C 35, 1°, C 74, D 5, D 8 tot en met D 21, D 29, D 32, D 65, E 5, E 8 tot en met E 22, E 31, E 34, E 66, F 5, F 8 tot en met F 22, F 28, F 31, F 64, G 5, G 11 tot en met G 25, G 30, G 33, G 64, H 7, H 9 tot en met H 23, H 29, H 32, H 63 die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 1996;

— artikel C 70 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 1996;

— de artikelen D 26 en D 58 die uitwerking hebben met ingang van 1 juni 1993;

— de artikelen A 48, B 48, C 53, D 24, D 46, D 47, D 63, D 64, E 50, F 48, G 48, H 3, H 24 en H 46 die in werking treden op de datum van goedkeuring van dit besluit.

**Art. I 2.** De leden van de regering zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAEL

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE I — BLOSO

## ALGEMENE LIJST VAN FUNCTIONERINGSCRITERIA

BIJLAGE 13

## 1. PERSOONLIJKE EIGENSCHAPPEN

1. Besluitvaardigheid
2. Communicatievaardigheid - mondeling
3. Communicatievaardigheid - schriftelijk
4. Conflicthantering
5. Contactvaardigheid
6. Creativiteit
7. Diplomatie
8. Discretie
9. Engagement
10. Flexibiliteit
11. Hygiëne
12. Impact
13. Initiatiefname
14. Integriteit en Objectiviteit
15. Inzet
16. Kritische ingesteldheid
17. Leerbereidheid
18. Leiding geven
19. Motiverend optreden
20. Orde en nauwgezetheid
21. Planning en organisatie
22. Realiteitszin
23. Resultaatgerichtheid
24. Klantgerichtheid
25. Stressbestendigheid
26. Veiligheidszin
27. Verantwoordelijkheidszin
28. Zelfstandig kunnen werken
29. Zin voor analyse
30. Zin voor cijfers
31. Zin voor samenwerken
32. Zin voor synthese

## 2. TECHNISCHE BEKWAAMHEDEN

## 2.1. Met betrekking tot administratie en wetgeving

Naargelang van het niveau en de rang een grondige kennis, een algemene kennis, een basiskennis of ervaring hebben in één of meerdere van de volgende deelgebieden :

- de structuur en de werking van de Vlaamse overheid (het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse openbare instellingen)
- de structuur en de werking van provinciale en lokale overheden
- de structuur en de werking van de private sportsector (sportclubs, sportraden, sportdiensten, sportfederaties en topsport)
- de structuur en de werking van de Brusselse instellingen
- de onderwijsstructuren en begeleidingsdiensten voor lichamelijke opvoeding
- de werking van externe overheden of instanties (bv. RKW, RSZ, administratie van Financiën, Assubel,...)
- de structuur en de werking van interne instanties (Raad van Bestuur, Hoge Raad voor de Sport, directieraad)
- de structuur en de werking van de verschillende afdelingen van het Bloso
- de organisatie en de werking van de Bloso-centra
- sportstructuren binnen de Raad van Europa en de Europese Unie
- de filosofie en de doelstellingen van het Bloso
- de doelstellingen van de eigen afdeling
- begroting, boekhouding (overheids-, analytische, bedrijfseconomische) en overheidsopdrachten
- het Bloso-personeelsstatuut en de aanvullende reglementeringen (omzendbrieven, dienstorders...)
- de reglementering, wettelijke bepalingen en interne reglementen die van toepassing zijn in de Bloso-centra
- het vademecum van de Vlaamse Trainersschool
- ARAB, AREI, VLAREM II
- de reglementering en de procedures in verband met verzekeringen
- de technieken op het vlak van organisatie- en personeelsontwikkeling
- de juridische structuren en de werking ervan
- de algemene rechtsbeginselen
- de wet-, decreet- en regelgeving inzake sport
- wetten, decreten en reglementeringen in verband met de medisch verantwoorde sportbeoefening
- wetgeving in verband met subsidies
- de fiscale wetgeving

- de syndicale wetgeving
- de samengeordende wetten op de kinderbijslag
- het sociaal recht
- het administratief recht
- wet van 3/7/1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten
- reglementering en de procedures in verband met verzekeringen
- de wegcode
- scheepvaart
- veldwetboek
- bosbeheer
- stedenbouw
- algemene administratieve en statutaire reglementeringen en procedures
- de administratieve reglementeringen en procedures binnen de eigen afdeling

#### 2.2. Met betrekking tot informatica en bureautica

Naargelang van het niveau en de rang een grondige kennis, een algemene kennis, een basiskennis of ervaring hebben in één of meerdere van de volgende deelgebieden :

- de informatietechnologie-hulpmiddelen : hardware en software
- de informatietechnologie : algemene theorieën, standaards en normen
- de informatica- toepassingen (maatwerk en standaard-software)
- bureautica (fax, kopieermachine, bindmachine,...)
- het geïnformatiseerd boekhoudsysteem
- het geïnformatiseerd personeelsbeheersysteem
- Desk Top Publishing-systemen
- grafische informatica-applicaties
- netwerken

#### 2.3. Met betrekking tot taalvaardigheid

Naargelang van het niveau en de rang een grondige kennis, een algemene kennis, een basiskennis of ervaring hebben in één of meerdere van de volgende deelgebieden :

- de regels van de mondelinge en de schriftelijke moedertaal
- vreemde talen

#### 2.4. Met betrekking tot veiligheid, gezondheid, hygiëne

- goede fysieke conditie hebben
- geen hoogtevrees hebben
- bestand zijn tegen slechte weersomstandigheden
- uithoudingsvermogen hebben
- kunnen wakker blijven tijdens de nacht
- goed gezichts- en onderscheidingsvermogen
- persoonlijke hygiëne
- wetgeving en regelgeving inzake VGV
- geneeskundige schifting
- EHBO
- reddings- en blustechnieken beheersen

— controle van bouwwerken, machines, elektrische of scheikundige installaties en er de gevaren van kunnen inschatten

- veilig met gevaarlijke produkten kunnen werken

#### 2.5. Met betrekking tot brevetten en naschoolse vorming

- trainer A Vlaamse Trainersschool
- hoger reddersdiploma
- diploma redder op zee
- rijbewijs (B,C,D,)
- diploma lesgever paardrijden
- brevet van sportfunctionaris
- brevet VGV
- brevet opdrachthouder Vorming of HRMO
- bijzondere aanvullende vorming in de Veiligheidskunde (niveau 2)
- basisvorming in relatie tot het veiligheidsbeleid
- vaarbrevet

#### 2.6. Met betrekking tot vakkennis

Naargelang van het niveau en de rang een grondige kennis, een algemene kennis, een basiskennis of ervaring hebben in één of meerdere van de volgende deelgebieden :

Algemeen

- technische kennis en inzicht
- technische vaardigheden
- technische aanleg

- Gespecialiseerd
- architecten, aannemers en leveranciers
  - materialen en technologie
  - plannen
  - bouwtechnische begrippen en materialen
  - metsel-, bestratings- en voegwerken, muur- en vloertegels
  - mechanica, electronica, elektriciteit, sanitaire installaties, c.v., schrijnwerkerij, loodgieterij, metaalbewerking
  - schilderwerken
  - specialisaties met betrekking tot de verwerking van nieuwe materialen en technieken
  - het voorzieningennet
  - tuinbouw, groenonderhoud, groenbeheer
  - onderhoud gras- en sportvelden
  - de sportvereisten waaraan sportaccommodaties moeten voldoen met betrekking tot afmetingen, bouwprogramma's en basisvereisten
    - het realiseren van buitensportterreinen
    - sportmateriaal
    - het sportwetenschappelijk onderzoek
    - de toegepaste sportfysiologie
    - de verschillende sportdisciplines
    - sportmedisch onderzoek (laboratorium, medische apparatuur)
  - omgaan met paarden, hun verzorging en elementaire veterinaire kennis
    - promotie en organisatie
  - werkmethode en technieken van reclame en publiciteit
    - fotografie
    - grafische vormgeving
    - druktechnieken
    - digitale fotografie
    - gereedschappen, machines en apparaten
    - autotechniek
    - onderhoudsprodukten, -materialen, -technieken
    - voedingsmiddelen
    - posttarieven
    - protocollaire aspecten
- 2.7. Met betrekking tot algemene bekwaamheden
- algemene ontwikkeling
  - inzicht in de maatschappelijke en technologische evoluties en de verschillende visies terzake
  - pedagogische en didactische bekwaamheid
  - noties van psychologie en sociologie
  - psychologisch aanvoelen (mensenkennis)
  - managementsinzicht
  - kennis van wetenschappelijke methodieken
  - administratieve en maatschappelijke vorming
  - organisatiestructuren en organisatieleer
  - creatieve en sportieve vaardigheid
  - handigheid
  - mobiliteit
  - kunnen zwemmen
  - polyvalent zijn
  - maturiteit
  - in continudienst willen werken
  - inzicht in de markt en het werkveld
  - sport-voor-allen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,  
S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,  
B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,  
J. SAUWENS



## BIJLAGE II — DS

code	C111
	3/1x20.000 4/3x30.000 3/3x40.000 1/1x40.000
0	545.000
1	565.000
2	585.000
3	605.000
4	605.000
5	605.000
6	635.000
7	635.000
8	635.000
9	665.000
10	665.000
11	665.000
12	695.000
13	695.000
14	695.000
15	735.000
16	735.000
17	735.000
18	765.000
19	765.000
20	765.000
21	805.000
22	805.000
23	805.000
24	845.000
25	885.000
26	
27	
28	
29	
30	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

Bert ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE III — DS

## BIJLAGE 14

## ALGEMENE LIJST VAN DE FUNCTIONERINGSKRITERIA

Kennis van de (basis-/algemene)structuur van de DS  
 Is stipt, werkt met zorg, houdt zich aan afspraken  
 Is communicatief  
 Kan zelfstandig werken  
 Kunnen werken met PC - Dactylografie - Tekstverwerking  
 Promoot - Is klantgericht - Vlot in omgang  
 (Kennis hebben van) Leidinggeven  
 Andere taal  
 Staat open voor vernieuwing en neemt initiatieven  
 Is loyaal t.o.v. beleidsbeslissingen  
 Collegiaal  
 Flexibel/Vlot beschikbaar  
 Is een deskundige in zijn specialiteit  
 Heeft organisatorische kwaliteiten  
 Goede fysiek  
 Kennis boekhouding  
 Discretie  
 Leergierig/Bereid kennis uit te breiden  
 Bereid in ploegendienst te werken  
 Is vertrouwd met de bediening van een telefooncentrale  
 Kennis/Vaardigheid informaticatoepassingen  
 Is prijsbewust  
 Beschikken over vaarervaring en besturing boten  
 Kan zijn personeel op correcte wijze evalueren  
 Kennis traditionele beroepen uit bouwsector  
 Kennis wetgeving pensioenen en kinderbijslagen  
 Kennis rechtspositie personeel  
 Kennis wetgeving overheidsopdrachten  
 Kan zijn magazijn efficiënt beheren  
 Besluitvaardig optreden  
 Kennis van technisch tekenen  
 Kennis vakdomeinen electro-mechanica  
 Kennis scheepvaart- en politiereglementen  
 Weet gebruik te maken van de opgedane ervaring  
 Heeft kennis van/is vertrouwd met bediening van materialen/machines  
 Veiligheidsbesef - Kennis ARAB  
 Vakkennis  
 Draagt zorg voor machines en toevertrouwde vaartuigen  
 Kennis milieuwetgeving  
 Technische kennis vaartuigen  
 Specifieke competenties van afdelingshoofd  
 Is vertrouwd met uitvoering van grondwerken  
 Kennis bediening kunstwerken  
 Kan in ploegendienst werken met wisselende diensten  
 Kennis algemene reglementering diensten  
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.  
 Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
 P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,  
 S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
 Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,  
 B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,  
 J. SAUWENS

## BIJLAGE IV — Imalso

## Tabel van de salarisschalen

Wijziging C200
3/1 x 20.000
5/3 x 40.000
2/3 x 50.000
1/3 x 10.000
1/3 x 20.000
860.000
880.000
900.000
920.000
920.000
920.000
960.000
960.000
1.000.000
1.000.000
1.000.000
1.040.000
1.040.000
1.040.000
1.080.000
1.080.000
1.080.000
1.020.000
1.020.000
1.020.000
1.070.000
1.070.000
1.070.000
1.220.000
1.220.000
1.220.000
1.230.000
1.230.000
1.230.000
1.250.000

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE V — Imalso

## BIJLAGE 12

## ALGEMENE LIJST VAN DE FUNCTIONERINGSKRITERIA

A. Technische vaardigheden (kennis en kunde)

Administratief inzicht

Administratieve ervaring

Administratieve kennis

Basiskennis van de wetgeving op de stedenbouw

Basiskennis informatica-applicaties

Basiskennis/inzicht in aanleunende reglementering/statuten

Basiskennis van wetgeving en reglementering met betrekking tot de sector

Basisnoties van werking van nevendiensten (b.v. R.K.W., R.S.Z., Financiën)

Brieven en rapporten kunnen schrijven

Bronnenkennis

Dossierkennis (weten waarover het gaat)

E.H.B.O. en nijverheidshelper

Elementaire kennis PC

Elementaire kennis van de algemene aannemingsvoorwaarden

Elementaire kennis van topografie : hanteren nivelleertoestel,...

Elementaire technische kennis

Ervaring in de administratie

Ervaring in het gebruik van informatica en bureautica

Ervaring met het toepassen van de regelgeving betreffende V.G.V.

Fysieke conditie

Gedegen kennis van de materie van de Administratie

Handigheid

In continudienst willen werken

Inzicht in de markt en het werkveld

Inzicht in mechanica, elektronica, elektriciteit

Juridische basiskennis

Kennis bezitten of verwerven van CAD en andere software

Kennis verkeersreglement, algemene aannemingsvoorwaarden

Kennis van boekhouding (overheidsboekhouding, wetten op de rijkscomptabiliteit, dubbele boekhouding)

Kennis van bouwtechniek, typebestekken en materialen

Kennis van de eigen organisatie (ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse openbare instellingen)

Kennis van de organisatie (wie doet wat en wanneer, zichzelf kunnen situeren)

Kennis van de reglementering en de procedures

Kennis van de werking van de overheid

Kennis van de werking van de organisatie

Kennis van informatica (WP, Excel en Financieel Systeem)

Kennis van meetmethodes en -codes-

Kennis van normen, type-bestekken, afleveringen,...

Kennis PC/terminal

Kennis van administratieve en statutaire procedures

Kennis van algemene begrippen inzake begroting, boekhouding en overheidsopdrachten

Kennis van de regelgeving betreffende V.G.V.

Kennis van de regels van de mondelinge en de schriftelijke taal

Kennis van de reglementeringen

Kennis van de wetgeving en haar toepassingen

Kennis van gevaarlijke producten  
Kennis van het werken met PC  
Kennis van informatica-standaarden en -normen  
Kennis van informatietechnologie  
Kennis van software  
Kennis van de opbouw van de loopbanen  
Kennis van structuur van het departement/organisatie  
Kunnen omgaan met teken- en grafisch materieel  
Kunnen omgaan met PC  
Kunnen raadplegen van alle bronnen  
Kunnen werken met fax, kopieermachine,...  
Kunnen werken met PC/tekstverwerker en de bijhorende software  
Managementinzicht  
Materialen- en technologische kennis  
Plannen kunnen lezen  
Polyvalentie  
Rijbewijs bezitten  
Specifieke vakkennis  
Specifieke technische kennis (vb. meetapparatuur)  
Technisch inzicht en kennis  
Technische kennis van de werking van apparaten (fax, fotokopieerapparaat, PC,...) Technische kennis van de materie  
Tekstverwerking  
Universitair diploma en/of ruime beroepservaring  
Vaktechnische kennis  
B. Persoonlijke vaardigheden (competenties)  
Analyse en synthese  
Autonoom kunnen werken  
Begrip voor anderen  
Bemiddelingstalent  
Collegialiteit  
Communicatie- en contactvaardigheid  
Communicatievaardigheid  
Conflictbeheersing  
Creativiteit  
Diplomatie  
Discretie  
Doelgericht en methodisch werken en denken  
Efficiëntie en praktische ingesteldheid  
Engagement en motivatie  
Flexibiliteit  
Gezag voeren  
Goed omgaan met mensen  
Impact en invloed  
In groep kunnen werken  
Informatieverzameling  
Initiatief en verantwoordelijkheidsgevoel  
Integratie van theorie - praktijk  
Integriteit en discretie  
Inzet en motivatie  
Klantgerichtheid  
Klantvriendelijkheid  
Kunnen beslissen  
Kunnen leiding geven

Kunnen omgaan met collega's  
Kunnen omgaan met mensen  
Kunnen samenwerken  
Leerbereidheid  
Leergierigheid  
Leergierigheid/flexibiliteit  
Leiderschap  
Leiding geven  
Luisterbereidheid  
Methodische aanpak en organisatietalent  
Motivatie en beschikbaarheid  
Motiverend optreden  
Nauwkeurigheid  
Objectiviteit  
Onderhandelingsvermogen  
Orde en Zorgvuldigheid  
Orde, hygiëne en veiligheid  
Organisatiebetrokkenheid  
Organisatietalent  
« Politieke » feeling  
Realiteitszin  
Resultaatgerichtheid  
Samenwerken in groep  
Schriftelijke communicatievaardigheid  
Sociale vaardigheden  
Studie- en onderzoek ingesteldheid  
Veiligheidsbesef  
Zelfbeheersing en stressbestendigheid  
Zelfstandig en snel handelen  
Zelfstandig kunnen werken  
Zin voor Initiatief  
Zin voor Samenwerking  
Zin voor verantwoordelijkheid

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAEL

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE VI — MBZ

## BIJLAGE 14

## ALGEMENE LIJST VAN DE FUNCTIONERINGSKRITERIA

A. Technische vaardigheden (kennis en kunde)  
 Administratief inzicht  
 Administratieve ervaring  
 Administratieve kennis  
 Administratieve kennis (wet- en regelgeving inzake overheidsopdrachten)  
 Administratieve kennis (wet- en regelgeving)  
 Administratieve kennis en ervaring  
 Affiniteit met de sector  
 Basiskennis van de werking van de juridische structuren  
 Basiskennis van de wetgeving op de stedenbouw  
 Basiskennis van de Franse/Engelse taal  
 Basiskennis Frans, Engels en Duits  
 Basiskennis informatica-applicaties  
 Basiskennis/inzicht in aanleunende reglementering/statuten  
 Basiskennis van wetgeving en reglementering met betrekking tot de sector  
 Basisnoties van werking van nevendiensten (bv. R.K.W., R.S.Z., Financiën)  
 Bestand zijn tegen slechte weersomstandigheden  
 Brevet van kapitein ter lange omvaart  
 Brevet van eerste luitenant ter lange omvaart  
 Brieven en rapporten kunnen schrijven  
 Bronnenkennis  
 Creatieve en sportieve vaardigheid  
 Diagnostische competentie  
 Didactiek  
 Diploma licentiaat nautische wetenschappen  
 Dossierkennis (weten waarover het gaat)  
 E.H.B.O.  
 E.H.B.O. en nijverheidshelper  
 Elementaire kennis PC  
 Elementaire kennis van de algemene aannemingsvoorwaarden  
 Elementaire kennis van het nautisch Engels  
 Elementaire kennis van het materieel : bv. CMK-tarieven  
 Elementaire kennis van topografie : hanteren nivelleertoestellen,...  
 Elementaire technische kennis (telefoon, walkie talkie, blusapparaat, prikklok)  
 Ervaring in de administratie  
 Ervaring in het gebruik van informatica en bureautica  
 Ervaring met een gemeenschapsinstelling voor bijzondere jeugdbijstand  
 Ervaring met het toepassen van de regelgeving betreffende V.G.V.  
 Ervaring met jongeren  
 Fysieke conditie  
 Fysieke conditie (afhankelijk van het soort werk)  
 Fysieke weerbaarheid  
 Gedegen kennis van de materie van de Administratie  
 Gedegen kennis van de wet-, decreet- en regelgeving inzake nautische aangelegenheden  
 Gedegen kennis van de scheepvaart-, politie- en administratieve reglementen  
 Gedegen kennis van hydrografie, radarnavigatie, moderne plaatsbepalingssystemen, voortstuwingstypes  
 Geen hoogtevrees hebben  
 Goed gezichts- en onderscheidingsvermogen  
 Goede gezondheid hebben  
 Handigheid  
 Hoeveelheden kunnen opmeten  
 In continudienst willen werken  
 In het ambtsgebied willen wonen  
 Inzicht in de maatschappelijke en technologische evoluties en in de verschillende visies terzake  
 Inzicht in de markt en het werkveld  
 Inzicht in mechanica, elektronica, elektriciteit, chemie, navigatie  
 Inzicht in de gerechtelijke werking  
 Juridische basiskennis  
 Kan de exacte methode identificeren  
 Kan op voorhand situaties, gevolgen, gevaren inschatten

Kennis bezitten of verwerven van CAD en andere software  
Kennis scheepvaartreglement, verkeersreglement, luchtvaartreglement, algemene aannemingsvoorwaarden  
Kennis van boekhouding (overheidsboekhouding, wetten op de rijkscomptabiliteit, dubbele boekhouding)  
Kennis van bouwtechniek, typebestekken en materialen  
Kennis van de algemene rechtsbeginselen  
Kennis van de eigen organisatie (ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse openbare instellingen)  
Kennis van de organisatie (wie doet wat en wanneer, zichzelf kunnen situeren)  
Kennis van de reglementen (nautische en interne)  
Kennis van de reglementering en de procedures op financieel vlak  
Kennis van de scheepstechniek (dek, bediening motoren, navigatie- en communicatieapparatuur)  
Kennis van de sociale instellingen, diensten en voorzieningen (sociale kaart)  
Kennis van de vaarwateren  
Kennis van de werking van de overheid  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van de wet op politie en wegverkeer  
Kennis van EHBO, reddings- en blustechnieken  
Kennis van het scheepvaartreglement  
Kennis van informatica (WP, Excel en Financieel Systeem)  
Kennis van meetmethodes en -codes  
Kennis van normen, type-bestekken, afleveringen,...  
Kennis van omzendbrieven  
Kennis van PC  
Kennis van vreemde talen : Engels, Frans,... vooral nautisch Engels  
Kennis PC/terminal  
Kennis van administratieve en statutaire procedures  
Kennis van administratieve procedures  
Kennis van algemene begrippen inzake begroting, boekhouding en overheidsopdrachten  
Kennis van de administratie en reglementering  
Kennis van de administratie  
Kennis van de bestaande standaarden en normen  
Kennis van de filosofie en de doelstellingen van de instelling  
Kennis van de organisatiestructuren  
Kennis van de rechterlijke structuren  
Kennis van de regelgeving  
Kennis van de regelgeving betreffende V.G.V.  
Kennis van de regelgeving, reglementering  
Kennis van de regels van de mondelinge en de schriftelijke taal  
Kennis van de reglementering (wegcode, scheepvaart,...)  
Kennis van de reglementering en de procedures  
Kennis van de reglementeringen  
Kennis van de sector  
Kennis van de sociale kaart  
Kennis van de structuren van het ministerie/departement  
Kennis van de structuur van de organisatie  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van de wetgeving  
Kennis van de wetgeving en haar toepassingen  
Kennis van gevaarlijke producten  
Kennis van het (ruime) werkveld/sector  
Kennis van het geografisch gebied waarvoor verantwoordelijk  
Kennis van het voorzieningennet  
Kennis van het werken met PC  
Kennis van het werkveld in de entiteit  
Kennis van het werkveld van de interne klant  
Kennis van het werkveld  
Kennis van het huishoudelijk werk  
Kennis van informatica-standaarden en -normen  
Kennis van informatietechnologie  
Kennis van nautisch Engels  
Kennis van protocollaire aspecten  
Kennis van software  
Kennis van de opbouw van de loopbanen



Kennis van structuur van het departement/organisatie  
Kennis van studierichtingen  
Kennis van wetenschappelijke methodieken  
Kunnen omgaan met teken- en grafisch materieel  
Kunnen zwemmen  
Kunnen omgaan met PC  
Kunnen raadplegen van alle bronnen  
Kunnen wakker blijven tijdens de nacht  
Kunnen werken met fax, kopieermachine,...  
Kunnen werken met PC/tekstverwerker en de bijhorende software  
Loodsopleiding : specialisatie (door studie- en proefreizen) inzake nautische kennis (reglementen, vaarvaardigheden, manoeuvreervaardigheid) op kort traject  
Managementinzicht  
Materialen- en technologische kennis  
Maturiteit  
Meertaligheid  
Minimale algemene kennis (vb. tweede taal)  
Mobiliteit  
Noties van Frans, Engels en/of Duits  
Noties van psychologie, sociologie en sociale wetgeving  
Noties informatica : PC/Terminal  
Op de hoogte zijn van het werkveld en zijn evoluties  
Opleiding in werkstation/ervaring in werkstation  
Pedagogische, administratieve en maatschappelijke vorming  
Pedagogische en didactische bekwaamheden  
Pedagogische en psychologische kennis  
Persoonlijke hygiëne  
Plannen kunnen lezen  
Polyvalentie  
Praktijkervaring als dekpersoneel gedurende twee jaar op zeeschepen of gedurende drie jaar op binnenschepen  
Procedures binnen de dienst kennen  
Psychologisch aanvoelen (« mensenkennis »)  
Psychologische en pedagogische kennis  
Rijbewijs bezitten  
Sectoriële ervaring  
Sectoriële ervaring (met opvoeders, instelling)  
Specifieke vakkennis  
Specifieke technische kennis (vb. meetapparatuur)  
Specifieke vaktechnische kennis en ervaring  
Specifieke vaktechnische kennis  
Talenkennis  
Talenkennis (vooral Engels)  
Technisch inzicht en kennis  
Technische aanleg  
Technische en methodische kennis  
Technische kennis  
Technische kennis : kennis van de bediening van apparatuur,...  
Technische kennis en ervaring  
Technische kennis van de werking van apparaten (fax, fotokopieerapparaat, PC,...)  
Technische kennis van de materie  
Technische vaardigheden  
Tekstverwerking  
Twee- of Meertaligheid  
Uithoudingsvermogen  
Universitair diploma en/of ruime beroepservaring  
Vak- en materiekennis  
Vakkennis  
Vakkennis (polyvalentie vs. specialisme)  
Vakkennis en vakbekwaamheid  
Vaktechnische kennis  
Vertrouwdheid met tekstverwerking en informaticoepassingen  
Werken met PC/bureauticomateriaal  
Zelf tekenwerk kunnen uitvoeren

## B. Persoonlijke vaardigheden (competenties)

Alert zijn  
Analyse en synthese  
Analytisch denken  
Analytisch en/of synthetisch denken  
Analytisch en probleemoplossend vermogen  
Analytisch en synthetisch denken  
Autonoom kunnen werken  
Autoriteit/Leiderschap  
Begrip voor anderen  
Bemiddelingstalent  
Collegialiteit  
Communicatie  
Communicatie – openheid  
Communicatie en contactvaardigheid  
Communicatievaardigheid  
Conceptueel denken  
Conflictbeheersing  
Contact- en communicatievaardigheid  
Contactvaardigheid  
Correct en betrouwbaar zijn  
Creativiteit  
Creativiteit en vernieuwend denken  
Deontologische integriteit  
Diplomatie  
Discretie  
Doelgericht en methodisch werken en denken  
Doelgericht werken  
Doelgerichtheid  
Doorzicht  
Dynamiek  
Efficiëntie  
Efficiëntie en praktische ingesteldheid  
Emotionele stabiliteit  
Empathie  
Empowerment  
Engagement  
Engagement en interesse  
Engagement en motivatie  
Flexibiliteit  
Flexibiliteit/Improvisatie  
Gezag voeren  
Goed omgaan met mensen  
Impact  
Impact en invloed  
In groep kunnen werken  
Informatieverzameling  
Initiatief  
Initiatief en creativiteit  
Initiatief en verantwoordelijkheidsgevoel  
Initiatief nemen  
Inlevingsvermogen  
Integratie van theorie – praktijk  
Integriteit  
Integriteit en discretie  
Inzet

Inzet en motivatie  
Klantgerichtheid  
Klantvriendelijkheid  
Kritische ingesteldheid  
Kunnen beslissen  
Kunnen leiding geven  
Kunnen omgaan met collega's  
Kunnen omgaan met jongeren  
Kunnen omgaan met mensen  
Kunnen omgaan met moeilijke jongeren  
Kunnen samenwerken  
Leerbereidheid  
Leergierigheid  
Leergierigheid/flexibiliteit  
Leiderschap  
Leiding geven  
Loyauteit  
Loyauteit en integriteit  
Luisterbereidheid  
Methodische aanpak en organisatietalent  
Moed  
Motivatie  
Motivatie en beschikbaarheid  
Motiverend optreden  
Nauwgezetheid  
Nauwkeurigheid  
Objectiviteit  
Omgaan met mensen  
Omgang met mensen  
Onderhandelingsstalent  
Onderhandelingsvermogen  
Orde  
Orde en nauwgezetheid  
Orde en nauwkeurigheid  
Orde en netheid  
Orde en stiptheid  
Orde en Zorgvuldigheid  
Orde, hygiëne en veiligheid  
Organisatiebetrokkenheid  
Organisatiebewust handelen  
Organisatietalent  
Organisatievermogen  
Overredingskracht  
« Politieke » feeling  
Realiteitszin  
Resultaatgerichtheid  
Rust kunnen bewaren en orde kunnen handhaven  
Samenwerken in groep  
Samenwerken in team  
Samenwerken in teamverband  
Samenwerken met anderen  
Schriftelijke communicatievaardigheid  
Service – gerichtheid  
Sociale en communicatieve vaardigheden  
Sociale omgang  
Sociale vaardigheden  
Soepelheid

Stiptheid  
Stress-bestendigheid  
Studie- en onderzoeksingesteldheid  
Sturing  
Teamgeest  
Teamleiderschap  
Teamwerk  
Teamwerk en collegialiteit  
Teamwerk en samenwerking  
Timing en stiptheid  
Veiligheidsbesef  
Verantwoordelijkheidszin  
Verantwoordelijkheidsbesef  
Visionair denken  
Weerbaarheid  
Werken in team  
Werken in teamverband  
Zelfbeheersing  
Zelfbeheersing en stressbestendigheid  
Zelfbewust optreden  
Zelfdiscipline  
Zelfkennis  
Zelfstandig en snel handelen  
Zelfstandig kunnen optreden  
Zelfstandig kunnen werken  
Zelfstandig werken  
Zin voor cijfers  
Zin voor dienstverlening  
Zin voor goede dienstverlening  
Zin voor goede dienstverlening rekening houdend met de belangen van de organisatie  
Zin voor Initiatief  
Zin voor orde  
Zin voor organisatie en resultaatgerichtheid  
Zin voor Samenwerking  
Zin voor synthese  
Zin voor systematiek en kwaliteit  
Zin voor verantwoordelijkheid

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE VII — NV Zeekanaal

## BIJLAGE 12

## ALGEMENE LIJST VAN FUNCTIONERINGSKRITERIA

A. Technische vaardigheden  
 Administratief inzicht  
 Administratieve ervaring  
 Administratieve kennis  
 Administratieve kennis (wet- en regelgeving inzake overheidsopdrachten)  
 Administratieve kennis (wet- en regelgeving)  
 Administratieve kennis en ervaring  
 Administratieve en maatschappelijke vorming  
 Affiniteit met de sector  
 Basiskennis van de werking van de juridische structuren  
 Basiskennis van de Franse/Engelse taal  
 Basiskennis informatica-applicaties  
 Basiskennis/inzicht in aanleunende reglementering/statuten  
 Basiskennis van wetgeving en reglementering met betrekking tot de sector  
 Basisnoties van werking van nevendiensten (b.v. R.S.Z., Financiën, BTW)  
 Bestand zijn tegen slechte weersomstandigheden  
 Brevet van kapitein te lange omvaart  
 Brieven en rapporten kunnen schrijven  
 Bronnenkennis  
 Diagnostische competentie  
 Diploma licentiaat nautische wetenschappen  
 Diploma maatschappelijk assistent  
 Dossierkennis (weten waarover het gaat)  
 E.H.B.O.  
 E.H.B.O. en nijverheidshelper  
 Elementaire kennis PC  
 Elementaire kennis van de algemene aannemingsvoorwaarden  
 Elementaire kennis van het nautisch engels  
 Elementaire kennis van het materieel : bv. CMK-tarieven  
 Elementaire kennis van topografie : hanteren nivelleertoestel,...  
 Elementaire technische kennis (telefoon, walkie talkie, blusapparaat, prikklok)  
 Ervaring in de administratie  
 Ervaring in de behandeling van dossiers van het werkstation/de omkaderingsdienst  
 Ervaring in het gebruik van informatica en bureautica  
 Ervaring met het toepassen van de regelgeving betreffende V.G.V.  
 Fysieke conditie (afhankelijk van het soort werk)  
 Gedegen kennis van de materie van de Administratie  
 Gedegen kennis van de wet-, decreet- en regelgeving inzake nautische aangelegenheden  
 Geen hoogtevrees hebben  
 Goed gezichts- en onderscheidingsvermogen  
 Goede gezondheid hebben  
 Handigheid  
 Hoeveelheden kunnen opmeten  
 In continudienst willen werken  
 Inzicht in de maatschappelijke en technologische evoluties en in de verschillende visies  
 Inzicht in de markt en het werkveld  
 Inzicht in mechanica, elektronica, elektriciteit, chemie, navigatie  
 Juridische basiskennis  
 Kan de exacte methode identificeren  
 Kan op voorhand situaties, gevolgen, gevaren inschatten  
 Kennis bezitten of verwerven van CAD en andere software  
 Kennis scheepvaartreglement, verkeersreglement, luchtvaartreglement, algemene aannemingen  
 Kennis van boekhouding (overheidsboekhouding, wetten op de rijkscomptabiliteit, dubbele boekhouding)  
 Kennis van bouwtechniek, typebestekken en materialen  
 Kennis van de algemene rechtsbeginselen  
 Kennis van de eigen organisatie (N.V. Zeekanaal)  
 Kennis van de organisatie (wie doet wat en wanneer, zichzelf kunnen situeren)  
 Kennis van de reglementen (nautische en interne)

Kennis van de reglementering en de procedures op financieel vlak  
Kennis van de sociale instellingen, diensten en voorzieningen (sociale kaart)  
Kennis van de vaarwateren  
Kennis van de werking van de overheid  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van EHBO, reddings- en blustechnieken  
Kennis van het scheepvaartreglement  
Kennis van informatica (WP, Excel en Financieel Systeem)  
Kennis van meetmethodes en -codes  
Kennis van normen, type-bestekken, afleveringen,...  
Kennis van omzendbrieven  
Kennis van PC  
Kennis van vreemde talen : Engels, Frans,..., vooral nautisch engels  
Kennis PC/terminal  
Kennis van administratieve en statutaire procedures  
Kennis van administratieve procedures  
Kennis van algemene begrippen inzake begroting, boekhouding en overheidsopdrachten  
Kennis van de administratie en reglementering  
Kennis van de administratie  
Kennis van de bestaande standaarden en normen  
Kennis van de filosofie en de doelstellingen van de instelling  
Kennis van de organisatiestructuren  
Kennis van de regelgeving  
Kennis van de regelgeving betreffende V.G.V.  
Kennis van de regelgeving, reglementering  
Kennis van de regels van de mondelinge en de schriftelijke taal  
Kennis van de reglementering (wegcode, scheepvaart,...)  
Kennis van de reglementering en de procedures  
Kennis van de reglementeringen  
Kennis van de sector  
Kennis van de structuren van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse openbare instellingen  
Kennis van de structuur van de organisatie  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van de wetgeving  
Kennis van de wetgeving en haar toepassingen  
Kennis van gevaarlijke produkten  
Kennis van het (ruime) werkveld/sector  
Kennis van het geografisch gebied waarvoor verantwoordelijk  
Kennis van het voorzieningennet  
Kennis van het werkveld in de entiteit  
Kennis van het werkveld van de interne klant  
Kennis van het werkveld  
Kennis van informatica-standaarden en -normen  
Kennis van informatietechnologie  
Kennis van software  
Kennis van de opbouw van de loopbanen  
Kennis van structuur van de organisatie  
Kennis van wetenschappelijke methodieken  
Kunnen omgaan met teken- en grafisch materieel  
Kunnen zwemmen  
Kunnen omgaan met PC  
Kunnen raadplegen van alle bronnen  
Kunnen wakker blijven tijdens de nacht  
Kunnen werken met fax, kopieermachine,...  
Kunnen werken met PC/tekstverwerker en de bijhorende software  
Managementinzicht  
Materialen- en technologische kennis  
Maturiteit  
Meertaligheid  
Minimale algemene kennis (vb. tweede taal)  
Mobiliteit  
Noties van Frans, Engels en/of Duits  
Noties van psychologie, sociologie en sociale wetgeving  
Noties informatica : PC/Terminal  
Op de hoogte zijn van het werkveld en zijn evoluties

Persoonlijke hygiëne  
Plannen kunnen lezen  
Polyvalentie  
Procedures binnen de dienst kennen  
Psychologisch aanvoelen ("mensenkennis")  
Psychologische en pedagogische kennis  
Rijbewijs bezitten  
Sectoriële ervaring  
Specifieke vak kennis  
Specifieke technische kennis (vb. meetapparatuur)  
Specifieke vaktechnische kennis en ervaring  
Specifieke vaktechnische kennis.  
Talenkennis  
Technisch inzicht en kennis  
Technische aanleg  
Technische en methodische kennis  
Technische kennis  
Technische kennis : kennis van de bediening van apparatuur  
Technische kennis en ervaring  
Technische kennis van de werking van apparaten (fax, fotokopieerapparaat, PC,...)  
Technische kennis van de materie  
Technische vaardigheden  
Tekstverwerking  
Twee- of Meertaligheid  
Uithoudingsvermogen  
Universitair diploma en/of ruime beroepservaring  
Vak- en materiekennis  
Vakkennis  
Vakkennis (polyvalentie vs. specialisme)  
Vakkennis en vakbekwaamheid  
Vaktechnische kennis  
Vertrouwdheid met tekstverwerking en informaticatoepassingen  
Werken met PC/bureauticomateriaal  
Zelf tekenwerk kunnen uitvoeren  
B. Persoonlijke vaardigheden  
Alert zijn  
Analyse en synthese  
Analytisch en/of synthetisch denken  
Analytisch en probleemoplossend vermogen  
Analytisch en synthetisch denken  
Autonoom kunnen werken  
Autoriteit/Leiderschap  
Begrip voor anderen  
Bemiddelingstalent  
Collegialiteit  
Communicatie  
Communicatie - openheid  
Communicatie- en contactvaardigheid  
Communicatievaardigheid  
Conceptueel denken  
Conflictbeheersing  
Contact- en communicatievaardigheid  
Contactvaardigheid  
Correct en betrouwbaar zijn  
Creativiteit  
Creativiteit en vernieuwend denken  
Deontologische integriteit  
Diplomatie  
Discretie  
Doelgericht en methodisch werken en denken  
Doelgericht werken  
Doelgerichtheid  
Doorzicht  
Dynamiek  
Efficiëntie

Efficiëntie en praktische ingesteldheid  
Emotionele stabiliteit  
Empathie  
Empowerment  
Engagement  
Engagement en interesse  
Engagement en motivatie  
Flexibiliteit  
Flexibiliteit/Improvisatie  
Gezag voeren  
Goed omgaan met mensen  
Impact  
Impact en invloed  
In groep kunnen werken  
Informatieverzameling  
Initiatief  
Initiatief en creativiteit  
Initiatief en verantwoordelijkheidsgevoel  
Initiatief nemen  
Inlevingsvermogen  
Integratie van theorie - praktijk  
Integriteit  
Integriteit en discretie  
Inzet  
Inzet en motivatie  
Klantgerichtheid  
Klantvriendelijkheid  
Kritische Ingesteldheid  
Kunnen beslissen  
Kunnen leiding geven  
Kunnen omgaan met collega's  
Kunnen omgaan met mensen  
Kunnen samenwerken  
Leerbereidheid  
Leergierigheid  
Leergierigheid/flexibiliteit  
Leiderschap  
Leiding geven  
Loyauteit  
Loyauteit en integriteit  
Luisterbereidheid  
Methodische aanpak en organisatietalent  
Moed  
Motivatie  
Motivatie en beschikbaarheid  
Motiverend optreden  
Nauwgezetheid  
Nauwkeurigheid  
Objectiviteit  
Omgaan met mensen  
Omgang met mensen  
Onderhandelings talent  
Onderhandelingsvermogen  
Orde  
Orde en nauwgezetheid  
Orde en nauwkeurigheid  
Orde en netheid  
Orde en stiptheid  
Orde en zorgvuldigheid  
Orde, hygiëne en veiligheid  
Organisatiebetrokkenheid  
Organisatiebewust handelen  
Organisatietalent  
Organisatievermogen  
Overredingskracht



Realiteitszin  
Resultaatgerichtheid  
Rust kunnen bewaren en orde kunnen handhaven  
Samenwerken in groep  
Samenwerken in team  
Samenwerken in teamverband  
Samenwerken met anderen  
Schriftelijke communicatievaardigheid  
Service - gerichtheid  
Sociale en communicatieve vaardigheden  
Sociale omgang  
Sociale vaardigheden  
Soepelheid  
Stiptheid  
Stress-bestendigheid  
Studie- en onderzoeksingesteldheid  
Sturing  
Teamgeest  
Teamleiderschap  
Teamwerk  
Teamwerk en collegialiteit  
Teamwerk en samenwerking  
Timing en stiptheid  
Veiligheidsbesef  
Verantwoordelijkheidszin  
Verantwoordelijkheidsbesef  
Visionair Denken  
Weerbaarheid  
Werken in team  
Werken in teamverband  
Zelfbeheersing  
Zelfbeheersing en stressbestendigheid  
Zelfbewust optreden  
Zelfdiscipline  
Zelfkennis  
Zelfstandig en snel handelen  
Zelfstandig kunnen optreden  
Zelfstandig kunnen werken  
Zelfstandig werken  
Zin voor cijfers  
Zin voor dienstverlening  
Zin voor goede dienstverlening  
Zin voor goede dienstverlening rekening houdend met de belangen van de organisatie  
Zin voor Initiatief  
Zin voor orde  
Zin voor organisatie en resultaatgerichtheid  
Zin voor samenwerking  
Zin voor synthese  
Zin voor systematiek en kwaliteit  
Zin voor verantwoordelijkheid  
Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.  
Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,  
STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,  
B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,  
J. SAUWENS

## BIJLAGE VIII — OPZ Geel

	C111 C121	D211	D212	A222p
	3/1x20.000 3/3x30.000 4/3x40.000 1/1x30.000	3/1x10.000 4/3x20.000 4/3x25.000	3/1x10.000 8/3x20.000 1/3x 25.000	3/1x53.000 1/3x93.000 5/3x95.000 1/3x10.000
0	545.000	595.000	645.000	1.710.000
1	565.000	605.000	655.000	1.763.000
2	665.000	615.000	665.000	1.816.000
3	585.000	625.000	675.000	1.869.000
4	605.000	625.000	675.000	1.869.000
5	605.000	625.000	675.000	1.869.000
6	605.000	645.000	695.000	1.962.000
7	636.000	645.000	695.000	1.962.000
8	636.000	645.000	695.000	1.962.000
9	636.000	665.000	715.000	2.057.000
10	665.000	665.000	715.000	2.057.000
11	665.000	665.000	715.000	2.057.000
12	665.000	685.000	735.000	2.152.000
13	695.000	685.000	735.000	2.152.000
14	695.000	685.000	735.000	2.152.000
15	695.000	705.000	755.000	2.247.000
16	735.000	705.000	755.000	2.247.000
17	735.000	705.000	755.000	2.247.000
18	735.000	730.000	775.000	2.342.000
19	775.000	730.000	775.000	2.342.000
20	775.000	730.000	775.000	2.342.000
21	775.000	755.000	795.000	2.437.000
22	815.000	755.000	795.000	2.437.000
23	815.000	755.000	795.000	2.437.000
24	815.000	780.000	815.000	2.447.000
25	815.000	780.000	815.000	
26	855.000	780.000	815.000	
27	885.000	805.000	835.000	
28			835.000	
29			835.000	
30			860.000	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE IX — OPZ Geel

## BIJLAGE 12

## ALGEMENE LIJST VAN DE FUNCTIONERINGSKRITERIA

A. Technische vaardigheden (kennis en kunde)  
 Administratief inzicht  
 Administratieve ervaring  
 Administratieve kennis  
 Administratieve kennis(wet- en regelgeving inzake overheidsopdrachten)  
 Administratieve kennis(wet- en regelgeving)  
 Administratieve kennis en ervaring  
 Affiniteit met de sector  
 Basiskennis van de werking van de juridische structuren  
 Basiskennis van de wetgeving op de stedenbouw  
 Basiskennis van de Franse/Engelse taal  
 Basiskennis Frans, Engels en Duits  
 Basiskennis informatica-applicaties  
 Basiskennis/inzicht in aanleunende reglementering/statuten  
 Basiskennis van wetgeving en reglementering met betrekking tot de sector  
 Basisnoties van de werking van nevendiensten (b.v. R.K.W., R.S.Z., Financiën)  
 Bestand zijn tegen slechte weersomstandigheden  
 Brieven en rapporten kunnen schrijven  
 Bronnenkennis  
 Creatieve en sportieve vaardigheid  
 Diagnostische competentie  
 Didactiek  
 Dossierkennis (weten waarover het gaat)  
 E.H.B.O.  
 E.H.B.O. en nijverheidshelper  
 Elementaire kennis PC  
 Elementaire kennis van de algemene aannemingsvoorwaarden  
 Elementaire kennis van het materieel : bv. CMK-tarieven  
 Elementaire kennis van topografie : hanteren nivilleertoestel  
 Elementaire technische kennis (telefoon, walkie talkie, blusapparaat, prikklok)  
 Ervaring in de administratie  
 Ervaring in de behandeling van dossiers van het werkstation/de omkaderingsdienst  
 Ervaring in het gebruik van informatica en bureautica  
 Ervaring met het toepassen van de regelgeving betreffende V.G.V.  
 Ervaring met jongeren  
 Fysieke conditie  
 Fysieke conditie (afhankelijk van het soort werk)  
 Fysieke weerbaarheid  
 Gedegen kennis van de materie van de Administratie  
 Gedegen kennis van de politie- en administratieve reglementen  
 Geen hoogtevrees hebben  
 Goed gezichts- en onderscheidingsvermogen  
 Goede gezondheid hebben  
 Handigheid  
 Hoeveelheden kunnen opmeten  
 In continudienst willen werken  
 In het ambtsgebied willen wonen  
 Inzicht in de maatschappelijke en technologische evoluties en in de verschillende visies terzake  
 Inzicht in de markt en het werkveld  
 Inzicht in mechanica, elektronica, elektriciteit, chemie  
 Inzicht in de gerechtelijke werking  
 Juridische basiskennis  
 Kan de exacte methode identificeren  
 Kan op voorhand situaties, gevolgen, gevaren inschatten  
 Kennis bezitten of verwerven van CAD en andere software  
 Kennis van boekhouding (overheidsboekhouding, wetten op de rijkscomptabiliteit, dubbele boekhouding)  
 Kennis van bouwtechniek, typebestekken en materialen  
 Kennis van de algemene rechtsbeginselen

Kennis van de eigen organisatie (ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse openbare instellingen)  
Kennis van de eigen organisatie en het werkveld (wie doet wat en wanneer, zichzelf kunnen situeren)  
Kennis van de interne reglementen  
Kennis van de reglementering en de procedures op financieel vlak  
Kennis van de sociale instellingen, diensten en voorzieningen (sociale kaart)  
Kennis van de werking van de overheid  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van de wet op politie en wegverkeer  
Kennis van EHBO, reddings- en blustechnieken  
Kennis van fauna en flora  
Kennis van informatica (WP, Excel en Financieel Systeem)  
Kennis van meetmethodes en -codes  
Kennis van normen, type-bestekken, afleveringen,...  
Kennis van omzendbrieven  
Kennis van PC  
Kennis van vreemde talen : Engels, Frans,...  
Kennis PC/terminal  
Kennis van administratieve en statutaire procedures  
Kennis van administratieve procedures  
Kennis van algemene begrippen inzake begroting, boekhouding en overheidsopdrachten  
Kennis van de administratie en reglementering  
Kennis van de administratie  
Kennis van de bestaande standaarden en normen  
Kennis van de filosofie en de doelstellingen van de instelling  
Kennis van de organisatiestructuren  
Kennis van de rechterlijke structuren  
Kennis van de regelgeving  
Kennis van de regelgeving betreffende V.G.V.  
Kennis van de regelgeving, reglementering  
Kennis van de regels van de mondelinge en de schriftelijke taal  
Kennis van de reglementering (wegcode,...)  
Kennis van de reglementering en de procedures  
Kennis van de reglementeringen  
Kennis van de sector  
Kennis van de sociale kaart  
Kennis van de structuren van het ministerie/departement  
Kennis van de structuur van de organisatie  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van de wetgeving  
Kennis van de wetgeving en haar toepassingen  
Kennis van gevaarlijke producten  
Kennis van het (ruime) werkveld/sector  
Kennis van het geografisch gebied waarvoor verantwoordelijk  
Kennis van het voorzieningennet  
Kennis van het werken met P.C.  
Kennis van het werkveld in de entiteit  
Kennis van het werkveld van de interne klant  
Kennis van het werkveld  
Kennis van het huishoudelijk werk  
Kennis van informatica-standaarden en normen  
Kennis van informatietechnologie  
Kennis van protocollaire aspecten  
Kennis van software  
Kennis van de opbouw van de loopbanen  
Kennis van de structuur van het departement/organisatie  
Kennis van studierichtingen  
Kennis van wetenschappelijke methodieken  
Kunnen omgaan met teken- en grafisch materieel  
Kunnen zwemmen  
Kunnen omgaan met PC

Kunnen raadplegen van alle bronnen  
Kunnen wakker blijven tijdens de nacht  
Kunnen werken met fax, kopieermachine  
Kunnen werken met PC/tekstverwerker en de bijhorende software  
Managementinzicht  
Materialen- en technologische kennis  
Maturiteit  
Meertaligheid  
Minimale algemene kennis (vb. tweede taal)  
Mobiliteit  
Noties van Frans, Engels en/of Duits  
Noties van psychologie, sociologie en sociale wetgeving  
Noties informatica : PC/Terminal  
Op de hoogte blijven van het werkveld en zijn evoluties  
Opleiding in werkstation/ervaring in werkstation  
Pedagogische, administratieve en maatschappelijke vorming  
Pedagogische en didactische bekwaamheden  
Pedagogische en psychologische kennis  
Persoonlijke hygiëne  
Plannen kunnen lezen  
Polyvalentie  
Procedures binnen de dienst kennen  
Psychologisch aanvoelen ("mensenkennis")  
Psychologische en pedagogische kennis  
Rijbewijs bezitten  
Sectoriële ervaring  
Sectoriële ervaring (met opvoeders, instelling)  
Specifieke vakkennis  
Specifieke technische kennis (vb. meetapparatuur)  
Specifieke vaktechnische kennis en ervaring  
Specifieke vaktechnische kennis  
Talenkennis  
Talenkennis (vooral Engels)  
Technisch inzicht en kennis  
Technische aanleg  
Technische en methodische kennis  
Technische kennis  
Technische kennis : kennis van de bediening van apparatuur,...  
Technische kennis en ervaring  
Technische kennis van de werking van apparaten (fax, fotokopieerapparaat, PC,...)  
Technische kennis van de materie  
Technische vaardigheden  
Tekstverwerking  
Twee- of meertaligheid  
Uithoudingsvermogen  
Universitair diploma en/of ruime beroepservaring  
Vak- en materiekennis  
Vakkennis  
Vakkennis (polyvalentie vs. specialisme)  
Vakkennis en vakbekwaamheid  
Vaktechnische kennis  
Vertrouwdheid met tekstverwerking en informaticatoepassingen  
Werken met PC/bureauticomateriaal  
Zelf tekenwerk kunnen uitvoeren

## B. Persoonlijke vaardigheden (competenties)

Alert zijn  
Analyse en synthese  
Analytisch denken  
Analytisch en/of synthetisch denken  
Analytisch en probleemoplossen vermogen  
Analytisch en synthetisch denken  
Autonoom kunnen werken  
Autoriteit/Leiderschap  
Begrip voor anderen  
Bemiddelingstalent  
Collegialiteit  
Communicatie  
Communicatie-openheid  
Communicatie- en contactvaardigheid  
Communicatievaardigheid  
Conceptueel denken  
Conflictbeheersing  
Contact- en communicatievaardigheid  
Contactvaardigheid  
Correct en betrouwbaar zijn  
Creativiteit  
Creativiteit en vernieuwend denken  
Deontologische integriteit  
Diplomatie  
Discretie  
Doelgericht en methodisch werken en denken  
Doelgericht werken  
Doelgerichtheid  
Doorzicht  
Dynamiek  
Efficiëntie  
Efficiëntie en praktische ingesteldheid  
Emotionele stabiliteit  
Empathie  
Empowerment  
Engagement  
Engagement en interesse  
Engagement en motivatie  
Evalueren van medewerkers  
Flexibiliteit  
Flexibiliteit/improvisatie  
Gezag voeren  
Goed omgaan met mensen  
Impact  
Impact en invloed  
In groep kunnen werken  
Informatieverzameling  
Initiatief  
Initiatief en creativiteit  
Initiatief en verantwoordelijkheidsgevoel  
Initiatief nemen  
Inlevingsvermogen  
Integratie van theorie-praktijk  
Integriteit  
Integriteit en discretie  
Inzet  
Inzet en motivatie

Klantgerichtheid  
Klantvriendelijkheid  
Kritische ingesteldheid  
Kunnen beslissen  
Kunnen leiding geven  
Kunnen omgaan met collega's  
Kunnen omgaan met jongeren  
Kunnen omgaan met mensen  
Kunnen omgaan met moeilijke jongeren  
Kunnen samenwerken  
Leerbereidheid  
Leergierigheid  
Leergierigheid/flexibiliteit  
Leiderschap  
Leiding geven  
Loyauteit  
Loyauteit en integriteit  
loyauteit ten aanzien van de waarden van de instelling  
Luisterbereidheid  
Methodische aanpak en organisatietalent  
Moed  
Motivatie  
Motivatie en beschikbaarheid  
Motiverend optreden  
Nauwgezetheid  
Nauwkeurigheid  
Objectiviteit  
Omgaan met mensen  
Onderhandelingsstalent  
Onderhandelingsvermogen  
Orde  
Orde en nauwgezetheid  
Orde en nauwkeurigheid  
Orde en netheid  
Orde en stiptheid  
Orde en zorgvuldigheid  
Orde, hygiëne en veiligheid  
Organisatiebetrokkenheid  
Organisatiebewust handelen  
Organisatietalent  
Organisatievermogen  
Overredingskracht  
« Politieke »-feeling  
Realiteitszin  
Resultaatgerichtheid  
Rust kunnen bewaren en orde kunnen handhaven  
Samenwerken in groep  
Samenwerken in team  
Samenwerken in teamverband  
Samenwerken met anderen  
Schriftelijke communicatievaardigheid  
Servicegerichtheid  
Sociale en communicatieve vaardigheden  
Sociale omgang  
Sociale vaardigheden  
Soepelheid

Stiptheid  
Stress-bestendigheid  
Studie- en onderzoeksingesteldheid  
Sturing  
Teamgeest  
Teamleiderschap  
Teamwerk  
Teamwerk en collegialiteit  
Teamwerk en samenwerking  
Timing en stiptheid  
Veiligheidsbesef  
Verantwoordelijkheidszin  
Verantwoordelijkheidsbesef  
Visionair denken  
Weerbaarheid  
Werken in team  
Werken in teamverband  
Zelfbeheersing  
Zelfbeheersing en stressbestendigheid  
Zelfbewust optreden  
Zelfdiscipline  
Zelfkennis  
Zelfstandig en snel handelen  
Zelfstandig kunnen optreden  
Zelfstandig kunnen werken  
Zelfstandig werken  
Zin voor cijfers  
Zin voor dienstverlening  
Zin voor goede dienstverlening  
Zin voor goede dienstverlening rekening houdend met de belangen van de organisatie  
Zin voor initiatief  
Zin voor orde  
Zin voor organisatie en resultaatgerichtheid  
Zin voorsamenwerking  
Zin voor synthese  
Zin voor systematiek en kwaliteit  
Zin voor verantwoordelijkheid

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS



## BIJLAGE X — OPZ Rekem

## BIJLAGE 12

## ALGEMENE LIJST VAN FUNCTIECRITERIA

A. Technische Vaardigheden  
 Administratieve kennis (wet- en regelgeving)  
 Basiskennis van de Franse/Engelse taal  
 Basiskennis van wetgeving en reglementering met betrekking tot de sector  
 Brieven en rapporten kunnen schrijven  
 Creatieve en sportieve vaardigheid  
 Diagnostische competentie  
 E.H.B.O.  
 Elementaire technische kennis (telefoon, walkie talkie, blusapparaat, prikklok)  
 Fysieke conditie  
 Goed gezichts- en onderscheidingsvermogen  
 Handigheid  
 Hoeveelheden kunnen opmeten  
 In continudienst willen werken  
 In het ambtsgebied willen wonen  
 Inzicht in mechanica, elektronica, elektriciteit, chemie  
 Kan op voorhand situaties, gevolgen, gevaren inschatten  
 Kennis van boekhouding (overheidsboekhouding, wetten op de rijkscomptabiliteit, dubbele boekhouding)  
 Kennis van bouwtechniek, typebestekken en materialen  
 Kennis van de algemene rechtsbeginselen  
 Kennis van de organisatie (wie doet wat en wanneer, zichzelf kunnen situeren)  
 Kennis van de reglementering en de procedures op financieel vlak  
 Kennis van de sociale instellingen, diensten en voorzieningen (sociale kaart)  
 Kennis van omzendbrieven  
 Kennis van administratieve en statutaire procedures  
 Kennis van de algemene begrippen inzake begroting, boekhouding en overheidsopdrachten  
 Kennis van de filosofie en de doelstellingen van de instelling  
 Kennis van de rechterlijke structuren  
 Kennis van de regelgeving betreffende V.G.V.  
 Kennis van de regels van de mondelinge en de schriftelijke taal  
 Kennis van de reglementering (wegcode,...)  
 Kennis van de reglementering en procedures  
 Kennis van de sector  
 Kennis van de structuren van het ministerie/departement  
 Kennis van de wetgeving  
 Kennis van gevaarlijke produkten  
 Kennis van het werken met P.C.  
 Kennis van huishoudelijk werk  
 Kennis van informatietechnologie  
 Kennis van de opbouw van loopbanen  
 Kunnen zwemmen  
 Kunnen omgaan met P.C.  
 Kunnen wakker blijven tijdens de nacht  
 Kunnen werken met fax, kopieermachine,...  
 Kunnen werken met P.C./tekstverwerker en de bijhorende software  
 Managementinzicht  
 Materialen- en technologische kennis  
 Pedagogische en didactische bekwaamheden  
 Pedagogische en psychologische kennis  
 Persoonlijke hygiëne  
 Plannen kunnen lezen  
 Procedures binnen de dienst kennen  
 Rijbewijs bezitten  
 Specifieke vakkennis  
 Technisch inzicht en kennis  
 Technische kennis : kennis van bediening van apparatuur,...  
 Technische vaardigheden  
 Uithoudingsvermogen  
 Vertrouwdheid met tekstverwerking en informaticoepassingen.

## B. Persoonlijke vaardigheden (competenties)

Analytisch en synthetisch denken  
Autonoom kunnen werken  
Begrip voor anderen  
Bemiddelingstalent  
Collegialiteit  
Communicatie- en contactvaardigheid  
Correct en betrouwbaar zijn  
Creativiteit  
Deontologische integriteit  
Discretie  
Doelgericht werken  
Efficiëntie en praktische ingesteldheid  
Emotionele stabiliteit  
Emphatie  
Flexibiliteit  
In groep kunnen werken  
Informatieverzameling  
Initiatief en verantwoordelijkheidsgevoel  
Inlevingsvermogen  
Inzet en motivatie  
Klantvriendelijkheid  
Kunnen beslissen  
Kunnen leiding geven  
Kunnen samenwerken  
Loyauteit  
Loyauteit en integriteit  
Luisterbereidheid  
Methodische aanpak en organisatietalent  
Motiverend optreden  
Nauwgezetheid  
Objectiviteit  
Onderhandelingstalent  
Orde en nauwkeurigheid  
Orde en netheid  
Orde en stiptheid  
Orde, hygiëne en veiligheid  
Organisatiebewust handelen  
Schriftelijke communicatievaardigheid  
Sociale en communicatieve vaardigheden  
Stiptheid  
Stressbestendigheid  
Teamwerk en collegialiteit  
Verantwoordelijkheidszin  
Zelfbeheersing  
Zelfstandig kunnen werken  
Zin voor cijfers  
Zin voor goede dienstverlening  
Zin voor organisatie en resultaatgerichtheid.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE XI — OPZ Rekem

## BIJLAGE 9

TABEL VAN DE SALARISSCHALEN

	C111 C121
	3/1 x 20.000 3/3 x 30.000 4/3 x 40.000 1/1 x 30.000
0	545.000
1	565.000
2	585.000
3	605.000
4	605.000
5	605.000
6	635.000
7	635.000
8	635.000
9	665.000
10	665.000
11	665.000
12	695.000
13	695.000
14	695.000
15	735.000
16	735.000
17	735.000
18	775.000
19	775.000
20	775.000
21	815.000
22	815.000
23	815.000
24	855.000
25	855.000

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAEL

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## BIJLAGE V XII — VHM

## ALGEMENE LIJST VAN DE FUNCIONERINGSKRITERIA

BIJLAGE 13

Technische vaardigheden (kennis en kunde)  
 Administratief inzicht  
 Administratieve ervaring  
 Administratieve kennis  
 Administratieve kennis (wet- en regelgeving inzake overheidsopdrachten)  
 Administratieve kennis (wet- en regelgeving)  
 Administratieve kennis en ervaring  
 Affiniteit met de sector  
 Basiskennis van de werking van de juridische structuren  
 Basiskennis van de wetgeving op de stedenbouw  
 Basiskennis van de Franse/Engelse taal  
 Basiskennis Frans, Engels en Duits  
 Basiskennis informatica-applicaties  
 Basiskennis/inzicht in aanleunende reglementering/statuten  
 Basiskennis van wetgeving en reglementering met betrekking tot de sector  
 Basisnoties van werking en nevendiensten (bv. R.K.W., R.S.Z., Financiën)  
 Bestand zijn tegen slechte weersomstandigheden  
 Brieven en rapporten kunnen schrijven  
 Bronnenkennis  
 Creatieve en sportieve vaardigheid  
 Didactiek  
 Dossierkennis (weten waarover het gaat)  
 E.H.B.O.  
 E.H.B.O. en nijverheidshelper  
 Elementaire kennis PC  
 Elementaire kennis van de algemene aannemingsvoorwaarden  
 Elementaire kennis van topografie : hanteren nivelleertoestel,...  
 Elementaire technische kennis (telefoon, walkie talkie, blusapparaat, prikklok)  
 Ervaring in de administratie  
 Ervaring in de behandeling van dossiers van het werkstation/de omkaderingsdienst  
 Ervaring in het gebruik van informatica en bureautica  
 Ervaring met het toepassen van de regelgeving betreffende V.G.V.  
 Fysieke conditie  
 Fysieke conditie (afhankelijk van het soort werk)  
 Fysieke weerbaarheid  
 Gedegen kennis van de materie van de instelling  
 Gedegen kennis van de administratieve reglementen  
 Geen hoogtevrees hebben  
 Goed gezichts- en onderscheidingsvermogen  
 Goede gezondheid hebben  
 Handigheid  
 Hoeveelheden kunnen opmeten  
 Inzicht in de maatschappelijke en technologische evoluties en in de verschillende visies terzake  
 Inzicht in de markt en het werkveld  
 Inzicht in de gerechtelijke werking  
 Juridische basiskennis  
 Kan de exacte methode identificeren  
 Kan op voorhand situaties, gevolgen, gevaren inschatten  
 Kennis bezitten of verwerven van CAD en andere software  
 Kennis van boekhouding (overheidsboekhouding, wetten op de rijkscomptabiliteit, dubbele boekhouding)  
 Kennis van bouwtechniek, typebestekken en materialen

Kennis van de algemene rechtsbeginselen  
Kennis van de eigen organisatie  
Kennis van de organisatie (wie doet wat en wanneer, zichzelf kunnen situeren)  
Kennis van de reglementen  
Kennis van de reglementering en de procedures op financieel vlak  
Kennis van de sociale instellingen, diensten en voorzieningen (sociale kaart)  
Kennis van de werking van de overheid  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van EHBO, reddings- en blustechnieken  
Kennis van flora  
Kennis van informatica (WP, Excel)  
Kennis van meetmethodes en -codes  
Kennis van normen, type-bestekken, afleveringen,...  
Kennis van omzendbrieven  
Kennis van PC  
Kennis van vreemde talen : Engels, Frans,...  
Kennis PC/terminal  
Kennis van administratieve en statutaire procedures  
Kennis van administratieve procedures  
Kennis van algemene begrippen inzake begroting, boekhouding en overheidsopdrachten  
Kennis van de administratie en reglementering  
Kennis van de administratie  
Kennis van de bestaande standaarden en normen  
Kennis van de filosofie en de doelstellingen van de instelling  
Kennis van de organisatiestructuren  
Kennis van de rechterlijke structuren  
Kennis van de regelgeving  
Kennis van de regelgeving betreffende V.G.V.  
Kennis van de regelgeving, reglementering  
Kennis van de regels van de mondelinge en de schriftelijke taal  
Kennis van de reglementering (wegcode,...)  
Kennis van de reglementering en de procedures  
Kennis van de reglementeringen  
Kennis van de sector  
Kennis van de sociale kaart  
Kennis van de structuur van de organisatie  
Kennis van de werking van de organisatie  
Kennis van de wetgeving  
Kennis van de wetgeving en haar toepassingen  
Kennis van gevaarlijke produkten  
Kennis van het (ruime) werkveld/sector  
Kennis van het geografisch gebied waarvoor verantwoordelijk  
Kennis van het voorzieningennet  
Kennis van het werken met P.C.  
Kennis van het werkveld in de entiteit  
Kennis van het werkveld van de interne klant  
Kennis van het werkveld  
Kennis van het huishoudelijk werk  
Kennis van informatica-standaarden en -normen  
Kennis van informatietechnologie  
Kennis van protocollaire aspecten  
Kennis van software  
Kennis van de opbouw van de loopbanen  
Kennis van studierichtingen  
Kennis van wetenschappelijke methodieken

Kunnen omgaan met teken- en grafisch materieel  
Kunnen omgaan met PC  
Kunnen raadplegen van alle bronnen  
Kunnen werken met fax, kopieermachine,...  
Kunnen werken met PC/tekstverwerker en de bijhorende software  
Managementinzicht  
Materialen- en technologische kennis  
Maturiteit  
Meertaligheid  
Minimale algemene kennis (vb. tweede taal)  
Mobiliteit  
Noties van Frans, Engels en/of Duits  
Noties van psychologie, sociologie en sociale wetgeving  
Noties informatica : PC/terminal  
Op de hoogte zijn van het werkveld en zijn evoluties  
Pedagogische, administratieve en maatschappelijke vorming  
Pedagogische en didactische bekwaamheden  
Pedagogische en psychologische kennis  
Persoonlijke hygiëne  
Plannen kunnen lezen  
Polyvalentie  
Procedures binnen de dienst kennen  
Psychologisch aanvoelen ("mensenkennis")  
Psychologische en pedagogische kennis  
Rijbewijs bezitten  
Sectoriële ervaring  
Specifieke vakkennis  
Specifieke technische kennis (vb. meetapparatuur)  
Specifieke vaktechnische kennis en ervaring  
Specifieke vaktechnische kennis  
Talenkennis  
Talenkennis (vooral Engels)  
Technisch inzicht en kennis  
Technische aanleg  
Technische en methodische kennis  
Technische kennis  
Technische kennis : kennis van de bediening van apparatuur,...  
Technische kennis en ervaring  
Technische kennis van de werking apparaten (fax, fotokopieerapparaat, PC,...)  
Technische kennis van de materie  
Technische vaardigheden  
Tekstverwerking  
Twee- of Meertaligheid  
Uithoudingsvermogen  
Universitair diploma en/of ruime beroepservaring  
Vak- en materiekennis  
Vakkennis  
Vakkennis (polyvalentie vs. specialisme)  
Vakkennis en vakbekwaamheid  
Vaktechnische kennis  
Vertrouwdheid met tekstverwerking en informaticatoepassingen  
Werken met PC/bureauticomateriaal  
Zelf tekenwerk kunnen uitvoeren

## B. Persoonlijke vaardigheden (competenties)

Analytisch denken

Begrip voor anderen (empathie)

Communicatie - openheid

Communicatievaardigheid en -bereidheid

Conceptueel denken

Conflictbeheersing

Creativiteit en vernieuwend denken

Diplomatie en conflictbeheersing

Discretie

Empowerment (= delegeren, responsabiliseren)

Flexibiliteit

Hygiëne en veiligheid

Impact

Integriteit en loyauteit

Klantgerichtheid

Leergierigheid en leerbereidheid

Leiding geven

Loyauteit

Motiverend optreden

Objectiviteit

Orde en nauwkeurigheid

Organisatievermogen

Resultaatgerichtheid

Samenwerken in groep

Sturing

Teamleiderschap

Teamwerk en collegialiteit

Verantwoordelijkheidszin

Zelfstandig kunnen werken

Zin voor analyse en synthese

Zin voor cijfers

Zin voor initiatief

Zin voor systematiek en kwaliteit

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 14 april 2000 tot wijziging van de personeelsstatuten van sommige Vlaamse openbare instellingen.

Brussel, 14 april 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAEL

De Vlaamse minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,

B. ANCIAUX

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport,

J. SAUWENS

## TRADUCTION

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2000 — 1843

[C — 2000/35688]

**14 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant les statuts du personnel de certains organismes publics flamands**

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 17 mai 1976 instituant un Office de la Navigation et un « Dienst voor de Scheepvaart », notamment l'article 8, modifié par le décret du 7 juillet 1998;

Vu le décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative, notamment les articles 24, § 1<sup>er</sup>, 44, § 1<sup>er</sup>, et 45;

Vu le décret du 4 mai 1994 relatif à la société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, notamment l'article 57;

Vu le décret du 15 juillet 1997 contenant le Code flamand du Logement, notamment l'article 32, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 1995 portant organisation du Commissariat général pour la promotion du développement physique, du sport et des activités de plein air, et statut du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de l'Office de Navigation et statut du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de la « Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen » et statut du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de la s.a. du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, et statut du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de la « Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever » et statut du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l'hôpital psychiatrique public de Geel et statut du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l'hôpital psychiatrique public de Rekem et statut du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij » (Société flamande de Logement) et statut du personnel;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'hôpital psychiatrique public de Geel, rendu les 28 juin 1996 et 15 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'hôpital psychiatrique public de Rekem, rendu les 30 août 1996 et 15 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'administration de la s.a. du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, rendu les 10 juillet 1996 et 14 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'administration du Commissariat général pour la promotion du développement physique, du sport et des activités de plein air, rendu le 20 novembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'administration de la « Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen », rendu les 10 septembre 1996 et 28 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de Navigation, rendu le 21 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil de direction de la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij », rendu les 1<sup>er</sup> juillet 1996, 5 décembre 1996, 6 février 1997 et 15 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de navigation, rendu les 3 juillet 1996 et 7 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil de direction de la « Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen », rendu les 4 septembre 1996 et 19 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil de direction de du Commissariat général pour la promotion du développement physique, du sport et des activités de plein air, rendu les 5 novembre 1996 et 29 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil de direction de la s.a. du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, rendu les 3 décembre 1996 et 13 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil de direction de la « Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever », rendu le 21 mars 1997;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'hôpital psychiatrique public de Geel, rendu les 25 novembre 1997 et 13 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'hôpital psychiatrique public de Rekem, rendu les 14 juillet 1998 et 27 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 24 août 1998;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 23 mars 1999;

Vu le protocole n° 127.323 du 7 mai 1999 du comité sectoriel XVIII Communauté flamande - Région flamande;

Vu la délibération du Gouvernement flamand le 1<sup>er</sup> juin 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> février 2000, en application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;



Sur la proposition du Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie, du Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des chances, du Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises, et du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**A. Le Commissariat général pour la promotion du développement physique, du sport et des activités de plein air**

**Art. A 1.** Dans l'article II 6, 1°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 1995 portant organisation du Commissariat général pour la promotion du développement physique, du sport et des activités de plein air, et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. A 2.** L'article II 29 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « avant le 10 juin 1996 »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. A 3.** Dans l'article II 31 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les recours exercés contre une appréciation établie avant le 31 décembre 1995 sont traités par la chambre de recours pour certains organismes d'intérêt public placés sous l'autorité ou la tutelle du Gouvernement flamand, selon la procédure et la composition en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995. »

**Art. A 4.** Dans l'article V 13 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. A 5.** Dans l'article VI 8, troisième alinéa du même arrêté, les mots « le niveau supérieur » sont remplacés par « l'autre niveau ».

**Art. A 6.** Dans l'article VI 22 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le fonctionnaire dirigeant n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours, et pour des raisons de service.

La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

**Art. A 7.** Dans l'article VII 2, premier alinéa, 2°, du même arrêté, les mots « au niveau supérieur » sont remplacés par « à un autre niveau ».

**Art. A 8.** Dans l'article VII 33 du même arrêté les mots « clôturé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « organisé avant le 31 décembre 1994 et clôturé avant le 31 décembre 1995 ».

**Art. A 9.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. A 10.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le « quoi »).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le « comment »).

Les différents critères sont repris à l'annexe 13 du présent arrêté;

3° le supérieur hiérarchique : d'une part le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint et les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. A 11.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 9. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. A 12.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au chargé de mission pour la gestion des ressources humaines.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention « insuffisant » doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. »

**Art. A 13.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

- 1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;
- 2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;
- 3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;
- 4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;
- 5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 22, § 1<sup>er</sup>;
- 6° les décisions en recours visées à l'article VIII 23;
- 7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le chargé de mission pour la formation, la gestion des ressources humaines et le développement organisationnel. »

**Art. A 14.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. ».

**Art. A 15.** L'article VIII 16 est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. ».

2° au § 2, 2°, les mots « les fonctionnaires à entendre » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires à interroger ».

**Art. A 16.** L'article VIII 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII. 17. A l'exception du fonctionnaire dirigeant adjoint, tous les fonctionnaires du rang A2 et des rangs inférieurs sont évalués par au moins deux supérieurs hiérarchiques. Ces évaluateurs appartiennent au moins à deux rangs différents. »

**Art. A 17.** Dans l'article VIII 18, deuxième phrase, du même arrêté, le mot « entend » est remplacé par le mot « interroge ».

**Art. A 18.** L'article VIII 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 19. Le chef de division et le cadre du rang A2 sont évalués par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint. »

**Art. A 19.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 24, tous les autres fonctionnaires du rang A2 et les fonctionnaires du rang A1 et des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. A 20.** Les articles VIII 21 à VIII 23 inclus du même arrêté sont abrogés.

**Art. A 21.** Dans l'article VIII 24, le § 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou au moment de l'évaluation, relevait ou relève de l'autorité fonctionnelle d'un supérieur hiérarchique autre que les évaluateurs désignés conformément à son affectation, est évalué par ces derniers en tenant compte de l'article VIII 14, troisième alinéa. »

**Art. A 22.** L'article VIII 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 25. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. A 23.** A l'article VIII 26 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».

**Art. A 24.** Dans l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « VIII 10, § 6 ».

**Art. A 25.** A l'article VIII 59 du même arrêté, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup> conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. A 26.** L'article VIII 73 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa ».

**Art. A 27.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée est en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. A 28.** L'article XI 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 12. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrets, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances ».

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. ».

**Art. A 29.** L'article XI 21 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le dernier alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. A 30.** Dans l'article XI 25, § 2, du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail ».

**Art. A 31.** A l'article XI 33 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2, la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1° à 3° inclus ».

**Art. A 32.** L'article XI 36, § 3, dernier alinéa du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. »

**Art. A 33.** L'article XI 64 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 64. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. A 34.** Dans l'article XI 77 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. »

**Art. A 35.** L'article XI 79, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. A 36.** L'article XI 80, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. A 37.** Dans l'article XI 83, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. »

**Art. A 38.** Dans l'article XI 93, § 3, premier alinéa, du même arrêté, les mots « comme prévu sous 1° et 2° » sont supprimés.

**Art. A 39.** L'article XI 95 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un fonctionnaire ou un stagiaire bénéficie d'un congé, en application du décret du 30 novembre 1988 instituant un régime de congé politique pour les membres du personnel des organismes publics ou associations de droit public relevant de la Communauté flamande, ou en application du décret spécial du 26 juin 1995 instituant un régime de congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement flamand exerçant un mandat de membre du Conseil flamand ou du Gouvernement flamand, l'autorité ayant capacité de nomination décide selon les nécessités du service si l'emploi dont l'intéressé est titulaire, doit être considéré comme vacant.

Elle peut prendre cette décision dès que le fonctionnaire est absent pendant quatre ans et, en ce qui concerne le congé visé par le décret spécial du 26 juin 1995, au début d'un deuxième mandat consécutif. »;

3° les mots « § 3. La décision visée au § 2 » sont remplacés par les mots « § 2. La décision visée au § 1<sup>er</sup> ».

**Art. A 40.** Dans l'article XII 2, § 2 du même arrêté, les mots « sauf en cas d'une faute grave telle que fixée à l'article IX 6 » sont supprimés.

**Art. A 41.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

4° au 3° d) les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. A 42.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait au fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel ».

**Art. A 43.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a) les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e) les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. A 44.** Dans l'article XIII 11, § 2, du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. A 45.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12. »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont insérés après les mots « intérêts de retard ».

**Art. A 46.** Dans l'article XIII 22 du même arrêté, les mots « modifiée par l'Arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. A 47.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes », sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. A 48.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36. § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

— au cas où aucun salaire n'est payé ou

— en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, section 2, 6, 7 et 8 du présent titre. »

**Art. A 49.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. A 50.** L'article XIII 42, § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2° du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait ».

**Art. A 51.** A l'article XIII 45 du même statut est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

— le supplément en cas de rémunération minimum garantie;

— l'allocation de foyer ou de résidence;

— l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

— l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. A 52.** L'article XIII 69, alinéa 2 du même arrêté est abrogé.

**Art. A 53.** Dans l'article XIII 74 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. A 54.** L'article XIII 88 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. A 55.** Dans l'article XIII 95 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. A 56.** L'article XIII 96, § 2, du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. A 57.** Dans l'article XIII 99 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les Chapitres 2 et 5, section 3 ne sont pas applicables au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4. »

**Art. A 58.** L'article XIV 5, § 1<sup>er</sup>, b), du même arrêté est remplacé comme suit :

« b) entretien, surveillance et accueil. »

**Art. A 59.** L'article XIV 20 du même arrêté est abrogé.

**Art. A 60.** A l'article XIV 40 du même arrêté, il est ajouté une section 10, rédigée comme suit :

« Section 10. — Congé après détachement

Art. XIV 40bis. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 66. »

**Art. A 61.** L'article XV 5 du même arrêté est modifié comme suit :

Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation », les mots « Article VIII 15 : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15 : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996 ».

**Art. A 62.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

**Art. A 63.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe I jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 13 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

## B. Office de la Navigation

**Art. B 1.** Dans l'article II 6, a, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de l'Office de Navigation, et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. B 2.** L'article II 27 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « avant le 23 septembre 1996 »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. B 3.** Dans l'article V 13 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. B 4.** Dans l'article VI 8, troisième alinéa du même arrêté, les mots « le niveau supérieur » sont remplacés par « l'autre niveau ».

**Art. B 5.** Dans l'article VI 22 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le fonctionnaire dirigeant n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours. La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

**Art. B 6.** Dans l'article VII 33 du même arrêté les mots « clôturé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « organisé avant le 31 décembre 1994 et clôturé avant le 31 décembre 1995 ».

**Art. B 7.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. B 8.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le « quoi »).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le « comment »).

Les différents critères sont repris à l'annexe 13 du présent arrêté;

3° le supérieur hiérarchique : d'une part le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint et les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. B 9.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 9. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. B 10.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au chargé de mission pour la gestion des ressources humaines.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

En outre, pour un fonctionnaire du niveau D ou E appartenant au personnel d'exploitation ou logistique, l'entretien d'évaluation a lieu en présence d'un observateur de son choix, à la requête de ce fonctionnaire.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention « insuffisant » doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. ».

**Art. B 11.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

- 1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;
- 2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;
- 3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;
- 4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;
- 5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>;
- 6° les décisions en recours visées aux articles VIII 28 et VIII 29;
- 7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le chargé de mission pour la gestion des ressources humaines. »

**Art. B 12.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. ».

**Art. B 13.** L'article VIII 16 est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. ».

2° au § 2, 2°, les mots « les fonctionnaires à entendre » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires à interroger ».

**Art. B 14.** L'article VIII 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII. 17. A l'exception du fonctionnaire dirigeant adjoint, tous les fonctionnaires du rang A2 et des rangs inférieurs sont évalués par au moins deux supérieurs hiérarchiques. Ces évaluateurs appartiennent au moins à deux rangs différents. »

**Art. B 15.** Dans l'article VIII 18, deuxième phrase, du même arrêté, le mot « entend » est remplacé par le mot « interroge ».

**Art. B 16.** L'article VIII 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 19. Le chef de division et le cadre du rang A2 sont évalués par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint. »

**Art. B 17.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 24, tous les autres fonctionnaires du rang A2 et les fonctionnaires du rang A1 et des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. B 18.** Les articles VIII 21 à VIII 23 inclus du même arrêté sont abrogés.

**Art. B 19.** Dans l'article VIII 24, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou au moment de l'évaluation, relevait ou relève de l'autorité fonctionnelle d'un supérieur hiérarchique autre que les évaluateurs désignés conformément à son affectation, est évalué par ces derniers en tenant compte de l'article VIII 14, troisième alinéa. »

**Art. B 20.** L'article VIII 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 25. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. B 21.** A l'article VIII 26 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».

**Art. B 22.** Dans l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « VIII 10, § 6 ».

**Art. B 23.** A l'article VIII 59 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. B 24.** L'article VIII 73 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° le quatrième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa ».

**Art. B 25.** Dans l'article VIII 93, la date « le 30 juin 1997 » est remplacée par la date « le 30 juin 2000 ».

**Art. B 27.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée est en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. B 28.** L'article XI 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 12. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrétaux, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. ».

**Art. B 29.** L'article XI 21 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le quatrième alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. B 30.** Dans l'article XI 25, § 2, du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail ».

**Art. B 31.** A l'article XI 33 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2, la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1° à 3° inclus ».

**Art. B 32.** L'article XI 36, § 3, dernier alinéa, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. ».

**Art. B 33.** L'article XI 64 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 64. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. B 34.** Dans l'article XI 77 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. ».

**Art. B 35.** L'article XI 79, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. B 36.** L'article XI 80, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. B 37.** Dans l'article XI 83, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. »

**Art. B 38.** Dans l'article XI 93, § 3, premier alinéa du même arrêté, les mots « comme prévu sous 1° et 2° » sont supprimés.

**Art. B 39.** Dans l'article XII 2, § 2 du même arrêté, les mots « sauf en cas d'une faute grave telle que fixée à l'article IX 6 » sont supprimés.

**Art. B 40.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne ».

4° au 3° d) les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. B 41.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait à un fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel. »

**Art. B 42.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a), les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e) les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. B 43.** Dans l'article XIII 11, § 2 du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. B 44.** Dans l'article XIII 13 du même arrêté, les mots « 1<sup>er</sup> janvier 1995 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> janvier 1994 ».

**Art. B 45.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12 »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont ajoutés à l'avant-dernière phrase.

**Art. B 46.** Dans l'article XIII 22 du même arrêté, les mots « modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. B 47.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes », sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. B 48.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36, § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

— au cas où aucun salaire n'est payé ou

— en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, section 1ère, 6, 7 et 8 du présent titre. »

**Art. B 49.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. B 50.** L'article XIII 42, § 1<sup>er</sup>, est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2°, du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait ».

**Art. B 51.** A l'article XIII 43 du même statut est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

— le supplément en cas de rémunération minimum garantie;

— l'allocation de foyer ou de résidence;

— l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

— l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. B 52.** Dans l'article XIII 50 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Dans les services à prestations continues ou à prestations par roulement, où il existait avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 un régime différent pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche et la nuit, celui-ci est maintenu. »

**Art. B 53.** L'article XIII 56, alinéa 2 du même arrêté est abrogé.

**Art. B 54.** Dans l'article XIII 64 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. B 55.** L'article XIII 75 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. XIII 75. Sans préjudice de l'article XIII 74, 2°, 3° et 4° et de l'article XIII 80, le montant du pécule de vacances et/ou de l'allocation de fin d'année :

a) est fixé respectivement à un douzième ou un neuvième du montant mensuel pour chaque période de prestations couvrant un mois entier;

b) est adapté conformément à l'article XIII 21, § 4, et à l'article XIII 24, selon le cas, s'il n'a pas été fourni de prestations complètes au cours de l'année de référence entière ou de la période de référence. »



**Art. B 56.** L'article XIII 78 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. B 57.** Dans l'article XIII 85 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. B 58.** L'article XIII 86, § 2, du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. B 57.** Dans l'article XIII 89 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les Chapitres 2 et 5, section 1ère ne sont pas applicables au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4 et le Chapitre 5, section 2. »

**Art. B 60.** L'article XIV 20 du même arrêté est abrogé.

**Art. B 61.** A la Partie XIV, Titre 3, Chapitre 2 du même arrêté, il est ajoutée une section 10, rédigée comme suit :

« Section 10. Congé après détachement

Art. XIV 40*bis*. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 66. »

**Art. B 62.** L'article XV 5 du même arrêté est modifié comme suit :

Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation, les mots « Article VIII 15. : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15. : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996 ».

**Art. B 63.** L'échelle de traitement C111 est modifiée, telle que reprise à l'annexe II du présent arrêté. Cette échelle de traitement modifiée remplace l'échelle correspondante reprise à l'annexe 10 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de l'Office de Navigation et statut du personnel.

**Art. B 64.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe I jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 14 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

**Art. B 65.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

### C. Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever

**Art. C 1.** Dans l'article II 6, a, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de la « Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever » et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. C 2.** L'article II 21 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « avant le 20 septembre 1996 »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. C 3.** Dans l'article V 7 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. C 4.** Dans l'article V 8, premier alinéa du même arrêté, les mots « article V 6-2° » sont remplacés par « article V 5, 2° ».

**Art. C 5.** Dans l'article VI 8, troisième alinéa du même arrêté, les mots « le niveau supérieur » sont remplacés par « l'autre niveau ».

**Art. C 6.** L'article VI 22 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le Conseil d'administration n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours. La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

2° le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. C 7.** Dans l'article VII 35 du même arrêté les mots « clôturé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « organisé avant le 31 décembre 1994 et clôturé avant le 31 décembre 1995 ».

**Art. C 8.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. C 9.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le « quoi »).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le « comment »).

Les différents critères sont repris à l'annexe 12 du présent arrêté:

3° le supérieur hiérarchique : d'une part les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le chef de division pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. C 10.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. C 11.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au responsable de la formation.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention « insuffisant » doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. ».

**Art. C 12.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

- 1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;
- 2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;
- 3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;
- 4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;
- 5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>;
- 6° les décisions en recours visées aux articles VIII 28 et VIII 29;
- 7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le responsable de la formation. »

**Art. C 13.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. ».

**Art. C 14.** L'article VIII 16 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. »

2° au § 2, 2°, les mots « les membres du Conseil d'administration à entendre » sont remplacés par les mots « les membres du Conseil d'administration à interroger ».

**Art. C 15.** Dans l'article VIII 17 du même, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. C 16.** Dans l'article VIII 19 du même arrêté, les mots « article VIII 25 » sont remplacés par les mots « article VIII 23 ».

**Art. C 17.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 23, les fonctionnaires des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. C 18.** Les articles VIII 21 et VIII 22 du même arrêté sont abrogés.

**Art. C 19.** L'article VIII 23 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou à la date d'évaluation, était ou est respectivement placé sous l'autorité fonctionnelle d'un autre supérieur hiérarchique que les évaluateurs désignés à son égard en vertu de son affectation est évalué par ces derniers, compte tenu des dispositions de l'article VIII 14, alinéa 3. »;

2° au § 4, alinéa 3, les mots « article II 15, §§ 2 et 3 » sont remplacés par les mots « article II 14, §§ 2 et 3 ».

**Art. C 20.** L'article VIII 24 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 24. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. C 21.** A l'article VIII 25 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».

**Art. C 22.** Dans l'article VIII 26, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « VIII 10, § 6 ».

**Art. C 23.** A l'article VIII 57 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. C 24.** Dans l'article VIII 70, § 4, 2°, le renvoi à l'article IX 7 est remplacé par le renvoi à l'article IX 4.

**Art. C 25.** L'article VIII 71 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° dans le troisième alinéa, les mots « rang A1 » sont remplacés par les mots « niveau A ».

3° le cinquième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa ».

**Art. C 26.** Dans l'article VIII 83 du même arrêté, les mots « par spécialité requise » sont insérés après les mots « prochain concours d'accession au niveau supérieur organisé ».

**Art. C 27.** Dans l'article VIII 86, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le renvoi à l'article VIII 72 est remplacé par le renvoi à l'article VIII 72, 2°.

**Art. C 28.** Dans l'article VIII 86, § 2, du même arrêté, le renvoi à l'article VIII 72, § 1<sup>er</sup>, 8°, est remplacé par le renvoi à l'article VIII 72, 8°.

**Art. C 29.** Dans la Partie VIII, Titre 9, Chapitre 3. La carrière hiérarchique des fonctionnaires, du même arrêté, il est inséré un article VIII 84bis rédigé comme suit : « Les fonctionnaires ayant réussi à un concours d'avancement au grade de brigadier ou de brigadier-écluseur conservent leurs droits à l'avancement au grade de technicien; en cas d'avancement, ces fonctionnaires recevront l'échelle de traitement C 123. »

**Art. C 30.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. C 31.** L'article XI 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 12. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrets, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances ».

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. »

**Art. C 32.** L'article XI 21 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le quatrième alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. C 33.** Dans l'article XI 25, § 2, du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail ».

**Art. C 34.** A l'article XI 33 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2. la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa. 1° à 3° inclus ».

**Art. C 35.** L'article XI 36 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 3, dernier alinéa est complété par la disposition suivante : « Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. »;

2° dans le § 5, les mots « du niveau A » sont remplacés par les mots « titulaire d'un grade du rang A2 qui est chargé de la direction d'une unité organisationnelle ».

**Art. C 36.** A l'article XI 41, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « ayant atteint l'âge de cinquante ans et au fonctionnaire de rang A2 ayant deux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans. »

**Art. C 37.** L'article XI 64 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 64. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. C 38.** Dans l'article XI 77 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. »

**Art. C 39.** L'article XI 79, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. ».

**Art. C 40.** L'article XI 80, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. ».

**Art. C 41.** Dans l'article XI 83, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. »

**Art. C 42.** Dans l'article XI 93, § 3, premier alinéa du même arrêté, les mots « comme prévu sous 1° et 2° » sont supprimés.

**Art. C 43.** L'article XI 95 est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. *Lorsqu'un fonctionnaire ou un stagiaire bénéficie d'un congé, en application du décret du 30 novembre 1988 instituant un régime de congé politique pour les membres du personnel des organismes publics ou associations de droit public relevant de la Communauté flamande, ou en application du décret spécial du 26 juin 1995 instituant un régime de congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement flamand exerçant un mandat de membre du Conseil flamand ou du Gouvernement flamand, l'autorité ayant capacité de nomination décide selon les nécessités du service si l'emploi dont l'intéressé est titulaire, doit être considéré comme vacant.*

Elle peut prendre cette décision dès que le fonctionnaire est absent pendant quatre ans et, en ce qui concerne le congé visé par le décret spécial du 26 juin 1995, au début d'un deuxième mandat consécutif. »;

3° les mots « § 3. La décision visée au § 2 » sont remplacés par les mots « § 2. La décision visée au § 1<sup>er</sup> ».

**Art. C 44.** Dans l'article XII 2, § 2 du même arrêté, les mots « sauf en cas d'une faute grave telle que fixée à l'article IX 6 » sont supprimés.

**Art. C 45.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne ».

4° au 3° d) les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. C 46.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait au fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel ».

**Art. C 47.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a), les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e), les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. C 48.** Dans l'article XIII 11, § 2, du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. C 49.** Dans l'article XIII 19, § 2, du même arrêté, le renvoi à l'article V 17 est remplacé par le renvoi à l'article V 8.

**Art. C 50.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12. »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont ajoutés à l'avant-dernière phrase.

**Art. C 51.** Dans l'article XIII 22 du même arrêté, les mots « modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. C 52.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes » sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. C 53.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36. § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

- au cas où aucun salaire n'est payé ou
- en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

« § 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, 6 et 7. »

**Art. C 54.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. C 55.** L'article XIII 42, § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2° du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait ».

**Art. C 56.** A l'article XIII 45 du même statut est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

- le supplément en cas de rémunération minimum garantie;
- l'allocation de foyer ou de résidence;
- l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;
- l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. C 57.** Dans l'article XIII 52 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Dans les services à prestations continues ou à prestations par roulement, où il existait un régime différent pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche et la nuit, celui-ci est maintenu. »

**Art. C 58.** Dans l'article XIII 64 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. C 59.** Dans l'article XIII 62 du même arrêté, les montants « 621.035 frs. et 710.081 frs. » sont remplacés respectivement par « 643.035 frs. et 732.081 frs. ».

**Art. C 60.** L'article XIII 68 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. XIII 68. Sans préjudice de l'article XIII 67, 2°, 3° et 4° et de l'article XIII 73, le montant du pécule de vacances et/ou de l'allocation de fin d'année

a) est fixé respectivement à un douzième ou un neuvième du montant mensuel pour chaque période de prestations couvrant un mois entier;

b) est adapté conformément à l'article XIII 21, § 4 et à l'article XIII 24, selon le cas, s'il n'a pas été fourni de prestations complètes au cours de l'année de référence entière ou de la période de référence. »

**Art. C 61.** L'article XIII 71, § 2 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. C 62.** Dans l'article XIII 78 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. C 63.** L'article XIII 79, § 2, du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. C 64.** Dans l'article XIII 82 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Chapitre 2 n'est pas applicable au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4. »

**Art. C 65.** L'article XIII 110, dernier alinéa du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Le fonctionnaire n'a pas droit à l'allocation pour travail dangereux, insalubre ou incommode prévue à l'article 36 de l'arrêté royal du 31 juillet 1975 fixant le statut pécuniaire et des dispositions du statut administratif de la « Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever », tel que modifié par arrêté royal du 18 avril 1985. »

**Art. C 66.** Dans le même arrêté il est inséré, sous le Titre 6 « Dispositions transitoires » un article XIII 112 rédigé comme suit : « XIII 112. § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel qui est entré en service auprès de Imalso au plus tard le 31 décembre 1994 et qui a quitté le service au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1998, reçoit le traitement au *pro rata* d'un congé de 24 jours ouvrables.

§ 2. Pour le membre du personnel qui est entré en service auprès de Imalso au cours de 1994, le nombre de jours mentionnés dans l'alinéa précédent est réduit au nombre de mois travaillés en 1994. »

**Art. C 67.** L'article XIV 18 du même arrêté est abrogé.

**Art. C 68.** A la Partie XIV, Titre 3, Chapitre 2 du même arrêté, il est ajoutée une section 10, rédigée comme suit :

« Section 10. — Congé après détachement

Art. XIV 40bis. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 66. »

**Art. C 69.** Dans la Partie XIV, Titre 4, Chapitre 1<sup>er</sup>, du même arrêté, il est inséré un article XIV 47bis rédigé comme suit :

« Art. XIV 47bis. Les dispositions transitoires mentionnées à l'article XIII 112 sont applicables aux membres du personnel contractuels. »

**Art. C 70.** Dans l'article XV 1, 2° du même arrêté, les mots « 1<sup>er</sup> juin 1996 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> juillet 1996 ».

**Art. C 71.** L'article XV 5 du même arrêté est modifié comme suit :

Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation, les mots « Article VIII 15. : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15. : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996 ».

**Art. C 72.** Dans l'annexe 6 du même arrêté, les mots « article VIII 41 § 4 » sont remplacés par les mots « article VIII 38, § 4 ».

**Art. C 73.** L'échelle de traitement C200 est modifiée, telle que reprise à l'annexe IV du présent arrêté. Cette échelle de traitement modifiée remplace l'échelle correspondante reprise à l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de la « Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever » et statut du personnel.

**Art. C 74.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe V jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 12 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

**Art. C 75.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

#### **D. « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen »**

**Art. D 1.** Dans l'article II 6, a, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de la « Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen » et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. D 2.** L'article II 26 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « avant le 29 septembre 1996 »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. D 3.** Dans l'article V 6 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. D 4.** Dans l'article VI 8, troisième alinéa du même arrêté, les mots « le niveau supérieur » sont remplacés par « l'autre niveau ».

**Art. D 5.** Dans l'article VI 22 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le fonctionnaire dirigeant n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours. La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

**Art. D 6.** Dans l'article VII 32 du même arrêté les mots « clôturé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « organisé avant le 31 décembre 1994 et clôturé avant le 31 décembre 1995 ».

**Art. D 7.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. D 8.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le « quoi »).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le « comment »).

Les différents critères sont repris à l'annexe 12 du présent arrêté;

3° le supérieur hiérarchique : d'une part le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint et les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. D 9.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. D 10.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au chargé de mission pour la gestion des ressources humaines.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

Pour le fonctionnaire du niveau D ou E chargé de tâches d'exploitation, l'entretien d'évaluation a lieu en présence d'un observateur de son choix, à la requête de ce fonctionnaire.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention « insuffisant » doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. ».

**Art. D 11.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

- 1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;
- 2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;
- 3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;
- 4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;
- 5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>;
- 6° les décisions en recours visées aux articles VIII 28 et VIII 29;
- 7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le chargé de mission pour la gestion des ressources humaines. »

**Art. D 12.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. ».

**Art. D 13.** L'article VIII 16 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. ».

2° au § 2, 2°, les mots « les fonctionnaires à entendre » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires à interroger ».

**Art. D 14.** L'article VIII 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 17. Exception faite du fonctionnaire dirigeant, tous les fonctionnaires du rang A2 et des rangs inférieurs sont évalués par au moins deux supérieurs hiérarchiques. Ces évaluateurs appartiennent au moins à deux rangs différents. »

**Art. D 15.** « Art. VIII 19. Le chef de division et le cadre du rang A2 sont évalués par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint. »

**Art. D 16.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 24, tous les autres fonctionnaires du rang A2 et les fonctionnaires du rang A1 et des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. D 17.** Les articles VIII 21 à VIII 23 inclus du même arrêté sont abrogés.

**Art. D 18.** Dans l'article VIII 23 du même arrêté, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou à la date d'évaluation, était ou est respectivement placé sous l'autorité fonctionnelle d'un autre supérieur hiérarchique que les évaluateurs désignés à son égard en vertu de son affectation est évalué par ces derniers, compte tenu des dispositions de l'article VIII 14, alinéa 3. »

**Art. D 19.** L'article VIII 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 25. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. D 20.** A l'article VIII 26 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».

**Art. D 21.** Dans l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « VIII 10, § 6 ».

**Art. D 22.** A l'article VIII 59 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. D 23.** L'article VIII 73 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° le quatrième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa. »

**Art. D 24.** Dans l'article VIII 74, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mentions suivantes sont insérées :

— sous le 5 a) : « C131 C132 »;

— sous le 5 b) : « C132 C133 ».

**Art. D 25.** A l'article VIII 94, § 4, du même arrêté, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'ancienneté barémique du fonctionnaire qui, avant son intégration dans l'échelle de traitement du grade d'assistant technique en chef, conformément à l'annexe 9, était titulaire du grade de commis spécial receveur est calculée sur la base des anciennetés de grade de commis spécial receveur en chef et de commis-chef dactylographe. »

**Art. D 26.** A l'article VIII 95 du même arrêté est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Les membres du personnel titulaires du grade de capitaine de port adjoint (rang 24) et censés être titulaires du diplôme de licencié en sciences nautiques, en application de l'article 84 du décret sur l'Enseignement IV du 28 avril 1993, sont nommés d'office dans le grade de capitaine de port adjoint (rang 10) ».

**Art. D 27.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. D 28.** L'article XI 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 12. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrets, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances ».

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. ».

**Art. D 29.** L'article XI 21 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le quatrième alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. D 30.** Dans l'article XI 25, § 2, du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail ».

**Art. D 31.** A l'article XI 33 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2, la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1° à 3° inclus ».

**Art. D 32.** L'article XI 36, § 3, dernier alinéa est complété par la disposition suivante : « Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. »;

**Art. D 33.** L'article XI 64 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 64. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. D 34.** Dans l'article XI 77 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. »

**Art. D 35.** L'article XI 79, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. D 36.** L'article XI 80, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »



**Art. D 37.** Dans l'article XI 83, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. »

**Art. D 38.** Dans l'article XI 93, § 3, premier alinéa du même arrêté, les mots « comme prévu sous 1° et 2° » sont supprimés.

**Art. D 39.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

4° au 3°, d), les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. D 40.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait au fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel. »

**Art. D 41.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a) les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e) les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. D 42.** Dans l'article XIII 11, § 2, du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. D 43.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° *in fine* du § 4, la disposition suivante est insérée :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12. »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont ajoutés à l'avant-dernière phrase.

**Art. D 44.** Dans l'article XIII 22, premier alinéa du même arrêté, après les mots « suivent l'évolution de l'indice des prix à la consommation », les mots « modifiée par l'Arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. D 45.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes », sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. D 46.** Dans l'article XIII 32, § 2, du même arrêté, les mentions suivantes sont insérés après « collaborateur en chef » :

Contrôleur du trafic portuaire

après 8 ans d'ancienneté barémique dans C131

C132;

après 10 ans d'ancienneté barémique dans C132

C133.

**Art. D 47.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36. § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

— au cas où aucun salaire n'est payé ou

— en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, 6 et 7 du présent titre. »

**Art. D 48.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. D 49.** L'article XIII 42, § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2° du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait. »

**Art. D 50.** A l'article XIII 45 du même statut est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

— le supplément en cas de rémunération minimum garantie;

— l'allocation de foyer ou de résidence;

— l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

— l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. D 51.** Dans l'article XIII 52 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Dans les services à prestations continues ou à prestations par roulement, où il existait un régime différent pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche et la nuit, celui-ci est maintenu. »

**Art. D 52.** Dans l'article XIII 57 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. D 53.** L'article XIII 68 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. XIII 68. Sans préjudice de l'article XIII 67, 2°, 3° et 4°, et de l'article XIII 73, le montant du pécule de vacances et/ou de l'allocation de fin d'année

a) est fixé respectivement à un douzième ou un neuvième du montant mensuel pour chaque période de prestations couvrant un mois entier;

b) est adapté conformément à l'article XIII 21, § 4, et à l'article XIII 24, selon le cas, s'il n'a pas été fourni de prestations complètes au cours de l'année de référence entière ou de la période de référence. »

**Art. D 54.** L'article XIII 71 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. D 55.** Dans l'article XIII 78 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. D 56.** L'article XIII 79, § 2 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. D 57.** Dans l'article XIII 82 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Chapitre 2 n'est pas applicable au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4. »

**Art. D 58.** Dans le même arrêté il est ajouté un article XIII 110*bis* rédigé comme suit :

« Art. 100*bis*. Pour le capitaine de port nommé le 19 juin 1991 et le capitaine de port adjoint (rang 10) visé à l'article VIII 95, alinéa 7, les prestations antérieures à temps plein en tant que capitaine de port adjoint (rang 24) sont censées être prestées au niveau 1 et imputées au groupe B (« classe 24 ans »). »

**Art. D 59.** L'article XIV 19 du même arrêté est abrogé.

**Art. D 60.** A la Partie XIV, Titre 3, Chapitre 2 du même arrêté, il est ajouté une section 10, rédigée comme suit :

« Section 10. Congé après détachement

Art. XIV 39*bis*. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 66. »

**Art. D 61.** Dans l'article XIV 42 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le personnel auxiliaire contractuel mentionné à l'article XIV 5, § 2 bénéficie de l'échelle de traitement E 111. »

**Art. D 62.** L'article XV 4 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation, les mots « Article VIII 15 : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15. : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996. »;

2° sous la mention « Partie VIII. La carrière administrative », il est inséré après les mots « Article VIII 78 : le 1<sup>er</sup> janvier 1997 » l'alinéa suivant :

« Titre 8 : Dispositions transitoires et abrogatoires

Article VIII 95, dernier alinéa : le 1<sup>er</sup> juin 1993 »;

3° sous la « mention « Partie XIII, Titre 5 : Dispositions transitoires, abrogatoires et finales :

« Article XIII 100 bis : le 1<sup>er</sup> juin 1993. »

**Art. D 63.** A l'annexe 5 du même arrêté, sous la rubrique « niveau C, rang C1 », le mot « contrôleur du trafic portuaire » est inséré après le mot « technicien ».

**Art. D 64.** A l'annexe 7 du même arrêté, sous les mentions se rapportant au grade « C1 technicien », sont insérées les mentions suivantes dans les colonnes correspondantes :

1	2	3A	3B	4	5
C1	contrôleur du trafic portuaire		maître de bassin maître de quai	concours de recrutement	au recrutement : diplômes donnant accès au niveau C tels que requis dans les descriptions de fonction et titulaire de : — brevet de batelier pêche illimitée ou — brevet de commandant en second navigation côtière, de dragage ou de remorquage ou — brevet de batelier de navigation intérieure – navigation côtière restreinte.

**Art. D 65.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe V jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 12 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

**Art. D 66.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

#### **E. S.A. du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre**

**Art. E 1.** Dans l'article II 6, a), de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant organisation de la s.a. du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre, et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. E 2.** L'article II 23 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « avant le 23 septembre 1996 »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. E 3.** Dans l'article V 6 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. E 4.** Dans l'article VI 8, troisième alinéa du même arrêté, les mots «le niveau supérieur» sont remplacés par «l'autre niveau».

**Art. E 5.** Dans l'article VI 22 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le fonctionnaire dirigeant n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours. La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

**Art. E 6.** Dans l'article VII 33 du même arrêté les mots «clôturé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté» sont remplacés par les mots «organisé avant le 31 décembre 1994 et clôturé avant le 31 décembre 1995».

**Art. E 7.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. E 8.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8 § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le «quoi»).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le «comment»).

Les différents critères sont repris à l'annexe 13 du présent arrêté;

3° le supérieur hiérarchique : d'une part le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint et les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le fonctionnaire dirigeant ou le fonctionnaire dirigeant adjoint pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. E 9.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 9. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. E 10.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10 § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au responsable de la formation.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention «insuffisant» doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. »

**Art. E 11.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;

2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;

3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;

4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;

5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>;

6° les décisions en recours visées aux articles VIII 28 et VIII 29;

7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le responsable de la formation. »

**Art. E 12.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. »

**Art. E 13.** L'article VIII 16 est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. »

2° au § 2, 2°, les mots « les fonctionnaires à entendre » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires à interroger ».

**Art. E 14.** L'article VIII 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 17. A l'exception du fonctionnaire dirigeant adjoint, tous les fonctionnaires du rang A2 et des rangs inférieurs sont évalués par au moins deux supérieurs hiérarchiques. Ces évaluateurs appartiennent au moins à deux rangs différents. »

**Art. E 15.** Dans l'article VIII 18 du même arrêté, le mot « entend » est remplacé par le mot « interroger ».

**Art. E 16.** L'article VIII 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 19. Le chef de division du rang A2 est évalué par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint. »

**Art. E 17.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 24, tous les autres fonctionnaires du rang A2 et les fonctionnaires du rang A1 et des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. E 18.** Les articles VIII 21 à VIII 23 inclus du même arrêté sont abrogés.

**Art. E 19.** Dans l'article VIII 24, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. *Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou au moment de l'évaluation, relevait ou relève de l'autorité fonctionnelle d'un supérieur hiérarchique autre que les évaluateurs désignés conformément à son affectation, est évalué par ces derniers en tenant compte de l'article VIII 14, troisième alinéa.* »

**Art. E 20.** L'article VIII 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 25. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. E 21.** A l'article VIII 26 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».

**Art. E 22.** Dans l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « VIII 10, § 6 ».

**Art. E 23.** A l'article VIII 59 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. E 24.** L'article VIII 73 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° le quatrième alinéa est remplacé par ce qui suit : « Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa ».

**Art. E 25.** Dans l'article VIII 74, § 1<sup>er</sup>, les mots « de la première à la deuxième échelle de traitement après 12 ans de A141B à A142B » sont remplacés par les mots « de la première à la deuxième échelle de traitement après 9 ans de A141B à A142B ».

**Art. E 26.** Dans l'article VIII 88 du même arrêté, la date « le 30 juin 1997 » est remplacé par « le 21 juillet 2002 », et les mots « qui entrent en vigueur à la date du présent arrêté » sont supprimés.

**Art. E 27.** L'article VIII 90 du même arrêté est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour l'intégration dans l'échelle de traitement E122, l'ancienneté barémique est calculée en additionnant l'ancienneté de grade des grades du rang 43 (y compris les grades supprimés). »

**Art. E 28.** Dans le même arrêté, il est inséré un article VIII 91ter, rédigé comme suit :

« Art. VIII 91ter. Le fonctionnaire qui a réussi à un concours d'avancement de grade ou à une épreuve des capacités en vue du changement de grade, à un grade intégré, conformément au présent arrêté, dans une échelle de traitement supérieure à l'échelle de base de la carrière fonctionnelle, sera intégré dans l'échelle de traitement correspondante de la carrière fonctionnelle au plus tôt à l'une des dates visées à l'article VIII 89.

Selon le niveau, il faut que la demande de participation à ce concours ait été introduite avant les dates visées à l'article VIII 89.

Si la date du concours est ultérieure à ces dates, le fonctionnaire est intégré dans la nouvelle échelle de traitement le premier jour du mois suivant la date du procès-verbal du concours ou de l'épreuve des capacités.

Aucune condition d'ancienneté n'est posée. »

**Art. E 29.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée est en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. E 30.** L'article XI 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 12. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrets, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances ».

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. ».

**Art. E 31.** L'article XI 21 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le quatrième alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. E 32.** Dans l'article XI 25, § 2 du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail ».

**Art. E 33.** A l'article XI 33 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2, la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1° à 3° inclus ».

**Art. E 34.** L'article XI 36, § 3, dernier alinéa, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. »

**Art. E 35.** L'article XI 64 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 64. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. E 36.** Dans l'article XI 77 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. »

**Art. E 37.** L'article XI 79, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. E 38.** L'article XI 80, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. E 39.** Dans l'article XI 83, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. »

**Art. E 40.** Dans l'article XI 93, § 3, premier alinéa du même arrêté, les mots « comme prévu sous 1° et 2° » sont supprimés.

**Art. E 41.** Dans l'article XII 2, § 2 du même arrêté, les mots « sauf en cas d'une faute grave telle que fixée à l'article IX 6 » sont supprimés.

**Art. E 42.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

4° au 3° d) les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. E 43.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait au fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel ».

**Art. E 44.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne ».

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a) les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e) les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. E 45.** Dans l'article XIII 11, § 2, du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. E 46.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12. »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont ajoutés à l'avant-dernière phrase.

**Art. E 47.** Dans l'article XIII 22 du même arrêté, les mots « modifiée par l'Arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. E 48.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes », sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. E 49.** L'article XIII 32, § 2, est modifié comme suit :

— les mots « après 12 ans d'ancienneté barémique dans A 141B » mentionnés sous « Capitaine de port » sont remplacés par les mots « après 9 ans d'ancienneté barémique dans A 141B ».

**Art. E 50.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36. § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

au cas où aucun salaire n'est payé ou 1 en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

« § 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, section 1<sup>re</sup>, 6, 7 et 8 du présent titre. »

**Art. E 51.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. E 52.** L'article XIII 42, § 1<sup>er</sup>, est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2°, du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait ».

**Art. E 53.** A l'article XIII 45 du même statut est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

— le supplément en cas de rémunération minimum garantie;

— l'allocation de foyer ou de résidence;

— l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

— l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. E 54.** Dans l'article XIII 52 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Dans les services à prestations continues ou à prestations par roulement, où il existait avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 un régime différent pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche et la nuit, celui-ci est maintenu. »

**Art. E 55.** L'article XIII 58, alinéa 2 du même arrêté est abrogé.

**Art. E 56.** Dans l'article XIII 63 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. E 57.** L'article XIII 74 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. XIII 74. Sans préjudice de l'article XIII 73, 2°, 3° et 4° et de l'article XIII 79, le montant du pécule de vacances et/ou de l'allocation de fin d'année

a) est fixé respectivement à un douzième ou un neuvième du montant mensuel pour chaque période de prestations couvrant un mois entier;

b) est adapté conformément à l'article XIII 21, § 4 et à l'article XIII 24,

selon le cas, s'il n'a pas été fourni de prestations complètes au cours de l'année de référence entière ou de la période de référence. »

**Art. E 58.** L'article XIII 77 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure ».

**Art. E 59.** Dans l'article XIII 84 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. E 60.** L'article XIII 86, § 2 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure ».

**Art. E 61.** Dans l'article XIII 88 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les Chapitres 2 et 5, section 1<sup>ère</sup> ne sont pas applicables au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4. »

**Art. E 62.** L'article XIV 19 du même arrêté est abrogé.

**Art. E 63.** A la Partie XIV, Titre 3, Chapitre 2, du même arrêté, il est ajouté une section 10, rédigée comme suit :

« Section 10. — Congé après détachement

Art. XIV 39bis. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 66. »

**Art. E 64.** L'article XIV 53 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. XIV 53. Pour le membre du personnel auxiliaire contractuel qui, avant le 1<sup>er</sup> février 1992, a fourni des prestations de travail conformément au régime de travail de sept heures et demie par jour et de cinq jours par semaine, les services prestés selon ce régime sont assimilés à des prestations complètes pour l'octroi d'augmentations de traitement. »

**Art. E 65.** L'article XV 5 du même arrêté est modifié comme suit :

Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation, les mots « Article VIII 15. : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15. : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996 ».

**Art. E 66.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe I jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 12 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

**Art. E 67.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

**Art. E 68.** Dans l'annexe 7/3, il est inséré dans la troisième colonne (disposition transitoire) la mention « D122 », et dans la quatrième colonne, après le grade d'agent technique 1<sup>ère</sup> classe, la mention « (neuf ans d'ancienneté de niveau au niveau 3) ».

## F. Hôpital public psychiatrique de Geel

**Art. F 1.** Dans l'article II 8, a) de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l'hôpital psychiatrique public de Geel, et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. F 2.** L'article II 26 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « dans l'année suivant la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. F 3.** Dans l'article V 8 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. F 4.** Dans l'article VI 8, dernier alinéa du même arrêté, les mots « le niveau supérieur » sont remplacés par « l'autre niveau ».

**Art. F 5.** Dans l'article VI 22 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le fonctionnaire dirigeant n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours. La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

**Art. F 6.** Dans l'article VII 33 du même arrêté les mots « clôturé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « organisé avant le 31 décembre 1994 et clôturé avant le 31 décembre 1995 ».

**Art. F 7.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. F 8.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le « quoi »).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le « comment »).

Les différents critères sont repris à l'annexe 13 du présent arrêté;

3° le supérieur hiérarchique : d'une part le fonctionnaire dirigeant et les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le chef de division ou, en son absence, par le fonctionnaire dirigeant pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. F 9.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 9. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. F 10.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au chargé de mission pour la gestion des ressources humaines.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention « insuffisant » doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. »

**Art. F 11.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

- 1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;
- 2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;
- 3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;
- 4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;
- 5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>;
- 6° les décisions en recours visées aux articles VIII 28 et VIII 29;
- 7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le chargé de mission pour la gestion des ressources humaines. »

**Art. F 12.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. »

**Art. F 13.** L'article VIII 16 est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. »

2° au § 2, 2°, les mots « les fonctionnaires à entendre » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires à interroger »

**Art. F 14.** L'article VIII 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII. 17. Tous les fonctionnaires du rang A1 et des rangs inférieurs sont évalués par au moins deux supérieurs hiérarchiques. Ces évaluateurs appartiennent au moins à deux rangs différents. »

**Art. F 15.** Dans l'article VIII 18 du même arrêté, le mot « entend » est remplacé par le mot « interroge ».

**Art. F 16.** L'article VIII 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 19. Le chef de division du rang A2 est évalué par le fonctionnaire dirigeant. »

**Art. F 17.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 24, tous les autres fonctionnaires du rang A2 et les fonctionnaires du rang A1 et des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. F 18.** Les articles VIII 21 à VIII 23 inclus du même arrêté sont abrogés.

**Art. F 19.** Dans l'article VIII 24, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou au moment de l'évaluation, relevait ou relève de l'autorité fonctionnelle d'un supérieur hiérarchique autre que les évaluateurs désignés conformément à son affectation, est évalué par ces derniers en tenant compte de l'article VIII 14, troisième alinéa. »

**Art. F 20.** L'article VIII 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 25. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. F 21.** A l'article VIII 26 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».



**Art. F 22.** Dans l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « article VIII 10, § 6 ».

**Art. F 23.** A l'article VIII 59 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. F 24.** Dans l'article VIII 72, § 4, 2°, d, du même arrêté, les mots « article XI 40 § 2 » sont remplacés par les mots « article XI 39 § 2 ».

**Art. F 25.** L'article VIII 73 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° le quatrième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa. »

**Art. F 26.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée est en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. F 27.** L'article XI 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 12. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrétaux, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances ».

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

**Art. F 28.** L'article XI 20 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le dernier alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. F 29.** Dans l'article XI 24, § 2, du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle définitive » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail définitive ».

**Art. F 30.** A l'article XI 32 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2, la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1° à 3° inclus ».

**Art. F 31.** L'article XI 35, § 3, dernier alinéa du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. ».

**Art. F 32.** L'article XI 63 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 63. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. F 33.** Dans l'article XI 76 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. »

**Art. F 34.** L'article XI 78, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. F 35.** L'article XI 79, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. F 36.** Dans l'article XI 82, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. »

**Art. F 37.** Dans l'article XI 92, § 3, premier alinéa du même arrêté, les mots « comme prévu sous 1° et 2° » sont supprimés.

**Art. F 38.** Dans l'article XII 2, § 2, du même arrêté, les mots « sauf en cas d'une faute grave telle que fixée à l'article IX 6 » sont supprimés.

**Art. F 39.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne ».

4° au 3°, d), les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. F 40.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait au fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel. »

**Art. F 41.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne ».

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a), les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e), les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. F 42.** Dans l'article XIII 11, § 2 du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. F 43.** Dans l'article XIII 13 du même arrêté, les mots « 1<sup>er</sup> janvier 1995 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> janvier 1994 ».

**Art. F 44.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12. »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont ajoutés à l'avant-dernière phrase.

**Art. F 45.** Dans l'article XIII 22 du même arrêté, les mots « modifiée par l'Arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. F 46.** Dans l'article XIII 24, § 2, du même arrêté, le renvoi à l'article XI 39, § 1<sup>er</sup>, est remplacé par le renvoi à l'article XI 40, § 1<sup>er</sup>.

**Art. F 47.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes », sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. F 48.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36, § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

— au cas où aucun salaire n'est payé ou

— en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

« § 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, section 1<sup>re</sup>, 6, 7 et 8 du présent titre ni au supplément de traitement visé au chapitre 5, section 2. »

**Art. F 49.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. F 50.** L'article XIII 40 du même statut est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2° du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait ».

**Art. F 51.** A l'article XIII 41 du même statut est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

— le supplément en cas de rémunération minimum garantie;

— l'allocation de foyer ou de résidence;

— l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

— l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. F 52.** Dans l'article XIII 48 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Dans les services à prestations continues ou à prestations par roulement, où il existait un régime différent pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche et la nuit, celui-ci est maintenu. »

**Art. F 53.** L'article XIII 60, alinéa 2 du même arrêté est abrogé.

**Art. F 54.** Dans l'article XIII 65 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. F 55.** L'article XIII 76 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. XIII 76. Sans préjudice de l'article XIII 75, 2°, 3° et 4° et de l'article XIII 81, le montant du pécule de vacances et/ou de l'allocation de fin d'année

a) est fixé respectivement à un douzième ou un neuvième du montant mensuel pour chaque période de prestations couvrant un mois entier;

b) est adapté conformément à l'article XIII 21, § 4 et à l'article XIII 24, selon le cas, s'il n'a pas été fourni de prestations complètes au cours de l'année de référence entière ou de la période de référence. »

**Art. F 56.** L'article XIII 79 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. F 57.** Dans l'article XIII 86 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. F 58.** L'article XIII 87, § 2 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. F 59.** Dans l'article XIII 87 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les Chapitres 2 et 5, section 5 ne sont pas applicables au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4. »

**Art. F 60.** L'article XIV 18 du même arrêté est abrogé.

**Art. F 61.** A la Partie XIV, Titre 3, Chapitre 2 du même arrêté, il est ajouté une section 10, rédigée comme suit :

« *Section 10.* — Congé après détachement

Art. XIV 39bis. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 66. »

**Art. F 62.** L'article XV 5 du même arrêté est modifié comme suit :

Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation, les mots « Article VIII 15. : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15. : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996 ».

**Art. F 63.** § 1<sup>er</sup>. Les échelles de traitement D211 et D212, telles que reprises à l'annexe VIII du présent arrêté, sont ajoutées à l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l'hôpital psychiatrique public de Geel, et statut du personnel.

§ 2. L'échelle de traitement A 222P est modifiée telle que reprise à l'annexe VIII du présent arrêté. Elle remplace l'échelle correspondante reprise à l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé du 12 juin 1995.

**Art. F 64.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe I jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 12 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

**Art. F 65.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

### G. Hôpital public psychiatrique de Rekem

**Art. G 1.** Dans l'article II 10, a), de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l'hôpital psychiatrique public de Rekem, et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. G 2.** L'article II 28 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « dans l'année suivant la publication duprésent arrêté au *Moniteur belge* »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. G 3.** Dans l'article V 8 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. G 4.** Dans l'article VI 8, dernier alinéa du même arrêté, les mots «le niveau supérieur » sont remplacés par « l'autre niveau ».

**Art. G 5.** Dans l'article VI 22 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le fonctionnaire dirigeant n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours. La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

**Art. G 6.** Dans la Partie VI, Titre 6 du même arrêté, l'intitulé est remplacé par ce qui suit : « Titre 6. Dispositions transitoires et abrogatoires ».

**Art. G 7.** Dans la Partie VI, Titre 6 du même arrêté il est inséré un article VI 31 rédigé comme suit :

« Art. VI 31. La durée de validité de la réserve de recrutement du concours organisé spécifiquement par l'Hôpital psychiatrique public de Rekem : ergothérapeute, portant le n° AN 92013 A est prolongée d'une année. »

**Art. G 8.** L'article VI 31 du même arrêté est renuméroté « Article VI 32 ».

**Art. G 9.** Dans l'article VII 33 du même arrêté les mots « clôturé avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « organisé avant le 31 décembre 1994 et clôturé avant le 31 décembre 1995 ».

**Art. G 10.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. G 11.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le « quoi »).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le « comment »).

Les différents critères sont repris à l'annexe 13 du présent arrêté;

3° le supérieur hiérarchique : d'une part le fonctionnaire dirigeant et les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le chef de division ou, en son absence, par le fonctionnaire dirigeant pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. G 12.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 9. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. G 13.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 10. § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au chargé de mission pour la gestion des ressources humaines.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention « insuffisant » doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. »

**Art. G 14.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

- 1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;
- 2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;
- 3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;
- 4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;
- 5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>;
- 6° les décisions en recours visées aux articles VIII 28 et VIII 29;
- 7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le chargé de mission pour la gestion des ressources humaines. »

**Art. G 15.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. »

**Art. G 16.** L'article VIII 16 est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. »

2° au § 2, 2°, les mots « les fonctionnaires à entendre » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires à interroger ».

**Art. G 17.** L'article VIII 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII. 17. Tous les fonctionnaires du rang A1 et des rangs inférieurs sont évalués par au moins deux supérieurs hiérarchiques. Ces évaluateurs appartiennent au moins à deux rangs différents. »

**Art. G 18.** Dans l'article VIII 18 du même arrêté, le mot « entend » est remplacé par le mot « interroge ».

**Art. G 19.** L'article VIII 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 19. Le chef de division du rang A2 est évalué par le fonctionnaire dirigeant. »

**Art. G 20.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 24, tous les autres fonctionnaires du rang A2 et les fonctionnaires du rang A1 et des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. G 21.** Les articles VIII 21 à VIII 23 inclus du même arrêté sont abrogés.

**Art. G 22.** Dans l'article VIII 24, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou au moment de l'évaluation, relevait ou relève de l'autorité fonctionnelle d'un supérieur hiérarchique autre que les évaluateurs désignés conformément à son affectation, est évalué par ces derniers en tenant compte de l'article VIII 14, troisième alinéa. »

**Art. G 23.** L'article VIII 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 25. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. G 24.** A l'article VIII 26 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».

**Art. G 25.** Dans l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « article VIII 10, § 6 ».

**Art. G 26.** A l'article VIII 59 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. G 27.** L'article VIII 73 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° le quatrième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa. »

**Art. G 28.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée est en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. G 29.** L'article XI 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 11. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrétaux, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances ».

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. »

**Art. G 30.** L'article XI 20 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le dernier alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. G 31.** Dans l'article XI 24, § 2 du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle définitive » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail définitive ».

**Art. G 32.** A l'article XI 32 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2, la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1° à 3° inclus ».

**Art. G 33.** L'article XI 35, § 3, dernier alinéa, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. »

**Art. G 34.** L'article XI 63 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 63. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. G 35.** Dans l'article XI 76 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. »

**Art. G 36.** L'article XI 78, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. G 37.** L'article XI 79, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. G 38.** Dans l'article XI 82, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. »

**Art. G 39.** Dans l'article XI 92, § 3, premier alinéa du même arrêté, les mots « comme prévu sous 1° et 2° » sont supprimés.

**Art. G 40.** Dans l'article XII 2, § 2 du même arrêté, les mots « sauf en cas d'une faute grave telle que fixée à l'article IX 6 » sont supprimés.

**Art. G 41.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

4° au 3° d) les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. G 42.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait au fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel. »

**Art. G 43.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne ».

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a) les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e) les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. G 44.** Dans l'article XIII 11, § 2 du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. G 45.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12. »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont ajoutés à l'avant-dernière phrase.

**Art. G 46.** Dans l'article XIII 22 du même arrêté, les mots « modifiée par l'Arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. G 47.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes », sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. G 48.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36, § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

— au cas où aucun salaire n'est payé ou

— en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

« § 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, section 1ère, 6, 7 et 8 du présent titre ni au supplément de traitement visé au chapitre 5, section 2. »

**Art. G 49.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. G 50.** L'article XIII 41 du même statut est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2° du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait ».

**Art. G 51.** A l'article XIII 42 du même statut est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

— le supplément en cas de rémunération minimum garantie;

— l'allocation de foyer ou de résidence;

— l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

— l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. G 52.** Dans l'article XIII 49 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Dans les services à prestations continues ou à prestations par roulement, où il existait un régime différent pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche et la nuit, celui-ci est maintenu. »

**Art. G 53.** L'article XIII 61, alinéa 2 du même arrêté est abrogé.

**Art. G 54.** Dans l'article XIII 64 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. G 55.** L'article XIII 75 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. XIII 75. Sans préjudice de l'article XIII 74, 2°, 3° et 4° et de l'article XIII 80, le montant du pécule de vacances et/ou de l'allocation de fin d'année

a) est fixé respectivement à un douzième ou un neuvième du montant mensuel pour chaque période de prestations couvrant un mois entier;

b) est adapté conformément à l'article XIII 21, § 4, et à l'article XIII 24, selon le cas, s'il n'a pas été fourni de prestations complètes au cours de l'année de référence entière ou de la période de référence. »

**Art. G 56.** L'article XIII 78 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. G 57.** Dans l'article XIII 85 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. G 58.** L'article XIII 86, § 2 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure ».

**Art. G 59.** Dans l'article XIII 89 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les Chapitres 2 et 5, section 5 ne sont pas applicables au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4. »

**Art. G 60.** L'article XIV 16, deuxième alinéa est complété comme suit : « Tout changement de résidence est joint comme addendum au contrat de travail écrit. »

**Art. G 61.** L'article XIV 18 du même arrêté est abrogé.

**Art. G 62.** A la Partie XIV, Titre 3, Chapitre 2 du même arrêté, il est ajouté une section 10, rédigée comme suit :

« Section 10. — Congé après détachement

Art. XIV 40bis. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 65. »

**Art. G 63.** L'article XV 5 du même arrêté est modifié comme suit :

Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation, les mots « Article VIII 15. : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15. : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996 ».

**Art. G 64.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe I jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 12 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

**Art. G 65.** Les errata suivants du même arrêté sont corrigés comme suit :

— Dans l'article VI 7, les mots « annexe 3 » sont remplacés par les mots « annexe 6 »;

— Dans l'article XI 47, les mots « article XI 57 » sont remplacés par les mots « article XI 56 »;

— Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup>, les mots « article VIII 36 » sont remplacés par les mots « article VIII 35 »;

— Dans l'article XIII 53, §§ 1 et 2, les mots « article XIII 48 » sont remplacés par les mots « article 47 »;

— Dans l'article XIII 102, les mots « article XIII 23 » sont remplacés par les mots « article XIII 22 »;

— Dans l'article XIV 51, les mots « article XIV 41 » sont remplacés par les mots « article XIV 43 »;

— Dans l'article XV 3, les mots « article II 3 » sont remplacés par les mots « article II 6 »;

Dans l'article XV Partie XIV Le statut du personnel contractuel de l'établissement :

les mots « Article XIV 44 - premier alinéa : le 1<sup>er</sup> janvier 1994

— deuxième alinéa : le 1<sup>er</sup> janvier 1995 »

sont supprimés;

les mots « article XIV 46 » sont remplacés par les mots « article XIV 45 », et les mots « article XIV 51 » sont remplacés par les mots « article XIV 50 »;

— Dans l'annexe 9 (tableau des échelles barémiques) du même arrêté, échelle de traitement E 121, ancienneté pécuniaire zéro années, le montant « 526.000 » est remplacé par le montant « 525.000 ».

**Art. G 66.** L'échelle de traitement C111 et C121 est modifiée telle que reprise à l'annexe XI du présent arrêté. Elle remplace l'échelle correspondante reprise à l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de l'hôpital psychiatrique public de Rekem, et statut du personnel.

**Art. G 67.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

## H. Société flamande du Logement

**Art. H 1.** Dans l'article II 6, 1° de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juin 1995 portant organisation de la Société flamande du Logement et statut du personnel, les mots « ou un stagiaire » sont insérés après les mots « un fonctionnaire ».

**Art. H 2.** L'article II 29 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « dans l'année suivant la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* »;

2° les mots « dans les deux premières années suivant sa désignation » sont remplacés par les mots « dans les trois premières années suivant sa désignation ».

**Art. H 3.** L'article V 8 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La notification des vacances d'emploi se fait par un avis au personnel, qui est signé pour réception et daté par le candidat entrant en ligne de compte. Un exemplaire de l'avis au personnel est envoyé, par lettre recommandée avec accusé de réception, aux membres du personnel temporairement absents du service, pour diverses raisons. Cette lettre recommandée est envoyée à la dernière adresse communiquée par l'intéressé. »;

2° il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour être valable, la candidature doit répondre aux prescriptions de l'avis de vacance d'emploi et être envoyée soit par lettre recommandée, soit par une lettre remise contre accusé de réception dans les trente jours civils à dater du premier jour ouvrable suivant la date de remise dans le service ou la date de remise à la poste de l'avis de vacance d'emploi.

La candidature introduite par lettre doit être remise le dernier jour ouvrable du service réceptonnaire, à 16 heures au plus tard.

La date de la poste ou de l'accusé de réception fait foi comme date de la candidature. Celle-ci comprend un exposé des titres du candidat et est rédigée sur le formulaire dont le modèle figure à l'annexe 3 du présent arrêté. »

**Art. H 4.** Dans l'article V 11, 2° du même arrêté, les mots « service de contrôle médical » sont remplacés par les mots « service de médecine du travail ».

**Art. H 5.** Dans l'article V 13 du même arrêté, les mots « grade équivalent » sont remplacés par les mots « grade du même rang ».

**Art. H 6.** Dans l'article VI 8, troisième alinéa du même arrêté, les mots « le niveau supérieur » sont remplacés par « l'autre niveau ».

**Art. H 7.** Dans l'article VI 22 du même arrêté, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur résultat pendant quatre ans à compter de la date du procès-verbal du concours, à moins que le fonctionnaire dirigeant n'ait fixé un autre délai.

Un délai de validité plus court n'est possible que s'il est stipulé explicitement et préalablement dans le règlement du concours, et pour des raisons de service.

La réserve de recrutement ne peut être prolongée que pour des raisons de service. »

**Art. H 8.** Dans l'article VIII 6 du même arrêté, le deuxième alinéa est abrogé.

**Art. H 9.** L'article VIII 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 8 § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent titre et du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'évaluation fonctionnelle : l'appréciation du fonctionnement du titulaire de la fonction dans sa fonction actuelle à la lumière des attentes définies au préalable.

Les attentes en matière de résultats et de fonctionnement (la planification) sont définies au début de la période d'évaluation. A l'issue de la période d'évaluation les résultats et le fonctionnement sont évalués à la lumière des attentes (l'établissement de l'évaluation);

2° la description de fonction : la description d'un certain nombre d'aspects relativement permanents d'une fonction tels que les objectifs de la fonction, les domaines de performance et les critères de fonctionnement.

Les domaines de performance précisent quels résultats peuvent être attendus dans quels domaines d'une fonction (le « quoi »).

Les critères de fonctionnement sont les critères qui sont déterminants pour le bon exercice de la fonction (le « comment »).

Les différents critères sont repris à l'annexe 13 du présent arrêté;

3° le supérieur hiérarchique : d'une part le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint et les chefs de division à l'égard des membres du personnel qui relèvent d'eux et d'autre part le fonctionnaire désigné par le chef de division ou le fonctionnaire dirigeant adjoint ou, en leur absence, par le fonctionnaire dirigeant pour exercer son autorité sur un certain nombre de membres du personnel d'un rang inférieur au sien et dans des cas exceptionnels sur des membres du personnel d'un rang égal au sien.

La désignation comme supérieur hiérarchique des membres du personnel d'un même rang doit être motivée et soumise pour confirmation au conseil de direction.

Le supérieur hiérarchique immédiat est le supérieur hiérarchique occupant le rang le plus proche de celui du personnel qui relève de lui. Il assume la fonction de premier évaluateur.

§ 2. L'évaluation fonctionnelle est obligatoire pour chaque fonctionnaire en position administrative d'activité de service. »

**Art. H 10.** L'article VIII 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII 9. L'évaluation fonctionnelle s'effectue de manière scrupuleuse. »

**Art. H 11.** L'article VIII 10 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. VIII. 10 § 1<sup>er</sup>. Tous les fonctionnaires chargés de procéder à des évaluations fonctionnelles doivent obligatoirement suivre une formation d'évaluateur. Seules les évaluations fonctionnelles établies par des fonctionnaires ayant suivi une telle formation sont valables.

Les évaluateurs suivent la formation organisée par l'Administration du Développement des Ressources humaines du Ministère de la Communauté flamande ou une formation équivalente.

§ 2. Les évaluateurs sont évalués sur la qualité des évaluations fonctionnelles qu'ils établissent.

§ 3. Au début de chaque période d'évaluation, l'évalué et l'évaluateur se concertent sur les attentes concrètes dans le domaine des résultats et du fonctionnement.

L'établissement formel des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement, de commun accord par les évaluateurs doit être communiqué par écrit à l'évalué.

La planification des prestations établie par les évaluateurs et l'évalué se base sur l'ensemble des informations disponibles sur la fonction, telles que les domaines de performance et les critères de fonctionnement, les résultats des évaluations précédentes et les objectifs de l'entité.

L'évalué peut consulter la description de fonction et les objectifs personnels du premier évaluateur du rang immédiatement supérieur.

§ 4. Par suite de modifications imprévues des objectifs ou de l'organisation des activités, les attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement de l'évalué peuvent être adaptées. Cette adaptation doit être discutée et commentée de manière aussi scrupuleuse qu'au début de la période d'évaluation. Elle doit également être notifiée à l'évalué. L'adaptation est également communiquée au chargé de mission pour la gestion des ressources humaines.

§ 5. A l'expiration de chaque période d'évaluation, l'évalué est invité à un entretien d'évaluation. A l'occasion de l'entretien d'évaluation, l'évalué exprime également son point de vue concernant son fonctionnement au cours de la période d'évaluation.

L'évalué et un évaluateur prennent part à l'entretien d'évaluation. A la requête de l'évalué ou d'un de ses évaluateurs, les deux évaluateurs participent à l'entretien d'évaluation.

§ 6. Après l'entretien d'évaluation, les évaluateurs rédigent le rapport d'évaluation descriptif définitif. Le rapport d'évaluation descriptif ne contient ni un résumé de l'appréciation ni un jugement définitif concernant l'évalué, sauf dans les cas où les évaluateurs estiment que la mention « insuffisant » doit lui être attribuée.

L'évalué peut ajouter ses remarques au rapport d'évaluation. »



**Art. H 12.** L'article VIII 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 11. Un dossier d'évaluation individuel annuel est constitué pour chaque fonctionnaire. Il comporte :

- 1° la description de fonction en tant que base relativement permanente;
- 2° la description des attentes dans le domaine des résultats et du fonctionnement pendant la période d'évaluation telles qu'elles ont été établies au début de cette période ou adaptées au cours de celle-ci en vertu de l'article VIII 10, § 4;
- 3° les fiches individuelles visées à l'article VIII 14 ainsi que les remarques y relatives formulées par le fonctionnaire;
- 4° les résultats obtenus par le fonctionnaire concerné aux épreuves de carrière au cours de l'année en question;
- 5° les rapports d'évaluation descriptifs définitifs ainsi que leurs annexes, tels que visés à l'article VIII 22, § 1<sup>er</sup>;
- 6° les décisions en recours visées à l'article VIII 23;
- 7° l'état des peines disciplinaires prononcées au cours de l'année d'évaluation, visé à l'article IX 26.

Le dossier d'évaluation peut être consulté par toutes les instances compétentes en matière de gestion individuelle du personnel et par le chargé de mission pour la gestion des ressources humaines. »

**Art. H 13.** L'article VIII 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII 14. Les fiches individuelles visées à l'article VIII 11, 3°, traitent des résultats obtenus et/ou du fonctionnement. Elles rapportent, le cas échéant, des faits et comportements en dehors du service pouvant influencer ou compromettre l'exercice de la fonction.

Les fiches individuelles relatent consciencieusement des faits favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Chaque fois qu'ils le jugent utile ou à la requête motivée du fonctionnaire intéressé, les évaluateurs rédigent une fiche individuelle concernant des faits survenus au plus tôt un mois avant que la fiche soit signée.

Il est également dressé une fiche individuelle chaque fois que le fonctionnaire est désigné pour participer à un projet pendant une période jugée suffisamment significative par les évaluateurs. Le responsable du projet est chargé de la rédaction de la fiche individuelle.

Chaque fiche individuelle est soumise immédiatement au fonctionnaire intéressé. Il vise ce document, une copie lui en est remise et il dispose de quinze jours de calendrier pour formuler ses remarques éventuelles.

Lorsque le fonctionnaire formule des remarques, celles-ci sont jointes à la fiche et consignées au dossier d'évaluation. ».

**Art. H 14.** L'article VIII 16 est modifié comme suit :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Il est procédé à l'évaluation concernant l'année d'évaluation écoulée au cours des mois de janvier et février de l'année suivante. Le rapport d'évaluation descriptif sera envoyé à l'évalué au plus tard le 15 mars. La planification relative à la nouvelle année d'évaluation doit également avoir été finalisée à cette date. ».

2° au § 2, 2°, les mots « les fonctionnaires à entendre » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires à interroger ».

**Art. H 15.** L'article VIII 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VIII. 17. A l'exception du fonctionnaire dirigeant adjoint, tous les fonctionnaires du rang A2 et des rangs inférieurs sont évalués par au moins deux supérieurs hiérarchiques. Ces évaluateurs appartiennent au moins à deux rangs différents. »

**Art. H 16.** Dans l'article VIII 18, deuxième phrase, du même arrêté, le mot « entend » est remplacé par le mot « interroge ».

**Art. H 17.** L'article VIII 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 19. Le chef de division et le cadre du rang A2 sont évalués par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint. »

**Art. H 18.** L'article VIII 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 20. Exception faite des cas prévus à l'article VIII 24, tous les autres fonctionnaires du rang A2 et les fonctionnaires du rang A1 et des niveaux B, C, D et E sont évalués par au moins deux évaluateurs qui remplissent les conditions fixées par l'article VIII 17. »

**Art. H 19.** Les articles VIII 21 à VIII 23 inclus du même arrêté sont abrogés.

**Art. H 20.** Dans l'article VIII 24 du même arrêté, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. *Le fonctionnaire qui, au cours de la période d'évaluation ou au moment de l'évaluation, relevait ou relève de l'autorité fonctionnelle d'un supérieur hiérarchique autre que les évaluateurs désignés conformément à son affectation, est évalué par ces derniers en tenant compte de l'article VIII 14, troisième alinéa.* »

**Art. H 21.** L'article VIII 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. VIII 25. S'il s'avère, au moment de l'évaluation, que l'un des évaluateurs fait défaut ou n'a pas encore suivi la formation imposée par l'article VIII 10, il est remplacé par un autre supérieur hiérarchique désigné par les évaluateurs de l'évaluateur faisant défaut. »

**Art. H 22.** A l'article VIII 26 du même arrêté sont ajoutés les mots suivants : « sans préjudice du troisième alinéa de l'article susmentionné ».

**Art. H 23.** Dans l'article VIII 27, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « article VIII 10, § 5 » sont remplacés par les mots « article VIII 10, § 6 ».

**Art. H 24.** L'article VIII 40 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La notification des vacances d'emploi se fait par un avis au personnel, qui est signé pour réception et daté par le candidat entrant en ligne de compte. Un exemplaire de l'avis au personnel est envoyé, par lettre recommandée avec accusé de réception, aux membres du personnel temporairement absents du service, pour diverses raisons. Cette lettre recommandée est envoyée à la dernière adresse communiquée par l'intéressé. »;

2° il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour être valable, la candidature doit répondre aux prescriptions de l'avis de vacance d'emploi et être envoyée soit par lettre recommandée, soit par une lettre remise contre accusé de réception dans les trente jours civils à dater du premier jour ouvrable suivant la date de remise dans le service ou la date de remise à la poste de l'avis de vacance d'emploi.

La candidature introduite par lettre doit être remise le dernier jour ouvrable du service réceptif, à 16 heures au plus tard.

La date de la poste ou de l'accusé de réception fait foi comme date de la candidature. Celle-ci comprend un exposé des titres du candidat et est rédigée sur le formulaire dont le modèle figure à l'annexe 3 du présent arrêté. »

**Art. H 25.** A l'article VIII 59 du même arrêté, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 4. Le lauréat d'une épreuve comparative des capacités telle que visée au § 1<sup>er</sup> conserve le bénéfice de sa réussite sans limite de temps, à moins que le règlement de l'épreuve ne stipule autrement. »

**Art. H 26.** L'article VIII 73 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans le premier alinéa, les mots « le régime normal de la carrière » sont supprimés;

2° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin, un mois est ajouté, ou un demi mois ou un mois complet est déduit pour chaque mois, conformément à la décision visée au premier alinéa. »

**Art. H 27.** L'article XI 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 7. Par dérogation à l'article XI 6, le fonctionnaire qui prend part à une interruption de travail organisée est en activité de service et ne perd son traitement qu'au prorata de la durée de son absence. »

**Art. H 28.** L'article XI 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 12. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux et décrets, le 2 et le 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. En compensation des jours de vacances visés au § 1<sup>er</sup> qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le fonctionnaire est en congé pendant la période entre Noël et le Nouvel An.

Le fonctionnaire qui, en raison des nécessités de service, est obligé de travailler l'un des jours visés au § 1<sup>er</sup> ou au cours de la période entre Noël et le Nouvel An, reçoit en compensation et dans une mesure proportionnelle, des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances ».

§ 3. Le fonctionnaire occupé en service continu qui travaille ou est libre les jours visés au § 1<sup>er</sup>, reçoit en compensation des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. »

**Art. H 29.** L'article XI 21 du même arrêté est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots « a droit à un congé parental » sont remplacés par les mots « peut présenter une demande pour obtenir un congé parental »;

2° Dans le dernier alinéa, les mots « premier alinéa » sont supprimés.

**Art. H 30.** Dans l'article XI 25, § 2 du même arrêté, les mots « inaptitude professionnelle définitive » sont remplacés par les mots « inaptitude au travail définitive ».

**Art. H 31.** A l'article XI 33 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par un point 4°, rédigé comme suit :

« 4° une dispense de travail accordée à la fonctionnaire enceinte, occupée dans un milieu de travail nocif, après qu'il a été constaté qu'il est impossible de la déplacer à un autre lieu de travail ou à un lieu de travail adapté. »;

2° au § 2, la mention « § 1<sup>er</sup> » est remplacée par la mention « § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1° à 3° inclus ».

**Art. H 32.** L'article XI 36, § 3, dernier alinéa du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Ceux-ci statuent dans les quinze jours de calendrier de la réception de l'avis rendu par la chambre de recours, sinon la décision est réputée favorable pour l'intéressé. »

**Art. H 33.** L'article XI 64 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XI 64. Le fonctionnaire de l'établissement obtient un congé lorsqu'il est désigné par un ministre, un secrétaire d'Etat ou un membre du gouvernement d'une communauté ou d'une région, ou le gouverneur d'une province flamande ou le gouverneur ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pour exercer une fonction à son cabinet.

La désignation se fait après l'accord du Conseil d'administration. »

**Art. H 34.** Dans l'article XI 77 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les limites de la réglementation ou du règlement de l'assemblée législative en question, le congé accordé au fonctionnaire qui exerce une fonction auprès d'un groupe politique reconnu ou auprès du président d'un de ces groupes, est rémunéré par l'établissement qui continue à payer le traitement et procède à des recouvrements ou n'est pas rémunéré par l'établissement et le paiement du traitement est suspendu lorsque l'assemblée législative en question ou le groupe politique reconnu accordent un traitement. »

**Art. H 35.** L'article XI 79, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. H 36.** L'article XI 80, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires rémunérés directement par l'assemblée législative en question. »

**Art. H 37.** Dans l'article XI 83, § 2, premier alinéa du même arrêté, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire a la faculté d'assister à une préparation aux examens et aux épreuves de capacité. ».

**Art. H 38.** Dans l'article XI 93, § 3, premier alinéa du même arrêté, les mots « comme prévu sous le § 1<sup>er</sup> et le § 2 » sont supprimés.

**Art. H 39.** A l'article XIII 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au 1°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au 3°, les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne ».

4° au 3°, d), les mots « pays membre de la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « pays membre de l'Union européenne ».

**Art. H 40.** Dans l'article XIII 9, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° les périodes d'absence pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, si la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public s'appliquait au fonctionnaire lors de ses prestations précédentes en tant que membre du personnel contractuel. »

**Art. H 43.** A l'article XIII 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1° les mots « Communauté européenne » sont remplacés par les mots « Union européenne »;

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, a) les mots « des Nations Unies » sont insérés entre les mots « service » et « de la Communauté européenne »;

3° au § 1<sup>er</sup>, 2°, e) les mots « et de l'Office national de l'Emploi » sont insérés entre les mots « Travail » et « par ».

**Art. H 42.** Dans l'article XIII 11, § 2 du même arrêté, les mots « et de chômage temporaire » sont insérés entre les mots « maladie professionnelle » et « qui dépassent ».

**Art. H 43.** A l'article XIII 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le résultat du calcul est porté à :

a) 15 trentièmes si, dans un mois comptant :

— 20 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 10;

— 22 ou 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 11;

b) 15,5 trentièmes si, dans un mois comptant 23 jours ouvrables, le nombre de jours ouvrables prestés est égal à 12. »;

2° au § 5 les mots « calculés sur le traitement initial » sont insérés après les mots « intérêts de retard ».

**Art. H 44.** Dans l'article XIII 22 du même arrêté, les mots « modifiée par l'Arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982 » sont supprimés.

**Art. H 45.** A l'article XIII 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les mots « mentionnées au présent chapitre » suivant les mots « des dispositions suivantes », sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. H 46.** L'article XIII 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. XIII 36, § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions contraires, l'allocation n'est pas due dans les cas suivants :

1 au cas où aucun salaire n'est payé ou

1 en cas d'une absence dépassant 30 jours ouvrables.

« § 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux allocations visées dans les chapitres 5, section 2, 6, 7 et 8 du présent titre. »

**Art. H 47.** L'article XIII 38 du même arrêté est abrogé.

**Art. H 48.** L'article XIII 42, § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, 2° du même arrêté, le mot « éventuellement » est remplacé par les mots « le cas échéant »;

2° dans le troisième alinéa, les mots « à la date de son ancienneté utile dans son grade effectif » sont insérés après les mots « la rémunération dont il bénéficierait ».

**Art. H 49.** A l'article XIII 45 du même statut est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« On entend par rémunération annuelle brute le traitement majoré, le cas échéant :

— le supplément en cas de rémunération minimum garantie;

— l'allocation de foyer ou de résidence;

— l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

— l'avantage pécuniaire pour les lauréats de concours d'accession à l'autre niveau. »

**Art. H 50.** Dans l'article XIII 52 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les services à prestations continues ou à prestations par roulement, où il existait avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 un régime différent pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche et la nuit, celui-ci est maintenu. »

**Art. H 51.** Dans l'article XIII 58 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. H 52.** Dans l'article XIII 63 du même arrêté, les mots « d'accession au niveau supérieur » sont remplacés par « d'accession à l'autre niveau ».

**Art. H 53.** L'article XIII 74 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. XIII 74. Sans préjudice de l'article XIII 73, 2°, 3° et 4° et de l'article XIII 79, le montant du pécule de vacances et/ou de l'allocation de fin d'année

a) est fixé respectivement à un douzième ou un neuvième du montant mensuel pour chaque période de prestations couvrant un mois entier;

b) est adapté conformément à l'article XIII 21, § 4 et à l'article XIII 24, selon le cas, s'il n'a pas été fourni de prestations complètes au cours de l'année de référence entière ou de la période de référence. »

**Art. H 54.** L'article XIII 77 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. H 55.** Dans l'article XIII 84 du même statut, le § 2 est abrogé et la mention « § 1<sup>er</sup> » supprimée.

**Art. H 56.** L'article XIII 85, § 2 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 1°, alinéa 2, les mots « arrondi à l'unité supérieure » sont supprimés;

2° au 1° est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le montant forfaitaire indexé est arrondi à l'unité supérieure. »

**Art. H 57.** Dans l'article XIII 88 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les Chapitres 2 et 5, section 3 ne sont pas applicables au stagiaire.

En outre, ne sont pas applicables au stagiaire du niveau A : les Chapitres 3 et 4. »

**Art. H 58.** L'article XIV 16, deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Cette résidence est mentionnée dans le contrat de travail écrit. Tout changement de résidence est joint comme addendum à ce contrat. »

**Art. H 59.** L'article XIV 19 du même arrêté est abrogé.

**Art. H 60.** A la Partie XIV, Titre 3, Chapitre 2 du même arrêté, il est ajouté une section 10, rédigée comme suit :

« *Section 10.* — Congé après détachement

Art. XIV 39*bis*. En ce qui concerne le congé après détachement, le membre du personnel contractuel est soumis à la même réglementation que celle qui s'applique au fonctionnaire, visée à l'article XI 66. »

**Art. H 61.** L'article XV 5 du même arrêté est modifié comme suit :

Sous la mention « Partie VIII, Titre 2. L'évaluation, les mots « Article VIII 15. : pour la première fois du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1996 » sont remplacés par les mots « Article VIII 15. : la première année d'évaluation couvre la période du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 31 décembre 1996 ».

**Art. H 62.** A l'annexe 7 jointe au même arrêté, les mentions suivantes sont insérées en regard des mentions « A2 directeur » dans la colonne 3A :

« ingénieur »

« informaticien ».

**Art. H 63.** La liste générale des critères de fonctionnement visés à l'article VIII 8, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du même arrêté, modifié par le présent arrêté est reprise à l'annexe XXI jointe au présent arrêté. La liste est reprise à l'annexe 13 jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand susvisé.

**Art. H 64.** Les actes préparatoires en matière d'évaluation qui se sont effectués avant le 1<sup>er</sup> juillet 1996 sont censés être conformes aux dispositions correspondantes du présent arrêté.

## I. DISPOSITIONS FINALES

**Art. I 1.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1995, à l'exception des articles suivants :

— l'article C 73 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 1994;

— l'article C 59 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 1997;

— l'article H 62 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 1997;

— les articles A 45, 1<sup>o</sup>, A 61, B 45, 1<sup>o</sup>, B 62, C 35, 2<sup>o</sup>, C 36, C 50, 1<sup>o</sup>, C 71, D 43, 1<sup>o</sup>, D 62, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, premier tiret, E 46, 1<sup>o</sup>, E 65, F 44, 1<sup>o</sup>, F 62, G 45, 1<sup>o</sup>, G 63, H 43, 1<sup>o</sup> et H 61 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 1996;

— les articles A 6, A 10 à A 24, A 29, A 32, A 63, B 5, B 8 à B 22, B 29, B 32, B 64, C 6, C 9 à C 22, C 32, C 35, 1<sup>o</sup>, C 74, D 5, D 8 à D 21, D 29, D 32, D 65, E 5, E 8 à E 22, E 31, E 34, E 66, F 5, F 8 à F 22, F 28, F 31, F 64, G 5, G 11 à G 25, G 30, G 33, G 64, H 7, H 9 à H 23, H 29, H 32, H 63 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> juillet 1996;

— l'article C 70 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1996;

— les articles D 26 et D 58 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> juin 1993;

— les articles A 48, B 48, C 53, D 24, D 46, D 47, D 63, D 64, E 50, F 48, G 48, H 3, H 24 et H 46 qui entrent en vigueur à la date de l'adoption du présent arrêté.

**Art. I 2.** Les membres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme

Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,

J. SAUWENS

## ANNEXE I — BLOSO

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

ANNEXE 13

## 1. QUALITES PERSONNELLES

1. Aptitude à la décision
2. Aptitude à la communication - orale
3. Aptitude à la communication - écrite
4. Résolution des conflits
5. Sens des contacts
6. Créativité
7. Diplomatie
8. Discrétion
9. Engagement
10. Flexibilité
11. Hygiène
12. Impact
13. Esprit d'initiative
14. Intégrité et objectivité
15. Enthousiasme
16. Esprit critique
17. Disposition à apprendre
18. Capacité à diriger
19. Comportement motivant
20. Ordre et minutie
21. Planification et organisation
22. Réalisme
23. Orientation résultat
24. Orientation client
25. Résistance au stress
26. Sens de la sécurité
27. Sens des responsabilités
28. Pouvoir travailler de façon autonome
29. Esprit d'analyse
30. Goût pour les chiffres
31. Esprit de collaboration
32. Esprit de synthèse

## 2. COMPETENCES TECHNIQUES

## 2.1. Relatives à l'administration et à la législation

En fonction du niveau et du rang, avoir une connaissance approfondie, une connaissance générale, une connaissance de base ou de l'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- la structure et le fonctionnement des pouvoirs publics flamands (le ministère de la Communauté flamande et les institutions publiques flamandes)
- la structure et le fonctionnement des autorités provinciales et locales
- la structure et le fonctionnement du secteur privé du sport (clubs de sports, conseils sportifs, services sportifs, fédérations sportives et sport de haut niveau)
- la structure et le fonctionnement des institutions bruxelloises
- les structures d'enseignement et les services d'encadrement pour l'éducation physique
- le fonctionnement d'autorités ou d'instances externes (ex. ONAFTS, ONSS, administration des finances, Assubel, etc.)
- la structure et le fonctionnement d'instances internes (Conseil d'administration, Conseil supérieur pour le sport, conseil de direction)
- la structure et le fonctionnement des différents départements du Bloso
- l'organisation et le fonctionnement des centres du Bloso
- structures sportives au sein du Conseil de l'Europe et de l'Union Européenne
- la philosophie et les objectifs du Bloso
- les objectifs du propre département
- budget, comptabilité (de l'état, analytique, d'économie industrielle) et des commandes publiques
- le statut du personnel du Bloso et les réglementations complémentaires (circulaires, ordres de service, etc.)
- la réglementation, les dispositions légales et règlements internes qui sont d'application dans les centres du Bloso
- le vademecum de l'Ecole flamande des entraîneurs
- RGPT, RGIE, VLAREM II
- la réglementation et les procédures en matière d'assurances
- les techniques sur le plan du développement de l'organisation et du personnel
- les structures juridiques et leur fonctionnement
- les principes généraux du droit
- la législation, les décrets et la réglementation en matière de sport
- les lois, les décrets et la réglementation concernant la pratique d'un sport médicalement justifiée

- législation en matière de subsides
- la législation fiscale
- la législation syndicale
- les lois coordonnées sur les allocations familiales
- le droit social
- le droit administratif
- loi du 3/7/1978 portant sur les contrats de travail
- la réglementation et les procédures en matière d'assurances
- le code de la route
- navigation
- code rural
- administration forestière
- urbanisme
- réglementations et procédures administratives et statutaires générales
- les réglementations et procédures administratives au sein du propre département

#### 2.2. Relatives à l'informatique et à la bureautique

En fonction du niveau et du rang, avoir une connaissance approfondie, une connaissance générale, une connaissance de base ou de l'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- les accessoires de la technologie de l'information : matériel et logiciel
- la technologie de l'information : théories générales, standards et normes
- les applications informatiques (travail sur mesure et logiciel standard)
- bureautique (télécopieur, photocopieuse, machine à relier, etc.)
- le système comptable informatisé
- le système de gestion du personnel informatisé
- systèmes de publication assistée par ordinateur
- applications informatiques graphiques
- réseaux

#### 2.3. Relatives à la connaissance linguistique

En fonction du niveau et du rang, avoir une connaissance approfondie, une connaissance générale, une connaissance de base ou de l'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- les règles de la langue maternelle parlée et écrite
- langues étrangères

#### 2.4. Relatives à la sécurité, à la santé et à l'hygiène

- avoir une bonne condition physique
- ne pas avoir le vertige
- être capable de résister à de mauvaises conditions climatiques
- avoir de l'endurance
- pouvoir rester éveillé pendant la nuit
- avoir une bonne vue et une capacité à bien distinguer
- hygiène personnelle
- législation et réglementation en matière de SHE
- + sélection médicale
- secourisme
- maîtrise des techniques de sauvetage et d'extinction de l'incendie
- contrôle des bâtiments, machines, installations électriques ou chimiques et pouvoir en évaluer les risques
- pouvoir travailler avec des produits dangereux

#### 2.5. Relatives aux brevets et au recyclage

- instructeur à l'Ecole flamande des entraîneurs A
- diplôme supérieur de sauveteur
- diplôme de sauveteur en mer
- permis de conduire (B,C,D)
- diplôme d'instructeur d'équitation
- brevet de fonctionnaire de sports
- brevet SHE
- brevet de chargé de formation ou HRMO
- formation complémentaire spéciale en sécurité (niveau 2)
- formation de base en relation avec la politique en matière de sécurité
- brevet de navigation

#### 2.6. Relatives à la connaissance technique

En fonction du niveau et du rang, avoir une connaissance approfondie, une connaissance générale, une connaissance de base ou de l'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

##### Générale

- connaissance et compréhension techniques
- aptitudes techniques
- prédispositions techniques

- Spécialisée
- architectes, entrepreneurs et fournisseurs
  - matériaux et technologie
  - plans
  - concepts et matériaux de la technique de la construction
  - travaux de maçonnerie, de pavage, de jointolement, dalles et carreaux
  - mécanique, électronique, électricité, installations sanitaires, chauffage central, menuiserie, plomberie, fabrication
- métallique
- travaux de peinture
  - spécialisations relatives au traitement de nouveaux matériaux et techniques
  - le réseau d'utilité publique
  - horticulture, maraîchage, gestion maraîchère
  - entretien des pelouses et des terrains de sports
  - les exigences en matière de sport auxquelles doivent se conformer les installations sportives au niveau des dimensions, des programmes de construction et des exigences de base
  - la réalisation de terrains de sports de plein air
  - matériel de sports
  - l'examen scientifique et sportif
  - la physiologie sportive appliquée
  - les différentes disciplines sportives
  - examen médical de sport (laboratoire, équipement médical)
  - expérience des chevaux, les soins aux chevaux et connaissance vétérinaire élémentaire
  - promotion et organisation
  - méthode de travail et techniques de réclame et publicité
  - photographie
  - graphisme
  - techniques d'imprimerie
  - photographie numérique
  - outils, machines et appareils
  - technique automobile
  - produits, matériaux et techniques d'entretien
  - produits alimentaires
  - tarifs postaux
  - aspects protocolaires
- 2.7. Relatives aux qualités générales
- culture générale
  - compréhension des évolutions sociales et technologiques et des différentes visions en la matière
  - compétence pédagogique et didactique
  - notions de psychologie et de sociologie
  - empathie(psychologie)
  - compréhension du management
  - connaissance de méthodologies scientifiques
  - formation administrative et sociale
  - structures d'organisation et science de l'organisation
  - aptitude créative et sportive
  - adresse
  - mobilité
  - savoir nager
  - être polyvalent
  - maturité
  - vouloir travailler en service continu
  - compréhension du marché et du terrain
  - sport pour tous

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,  
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme  
Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,  
B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,  
J. SAUWENS

## ANNEXE II — DS

code	C111
	3/1x20.000 4/3x30.000 3/3x40.000 1/1x40.000
0	545.000
1	565.000
2	585.000
3	605.000
4	605.000
5	605.000
6	635.000
7	635.000
8	635.000
9	665.000
10	665.000
11	665.000
12	695.000
13	695.000
14	695.000
15	735.000
16	735.000
17	735.000
18	765.000
19	765.000
20	765.000
21	805.000
22	805.000
23	805.000
24	845.000
25	885.000
26	
27	
28	
29	
30	

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme

Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,

J. SAUWENS



## ANNEXE III — DS

## ANNEXE 14

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

Connaissance de la structure (de base/générale) du DS  
 Est ponctuel, travaille avec soin, se tient aux accords  
 Est communicatif  
 Peut travailler de façon autonome  
 Pouvoir travailler sur un PC - Dactylographie – Traitement de texte  
 Fait la promotion - Est orienté client – Est d'un abord facile  
 (Avoir des connaissances de) direction  
 Autre langue  
 Est ouvert à l'innovation et prend des initiatives  
 Est loyal vis-à-vis des décisions de l'autorité  
 Confraternel  
 Flexible/Rapidement disponible  
 Est un expert dans sa spécialité  
 A des qualités d'organisation  
 Bonne santé physique  
 Connaissance de la comptabilité  
 Discrétion  
 Curiosité intellectuelle/Disposé à étendre ses connaissances  
 Disposé à travailler en équipes  
 Sait utiliser un central téléphonique  
 Connaissance/facilité pour les applications informatiques  
 Est conscient des prix  
 Disposer d'une expérience de la navigation et de la conduite de bateaux  
 Peut évaluer son personnel de façon correcte  
 Connaissance des professions traditionnelles de la construction  
 Connaissance de la législation sur les pensions et les allocations familiales  
 Connaissance du statut du personnel  
 Connaissance de la législation sur les commandes publiques  
 Peut gérer son magasin de manière adéquate  
 Faire preuve d'esprit de décision  
 Connaissance du dessin technique  
 Connaissance des spécialités de l'électromécanique  
 Connaissances des règlements de navigation et de police  
 Est à même de recourir à l'expérience acquise  
 Connaît/est familiarisé avec l'utilisation de matériaux/machines  
 Conscient de la sécurité – Connaissance du RGPT  
 Connaissance technique  
 Prend soin des machines et des bateaux qui lui sont confiés  
 Connaissance de la législation sur l'environnement  
 Connaissance technique des bateaux  
 Compétences spécifiques au chef de département  
 Connaît bien les travaux de terrassement  
 Connaissance de la manutention des oeuvres d'art  
 Peut travailler en équipe avec services variables  
 Connaissances des services généraux de réglementation  
 Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.  
 Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
 P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,  
 S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme  
 Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,  
 B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,  
 J. SAUWENS

## ANNEXE IV — Imalso

## Tableau des barèmes de salaires

Modification C200
3/1 x 20.000
5/3 x 40.000
2/3 x 50.000
1/3 x 10.000
1/3 x 20.000
860.000
880.000
900.000
920.000
920.000
920.000
960.000
960.000
1.000.000
1.000.000
1.000.000
1.040.000
1.040.000
1.040.000
1.080.000
1.080.000
1.080.000
1.020.000
1.020.000
1.020.000
1.070.000
1.070.000
1.070.000
1.220.000
1.220.000
1.220.000
1.230.000
.230.000
1.230.000
1.250.000

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,  
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme  
Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,  
B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,  
J. SAUWENS

## ANNEXE V — Imalso

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

ANNEXE 12

## A. Aptitudes techniques (connaissance et compétence)

Compréhension administrative

Expérience administrative

Connaissance administrative

Connaissance de base de la législation sur l'urbanisme

Connaissance de base des applications informatiques

Connaissance de base/compréhension de la réglementation et des statuts connexes

Connaissance de base de la législation et de la réglementation relatives au secteur

Notions de base du fonctionnement de services auxiliaires (ex. O.N.A.F.T.S., O.N.S.S., Finances)

Pouvoir rédiger des lettres et des rapports

Connaissance des sources

Connaissance de dossier (savoir de quoi il s'agit)

Secouriste et aide industriel

Connaissance élémentaire du PC

Connaissance élémentaire des conditions générales d'entreprise

Connaissance élémentaire de la topographie : utilisation d'un instrument de nivellement, etc.

Connaissance technique élémentaire

Expérience en administration

Expérience de l'utilisation de l'informatique et de la bureautique

Expérience de l'application de la réglementation en matière de S.H.E.

Condition physique

Solide connaissance de la matière de l'Administration

Adresse

Vouloir travailler en service continu

Connaissance du marché et du terrain

Connaissance de la mécanique, de l'électronique, de l'électricité

Connaissance juridique de base

Posséder ou acquérir des connaissances de la CAO ou d'autres logiciels

Connaissance du code de la route, conditions générales d'entreprise

Connaissance de la comptabilité (comptabilité de l'état, lois sur la comptabilité publique, double comptabilité)

Connaissance de la technique de construction, des devis-types et des matériaux

Connaissance de sa propre organisation (ministère de la Communauté flamande et les institutions publiques flamandes)

Connaissance de l'organisation (qui fait quoi et quand, pouvoir se situer)

Connaissance de la réglementation et des procédures

Connaissance du fonctionnement de l'autorité

Connaissance du fonctionnement de l'organisation

Connaissance de l'informatique (WP, Excel et système financier)

Connaissance des méthodes et des codes de mesure

Connaissance des normes, devis-types, livraisons, etc.

Connaissance du PC/terminal

Connaissance des procédures administratives et statutaires

Connaissance des concepts généraux en matière de budget, de comptabilité et de commandes publiques

Connaissance de la législation concernant le S.H.E.

Connaissance des règles de la langue parlée et écrite

Connaissance des réglementations

Connaissance de la législation et de ses applications

Connaissance des produits dangereux

Connaissance du travail sur PC

Connaissance des standards et des normes informatiques  
Connaissance de la technologie de l'information  
Connaissance du logiciel  
Connaissance de la structure des carrières  
Connaissance de la structure du département/de l'organisation  
Pouvoir utiliser le matériel de dessin et le matériel graphique  
Pouvoir utiliser un PC  
Pouvoir consulter toutes les sources  
Pouvoir travailler avec un télécopieur, une photocopieuse, etc.  
Pouvoir travailler sur PC/traitement de texte et le logiciel correspondant  
Compréhension du management  
Connaissance des matériaux et de la technologie  
Pouvoir lire des plans  
Polyvalence  
Posséder un permis de conduire  
Connaissance professionnelle spécifique  
Connaissance technique spécifique (ex. équipement de mesure)  
Compréhension et connaissance techniques  
Connaissance technique du fonctionnement des appareils (télécopieur, photocopieuse, PC, etc.)  
Connaissance technique de la matière  
Traitement de texte  
Diplôme universitaire et/ou importante expérience professionnelle  
Connaissance spécialisée  
B. Aptitudes personnelles (compétences)  
Analyse et synthèse  
Pouvoir travailler de façon autonome  
Capacité à comprendre les autres  
Talent de médiateur  
Confraternité  
Aptitude à la communication et aux contacts  
Aptitude à la communication  
Maîtrise des conflits  
Créativité  
Diplomatie  
Discrétion  
Travailler et penser efficacement et méthodiquement  
Efficacité et esprit pratique  
Engagement et motivation  
Flexibilité  
Exercer son autorité  
Bonnes relations avec autrui  
Impact et influence  
Pouvoir travailler en groupe  
Collecte d'informations  
Initiative et sens des responsabilités  
Intégration de la théorie et de la pratique  
Intégrité et discrétion  
Enthousiasme et motivation  
Orientation client  
Amabilité vis-à-vis du client  
Aptitude à la décision  
Aptitude à diriger

Avoir de bonnes relations avec les collègues  
Avoir de bonnes relations avec autrui  
Pouvoir collaborer  
Disposition à apprendre  
Curiosité intellectuelle  
Curiosité intellectuelle/flexibilité  
Direction  
Diriger  
Capacité d'écoute  
Approche méthodique et talent d'organisation  
Motivation et disponibilité  
Attitude motivante  
Précision  
Objectivité  
Aptitude à négocier  
Ordre et minutie  
Ordre, hygiène et sécurité  
Implication dans l'organisation  
Talent d'organisateur  
Feeling "Politique"  
Réalisme  
Orientation résultat  
Collaborer en groupe  
Aptitude à la communication écrite  
Aptitudes sociales  
Dispositions pour l'étude et la recherche  
Conscience de la sécurité  
Maîtrise de soi et résistance au stress  
Pouvoir agir de façon autonome et rapide  
Pouvoir travailler de manière autonome  
Esprit d'initiative  
Esprit de collaboration  
Sens des responsabilités

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAEL

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,  
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme  
Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,  
B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,  
J. SAUWENS

## ANNEXE VI — MBZ

ANNEXE 14

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

- A. Aptitudes techniques (connaissance et compétence)
- Compréhension administrative
  - Expérience administrative
  - Connaissance administrative
  - Connaissance administrative (législation et réglementation en matière de commandes publiques)
  - Connaissance administrative (législation et réglementation)
  - Connaissance et expérience administratives
  - Affinité avec le secteur
  - Connaissance de base du fonctionnement des structure juridiques
  - Connaissance de base de la législation sur l'urbanisme
  - Connaissance de base de la langue française/anglaise
  - Connaissance de base de français, d'anglais et d'allemand
  - Connaissance de base des applications informatiques
  - Connaissance de base/compréhension de la réglementation et des statuts connexes
  - Connaissance de base de la législation et de la réglementation relatives au secteur
  - Notions de base du fonctionnement de services auxiliaires (ex. O.N.A.F.T.S., O.N.S.S., Finances)
  - Etre résistant à de mauvaises conditions climatiques
  - Brevet de capitaine au long cours
  - Brevet de premier lieutenant au long cours
  - Pouvoir rédiger lettres et rapports
  - Connaissance des sources
  - Aptitude créative et sportive
  - Compétence diagnostique
  - Didactique
  - Diplôme de licencié en sciences nautiques
  - Connaissance de dossier (savoir de quoi il s'agit)
  - Secouriste
  - Secouriste et aide industriel
  - Connaissance élémentaire du PC
  - Connaissance élémentaire des conditions générales d'entreprise
  - Connaissance élémentaire de l'anglais nautique
  - Connaissance élémentaire du matériel : ex. tarifs CMK
  - Connaissance élémentaire de la topographie : utilisation d'instruments de nivellement, etc.
  - Connaissance technique élémentaire (téléphonie, talkie-walkie, extincteur, pointeuse)
  - Expérience de l'administration
  - Expérience de l'utilisation de l'informatique et de la bureautique
  - Expérience d'une institution communautaire pour l'assistance spéciale à la jeunesse
  - Expérience de l'application de la réglementation en matière de S.H.E.
  - Expérience avec les jeunes
  - Condition physique
  - Condition physique (en fonction du type de travail)
  - Résistance physique
  - Solide connaissance de la matière de l'administration
  - Solide connaissance de la législation, des décrets et de la réglementation en matière de questions nautiques
  - Solide connaissance des règlements maritimes, de police et administratifs
  - Solide connaissance de l'hydrographie, navigation au radar, systèmes de localisation modernes, types de propulsion
  - Ne pas avoir le vertige
  - Avoir une bonne vue et une capacité à bien distinguer
  - Avoir une bonne santé
  - Adresse
  - Pouvoir mesurer les quantités
  - Vouloir travailler en service continu
  - Vouloir habiter dans la circonscription administrative
  - Compréhension des évolutions sociales et technologiques et des différentes visions en la matière
  - Compréhension du marché et du terrain
  - Compréhension de la mécanique, l'électronique, l'électricité, la chimie, la navigation
  - Compréhension du fonctionnement judiciaire
  - Connaissance juridique de base

Peut identifier la méthode exacte  
 Peut évaluer à l'avance situations, conséquences, dangers  
 Posséder ou acquérir des connaissances de la CAO ou d'autres logiciels  
 Connaissance du règlement maritime, du code de la route, du règlement aérien, des conditions générales d'entreprise  
 Connaissance de la comptabilité (comptabilité de l'état, lois sur la comptabilité publique, double comptabilité)  
 Connaissance de la technique de construction, des devis-types et des matériaux  
 Connaissance des principes généraux du droit  
 Connaissance de sa propre organisation (ministère de la Communauté flamande et les institutions publiques flamandes)  
 Connaissance de l'organisation (qui fait quoi et quand, pouvoir se situer)  
 Connaissance des règlements (nautiques et internes)  
 Connaissance de la réglementation et des procédures sur le plan financier  
 Connaissance de la technique maritime (pont, utilisation des moteurs, équipement de navigation et de communication)  
 Connaissance des institutions sociales, de la sécurité et des services sociaux (carte sociale)  
 Connaissance des voies navigables  
 Connaissance du fonctionnement de l'autorité  
 Connaissance du fonctionnement de l'organisation  
 Connaissance de la loi sur la police et la circulation routière  
 Connaissance du secourisme, des techniques de sauvetage et d'extinction de l'incendie  
 Connaissance du règlement maritime  
 Connaissance de l'informatique (WP, Excel et système financier)  
 Connaissance des méthodes et codes de mesure  
 Connaissance des normes, devis-types, livraisons, etc.  
 Connaissance des circulaires  
 Connaissance du PC  
 Connaissance des langues étrangères : Anglais, français, etc. surtout l'anglais nautique  
 Connaissance du PC/terminal  
 Connaissance des procédures administratives et statutaires  
 Connaissance des procédures administratives  
 Connaissance des concepts généraux en matière de budget, comptabilité et commandes publiques  
 Connaissance de l'administration et la réglementation  
 Connaissance de l'administration  
 Connaissance des normes et standards existants  
 Connaissance de la philosophie et des objectifs de l'institution  
 Connaissance des structures de l'organisation  
 Connaissance des structures judiciaires  
 Connaissance de la réglementation  
 Connaissance de la réglementation concernant le S.H.E.  
 Connaissance de la réglementation, des règlements  
 Connaissance des règles de la langue parlée et écrite  
 Connaissance de la réglementation (code de la route, navigation, etc.)  
 Connaissance de la réglementation et des procédures  
 Connaissance des réglementations  
 Connaissance du secteur  
 Connaissance de la carte sociale  
 Connaissance des structures du ministère/département  
 Connaissance de la structure de l'organisation  
 Connaissance du fonctionnement de l'organisation  
 Connaissance de la législation  
 Connaissance de la législation et de ses applications  
 Connaissance des produits dangereux  
 Connaissance du (large) terrain/secteur  
 Connaissance de la zone géographique dont il est responsable  
 Connaissance du réseau d'utilité publique  
 Connaissance du travail sur PC  
 Connaissance du terrain dans l'entité  
 Connaissance du terrain du client interne  
 Connaissance du terrain  
 Connaissance du travail ménager

Connaissance des standards et normes de l'informatique  
Connaissance de la technologie de l'information  
Connaissance de l'anglais nautique  
Connaissance des aspects protocolaires  
Connaissance du logiciel  
Connaissance de la structure des carrières  
Connaissance de la structure du département/de l'organisation  
Connaissance des orientations scolaires  
Connaissance des méthodologies scientifiques  
Pouvoir utiliser le matériel de dessin et le matériel graphique  
Savoir nager  
Pouvoir utiliser un PC  
Pouvoir consulter toutes les sources  
Pouvoir rester éveillé pendant la nuit  
Pouvoir travailler avec un télécopieur, une photocopieuse, etc.  
Pouvoir travailler avec un PC/traitement de texte et le logiciel associé  
Formation de pilote : spécialisation (par des voyages d'études et à titre de test) en matière de connaissance nautique (règlements, aptitude de navigation, aptitudes à manœuvrer) sur un court trajet  
Compréhension du management  
Connaissance des matériaux et de la technologie  
Maturité  
Multilinguisme  
Connaissance générale minimale (ex. seconde langue)  
Mobilité  
Notions de français, d'anglais et/ou d'allemand  
Notions de psychologie, de sociologie et de législation sociale  
Notions d'informatique : PC /Terminal  
Etre au courant du terrain et de ses évolutions  
Formation en poste de travail/expérience du poste de travail  
Formation pédagogique, administrative et sociale  
Compétences pédagogiques et didactiques  
Connaissance pédagogique et psychologique  
Hygiène personnelle  
Pouvoir lire des plans  
Polyvalence  
Expérience pratique comme personnel de pont pendant deux ans sur bateau de navigation maritime ou pendant trois ans sur bateau de navigation fluviale  
Connaître les procédures dans le cadre du service  
Empathie ("psychologie")  
Connaissance psychologique et pédagogique  
Posséder un permis de conduire  
Expérience sectorielle  
Expérience sectorielle (avec éducateurs, institution)  
Connaissance professionnelle spécifique  
Connaissance technique spécifique (ex. appareils de mesure)  
Connaissance et expérience spécialisées spécifiques  
Connaissance spécialisée spécifique  
Connaissance des langues  
Connaissance des langues (surtout l'anglais)  
Compréhension et connaissance techniques  
Prédispositions techniques  
Connaissance technique et méthodique  
Connaissance technique  
Connaissance technique : connaissance de l'utilisation d'appareils, etc.  
Connaissance et expérience techniques  
Connaissance technique du fonctionnement d'appareils (télécopieur, photocopieuse, PC, etc.)  
Connaissance technique de la matière



Aptitudes techniques  
Traitement de texte  
Bilinguisme ou multilinguisme  
Endurance  
Diplôme universitaire et/ou importante expérience professionnelle  
Connaissance professionnelle et connaissance de la matière  
Connaissance professionnelle  
Connaissance professionnelle (Polyvalence ou spécialité)  
Connaissance professionnelle et compétence professionnelle  
Connaissance professionnelle technique  
Connaissance du traitement de texte et des applications informatiques  
Travailler sur PC/matériel bureautique  
Pouvoir réaliser des dessins  
B. Aptitudes personnelles (compétences)  
Etre vif  
Analyse et synthèse  
Esprit analytique  
Esprit analytique et/ou synthétique  
Capacité d'analyse et de résolution des problèmes  
Esprit analytique et synthétique  
Pouvoir travailler de façon autonome  
Autorité/Capacité à diriger  
Capacité à comprendre les autres  
Talent de médiateur  
Confraternité  
Communication  
Communication – ouverture d'esprit  
Aptitude à la communication et aux contacts  
Aptitude à communiquer  
Esprit conceptuel  
Maîtrise des conflits  
Aptitude aux contacts et à la communication  
Sens des contacts  
Etre correct et digne de confiance  
Créativité  
Créativité et esprit innovateur  
Intégrité déontologique  
Diplomatie  
Discretion  
Travailler et penser efficacement et méthodiquement  
Travailler efficacement  
Efficacité  
Perspicacité  
Dynamisme  
Efficience  
Efficience et sens pratique  
Stabilité émotionnelle  
Empathie  
Empowerment  
Engagement  
Engagement et intérêt  
Engagement et motivation  
Flexibilité  
Flexibilité/Improvisation  
Exercer son autorité  
Avoir de bonnes relations avec autrui  
Impact  
Impact et influence  
Pouvoir travailler en groupe  
Collecte d'informations

Initiative  
Initiative et créativité  
Initiative et sens des responsabilités  
Prendre l'initiative  
Faculté de se mettre à la place des autres  
Intégration de la théorie et de la pratique  
Intégrité  
Intégrité et discrétion  
Enthousiasme  
Enthousiasme et motivation  
Orientation client  
Amabilité vis-à-vis du client  
Esprit critique  
Pouvoir décider  
Pouvoir diriger  
Avoir de bonnes relations avec les collègues  
Avoir de bonnes relations avec les jeunes  
Avoir de bonnes relations avec autrui  
Avoir de bonnes relations avec des jeunes gens difficiles  
Pouvoir collaborer  
Disposition à apprendre  
Curiosité intellectuelle  
Curiosité intellectuelle/flexibilité  
Direction  
Diriger  
Loyauté  
Loyauté et intégrité  
Capacité d'écoute  
Approche méthodique et talent d'organisation  
Courage  
Motivation  
Motivation et disponibilité  
Comportement motivant  
Minutie  
Précision  
Objectivité  
Avec des contacts avec autrui  
Relations avec autrui  
Talent de médiateur  
Capacité à négocier  
Ordre  
Ordre et minutie  
Ordre et précision  
Ordre et propreté  
Ordre et ponctualité  
Ordre et attention  
Ordre, hygiène et sécurité  
Implication dans l'organisation  
Agir en tenant compte de l'organisation  
Talent d'organisateur  
Capacité d'organisation  
Force de persuasion  
Feeling "politique"  
Réalisme  
Orientation résultat  
Pouvoir préserver le calme et maintenir l'ordre  
Collaborer en groupe  
Collaborer en équipe  
Collaborer au niveau de l'équipe  
Collaborer avec autrui  
Aptitude à la communication écrite  
Orientation service

Aptitudes sociales et de communication  
Sociabilité  
Aptitudes sociales  
Flexibilité  
Ponctualité  
Résistance au stress  
Disposition pour l'étude et la recherche  
Commande  
Esprit d'équipe  
Direction d'équipe  
Travail d'équipe  
Travail d'équipe et confraternité  
Travail d'équipe et collaboration  
Timing en ponctualité  
Conscience de la sécurité  
Sens des responsabilités  
Conscience des responsabilités  
Esprit visionnaire  
Résistance morale  
Travail en équipe  
Travail dans une équipe  
Maîtrise de soi  
Maîtrise de soi et résistance au stress  
Agir avec assurance  
Autodiscipline  
Connaissance de soi  
Agir de façon autonome et rapide  
Pouvoir agir de façon autonome  
Pouvoir travailler de manière autonome  
Travailler de façon autonome  
Goût pour les chiffres  
Goût pour la prestation de services  
Goût pour une bonne prestation de services  
Goût pour une bonne prestation de services compte tenu des intérêts de l'organisation  
Esprit d'initiative  
Goût de l'ordre  
Sens de l'organisation et orientation résultat  
Esprit de collaboration  
Esprit de synthèse  
Goût pour la systématique et la qualité  
Sens des responsabilités

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,  
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme  
Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,  
B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,  
J. SAUWENS

## ANNEXE VII — NV Zeekanaal

ANNEXE 12

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

A. Aptitudes techniques  
 Compréhension administrative  
 Expérience administrative  
 Connaissance administrative  
 Connaissance administrative (législation et réglementation en matière de commandes publiques)  
 Connaissance administrative (législation et réglementation)  
 Connaissance et expérience administratives  
 Formation administrative et sociale  
 Affinité avec le secteur  
 Connaissance de base du fonctionnement des structures juridiques  
 Connaissance de base de la langue française/anglaise  
 Connaissance de base des applications informatiques  
 Connaissance de base/compréhension de la réglementation et des statuts connexes  
 Connaissance de base de la législation et de la réglementation relatives au secteur  
 Notions de base du fonctionnement de services auxiliaires (ex. O.N.S.S., Finances, T.V.A.)  
 Etre résistant à de mauvaises conditions climatiques  
 Brevet de capitaine au long cours  
 Pouvoir rédiger lettres et rapports  
 Connaissance des sources  
 Compétence diagnostique  
 Diplôme de licencié en sciences nautiques  
 Diplôme d'assistant social  
 Connaissance du dossier (savoir de quoi il s'agit)  
 Secouriste  
 Secouriste et aide industriel  
 Connaissance élémentaire du PC  
 Connaissance élémentaire des conditions générales d'entreprise  
 Connaissance élémentaire de l'anglais nautique  
 Connaissance élémentaire du matériel : ex. tarifs CMK  
 Connaissance élémentaire de la topographie : utilisation d'un instrument de nivellement, etc.  
 Connaissance technique élémentaire (téléphone, talkie-walkie, extincteur, pointeuse)  
 Expérience en administration  
 Expérience du traitement de dossiers du poste de travail/du service d'encadrement  
 Expérience de l'utilisation de l'informatique et de la bureautique  
 Expérience de l'application de la réglementation concernant le S.H.E.  
 Condition physique (en fonction du type de travail)  
 Solide connaissance de la matière de l'Administration  
 Solide connaissance de la législation, des décrets et de la réglementation en matière de questions nautiques  
 Ne pas avoir le vertige  
 Avoir une bonne vue et une capacité à bien distinguer  
 Avoir une bonne santé  
 Adresse  
 Pouvoir mesurer les quantités  
 Vouloir travailler en service continu  
 Compréhension des évolutions sociales et technologiques et des différentes visions  
 Compréhension du marché et du terrain  
 Compréhension de la mécanique, l'électronique, l'électricité, la chimie, la navigation  
 Connaissance juridique de base  
 Peut identifier la méthode exacte  
 Peut évaluer à l'avance situations, conséquences, dangers  
 Posséder ou acquérir des connaissances de la CAO ou d'autres logiciels  
 Connaissance du règlement maritime, du code de la route, du règlement aérien, des entreprises générales  
 Connaissance de la comptabilité (comptabilité de l'état, lois sur la comptabilité publique, double comptabilité)  
 Connaissance de la technique de construction, des devis-types et des matériaux  
 Connaissance des principes généraux du droit  
 Connaissance de sa propre organisation (N.V. Zeekanaal)  
 Connaissance de l'organisation (qui fait quoi et quand, pouvoir se situer)  
 Connaissance des règlements (nautiques et internes)  
 Connaissance de la réglementation et des procédures sur le plan financier  
 Connaissance des institutions sociales, de la sécurité et des services sociaux (carte sociale)  
 Connaissance des voies navigables  
 Connaissance du fonctionnement de l'autorité

Connaissance du fonctionnement de l'organisation  
Connaissance du secourisme, des techniques de sauvetage et d'extinction de l'incendie  
Connaissance du règlement maritime  
Connaissance de l'informatique (WP, Excel et système financier)  
Connaissance des méthodes et codes de mesure  
Connaissance des normes, devis-types, livraisons, etc.  
Connaissance des circulaires  
Connaissance du PC  
Connaissance des langues étrangères : anglais, français, etc. surtout l'anglais nautique  
Connaissance du PC/terminal  
Connaissance des procédures administratives et statutaires  
Connaissance des procédures administratives  
Connaissance des concepts généraux en matière de budget, comptabilité et commandes publiques  
Connaissance de l'administration et la réglementation  
Connaissance de l'administration  
Connaissance des normes et standards existants  
Connaissance de la philosophie et des objectifs de l'institution  
Connaissance des structures de l'organisation  
Connaissance de la réglementation  
Connaissance de la réglementation concernant le S.H.E.  
Connaissance de la réglementation, des règlements  
Connaissance des règles de la langue parlée et écrite  
Connaissance de la réglementation (code de la route, navigation, etc.)  
Connaissance de la réglementation et des procédures  
Connaissance des réglementations  
Connaissance du secteur  
Connaissance des structures du ministère de la Communauté flamande et des institutions publiques flamandes  
Connaissance de la structure de l'organisation  
Connaissance du fonctionnement de l'organisation  
Connaissance de la législation  
Connaissance de la législation et de ses applications  
Connaissance des produits dangereux  
Connaissance du (large) terrain/secteur  
Connaissance de la zone géographique dont il est responsable  
Connaissance du réseau d'utilité publique  
Connaissance du terrain dans l'entité  
Connaissance du terrain du client interne  
Connaissance du terrain  
Connaissance des standards et normes de l'informatique  
Connaissance de la technologie de l'information  
Connaissance du logiciel  
Connaissance de la structure des carrières  
Connaissance de la structure de l'organisation  
Connaissance des méthodologies scientifiques  
Pouvoir utiliser le matériel de dessin et le matériel graphique  
Savoir nager  
Pouvoir utiliser un PC  
Pouvoir consulter toutes les sources  
Pouvoir rester éveillé pendant la nuit  
Pouvoir travailler avec un télécopieur, une photocopieuse, etc.  
Pouvoir travailler avec un PC/traitement de texte et le logiciel associé  
Compréhension du management  
Connaissance des matériaux et de la technologie  
Maturité  
Multilinguisme  
Connaissance générale minimale (ex. seconde langue)  
Mobilité  
Notions de français, d'anglais et/ou d'allemand  
Notions de psychologie, de sociologie et de législation sociale  
Notions d'informatique : PC/Terminal  
Etre au courant du terrain et de ses évolutions  
Hygiène personnelle  
Pouvoir lire des plans  
Polyvalence  
Connaître les procédures dans le cadre du service

Empathie ("psychologie")  
Connaissance psychologique et pédagogique  
Posséder un permis de conduire  
Expérience sectorielle  
Connaissance professionnelle spécifique  
Connaissance technique spécifique (ex. appareils de mesure)  
Connaissance et expérience spécialisées spécifiques  
Connaissance professionnelle technique spécifique  
Connaissance des langues  
Compréhension et connaissance techniques  
Prédispositions techniques  
Connaissance technique et méthodique  
Connaissance technique  
Connaissance technique : connaissance de l'utilisation d'appareils  
Connaissance et expérience techniques  
Connaissance technique du fonctionnement d'appareils (télécopieur, photocopieuse, PC, etc.)  
Connaissance technique de la matière  
Aptitudes techniques  
Traitement de texte  
Bilinguisme ou multilinguisme  
Endurance  
Diplôme universitaire et/ou importante expérience professionnelle  
Connaissance professionnelle et connaissance de la matière  
Connaissance professionnelle  
Connaissance professionnelle (Polyvalence ou spécialité)  
Connaissance professionnelle et compétence professionnelle  
Connaissance professionnelle technique  
Connaissance du traitement de texte et des applications informatiques  
Travailler sur PC/matériel bureautique  
Pouvoir réaliser des dessins  
B. Aptitudes personnelles  
Etre vif  
Analyse et synthèse  
Esprit analytique et/ou synthétique  
Capacité d'analyse et de résolution des problèmes  
Esprit analytique et synthétique  
Pouvoir travailler de façon autonome  
Autorité/Capacité à diriger  
Capacité à comprendre les autres  
Talent de médiateur  
Confraternité  
Communication  
Communication - ouverture d'esprit  
Aptitude à la communication et aux contacts  
Aptitude à communiquer  
Esprit conceptuel  
Maîtrise des conflits  
Aptitudes aux contacts et à la communication  
Sens des contacts  
Etre correct et digne de confiance  
Créativité  
Créativité et esprit innovateur  
Intégrité déontologique  
Diplomatie  
Discretion  
Travailler et penser efficacement et méthodiquement  
Travailler efficacement  
Efficacité  
Perspicacité  
Dynamisme  
Efficience  
Efficience et sens pratique  
Stabilité émotionnelle  
Empathie  
Empowerment

Engagement  
Engagement et intérêt  
Engagement et motivation  
Flexibilité  
Flexibilité/Improvisation  
Exercer son autorité  
Avoir de bonnes relations avec autrui  
Impact  
Impact et influence  
Pouvoir travailler en groupe  
Collecte d'informations  
Initiative  
Initiative et créativité  
Initiative et sens des responsabilités  
Prendre l'initiative  
Faculté de se mettre à la place des autres  
Intégration de la théorie et de la pratique  
Intégrité  
Intégrité et discrétion  
Enthousiasme  
Enthousiasme et motivation  
Orientation client  
Amabilité vis-à-vis du client  
Esprit critique  
Pouvoir décider  
Pouvoir diriger  
Avoir de bonnes relations avec les collègues  
Avoir de bonnes relations avec autrui  
Pouvoir collaborer  
Disposition à apprendre  
Curiosité intellectuelle  
Curiosité intellectuelle/flexibilité  
Aptitude à diriger  
Diriger  
Loyauté  
Loyauté et intégrité  
Capacité d'écoute  
Approche méthodique et talent d'organisation  
Courage  
Motivation  
Motivation et disponibilité  
Comportement motivant  
Minutie  
Précision  
Objectivité  
Avec des contacts avec autrui  
Relations avec autrui  
Talent de médiateur  
Capacité à négocier  
Ordre  
Ordre et minutie  
Ordre et précision  
Ordre et propreté  
Ordre et ponctualité  
Ordre et attention  
Ordre, hygiène et sécurité  
Implication dans l'organisation  
Agir en tenant compte de l'organisation  
Talent d'organisateur  
Capacité d'organisation  
Force de persuasion  
Réalisme  
Orientation résultat  
Pouvoir préserver le calme et maintenir l'ordre  
Collaborer en groupe

Collaborer en équipe  
Collaborer au niveau de l'équipe  
Collaborer avec autrui  
Aptitude à la communication écrite  
Orientation service  
Aptitudes sociales et communicatives  
Sociabilité  
Aptitudes sociales  
Flexibilité  
Ponctualité  
Résistance au stress  
Disposition pour l'étude et la recherche  
Commande  
Esprit d'équipe  
Direction d'équipe  
Travail d'équipe  
Travail d'équipe et confraternité  
Travail d'équipe et collaboration  
Timing et ponctualité  
Conscience de la sécurité  
Sens des responsabilités  
Conscience des responsabilités  
Esprit visionnaire  
Résistance morale  
Travail en équipe  
Travail dans une équipe  
Maîtrise de soi  
Maîtrise de soi et résistance au stress  
Agir avec assurance  
Autodiscipline  
Connaissance de soi  
Agir de façon autonome et rapide  
Pouvoir agir de façon autonome  
Pouvoir travailler de manière autonome  
Travailler de façon autonome  
Goût pour les chiffres  
Goût pour la prestation de services  
Goût pour une bonne prestation de services  
Goût pour une bonne prestation de services compte tenu des intérêts de l'organisation  
Esprit d'initiative  
Goût de l'ordre  
Sens de l'organisation et orientation résultat  
Esprit de collaboration  
Esprit de synthèse  
Goût pour la systématique et la qualité  
Sens des responsabilités

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme

Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,

J. SAUWENS



## ANNEXE VIII — OPZ Geel

	C111 C121	D211	D212	A222p
	3/1x20.000 3/3x30.000 4/3x40.000 1/1x30.000	3/1x10.000 4/3x20.000 4/3x25.000	3/1x10.000 8/3x20.000 1/3x25.000	3/1x53.000 1/3x93.000 5/3x95.000 1/3x10.000
0	545.000	595.000	645.000	1.710.000
1	565.000	605.000	655.000	1.763.000
2	665.000	615.000	665.000	1.816.000
3	585.000	625.000	675.000	1.869.000
4	605.000	625.000	675.000	1.869.000
5	605.000	625.000	675.000	1.869.000
6	605.000	645.000	695.000	1.962.000
7	636.000	645.000	695.000	1.962.000
8	636.000	645.000	695.000	1.962.000
9	636.000	665.000	715.000	2.057.000
10	665.000	665.000	715.000	2.057.000
11	665.000	665.000	715.000	2.057.000
12	665.000	685.000	735.000	2.152.000
13	695.000	685.000	735.000	2.152.000
14	695.000	685.000	735.000	2.152.000
15	695.000	705.000	755.000	2.247.000
16	735.000	705.000	755.000	2.247.000
17	735.000	705.000	755.000	2.247.000
18	735.000	730.000	775.000	2.342.000
19	775.000	730.000	775.000	2.342.000
20	775.000	730.000	775.000	2.342.000
21	775.000	755.000	795.000	2.437.000
22	815.000	755.000	795.000	2.437.000
23	815.000	755.000	795.000	2.437.000
24	815.000	780.000	815.000	2.447.000
25	815.000	780.000	815.000	
26	855.000	780.000	815.000	
27	885.000	805.000	835.000	
28			835.000	
29			835.000	
30			860.000	

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme

Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,

J. SAUWENS

## ANNEXE IX — OPZ Geel

ANNEXE 12

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

A. Aptitudes techniques (connaissance et compétence)

Compréhension administrative

Expérience administrative

Connaissance administrative

Connaissance administrative (législation et réglementation en matière de commandes publiques)

Connaissance administrative (législation et réglementation)

Connaissance et expérience administratives

Affinité avec le secteur

Connaissance de base du fonctionnement des structures juridiques

Connaissance de base de la législation sur l'urbanisme

Connaissance de base de la langue française/anglaise

Connaissance de base de français, d'anglais et d'allemand

Connaissance de base des applications informatiques

Connaissance de base/compréhension de la réglementation et des statuts connexes

Connaissance de base de la législation et de la réglementation relatives au secteur

Notions de base du fonctionnement de services auxiliaires (ex. O.N.A.F.T.S., O.N.S.S., Finances)

Etre résistant à de mauvaises conditions climatiques

Pouvoir rédiger lettres et rapports

Connaissance des sources

Aptitude créative et sportive

Compétence diagnostique

Didactique

Connaissance du dossier (savoir de quoi il s'agit)

Secouriste

Secouriste et aide industriel

Connaissance élémentaire du PC

Connaissance élémentaire des conditions générales d'entreprise

Connaissance élémentaire du matériel : ex. tarifs CMK

Connaissance élémentaire de la topographie : utilisation d'instrument de nivellement

Connaissance technique élémentaire (téléphone, talkie-walkie, extincteur, pointeuse)

Expérience en administration

Expérience du traitement de dossiers du poste de travail/du service d'encadrement

Expérience de l'utilisation de l'informatique et de la bureautique

Expérience de l'application de la réglementation concernant le S.H.E.

Expérience avec les jeunes

Condition physique

Condition physique (en fonction du type de travail)

Résistance physique

Solide connaissance de la matière de l'administration

Solide connaissance des règlements de police et des règlements administratifs

Ne pas avoir le vertige

Avoir une bonne vue et une capacité à bien distinguer

Avoir une bonne santé

Adresse

Pouvoir mesurer les quantités

Vouloir travailler en service continu

Vouloir habiter dans la circonscription administrative

Compréhension des évolutions sociales et technologiques et des différentes visions en la matière

Compréhension du marché et du terrain

Compréhension de la mécanique, l'électronique, l'électricité, la chimie

Compréhension du fonctionnement judiciaire

Connaissance juridique de base

Peut identifier la méthode exacte

Peut évaluer à l'avance situations, conséquences, dangers

Posséder ou acquérir des connaissances de la CAO et d'autres logiciels

Connaissance de la comptabilité (comptabilité de l'état, lois sur la comptabilité publique, double comptabilité)

Connaissance de la technique de construction, des devis-types et des matériaux

Connaissance des principes généraux du droit

Connaissance de sa propre organisation (ministère de la Communauté flamande et les institutions publiques flamandes)

Connaissance de sa propre organisation et du terrain (qui fait quoi et quand, pouvoir se situer)

Connaissance des règlements internes

Connaissance de la réglementation et des procédures sur le plan financier

Connaissance des institutions, de la sécurité et des services sociaux (carte sociale)

Connaissance du fonctionnement de l'autorité

Connaissance du fonctionnement de l'organisation

Connaissance de la loi sur la police et la circulation routière

Connaissance du secourisme, des techniques de sauvetage et d'extinction de l'incendie

Connaissance de la faune et de la flore

Connaissance de l'informatique (WP, Excel et système financier)

Connaissance des méthodes et codes de mesure

Connaissance des normes, devis-types, livraisons, etc.

Connaissance des circulaires

Connaissance du PC

Connaissance des langues étrangères : anglais, français, etc.

Connaissance du PC/terminal

Connaissance des procédures administratives et statutaires

Connaissance des procédures administratives

Connaissance des concepts généraux en matière de budget, comptabilité et commandes publiques

Connaissance de l'administration et de la réglementation

Connaissance de l'administration

Connaissance des normes et standards existants

Connaissance de la philosophie et des objectifs de l'institution

Connaissance des structures de l'organisation

Connaissance des structures judiciaires

Connaissance de la réglementation

Connaissance de la réglementation concernant le S.H.E.

Connaissance de la réglementation, des règlements

Connaissance des règles de la langue parlée et écrite

Connaissance de la réglementation (code de la route, etc.)

Connaissance de la réglementation et des procédures

Connaissance des réglementations

Connaissance du secteur

Connaissance de la carte sociale

Connaissance des structures du ministère/département

Connaissance de la structure de l'organisation

Connaissance du fonctionnement de l'organisation

Connaissance de la législation

Connaissance de la législation et de ses applications

Connaissance des produits dangereux

Connaissance du (large) terrain/secteur

Connaissance de la zone géographique dont il est responsable

Connaissance du réseau d'utilité publique

Connaissance du travail sur P.C.

Connaissance du terrain dans l'entité

Connaissance du terrain du client interne

Connaissance du terrain

Connaissance du travail ménager

Connaissance des standards et normes informatiques

Connaissance de la technologie de l'information

Connaissance des aspects protocolaires

Connaissance du logiciel

Connaissance de la structure des carrières

Connaissance de la structure du département/organisation

Connaissance des orientations scolaires

Connaissance des méthodologies scientifiques

Pouvoir utiliser le matériel de dessin et le matériel graphique

Savoir nager

Pouvoir utiliser un PC  
Pouvoir consulter toutes les sources  
Pouvoir rester éveillé pendant la nuit  
Pouvoir travailler avec un télécopieur, une photocopieuse  
Pouvoir travailler avec un PC/traitement de texte et le logiciel associé  
Compréhension du management  
Connaissance des matériaux et de la technologie  
Maturité  
Multilinguisme  
Connaissance générale minimale (ex. seconde langue)  
Mobilité  
Notions de français, d'anglais et/ou d'allemand  
Notions de psychologie, de sociologie et de législation sociale  
Notions d'informatique : PC/terminal  
Rester au courant du terrain et de ses évolutions  
Formation poste de travail/expérience du poste de travail  
Formation pédagogique, administrative et sociale  
Compétences pédagogiques et didactiques  
Connaissance pédagogique et psychologique  
Hygiène personnelle  
Pouvoir lire des plans  
Polyvalence  
Connaître les procédures dans le cadre du service  
Empathie ("psychologie")  
Connaissance psychologique et pédagogique  
Posséder un permis de conduire  
Expérience sectorielle  
Expérience sectorielle (avec éducateurs, institution)  
Connaissance professionnelle spécifique  
Connaissance technique spécifique (ex. appareil de mesure)  
Connaissance et expérience spécialisées spécifiques  
Connaissance professionnelle technique spécifique  
Connaissance des langues  
Connaissance des langues (surtout l'anglais)  
Compréhension et connaissance techniques  
Prédispositions techniques  
Connaissance technique et méthodique  
Connaissance technique  
Connaissance technique : connaissance de l'utilisation d'appareils, etc.  
Connaissance technique et expérience  
Connaissance technique du fonctionnement d'appareils (télécopieur, photocopieuse, PC, etc.)  
Connaissance technique de la matière  
Aptitudes techniques  
Traitement de texte  
Bilinguisme ou multilinguisme  
Endurance  
Diplôme universitaire et/ou importante expérience professionnelle  
Connaissance professionnelle et connaissance de la matière  
Connaissance professionnelle  
Connaissance professionnelle (Polyvalence ou spécialité)  
Connaissance professionnelle et compétence professionnelle  
Connaissance professionnelle technique  
Connaissance du traitement de texte et des applications informatiques  
Travailler sur PC/matériel bureautique  
Pouvoir réaliser des dessins

## B. Aptitudes personnelles (compétences)

Etre vif  
Analyse et synthèse  
Esprit analytique  
Esprit analytique et/ou synthétique  
Capacité d'analyse et de résolution des problèmes  
Esprit analytique et synthétique  
Pouvoir travailler de façon autonome  
Autorité/apptitude à diriger  
Capacité à comprendre les autres  
Talent de médiateur  
Confraternité  
Communication  
Communication-ouverture d'esprit  
Aptitude à la communication et aux contacts  
Aptitude à la communication  
Esprit conceptuel  
Maîtrise des conflits  
Aptitude aux contacts et à la communication  
Aptitude aux contacts  
Etre correct et digne de confiance  
Créativité  
Créativité et esprit innovateur  
Intégrité déontologique  
Diplomatie  
Discretion  
Travailler et penser efficacement et méthodiquement  
Travailler efficacement  
Efficacité  
Perspicacité  
Dynamisme  
Efficience  
Efficience et sens pratique  
Stabilité émotionnelle  
Empathie  
Empowerment  
Engagement  
Engagement et intérêt  
Engagement et motivation  
Evaluation des collaborateurs  
Flexibilité  
Flexibilité/improvisation  
Exercer son autorité  
Avoir de bonnes relations avec autrui  
Impact  
Impact et influence  
Pouvoir travailler en groupe  
Collecte d'informations  
Initiative  
Initiative et créativité  
Initiative et sens des responsabilités  
Prendre l'initiative  
Faculté de se mettre à la place des autres  
Intégration de la théorie et de la pratique  
Intégrité  
Intégrité et discrétion  
Enthousiasme  
Enthousiasme et motivation  
Orientation client  
Amabilité vis-à-vis du client  
Esprit critique

Pouvoir décider  
Pouvoir diriger  
Avoir de bonnes relations avec les collègues  
Avoir de bonnes relations avec les jeunes  
Avoir de bonnes relations avec autrui  
Avoir de bonnes relations avec des jeunes gens difficiles  
Pouvoir collaborer  
Disposition à apprendre  
Curiosité intellectuelle  
Curiosité intellectuelle/flexibilité  
Aptitude à diriger  
Diriger  
Loyauté  
Loyauté et intégrité  
Loyauté à l'égard des valeurs de l'institution  
Capacité d'écoute  
Approche méthodique et talent d'organisation  
Courage  
Motivation  
Motivation et disponibilité  
Comportement motivant  
Minutie  
Précision  
Objectivité  
Avec des contacts avec autrui  
Talent de médiateur  
Capacité à négocier  
Ordre  
Ordre et minutie  
Ordre et précision  
Ordre et propreté  
Ordre et ponctualité  
Ordre et attention  
Ordre, hygiène et sécurité  
Implication dans l'organisation  
Agir en tenant compte de l'organisation  
Talent d'organisation  
Capacité d'organisation  
Force de persuasion  
Feeling "politique"  
Réalisme  
Orientation résultat  
Pouvoir préserver le calme et maintenir l'ordre  
Collaborer en groupe  
Collaborer en équipe  
Collaborer au niveau de l'équipe  
Collaborer avec autrui  
Aptitude à la communication écrite  
Orientation service  
Aptitudes sociales et communicatives  
Sociabilité  
Aptitudes sociales  
Flexibilité  
Ponctualité  
Résistance au stress  
Disposition pour l'étude et la recherche  
Commande  
Esprit d'équipe

Direction d'équipe  
Travail d'équipe  
Travail d'équipe et confraternité  
Travail d'équipe et collaboration  
Timing et ponctualité  
Conscience de la sécurité  
Sens des responsabilités  
Conscience des responsabilités  
Esprit visionnaire  
Résistance morale  
Travail en équipe  
Travail dans une équipe  
Maîtrise de soi  
Maîtrise de soi et résistance au stress  
Agir avec assurance  
Autodiscipline  
Connaissance de soi  
Agir de façon autonome et rapide  
Pouvoir agir de façon autonome  
Pouvoir travailler de manière autonome  
Travailler de façon autonome  
Goût pour les chiffres  
Goût pour la prestation de services  
Goût pour une bonne prestation de services  
Goût pour une bonne prestation de services compte tenu des intérêts de l'organisation  
Esprit d'initiative  
Goût de l'ordre  
Sens de l'organisation et orientation résultat  
Esprit de collaboration  
Esprit de synthèse  
Goût pour la systématique et la qualité  
Sens des responsabilités

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,  
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme  
Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,  
B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,  
J. SAUWENS

## ANNEXE X — OPZ Rekem

ANNEXE 12

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

## A. Aptitudes techniques

Connaissance administrative (législation et réglementation)

Connaissance de base de la langue française/anglaise

Connaissance de base de la législation et de la réglementation relatives au secteur

Pouvoir rédiger lettres et rapports

Aptitudes créatives et sportives

Compétence diagnostique

Secouriste

Connaissance technique élémentaire(téléphone, talkie-walkie, extincteur, pointeuse)

Condition physique

Avoir une bonne vue et une capacité à bien distinguer

Adresse

Pouvoir mesurer les quantités

Vouloir travailler en service continu

Vouloir habiter dans la circonscription administrative

Compréhension de la mécanique, l'électronique, l'électricité, la chimie

Peut évaluer à l'avance situations, conséquences, dangers

Connaissance de la comptabilité (comptabilité de l'état, lois sur la comptabilité publique, double comptabilité)

Connaissance de la technique de construction, des devis-types et des matériaux

Connaissance des principes généraux du droit

Connaissance de l'organisation (qui fait quoi et quand, pouvoir se situer)

Connaissance de la réglementation et des procédures sur le plan financier

Connaissance des institutions sociale, de la sécurité et des services sociaux (carte sociale)

Connaissance des circulaires

Connaissance des procédures administratives et statutaires

Connaissance des concepts généraux en matière de budget, comptabilité et commandes publiques

Connaissance de la philosophie et des objectifs de l'institution

Connaissance des structures judiciaires

Connaissance de la réglementation concernant le S.H.E.

Connaissance des règles de la langue parlée et écrite

Connaissance de la réglementation (code de la route, etc.)

Connaissance de la réglementation et des procédures

Connaissance du secteur

Connaissance des structures du ministère/département

Connaissance de la législation

Connaissance des produits dangereux

Connaissance du travail sur P.C.

Connaissance du travail ménager

Connaissance de la technologie de l'information

Connaissance de la structure des carrières

Savoir nager

Pouvoir utiliser un P.C.

Pouvoir rester éveillé pendant la nuit

Pouvoir travailler avec un télécopieur, une photocopieuse, etc.

Pouvoir travailler sur un P.C./traitement de texte et le logiciel correspondant

Compréhension du management

Connaissance des matériaux et de la technologie

Compétences pédagogiques et didactiques

Connaissance pédagogique et psychologique

Hygiène personnelle

Pouvoir lire des plans

Connaître les procédures dans le cadre du service

Posséder un permis de conduire

Connaissance professionnelle spécifique

Compréhension et connaissance techniques

Connaissance technique : connaissance de l'utilisation d'appareils, etc.

Aptitudes techniques

Endurance

Connaissance du traitement de texte et des applications informatiques

## B. Aptitudes personnelles (compétences)

Esprit analytique et synthétique

Pouvoir travailler de façon autonome

Capacité à comprendre les autres

Talent de médiateur

Confraternité



Aptitudes à la communication et aux contacts  
Etre correct et digne de confiance  
Créativité  
Intégrité déontologique  
Discrétion  
Travailler efficacement  
Efficience et sens pratique  
Stabilité émotionnelle  
Empathie  
Flexibilité  
Pouvoir travailler en groupe  
Collecte d'informations  
Initiative et sens des responsabilités  
Faculté de se mettre à la place des autres  
Enthousiasme et motivation  
Amabilité vis-à-vis du client  
Pouvoir décider  
Pouvoir diriger  
Pouvoir collaborer  
Loyauté  
Loyauté et intégrité  
Capacité d'écoute  
Approche méthodique et talent d'organisation  
Comportement motivant  
Minutie  
Objectivité  
Talent de médiateur  
Ordre et précision  
Ordre et propreté  
Ordre et ponctualité  
Ordre, hygiène et sécurité  
Agir en tenant compte de l'organisation  
Aptitude à la communication écrite  
Aptitudes sociales et communicatives  
Ponctualité  
Résistance au stress  
Travail d'équipe et confraternité  
Sens des responsabilités  
Maîtrise de soi  
Pouvoir agir de manière autonome  
Goût pour les chiffres  
Goût pour une bonne prestation de services  
Sens de l'organisation et orientation résultat

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAEL

Le Ministre flamand de la Mobilité des Travaux publics et de l'Energie,  
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme  
Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,  
B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,  
J. SAUWENS

TABLEAU DES BAREMES DE SALAIRES

	<b>C111 C121</b>
	3/1 x 20.000 3/3 x 30.000 4/3 x 40.000 1/1 x 30.000
0	545.000
1	565.000
2	585.000
3	605.000
4	605.000
5	605.000
6	635.000
7	635.000
8	635.000
9	665.000
10	665.000
11	665.000
12	695.000
13	695.000
14	695.000
15	735.000
16	735.000
17	735.000
18	775.000
19	775.000
20	775.000
21	815.000
22	815.000
23	815.000
24	855.000
25	855.000

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme

Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,

J. SAUWENS

## ANNEXE XII — VHM

## ANNEXE 13

## LISTE GENERALE DES CRITERES DE FONCTIONNEMENT

A. Aptitudes techniques (connaissance et compétence)

Compréhension administrative

Expérience administrative

Connaissance administrative

Connaissance administrative (législation et réglementation en matière de commandes publiques)

Connaissance administrative (législation et réglementation)

Connaissance et expérience administratives

Affinité avec le secteur

Connaissance de base du fonctionnement des structures juridiques

Connaissance de base de la législation sur l'urbanisme

Connaissance de base de la langue française/anglaise

Connaissance de base de français, d'anglais et d'allemand

Connaissance de base d'applications informatiques

Connaissance de base/compréhension de la réglementation et des statuts connexes

Connaissance de base de la législation et de la réglementation concernant le secteur

Notions de base du fonctionnement et des services auxiliaires (ex. O.N.A.F.T.S., O.N.S.S., Finances)

Etre résistant à de mauvaises conditions climatiques

Pouvoir rédiger lettres et rapports

Connaissance des sources

Aptitudes créatives et sportives

Didactique

Connaissance du dossier (savoir de quoi il s'agit)

Secouriste

Secouriste et aide industriel

Connaissance élémentaire PC

Connaissance élémentaire des conditions générales d'entreprise

Connaissance élémentaire de la topographie : utilisation d'un instrument de nivellement, etc.

Connaissance technique élémentaire(téléphone, talkie-walkie, extincteur, pointeuse)

Expérience en administration

Expérience du traitement de dossiers du poste de travail/service d'encadrement

Expérience de l'utilisation de l'informatique et de la bureautique

Expérience de l'application de la réglementation concernant le S.H.E.

Condition physique

Condition physique (en fonction du type de travail)

Résistance physique

Solide connaissance de la matière de l'institution

Solide connaissance des règlements administratifs

Ne pas avoir le vertige

Avoir une bonne vue et une capacité à bien distinguer

Avoir une bonne santé

Adresse

Pouvoir mesurer les quantités

Compréhension des évolutions sociales et technologiques et des différentes visions en la matière

Compréhension du marché et du terrain

Compréhension du fonctionnement judiciaire

Connaissance juridique de base

Peut identifier la méthode exacte

Peut évaluer à l'avance situations, conséquences, dangers

Posséder ou acquérir des connaissances de la CAO ou d'autres logiciels

Connaissance de la comptabilité (comptabilité de l'état, lois sur la comptabilité publique, double comptabilité)

Connaissance de la technique de construction, des devis-types et des matériaux

Connaissance des principes généraux du droit

Connaissance de sa propre organisation

Connaissance de l'organisation (qui fait quoi et quand, pouvoir se situer)

Connaissance des règlements

Connaissance de la réglementation et des procédures sur le plan financier

Connaissance des institutions, de la sécurité et des services sociaux (carte sociale)  
Connaissance du fonctionnement de l'autorité  
Connaissance du fonctionnement de l'organisation  
Connaissance du secourisme, des techniques de sauvetage et d'extinction de l'incendie  
Connaissance de la flore  
Connaissance de l'informatique (WP, Excel)  
Connaissance des méthodes et codes de mesure  
Connaissance des normes, devis-types, livraisons, etc.  
Connaissance des circulaires  
Connaissance du PC  
Connaissance des langues étrangères : anglais, français, etc.  
Connaissance du PC/terminal  
Connaissance des procédures administratives et statutaires  
Connaissance des procédures administratives  
Connaissance des concepts généraux en matière de budget, comptabilité et commandes publiques  
Connaissance de l'administration et la réglementation  
Connaissance de l'Administration  
Connaissance des normes et standards existants  
Connaissance de la philosophie et des objectifs de l'institution  
Connaissance des structures de l'organisation  
Connaissance des structures judiciaires  
Connaissance de la réglementation  
Connaissance de la réglementation concernant le S.H.E.  
Connaissance de la réglementation, des règlements  
Connaissance des règles de la langue parlée et écrite  
Connaissance de la réglementation (code de la route, etc.)  
Connaissance de la réglementation et des procédures  
Connaissance des réglementations  
Connaissance du secteur  
Connaissance de la carte sociale  
Connaissance de la structure de l'organisation  
Connaissance du fonctionnement de l'organisation  
Connaissance de la législation  
Connaissance de la législation et de ses applications  
Connaissance des produits dangereux  
Connaissance du (large) terrain/secteur  
Connaissance de la zone géographique dont il est responsable  
Connaissance du réseau d'utilité publique  
Connaissance du travail sur P.C.  
Connaissance du terrain dans l'entité  
Connaissance du terrain du client interne  
Connaissance du terrain  
Connaissance du travail ménager  
Connaissance des standards et normes informatiques  
Connaissance de la technologie de l'information  
Connaissance des aspects protocolaires  
Connaissance du logiciel  
Connaissance de la structure des carrières  
Connaissance des orientations scolaires  
Connaissance des méthodologies scientifiques

Pouvoir utiliser le matériel de dessin et le matériel graphique  
Pouvoir utiliser un PC  
Pouvoir consulter toutes les sources  
Pouvoir travailler avec un télécopieur, une photocopieuse, etc.  
Pouvoir travailler avec un PC/traitement de texte et le logiciel associé  
Compréhension du management  
Connaissance des matériaux et de la technologie  
Maturité  
Multilinguisme  
Connaissance générale minimale (ex. seconde langue)  
Mobilité  
Notions de français, d'anglais et/ou d'allemand  
Notions de psychologie, de sociologie et de législation sociale  
Notions d'informatique : PC/terminal  
Etre au courant du terrain et de ses évolutions  
Formation pédagogique, administrative et sociale  
Compétences pédagogiques et didactiques  
Connaissance pédagogique et psychologique  
Hygiène personnelle  
Pouvoir lire des plans  
Polyvalence  
Connaître les procédures dans le cadre du service  
Empathie ("psychologie")  
Connaissance psychologique et pédagogique  
Posséder un permis de conduire  
Expérience sectorielle  
Connaissance professionnelle spécifique  
Connaissance technique spécifique (ex. appareils de mesure)  
Connaissance et expérience spécialisées spécifiques  
Connaissance professionnelle technique spécifique  
Connaissance des langues  
Connaissance des langues (surtout l'anglais)  
Compréhension et connaissance techniques  
Prédispositions techniques  
Connaissance technique et méthodique  
Connaissance technique  
Connaissance technique : connaissance de l'utilisation d'appareils, etc.  
Connaissance technique et expérience  
Connaissance technique du fonctionnement d'appareils (télécopieur, photocopieuse, PC, etc.)  
Connaissance technique de la matière  
Aptitudes techniques  
Traitement de texte  
Bilinguisme ou multilinguisme  
Endurance  
Diplôme universitaire et/ou importante expérience professionnelle  
Connaissance professionnelle et connaissance de la matière  
Connaissance professionnelle  
Connaissance professionnelle (Polyvalence ou spécialité)  
Connaissance professionnelle et compétence professionnelle  
Connaissance professionnelle technique  
Connaissance du traitement de texte et des applications informatiques  
Travailler sur PC/matériel bureautique  
Pouvoir réaliser des dessins

B. Aptitudes personnelles (compétences)

Esprit analytique

Capacité à comprendre les autres (empathie)

Communication - ouverture d'esprit

Aptitude et disposition à communiquer

Esprit conceptuel

Maîtrise des conflits

Créativité et esprit innovateur

Diplomatie et maîtrise des conflits

Discrétion

Empowerment (= déléguer, responsabiliser)

Flexibilité

Hygiène et sécurité

Impact

Intégrité et loyauté

Orientation client

Curiosité intellectuelle et disposition à apprendre

Diriger

Loyauté

Comportement motivant

Objectivité

Ordre et précision

Capacité d'organisation

Orientation résultat

Collaborer en groupe

Commande

Direction d'équipe

Travail d'équipe et confraternité

Sens des responsabilités

Pouvoir agir de manière autonome

Esprit d'analyse et de synthèse

Goût pour les chiffres

Esprit d'initiative

Goût pour la systématique et la qualité

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000 portant modification des statuts du personnel de certaines institutions publiques flamandes.

Bruxelles, le 14 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances, Mme

Mme M. VOGELS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,

J. SAUWENS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1844

[C — 2000/27331]

**18 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 instaurant l'octroi de chèques-repas pour les membres du personnel des services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 23;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 19bis inséré par l'arrêté royal du 11 décembre 1987 et modifié par l'arrêté royal du 31 janvier 1994;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 instaurant l'octroi des chèques-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région wallonne, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 1995, du 27 juin 1996, du 16 juillet 1998 et du 1<sup>er</sup> avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 fixant au 1<sup>er</sup> mai 1999 la date d'entrée en vigueur du décret du Conseil régional wallon du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 mars 2000;

Vu le protocole n° 311 du Comité de secteur n° XVI, en date du 5 mai 2000;

Vu la délibération du Gouvernement, le 30 mars 2000, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 instaurant l'octroi des chèques-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 1995, du 27 juin 1996, du 16 juillet 1998 et du 1<sup>er</sup> avril 1999, est complété comme suit :

« 19° L'Institut du patrimoine wallon ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 1999.

**Art. 3.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
J.-M. SEVERIN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1844

[C — 2000/27331]

**18. JULI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Einführung der Vergabe von Essensgutscheinen an das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive, der Kabinette der Minister der Wallonischen Regionalexekutive und gewisser gemeinnütziger Einrichtungen, die der Gewalt, der Kontrolle und der Aufsichtsbefugnis der Wallonischen Regierung unterliegen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 23;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 1. April 1999 über die Erhaltung und den Schutz des Erbes;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 zur Durchführung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 19bis, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 11. Dezember 1987 und abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 31. Januar 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Einführung der Vergabe von Essensgutscheinen an das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive, der Kabinette der Minister der Wallonischen Regionalexekutive und gewisser gemeinnütziger Einrichtungen, die der Gewalt, der Kontrolle und der Aufsichtsbefugnis der Wallonischen Regierung unterliegen, insbesondere des Artikels 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 1995, vom 27. Juni 1996, vom 16. Juli 1998 und vom 1. April 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 zur Festsetzung des Datums des Inkrafttretens des Dekrets vom 1. April 1999 über die Erhaltung und den Schutz des Erbes am 1. Mai 1999;

Aufgrund des am 3. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 9. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 311 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 5. Mai 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 26. Juni 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Einführung der Vergabe von Essensgutscheinen an das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive, der Kabinette der Minister der Wallonischen Regionalexekutive und gewisser gemeinnütziger Einrichtungen, die der Gewalt, der Kontrolle und der Aufsichtsbefugnis der Wallonischen Regierung unterliegen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 1995, vom 27. Juni 1996, vom 16. Juli 1998 und vom 1. April 1999, wird wie folgt ergänzt:

« 19° Das "Institut du Patrimoine wallon" (Institut für das wallonische Erbe) ».

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Mai 1999 wirksam.

**Art. 3** - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
J.-M. SEVERIN



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2000 — 1844

[C — 2000/27331]

**18 JULI 2000.** — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve en van sommige instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 april 1999 betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 19bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 11 december 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 januari 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve en van sommige instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 1 juni 1995, 27 juni 1996, 16 juli 1998 en 1 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 waarbij de datum van inwerkingtreding van het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 april 1999 betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium, op 1 mei 1999 wordt vastgesteld;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 maart 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 maart 2000;

Gelet op het protocol nr. 311 van het Sectorcomité nr. XVI van 5 mei 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 30 maart 2000 betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve en van sommige instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 1 juni 1995, 27 juni 1996, 16 juli 1998 en 1 april 1999, wordt aangevuld als volgt :

« 19° "L'Institut du Patrimoine wallon" (Instituut voor het Waalse Patrimonium) ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1999.

**Art. 3.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

F. 2000 — 1845

[C – 2000/27330]

**18 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée à certains fonctionnaires de l'administration forestière**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée à certains fonctionnaires de l'administration forestière;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 mars 2000;

Vu le protocole n° 313 du Comité de secteur n° XVI, en date du 2 juin 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 27 avril 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée à certains fonctionnaires de l'administration forestière est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et le 30 juin 1998, l'indemnité pour frais de tournée, par dérogation à l'article 9, alinéa 4, première phrase, n'est pas réduite au prorata des périodes de mise à disposition d'un véhicule de service ».

**Art. 2.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 1845

[C – 2000/27330]

**18. JULI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1998 zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Dienstfahrtkosten an bestimmte Beamte der Forstverwaltung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1998 zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Dienstfahrtkosten an bestimmte Beamte der Forstverwaltung;

Aufgrund des am 3. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Haushalts;

Aufgrund des am 9. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 313 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 2. Juni 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 27. April 2000 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 6. Juli 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats:

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes und des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1998 zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Dienstfahrtkosten an bestimmte Beamte der Forstverwaltung wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

« Für die Periode zwischen dem 1. Januar 1997 und dem 30. Juni 1998 wird die Vergütung für Dienstfahrtkosten in Abweichung von Artikel 9, Absatz 4, erster Satz, jedoch nicht nach Maßgabe der Perioden, während deren ein Dienstfahrzeug zur Verfügung gestellt wurde, ermäßigt ».

**Art. 2** - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
J.-M. SEVERIN

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

---

VERTALING

N. 2000 — 1845

[C – 2000/27330]

**18 JULI 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1998 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens rondreiskosten aan sommige ambtenaren van het Bosbeheer**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1998 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens rondreiskosten aan sommige ambtenaren van het Bosbeheer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 maart 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 maart 2000;

Gelet op het protocol nr. 313 van het Sectorcomité nr. XVI van 2 juni 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 27 april 2000 betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1998 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens rondreiskosten aan sommige ambtenaren van het Bosbeheer wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de periode tussen 1 januari 1997 en 30 juni 1998 wordt de vergoeding wegens rondreiskosten, in afwijking van artikel 9, vierde lid, eerste zin, echter niet verminderd naar rata van de perioden waar een dienstvoertuig ter beschikking van de bedienden wordt gesteld. »

**Art. 2.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
J.-M. SEVERIN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

F. 2000 — 1846

[C — 2000/27332]

**18 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant l'Institut du Patrimoine wallon à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, remplacé par l'arrêté royal du 5 juillet 1990;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mars 1985 relatif au régime de pensions applicable au personnel d'organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 mars 2000;

Vu le protocole n° 311 du Comité de secteur n° XVI, en date du 5 mai 2000;

Vu la délibération du Gouvernement, le 30 mars 2000, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Considérant que le décret du Conseil régional wallon du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1999;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'Institut du Patrimoine wallon est autorisé à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et leurs ayants droit.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 1999.

**Art. 3.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 1846

[C — 2000/27332]

**18. JULI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den das "Institut du Patrimoine wallon" (Institut für das wallonische Erbe) erlaubt wird, sich an dem durch das Gesetz vom 28. April 1958 errichteten Pensionssystem zu beteiligen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. April 1958 bezüglich der Pensionen der Personalmitglieder gewisser gemeinnütziger Anstalten und ihrer anspruchsberechtigten Angehörigen, insbesondere des Artikels 1, Absatz 3, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 5. Juli 1990;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 27. März 1985 bezüglich des auf das Personal der von der Wallonischen Region abhängigen gemeinnützigen Anstalten anzuwendenden Pensionssystem, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des am 3. Februar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 9. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 311 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 5. Mai 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2000 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 26. Juni 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 1. April 1999 über die Erhaltung und den Schutz des Erbes am 1. Mai 1999 in Kraft getreten ist;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Das "Institut du Patrimoine wallon" wird erlaubt, sich an dem durch das Gesetz vom 28. April 1958 bezüglich der Pensionen der Personalmitglieder gewisser gemeinnütziger Anstalten und ihrer anspruchsberechtigten Angehörigen errichteten Pensionssystem zu beteiligen.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Mai 1999 wirksam.

**Art. 3** - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
J.-M. SEVERIN

—  
VERTALING

N. 2000 — 1846

[C — 2000/27332]

**18 JULI 2000. — Besluit van de Waalse Regering waarbij het "Institut du Patrimoine wallon" (Instituut voor het Waalse Patrimonium) ertoe gemachtigd wordt zich aan te sluiten bij de door de wet van 28 april 1958 ingestelde pensioenregeling**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1990;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 maart 1985 inzake de pensioenregeling toepasselijk op het personeel van de organismen van openbaar nut behorend tot het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 maart 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 maart 2000;

Gelet op het protocol nr. 311 van het Sectorcomité nr. XVI van 5 mei 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 30 maart 2000 betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 april 1999 betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium in werking is getreden op 1 mei 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het "Institut du Patrimoine wallon" wordt ertoe gemachtigd zich aan te sluiten bij de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1999.

**Art. 3.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
J.-M. SEVERIN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 1847

[S - C - 2000/31263]

**18 JULI 2000. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de artikelen 68, eerste lid, 69 en 82 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wetten van 8 augustus 1988 en van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de artikelen 36 en 38 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 4 juli 1991 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, zoals gewijzigd bij de besluiten van 10 december 1992, 16 januari 1995, 9 maart 1995, 6 april 1995, 27 april 1995, 7 december 1995, 6 november 1997, 12 maart 1998 en 26 maart 1998;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2000;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 2000, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 april 2000, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Na beraadslaging;

Op voorstel van de Minister-Voorzitter,

Besluit :

**Artikel 1.** Over de aangelegenheden waarvoor verscheidene Ministers van de Regering bevoegd zijn, wordt overleg gepleegd van bij het begin van de totstandkoming van de voorstellen met het oog op de uitwerking ervan in onderlinge overeenstemming.

**Art. 2.** Iedere Minister of Staatssecretaris van de Regering kan altijd een aangelegenheid die verband houdt met een gedelegeerde bevoegdheid evoceren.

**Art. 3.** De Staatssecretarissen wonen de regeringsvergaderingen bij en nemen deel aan de besprekingen.

**Art. 4.** De Regering beslist geldig over de onderwerpen die op de dagorde voorkomen indien meer dan de helft van haar leden aanwezig is, behalve indien er een vraag om een onderwerp uit te stellen werd ingediend voor de zitting door een lid, waarvan de afwezigheid verantwoord is.

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 1847

[S - C - 2000/31263]

**18 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 68, alinéa 1<sup>er</sup>, 69 et 82 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois du 8 août 1988 et du 16 janvier 1989 relatives au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu les articles 36 et 38 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 1991 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes de l'Exécutif, modifié par les arrêtés des 10 décembre 1992, 16 janvier 1995, 9 mars 1995, 6 avril 1995, 27 avril 1995, 7 décembre 1995, 6 avril 1995, 27 avril 1995, 7 décembre 1995, 6 novembre 1997, 12 mars 1998 et 26 mars 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mars 2000, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Après délibération;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour les matières qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres du Gouvernement, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

**Art. 2.** Tout Ministre ou Secrétaire d'Etat du Gouvernement peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée.

**Art. 3.** Les Secrétaires d'Etat assistent aux réunions du Gouvernement et participent aux débats.

**Art. 4.** Le Gouvernement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, sauf demande de report de point(s) introduite avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

**Art. 5.** De Brusselse Hoofdstedelijke Regering staat delegatie van bevoegdheden toe aan de Ministers, vermeld in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, voor wat betreft de uitvoering van de wettelijke en reglementaire beschikkingen in de volgende aangelegenheden :

a) — de stedenbouwkundige vergunningen en de milieuvergunningen, de stedenbouwkundige attesten en de milieuattesten en de verkavelingsvergunningen, met uitzondering van de beslissingen over de desbetreffende beroepen;

— het horen van de partijen in het kader van de voornoemde beroepen;

— de erkenningen bedoeld in artikelen 70 en volgende van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, met uitzondering van de erkenningen van de opdrachthouders voor de effectenstudie;

b) de arbeidsvergunningen;

c) de premies enerzijds en de afbraakvergoedingen bestemd voor de gemeenten anderzijds, die in het raam van het huisvestingsbeleid toegekend worden, dit voor zover de premies niet meer dan 150.000 frank en de afbraakkosten niet meer dan 3.500.000 frank bedragen;

d) de toelagen en de terugvorderbare voorschotten aan de gemeenten voor de renovatie van alleenstaande openbare gebouwen voor zover de renovatiekosten niet meer dan 20.000.000 frank bedragen; voor de renovatie van huizenblokken voor zover de renovatiekosten niet meer dan 35.000.000 frank bedragen, voor de aanleg van groene ruimten voor zover de kosten niet meer dan 10.000.000 frank bedragen; voor de aanleg van containerparken;

e) de gesubsidieerde werken waarvan de kostprijs niet meer dan 50.000.000 frank bedraagt;

f) het toezicht op de ondergeschikte besturen, met uitzondering van het volgende :

— het vervangend toezicht;

— de toetreding van de gemeenten tot de intercommunales of andere verenigingen en de oprichting van gemeentelijke v.z.w.'s of regies of van autonome gemeentebedrijven;

— de beraadslagingen van de gemeentelijke overheden die het gevolg zijn van een schorsing door de vice-gouverneur;

— de reglementering betreffende het gebruik van de gemeentelijke infrastructuur;

g) onverminderd de bepalingen van hun organieke statuten, het toezicht op de instellingen, die afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die niet aan het hiërarchisch gezag van de bevoegde Minister zijn onderworpen, en met uitzondering van het volgende :

— de goedkeuring van de begroting en van de rekeningen;

— de verwerving of de vervreemding van onroerende goederen als de prijs meer dan 50.000.000 frank bedraagt;

— de personeelsformatie en het personeelsstatuut;

— de beheersovereenkomsten met de betrokken instellingen, alsook hun jaarlijkse en meerjaarlijkse investeringsprogramma's;

h) de toepassing van de wetgeving op de gewestelijke economische expansie voor zover de financiële weerslag van de premies of rentetoeelagen niet meer dan 20.000.000 frank bedraagt;

i) de jacht, de visvangst, de bossen en de herverkaveling van landbouwgronden;

j) inzake de opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten.

De keuze van de gunningswijze en de gunning van de opdrachten waarvan het geraamde bedrag, zonder belasting op de toegevoegde waarde, kleiner is dan :

— 100 miljoen frank voor de opdrachten die bij openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag worden gegund;

**Art. 5.** Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accorde délégation de compétences aux Ministres mentionnés dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en ce qui concerne l'exécution des dispositions légales et réglementaires dans les matières suivantes :

a) — les permis d'urbanisme et d'environnement, les certificats d'urbanisme et d'environnement et les permis de lotir, à l'exception des décisions sur les recours y relatifs;

— l'audition des parties dans le cadre desdits recours;

— les agréments visés aux articles 70 et suivants de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, à l'exception des agréments des chargés d'étude d'incidences;

b) les permis de travail;

c) d'une part, les primes et, d'autre part, les allocations de démolition consenties aux communes, dans le cadre de la politique du logement et pour autant que les primes ne dépassent pas 150.000 francs et les frais de démolition, 3.500.000 francs;

d) les subventions et les avances récupérables aux communes pour la rénovation des biens publics isolés, pour autant que les frais de rénovation ne dépassent pas 20.000.000 francs; pour la rénovation d'ilôts pour autant que les frais de rénovation ne dépassent pas 35.000.000 francs; pour la réalisation d'espaces verts, pour autant que les frais ne dépassent pas les 10.000.000 francs, pour la réalisation de parcs à conteneurs;

e) les travaux subsidiés dont le coût ne dépasse pas 50.000.000 de francs;

f) la tutelle sur les pouvoirs subordonnés à l'exception des actes suivants :

— la tutelle de substitution;

— l'adhésion des communes aux intercommunales ou autres associations et la création d'A.S.B.L. ou régies communales ou de régies communales autonomes;

— les délibérations prises par les autorités communales suite à une suspension par le vice-gouverneur;

— la réglementation relative à l'utilisation de l'infrastructure communale;

g) sans préjudice des dispositions contenues dans leurs statuts organiques, la tutelle sur les organismes relevant de la Région de Bruxelles-Capitale qui ne sont pas soumis à l'autorité hiérarchique du ministre compétent, et à l'exception des actes suivants :

— l'approbation du budget et des comptes;

— l'acquisition ou l'aliénation des biens immobiliers, lorsque le prix dépasse 50.000.000 francs;

— le cadre et le statut du personnel;

— les contrats de gestion avec les organismes concernés ainsi que leurs programmes pluriannuels et annuels d'investissement;

h) l'application des législations sur l'expansion économique régionale pour autant que l'impact financier des primes ou des subventions en intérêt n'excède pas 20.000.000 francs;

i) la chasse, la pêche, les forêts et le remembrement des biens ruraux;

j) en ce qui concerne les marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le choix du mode de passation et la passation des marchés dont le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, est inférieur à :

— 100 millions de francs pour les marchés à passer par adjudication publique ou appel d'affaires;

— 50 miljoen frank voor de opdrachten die bij beperkte aanbesteding, beperkte offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van de artikelen 17, § 3 en 39, § 1 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund;

— 10 miljoen frank voor de opdrachten die bij onderhandelingsprocedure in de gevallen van de artikelen 17, § 2 en 39, § 2 van dezelfde wet worden gegund;

— voor wat betreft de opdrachten tot het verlenen van studiediensten, worden de voornoemde bedragen van 100, 50 en 10 miljoen respectievelijk 50, 25 en 5 miljoen;

de gunning van de opdrachten waarvan het voorstel, met vermelding van de gunningswijze, het voorwerp heeft uitgemaakt van een akkoord van de Regering hetzij voorzover het bedrag van de gekozen offerte geen 30 % van de raming overschrijdt hetzij dat de Regering haar akkoord niet heeft onderworpen aan voorwaarden;

het akkoord van de Regering is niettemin vereist voor de toekenning van de opdracht indien het geraamde bedrag van de opdracht lager is dan het in het eerste lid bepaalde bedrag, maar indien het bedrag van de goed te keuren offerte dit bedrag overschrijdt;

het treffen van de maatregelen en de beslissingen in verband met de uitvoering van de gegunde opdrachten;

k) de concessies voor openbare werken waarvan het geraamde bedrag van het werk, zonder belasting op de toegevoegde waarde, lager is dan 100 miljoen frank;

l) de vaststelling van de aanvullende reglementen die betrekking hebben op de openbare wegen en de kruispunten waarvan één van die openbare wegen deel uitmaakt, zoals voorzien in de artikelen 2, 2bis en 3 van de wet betreffende de Politie over het Wegverkeer;

m) het Regeringslid dat belast is met openbare werken is gemachtigd om de bevoegdheden uit te oefenen die worden verleend door de wetgeving tot organisatie van de erkenning van aannemers van werken;

n) de toekenning van subsidies, met uitzondering van :

— de toelagen uitsluitend verleend in toepassing van organieke regels en toelagen nominatief in de begroting ingeschreven, als ze 50.000.000 frank overschrijden;

— facultatieve subsidies van meer dan 500.000 frank wanneer deze worden toegekend buiten een operationeel programma opgesteld in het kader van een algemeen actieplan dat is goedgekeurd door de Europese Commissie en door de Regering;

— facultatieve subsidies van meer dan 5.000.000 frank nominatief ingeschreven in een operationeel programma opgesteld in het kader van een algemeen actieplan dat werd goedgekeurd door de Europese Commissie en door de Regering;

— subsidies toegekend aan Brusselse ondernemingen op het gebied van industrieel basisonderzoek, walmeer deze 20.000.000 frank overschrijden;

o) de vervreemding van roerende goederen voor een bedrag lager dan 5.000.000 frank;

p) de herverdeling, na akkoord van het Regeringslid bevoegd voor begroting, van de basisallocaties, tijdens het begrotingsjaar en binnen de perken van elk van de kredieten geopend voor de programma's in de algemene uitgavenbegroting;

q) machtiging voor het uitvoeren van onderhouds-, verstevigings- of restauratiewerken aan beschermde of op de bewaarlijst ingeschreven onroerende goederen, voor zover de kostprijs ervan 25.000.000 frank niet overschrijdt;

toekenning van toelagen voor het uitvoeren van onderhouds-, verstevigings- of restauratiewerken aan beschermde onroerende goederen, voor zover deze toelagen 20.000.000 frank niet overschrijden;

— 50 millions de francs pour les marchés à passer par adjudication restreinte, par appel d'offres restreint ou par procédure négociée avec publicité lors du lancement de la procédure au sens des articles 17, § 3 et 39, § 1<sup>er</sup> de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

— 10 millions de francs pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 17, § 2 et 39, § 2 de la même loi;

— pour les marchés de service relatifs aux études, les montants précités de 100, 50 et 10 millions, deviennent respectivement 50, 25 et 5 millions;

L'attribution des marchés dont la proposition, avec l'indication du mode de passation, a fait l'objet d'un accord du Gouvernement pour autant soit que le montant de l'offre retenue ne dépasse pas 30 % de l'estimation, soit que le Gouvernement n'ait pas conditionné son accord;

l'accord du Gouvernement est toutefois requis avant l'attribution du marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant du marché fixé à l'alinéa 1, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant;

la prise des mesures et décisions en rapport avec l'exécution des marchés conclus;

k) les concessions des travaux publics dont le montant estimé de l'ouvrage est, hors taxe sur la valeur ajoutée, inférieur à 100 millions de francs;

l) l'établissement des règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et aux carrefours dont une de ces voies publiques fait partie, comme prévu aux articles 2, 2bis et 3 de la loi relative à la Police de la Circulation Routière;

m) Le membre du Gouvernement ayant les travaux publics dans ses attributions, est habilité à exercer les compétences dévolues par la législation organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux;

n) l'octroi de subventions, à l'exception :

— des subventions régies complètement par des dispositions organiques et des subventions inscrites nominativement au budget, lorsque celles-ci dépassent 50.000.000 francs;

— des subventions facultatives de plus de 500.000 francs si elles sont octroyées en dehors d'un programme opérationnel établi dans le cadre d'un plan d'action général approuvé par la Commission européenne et par le Gouvernement;

— des subventions facultatives de plus de 5.000.000 francs inscrites nominativement dans un programme opérationnel établi dans le cadre d'un plan d'action général approuvé par la Commission européenne et par le Gouvernement;

— des subventions octroyées aux entreprises bruxelloises dans le domaine de la recherche industrielle de base, lorsque celles-ci dépassent 20.000.000 de francs;

o) les aliénations mobilières de moins de 5.000.000 de francs;

p) la reventilation après accord du membre du Gouvernement qui a le budget dans ses compétences, des allocations de base au cours de l'année budgétaire et dans les limites de chacun des crédits ouverts par les programmes dans le budget général des dépenses;

q) l'autorisation de travaux d'entretien, de consolidation ou de restauration aux biens classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde ne dépassant pas 25.000.000 francs;

l'octroi de subsides pour des travaux d'entretien, de consolidation ou de restauration aux biens classés pour autant que les subsides ne dépassent pas un montant de 20.000.000 de francs;



r) het onderzoek en de toekenning van individuele vergunningen voor het gebruik van licht-radioactieve stoffen of van toestellen die radioactieve stralingen kunnen voortbrengen, voor inrichtingen van klasse II en III;

s) met uitzondering van de procedures voor het Arbitragehof worden alle rechtsgedingen waarin het Brussels Hoofdstedelijk Gewest optreedt als eiser of als verweerder met betrekking tot de aangelegenheden die tot de uitsluitende bevoegdheid behoren van een lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, gevoerd ten verzoeken van of door tussenkomst van dat lid van de Regering;

aan dat lid wordt delegatie verleend om alle uitgaven goed te keuren die voortvloeien uit deze rechtsgedingen, met inbegrip van deze die met name voortvloeien uit een desbetreffende inwilliging, afstand of transactie;

voor de aangelegenheden, waarvoor verschillende leden van de Regering bevoegd zijn, worden de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden na overleg uitgeoefend ten verzoeken of door tussenkomst van één van hen;

bij gebrek aan een akkoord worden deze bevoegdheden uitgeoefend ten verzoeken of door tussenkomst van het lid dat is aangeduid door de Regering;

t) een delegatie wordt verleend aan de Minister-Voorzitter voor de rechtshandelingen die onder de bevoegdheden van de Hoofdstedelijke Raad vallen.

**Art. 6. § 1.** De Regering beraadslaagt over de oprichting, afschaffing en de wijze van samenstelling van commissies, raden, diensten, instellingen, ondernemingen en verenigingen.

§ 2. Met betrekking tot het Ministerie, wordt voor alle aangelegenheden inzake ambtenarenzaken het initiatief genomen door de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

Met betrekking tot een instelling van openbaar nut, wordt voor alle aangelegenheden inzake ambtenarenzaken, het initiatief genomen door de functioneel bevoegde Minister onder wie de instelling ressorteert. De aangelegenheden inzake het administratief en geldelijk statuut, de personeelsformatie en de taalkaders dienen vooraf voor akkoord te worden voorgelegd aan de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

Met betrekking tot de aangelegenheden inzake ambtenarenzaken die meerdere instellingen van openbaar nut aanbelanden, kan de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken in het kader van zijn coördinerende opdracht eveneens het initiatief nemen.

§ 3. Onverminderd de bepalingen in het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden, oefent de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken, het individueel personeelsbeheer uit met betrekking tot het Ministerie.

Onverminderd de bepalingen van het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden oefent de functioneel bevoegde Minister het individueel personeelsbeheer uit met betrekking tot de instellingen van openbaar nut die aan het hiërarchisch gezag van de bevoegde Minister zijn onderworpen.

§ 4. De Regering beslist, op voorstel van de bevoegde Minister, over de aanduiding van haar vertegenwoordigers in de instellingen die afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of erdoor gesubsidieerd worden.

**Art. 7.** Niettegenstaande de delegaties die ze aan haar leden toestaat, is enkel de Regering bevoegd om namens het Brussels Hoofdstedelijk Gewest adviezen ten behoeve van de federale, gemeenschaps-, gewestelijke, Europese of internationale overheden of organismen uit te brengen.

**Art. 8.** De ontwerpen van ordonnantie en de in de Regering beraadslaagde besluiten worden ondertekend door de Minister en, desgevallend, de Staatssecretaris die bevoegd zijn voor de aangelegenheid die het voorwerp uitmaakt van het ontwerp van ordonnantie of van het besluit. Ze worden medeondertekend door de Minister-Voorzitter.

r) l'instruction et l'octroi des autorisations individuelles d'utilisation de substances faiblement radioactives au d'appareils capables d'émettre des radiations ionisantes pour les établissements de classe II et III;

s) à l'exception des procédures devant la Cour d'arbitrage, toutes les actions dans lesquelles la Région de Bruxelles-Capitale intervient en demandant ou en défendant relativement aux matières qui sont de la compétence exclusive d'un membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, sont exercées à la diligence ou à l'intervention de ce membre du Gouvernement;

il est délégué à ce membre le pouvoir d'approuver toutes les dépenses résultant de ces actions, en ce compris celles découlant notamment d'acquiescement, désistement ou transaction y relatifs;

dans les matières qui relèvent des attributions de plusieurs membres du Gouvernement, les compétences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées à la diligence ou à l'intervention de l'un d'entre eux, après concertation;

à défaut d'accord, ces compétences sont exercées à la diligence ou à l'intervention du Membre désigné par le Gouvernement;

t) une délégation est accordée au Ministre-Président pour les actions en justice qui relèvent des attributions du Conseil régional.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement délibère de la création, de la suppression et du mode de composition de commissions, conseils, services institutions, entreprises et associations.

§ 2. Concernant le Ministère, et toutes les matières relevant de la Fonction publique, l'initiative est prise par le Ministre compétent pour la Fonction publique.

Concernant un organisme d'intérêt public et toutes les matières relevant de la Fonction publique, l'initiative est prise par le Ministre fonctionnellement compétent auquel ressortit l'organisme. Les matières concernant le statut administratif et pécuniaire, le cadre du personnel et les cadres linguistiques, doivent être soumises à l'accord préalable du Ministre compétent pour la Fonction publique.

Concernant les matières relatives à la Fonction publique, intéressant plusieurs organismes d'intérêt public, le Ministre compétent pour la Fonction publique peut également prendre l'initiative dans le cadre de sa mission de coordination.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du statut administratif et pécuniaire du personnel, le Ministre compétent pour la Fonction publique assume, relativement au Ministère, la gestion individuelle du personnel.

Sans préjudice des dispositions du statut administratif et pécuniaire du personnel, le Ministre fonctionnellement compétent assume, relativement aux organismes d'intérêt public qui sont soumis à l'autorité hiérarchique du ministre compétent la gestion individuelle du personnel.

§ 4. Le Gouvernement décide, sur proposition du Ministre compétent, de la désignation de ses représentants au sein des institutions dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale ou subventionnées par elle.

**Art. 7.** Nonobstant les délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement est seul qualifié pour émettre au nom de la Région de Bruxelles-Capitale un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, régionaux, européens ou internationaux.

**Art. 8.** Les projets d'ordonnance et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre et, le cas échéant, le Secrétaire d'Etat qui ont dans leurs compétences la matière qui fait l'objet du projet d'ordonnance ou de l'arrêté. Ils sont contresignés par le Ministre-Président.

**Art. 9.** De Brusselse Hoofdstedelijke Regering staat delegatie van bevoegdheid toe aan de Minister van Financiën in de volgende aangelegenheden :

a) het aangaan van elke in het algemeen belang van de gewestelijke Schatkist gedane verrichting van financieel beheer;

b) het aangaan van elke verrichting van financieel beheer van de eventuele dagelijkse batige saldi der ontvangsten op de uitgaven van de gewestelijke Schatkist en van de opbrengst van de leningen door gebruikmaking van elke op de kapitaalmarkt aangeboden beleggingsmogelijkheid in het belang van de gewestelijke Schatkist;

c) het aangaan van leningen die bestemd zijn tot dekking van het bedrag van de uitgaven dat de ontvangsten overschrijdt;

d) het aangaan van leningen die bestemd zijn tot dekking van de vervroegde totale of gedeeltelijke terugbetaling van leningen, overeenkomstig de bepalingen van de overeenkomsten van leningen;

e) het aangaan van leningen die bestemd zijn tot dekking van de in het belang van de gewestelijke Schatkist verwezenlijkte verrichtingen van financieel beheer;

f) de opmaak van schatkistbiljetten of andere interest opbrengende financieringsinstrumenten, ten belope van het bedrag van de aan te gane leningen;

g) het verrichten van elke operatie met gebruikmaking van het begrotingsfonds "Fonds voor het beheer van de gewestenschuld".

**Art. 10.** De Ministers of de Staatssecretarissen kunnen bepaalde van hun bevoegdheden delegeren aan personeelsleden van het Ministerie of van een instelling van openbaar nut.

Zij kunnen deze personeelsleden machtigen om, mits zij hiervan kennis geven, de bevoegdheden verder te delegeren en te laten subdelegeren aan personeelsleden die onderworpen zijn aan hun hiërarchisch gezag.

**Art. 11.** Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 4 juli 1991 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, gewijzigd bij de besluiten van 10 december 1992, 16 januari 1995, 9 maart 1995, 6 april 1995, 27 april 1995, 7 december 1995, 6 november 1997, 12 maart 1998 en 26 maart 1998, wordt opgeheven met uitzondering van de artikelen 3 § 3, 4 § 2, 12 § 1 en 2, 13 § 1 en 2 van het besluit van 4 juli 1991.

**Art. 12.** De Ministers van de Regering worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2000.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

J. SIMONET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarenzaken en Externe Betrekkingen,

Mevr. A. NEYTS-UYTTEBROECK

**Art. 9.** Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accorde délégation de compétence au Ministre des Finances dans les matières suivantes :

a) la conclusion de toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général de la Trésorerie régionale;

b) la conclusion de toute opération de gestion financière des excédents journaliers éventuels des recettes sur les dépenses de la Trésorerie régionale et des produits d'emprunts par utilisation de tout moyen exploitant des produits offerts par les marchés financiers dans l'intérêt de la Trésorerie régionale;

c) la conclusion d'emprunts qui sont destinés à couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes;

d) la conclusion d'emprunts qui sont destinés à couvrir le remboursement anticipé de tout ou partie d'emprunts, conformément aux dispositions des conventions d'emprunt;

e) la conclusion d'emprunts qui sont destinés à couvrir les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt de la Trésorerie régionale;

f) l'émission de billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement, à concurrence du montant des emprunts à contracter;

g) la conclusion de toute opération effectuée à partir du fonds budgétaire "Fonds de gestion de la dette régionale".

**Art. 10.** Les Ministres et Secrétaires d'Etat peuvent déléguer certaines de leurs attributions aux agents du Ministère ou d'un organisme d'intérêt public.

Ils peuvent autoriser ces agents, à condition pour ceux-ci d'en donner connaissance, à déléguer plus loin ces attributions et à les laisser sous-déléguer aux membres du personnel soumis à leur autorité hiérarchique.

**Art. 11.** L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 1991 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes de l'Exécutif, modifié par les arrêtés des 10 décembre 1992, 16 janvier 1995, 9 mars 1995, 6 avril 1995, 27 avril 1995, 7 décembre 1995, 6 novembre 1997, 12 mars 1998 et 26 mars 1998, est abrogé à l'exception des articles 3 § 3, 4 § 2, 12 § 1 et 2, 13 § 1 et 2 de l'arrêté du 4 juillet 1991.

**Art. 12.** Les Ministres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

J. SIMONET

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide Médicale Urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Mme A. NEYTS-UYTTEBROECK

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 2000/11346]

**Wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet  
Intrekking van een erkenning  
en doorhaling van een inschrijving**

Bij ministerieel besluit van 31 juli 2000, genomen ingevolge het arrest gewezen door het hof van beroep te Brussel op 26 juni 2000, wordt het ministerieel besluit van 30 maart 1995 tot intrekking van de erkenning nr. 124462 en doorhaling van de inschrijving nr. 127635 toegekend aan de N.V. DUO CREDIT BELGIUM, heden N.V. DUO BELGIUM CASA, bij toepassing van de artikelen 106 en 107 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, ingetrokken.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 2000/11346]

**Loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation  
Retrait d'un agrément  
et radiation d'une inscription**

Par arrêté ministériel du 31 juillet 2000, pris suite à l'arrêt rendu par la cour d'appel de Bruxelles en date du 26 juin 2000, l'arrêté ministériel du 30 mars 1995 portant retrait d'agrément n° 124462 et radiation de l'inscription n°127635 accordés à la S.A. DUO CREDIT BELGIUM, actuellement S.A. DUO BELGIUM CASA, en application des articles 106 et 107 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, est rapporté.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication par extrait au *Moniteur belge*.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09722]

**Rechterlijke Orde**

Bij koninklijk besluit van 28 oktober 1999, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt de heer De Reuse, J., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 9 januari 2000, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt Mevr. Linsen, J., griffier bij de arbeidsrechtbank te Mechelen, op haar verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 1 maart 2000, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt de heer Vanlaer, P., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 1 maart 2000, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt de heer De Blicq A., griffier bij de politierechtbank te Sint-Niklaas, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 24 maart 2000, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt de heer Stubbe, C., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09722]

**Ordre judiciaire**

Par arrêté royal du 28 octobre 1999, entrant en vigueur le 31 août 2000, M. De Reuse, J., greffier au tribunal de première instance de Bruxelles, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 9 janvier 2000, entrant en vigueur le 31 août 2000, Mme Linsen, J., greffier au tribunal du travail de Malines, est admise à la retraite à sa demande.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2000, entrant en vigueur le 31 août 2000, M. Vanlaer, P., greffier au tribunal de première instance de Louvain, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2000, entrant en vigueur le 31 août 2000, M. De Blicq, A., greffier au tribunal de police de Saint-Nicolas, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 24 mars 2000, entrant en vigueur le 31 août 2000, M. Stubbe, C., greffier au tribunal de première instance de Bruges, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Bij koninklijk besluit van 24 maart 2000, in werking tredend op 5 september 2000, wordt de heer Hussin, A., eerstaanwezend adjunct-griffier bij het vreedegerecht van het eerste kanton Hoei, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

————

Bij koninklijk besluit van 7 mei 2000, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt de heer Kint, G., griffier-hoofd van dienst bij de arbeidsrechtbank te Brugge, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

————

Bij koninklijk besluit van 1 februari 2000, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt de heer Nouël, J., secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

————

Bij koninklijk besluit van 7 mei 2000, in werking tredend op 31 augustus 2000, wordt Mevr. Peelman, G., hoofdsecretaris van het parket van de arbeidsauditeur te Dendermonde, op haar verzoek, in ruste gesteld.

Betrokkene mag haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

————

Bij koninklijk besluit van 26 juni 2000 is benoemd tot griffier bij de politierechtbank te Sint-Niklaas, Mevr. Amelinckx, L., eerstaanwezend adjunct-griffier bij deze rechtbank, met ingang van 1 september 2000.

————

Bij koninklijke besluiten van 18 juli 2000 zijn benoemd tot adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau :

- Mevr. Boulanger, C., eerstaanwezend opsteller bij de griffie van de rechtbanken van koophandel te Aarlen en te Neufchâteau;
- Mevr. Thill, M., opsteller bij de griffie van de rechtbanken van koophandel te Aarlen en te Neufchâteau.

————

Bij koninklijke besluiten van 20 juli 2000 zijn benoemd tot :

- voorlopig benoemd adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Aarlen, Mevr. Timmermans, F., licentiate in de rechten;
- adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Eupen, Mevr. Trost, M., opsteller bij de griffie van deze rechtbank.

Par arrêté royal du 24 mars 2000, entrant en vigueur le 5 septembre 2000, M. Hussin, A., greffier adjoint principal à la justice de paix du premier canton de Huy, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

————

Par arrêté royal du 7 mai 2000, entrant en vigueur le 31 août 2000, M. Kint, G., greffier-chef de service au tribunal du travail de Bruges, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

————

Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 2000, entrant en vigueur le 31 août 2000, M. Nouël, J., secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

————

Par arrêté royal du 7 mai 2000, entrant en vigueur le 31 août 2000, Mme Peelman, G., secrétaire en chef du parquet de l'auditeur du travail de Termonde, est admise à la retraite à sa demande.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

————

Par arrêté royal du 26 juin 2000 est nommée greffier au tribunal de police de Saint-Nicolas, Mme Amelinckx, L., greffier adjoint principal à ce tribunal, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2000.

————

Par arrêtés royaux du 18 juillet 2000 sont nommées greffier adjoint au tribunal de première instance de Neufchâteau :

- Mme Boulanger, C., rédacteur principal au greffe des tribunaux de commerce d'Arlon et de Neufchâteau;
- Mme Thill, M., rédacteur au greffe des tribunaux de commerce d'Arlon et de Neufchâteau.

————

Par arrêtés royaux du 20 juillet 2000 sont nommés :

- greffier adjoint à titre provisoire au tribunal de première instance d'Arlon, Mme Timmermans, F., licenciée en droit;
- greffier adjoint au tribunal de première instance d'Eupen, Mme Trost, M., rédacteur au greffe de ce tribunal.

Bij koninklijk besluit van 18 juli 2000 is benoemd tot eerstaanwendend adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen, de heer Bartelous, T., adjunct-secretaris bij dit parket, met ingang van 1 augustus 1998.

\_\_\_\_\_

Bij koninklijk besluit van 20 juli 2000 is benoemd tot eerstaanwendend adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen, Mevr. Trussart, A., eerstaanwendend opsteller bij dit parket.

\_\_\_\_\_

Bij koninklijk besluit van 20 juli 2000 is Mevr. Wildero, G., griffier bij de arbeidsrechtbank te Brugge, aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 september 2000.

\_\_\_\_\_

Bij ministerieel besluit van 10 juli 2000 blijft aan de heer De Rouck, D., beambte bij de griffie van het eerste kanton Brussel, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij het vreedegerecht van het zevende kanton Brussel, te vervullen van 1 september 2000 tot en met 31 augustus 2001.

\_\_\_\_\_

Bij ministeriële besluiten van 31 juli 2000 blijft aan Mevr. Dams, E., beambte bij de griffie van de politierechtbank te Turnhout, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij deze rechtbank te vervullen, van 1 oktober 1999 tot en met 31 oktober 2000.

\_\_\_\_\_

Bij ministerieel besluit van 26 juli 2000 is aan Mevr. Festjens, M., eerstaanwendend opsteller bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-secretaris bij dit parket te vervullen.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

\_\_\_\_\_

[2000/09720]

**Raad van State. — Vernietiging**

Bij arrest nr. 88.715 van 7 juli 2000, heeft de Raad van State de vernietiging bevolen van het koninklijk besluit van 8 juli 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 augustus 1964 tot vaststelling van de lijst van de in het handelsregister te vermelden handelsbedrijvigheden.

\_\_\_\_\_

[2000/09686]

**Commissie voor hulp aan slachtoffers  
van opzettelijke gewelddaden. — Erkenning**

Bij koninklijk besluit van 17 juli 2000 wordt de vereniging zonder winstoogmerk « Centrum voor Algemeen Welzijnswerk — De Papaver », met zetel te 8900 Ieper, Korte Meersstraat 6, erkend als vereniging om bijstand te verlenen aan slachtoffers voor de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

Par arrêté royal du 18 juillet 2000 est nommé secrétaire adjoint principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Namur, M. Bartelous, T., secrétaire adjoint à ce parquet, à partir du 1<sup>er</sup> août 1998.

\_\_\_\_\_

Par arrêté royal du 20 juillet 2000 est nommée secrétaire adjoint principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Namur, Mme Trussart, A., rédacteur principal à ce parquet.

\_\_\_\_\_

Par arrêté royal du 20 juillet 2000, Mme Wildero, G., greffier au tribunal du travail de Bruges, est désignée en qualité de greffier-chef de service à ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 1<sup>er</sup> septembre 2000.

\_\_\_\_\_

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2000, M. De Rouck, D., employé au greffe de la justice de paix du premier canton de Bruxelles, reste délégué aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix du septième canton de Bruxelles, du 1<sup>er</sup> septembre 2000 au 31 août 2001.

\_\_\_\_\_

Par arrêtés ministériels du 31 juillet 2000, Mme Dams, E., employée au greffe du tribunal de police de Turnhout, reste déléguée aux fonctions de greffier adjoint à ce tribunal, du 1<sup>er</sup> octobre 1999 au 31 octobre 2000.

\_\_\_\_\_

Par arrêté ministériel du 26 juillet 2000, Mme Festjens, M., rédacteur principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai, est temporairement déléguée aux fonctions de secrétaire adjoint à ce parquet.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être renvoyée au Conseil d'Etat (adresse: rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

\_\_\_\_\_

[2000/09720]

**Conseil d'Etat. — Annulation**

Par arrêt n° 88.715 du 7 juillet 2000, le Conseil d'Etat a ordonné l'annulation de l'arrêté royal du 8 juillet 1999 modifiant l'arrêté royal du 31 août 1964 fixant la nomenclature des activités commerciales à mentionner au registre du commerce.

\_\_\_\_\_

[2000/09686]

**Commission pour l'aide aux victimes  
d'actes intentionnels de violence. — Agrément**

Par arrêté royal du 17 juillet 2000, l'association sans but lucratif « Centrum voor Algemeen Welzijnswerk — De Papaver », dont le siège social est établi à 8900 Ieper, Korte Meersstraat 6, est agréée, en tant qu'association pouvant assister les victimes devant la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

[2000/03163]

## Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijke besluiten van 1 oktober 1998 worden bevorderd of benoemd :

*Leopoldsorde*

Commandeur

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer M. Inghels, C.A., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting  
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :

Hoefman, E.K.C.M.,

Vandevyver, W.L.,

Wauters, F.J., hypotheekbewaarders;

De heer De Rycke, A.A.A., directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Van Waeyenberg, R.F., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.

*Officier*

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Cattoor, F.F.R., inspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Decorte, N.R.,

De Troyer, J.F.,

Van Canneyt, A.P.A.,

Vermassen, G.N., eersaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heren :

Bulens, A.A.,

Goorman, A.M.A.,

Willems, G.L.L., eersaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heer De Borger, W.A.L., inspecteur bij een fiscaal bestuur.

*Ridder*

Algemeen Secretariaat

Mevr. De Decker, M.C.,

De heer Van Steen, J.F.P., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heer De Schrijver, M.H., eersaanwezend verificateur;

De heer Vandam, O.J.H.A., verificateur.

Administratie der thesaurie

De heer Dubois, J.R.B.M., attaché van financiën;

De heer De Smedt, S.J.M., eerste attaché van financiën;

De heer Van Landuyt, E.K.F., verificateur.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Delaere, C.A.D., eerste attaché van financiën;

Mevr. Flamand, M.M.C., inspecteur bij een fiscaal bestuur.

## MINISTÈRE DES FINANCES

[2000/03163]

## Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêtés royaux du 1<sup>er</sup> octobre 1998 sont promus ou nommés :

*Ordre de Léopold*

Commandeur

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Inghels, C.A., directeur régional d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieures

MM. :

Hoefman, E.K.C.M.,

Vandevyver, W.L.,

Wauters, F.J., conservateurs des hypothèques;

M. De Rycke, A.A.A., directeur d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Van Waeyenberg, R.F., directeur régional d'administration fiscale.

*Officier*

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Cattoor, F.F.R., inspecteur d'administration fiscale;

MM. :

Decorte, N.R.,

De Troyer, J.F.,

Van Canneyt, A.P.A.,

Vermassen, G.N., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

MM. :

Bulens, A.A.,

Goorman, A.M.A.,

Willems, G.L.L., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

M. De Borger, W.A.L., inspecteur d'administration fiscale.

*Chevalier*

Secrétariat général

Mme De Decker, M.C.,

M. Van Steen, J.F.P., inspecteurs d'administration fiscale;

M. De Schrijver, M.H., verificateur principal;

M. Vandam, O.J.H.A., verificateur.

Administration de la trésorerie

M. Dubois, J.R.B.M., attaché des finances;

M. De Smedt, S.J.M., premier attaché des finances;

M. Van Landuyt, E.K.F., verificateur.

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Delaere, C.A.D., premier attaché des finances;

Mme Flamand, M.M.C., inspecteur d'administration fiscale.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Gryson, P.J.J.R.C.,  
Mej. Vervaeke, M.J.M.S., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;  
De heren :  
Bautmans, L.M.,  
Biesmans, G.M.P.,  
Mevr. Borremans, C.A.,  
De heren :  
Clauwaert, P.,  
Cleppe, J.C.M.,  
De Becker, A.F.,  
Decoster, W.F.L.,  
Demeulenaere, G.R.,  
De Nys, E.P.A.,  
Hermans, D.J.M.L., eerstaanwend inspecteurs bij een fiscaal bestuur;  
Mevr. Hertsens, S.R.O.M.O., inspecteur bij een fiscaal bestuur;  
De heren :  
Hofman, L.A.O.,  
Lallemand, W.B.,  
Mevr. Lecluyse, R.M.,  
De heer Mestdagh, V.E.N.,  
Mevrn. :  
Michiels, M.M.M.,  
Pas, C.M.J.J.,  
De heren :  
Paternoster, L.C.A.,  
Spans, A.,  
Taillieu, E.R.M.,  
Vanstraelen, N.J.B.,  
Vansweevelt, M.R.J.,  
Verbelen, M.S., eerstaanwend verificateurs bij een fiscaal bestuur;  
De heren :  
Caesteker, W.C.D.,  
Coppens, G.A.M.M.,  
De Kimpe, L.J.R.C.,  
Mej. De Vos, M.R.R.,  
De heren :  
Michaux, V.A.,  
Naessens, A.K.P.,  
Vandevelde, J.E.,  
Vanoystaeyen, G.V.A.,  
Vranken, A., eerstaanwend verificateurs;  
De heren :  
Carnewal, G.H.,  
Dewachter, R.L.E.,  
Dubois, M.H.,  
Geschier, L.A.A.,  
Goens, L.G.,  
Mertens, F.G.G.,  
Vandenbussche, F.J.,  
Vanhee, G.,  
Van Leeuw, R.M.F.,  
Van Looy, K.,  
Verschore, G.M.C.,  
Vranken, W.J., verificateurs.

## Administratie der douane en accijnzen

## Hoofdbestuur

De heer Geldhof, W.H., verificateur.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Gryson, P.J.J.R.C.,  
Mlle Vervaeke, M.J.M.S., inspecteurs d'administration fiscale;  
MM. :  
Bautmans, L.M.,  
Biesmans, G.M.P.,  
Mme Borremans, C.A.,  
MM. :  
Clauwaert, P.,  
Cleppe, J.C.M.,  
De Becker, A.F.,  
Decoster, W.F.L.,  
Demeulenaere, G.R.,  
De Nys, E.P.A.,  
Hermans, D.J.M.L., inspecteurs principaux d'administration fiscale;  
Mme. Hertsens, S.R.O.M.O., inspecteur d'administration fiscale;  
MM. :  
Hofman, L.A.O.,  
Lallemand, W.B.,  
Mme Lecluyse, R.M.,  
M. Mestdagh, V.E.N.,  
Mmes :  
Michiels, M.M.M.,  
Pas, C.M.J.J.,  
MM. :  
Paternoster, L.C.A.,  
Spans, A.,  
Taillieu, E.R.M.,  
Vanstraelen, N.J.B.,  
Vansweevelt, M.R.J.,  
Verbelen, M.S., vérificateurs principaux d'administration fiscale;  
MM. :  
Caesteker, W.C.D.,  
Coppens, G.A.M.M.,  
De Kimpe, L.J.R.C.,  
Mlle De Vos, M.R.R.,  
MM. :  
Michaux, V.A.,  
Naessens, A.K.P.,  
Vandevelde, J.E.,  
Vanoystaeyen, G.V.A.,  
Vranken, A., vérificateurs principaux;  
MM. :  
Carnewal, G.H.,  
Dewachter, R.L.E.,  
Dubois, M.H.,  
Geschier, L.A.A.,  
Goens, L.G.,  
Mertens, F.G.G.,  
Vandenbussche, F.J.,  
Vanhee, G.,  
Van Leeuw, R.M.F.,  
Van Looy, K.,  
Verschore, G.M.C.,  
Vranken, W.J., vérificateurs.

## Administration des douanes et accises

## Administration centrale

M. Geldhof, W.H., verificateur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Smets, M.L.J., inspecteur bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Berghmans, K.J.M.C.,  
Debackere, F.V.R.,  
Gommers, G.J.C.,  
Vanbrabant, W.E.,  
Vermeeren, M.R.R.E., eerstaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

De Block, R.P.R.,  
Delbaere, L.A.,  
Devos, G.F.M.,  
Durinck, W.P.A.,  
Kuypers, H.M.F.,  
Van Deynse, E.J.,  
Van Rie, W.R.J.A., eerstaanwezend verificateurs;

De heren :

Van Rompaey, G.M.,  
Vervisch, A.A., verificateurs.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heer Heyvaert, L.E.R.,  
Mevr. Vonck, A., inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :

De Cock, R.P.A.,  
Neuckermans, R.R.J.,  
Van Belleghem, H.B.S.P.,  
Weckhuysen, E.E.M., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;  
De heer Adriaensens, D.S.F.,  
Mevr. Bolckmans, C.J.R.,

De heren :

De Dobbeleer, G.A.,  
Mathys, M.A.G.,  
Michels, W.M.L.M.,  
Noelanders, Y.A.J.H.,  
Van Acker, J.-P.M.J.M.,  
Van Bockstal, D.A.E.,  
Vande Velde, W.F.D.,  
Mevr. Van Genegen, M.A.E.,  
De heer Van Zwol, P.G., eerstaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Boonen, E.C.D.,  
Craessaerts, U.J.M.,  
De Leeuw, A.A.,  
De Neuter, L.P.F.,  
Devloo, A.K.,  
Frickx, R.,  
Hots, M.H.,  
Jans, P.R.,  
Kimpe, F.J.,  
Loontiens, R.I.P.J.,  
Mevrn. :

Minnaert, R.M.,  
Morren, A.M.,  
Smet, G.M.M., eerstaanwezend verificateurs;  
De heer De Roy, R.E.,  
Mevr. Jacquet, V.A.M.,  
De heer Schoeters, A.J.R., verificateurs.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Smets, M.L.J., inspecteur d'administration;

MM. :

Berghmans, K.J.M.C.,  
Debackere, F.V.R.,  
Gommers, G.J.C.,  
Vanbrabant, W.E.,  
Vermeeren, M.R.R.E., inspecteurs principaux d'administration fiscale;

MM. :

De Block, R.P.R.,  
Delbaere, L.A.,  
Devos, G.F.M.,  
Durinck, W.P.A.,  
Kuypers, H.M.F.,  
Van Deynse, E.J.,  
Van Rie, W.R.J.A., verificateurs principaux;

MM. :

Van Rompaey, G.M.,  
Vervisch, A.A., verificateurs.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

M. Heyvaert, L.E.R.,  
Mme Vonck, A., inspecteurs d'administration fiscale.

Administration de la taxe valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :

De Cock, R.P.A.,  
Neuckermans, R.R.J.,  
Van Belleghem, H.B.S.P.,  
Weckhuysen, E.E.M., inspecteurs d'administration fiscale;  
M. Adriaensens, D.S.F.,  
Mme Bolckmans, C.J.R.,

MM. :

De Dobbeleer, G.A.,  
Mathys, M.A.G.,  
Michels, W.M.L.M.,  
Noelanders, Y.A.J.H.,  
Van Acker, J.-P.M.J.M.,  
Van Bockstal, D.A.E.,  
Vande Velde, W.F.D.,  
Mme Van Genegen, M.A.E.,  
M. Van Zwol, P.G., inspecteurs principaux d'administration fiscale;

MM. :

Boonen, E.C.D.,  
Craessaerts, U.J.M.,  
De Leeuw, A.A.,  
De Neuter, L.P.F.,  
Devloo, A.K.,  
Frickx, R.,  
Hots, M.H.,  
Jans, P.R.,  
Kimpe, F.J.,  
Loontiens, R.I.P.J.,  
Mmes. :

Minnaert, R.M.,  
Morren, A.M.,  
Smet, G.M.M., verificateurs principaux;  
M. De Roy, R.E.,  
Mme Jacquet, V.A.M.,  
M. Schoeters, A.J.R., verificateurs.



## Administratie van het kadaster

## Buitendiensten

De heren :  
 Bakelants, A.D.,  
 De Smedt, A.R.,  
 Ghys, B.M.,  
 Mazereel, L.R.M.C.,  
 Torfs, J.F., eerstaanwend inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :  
 De Schuyter, P.A.D.,  
 Higuët, E.R.L.,  
 Quintelier, A.A.,  
 Schellekens, F., landmeters-expert van financiën.  
 Mevr. Bauwens, R.J.J.,  
 De heer De Boeck, A.R.M.,  
 Mevr. Francque, N.C.,  
 De heer Lamote, C.E.L., eerstaanwend verificateurs.

Administratie van de bijzondere belastinginspectie  
 De heer Vanderstraeten, J.F., eerste attaché van financiën.  
 Ze zullen het burgerlijk ereteken dragen en nemen vanaf  
 15 november 1997 hun rang in de Orde in.

*Kroonorde*

## Commandeur

## Administratie der directe belastingen

## Buitendiensten

De heer Vanbrabant, J.P.M., directeur bij een fiscaal bestuur.

De heren :  
 Vanden Bon, R.R.J.,  
 Vanhoutte, W.A., gewestelijk directeurs bij een fiscaal bestuur.

*Officier*

## Administratie der directe belastingen

## Buitendiensten

De heren :  
 Celis, L.F.J.,  
 De Cock, J.J.O.,  
 Dedecker, A.J.C.,  
 Dehond, M.F.M.,  
 Mej. Derkinderen, M.S.G.,  
 De heren :  
 De Vos, L.F.J.,  
 Roelens, A.F.J.,  
 Van Bellinghen, L.J.J.,  
 Vanderbeke, D.M.,  
 Van Gansbeke, E.J.,  
 Yskout, E.J., eerstaanwend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

## Administratie der douane en accijnzen

## Buitendiensten

De heren :  
 Callens, P.A.J.,  
 Lombaert, D.R.,  
 Van de Peer, H.A.A.,  
 Vos, P.L.A., eerstaanwend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting  
 over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

## Buitendiensten

De heren :  
 Coleman, F.M.A.,  
 Govaerts, J.A.G., inspecteurs bij een fiscaal bestuur;  
 Mevr. Baillien, J.J.

De heren :  
 Deleenheer, A.V.,  
 De Metsenaere, F.J.,  
 De Smet, S.E.J.

## Administration du cadastre

## Services extérieurs

MM. :  
 Bakelants, A.D.,  
 De Smedt, A.R.,  
 Ghys, B.M.,  
 Mazereel, L.R.M.C.,  
 Torfs, J.F., inspecteurs principaux d'administration fiscale;

MM. :  
 De Schuyter, P.A.D.,  
 Higuët, E.R.L.,  
 Quintelier, A.A.,  
 Schellekens, F., géomètres-experts des finances.  
 Mme. Bauwens, R.J.J.,  
 M. De Boeck, A.R.M.,  
 Mme. Francque, N.C.,  
 M. Lamote, C.E.L., vérificateurs principaux.

Administration de l'inspection spéciale des impôts  
 M. Vanderstraeten, J.F., premier attaché des finances.  
 Ils porteront la décoration civile et prennent rang dans l'Ordre à dater  
 du 15 novembre 1997.

*Ordre de la Couronne*

## Commandeur

## Administration des contributions directes

## Services extérieurs

M. Vanbrabant, J.P.M., directeur d'administration fiscale.

MM. :  
 Vanden Bon, R.R.J.,  
 Vanhoutte, W.A., directeurs régionaux d'administration fiscale.

*Officier*

## Administration des contributions directes

## Services extérieurs

MM. :  
 Celis, L.F.J.,  
 De Cock, J.J.O.,  
 Dedecker, A.J.C.,  
 Dehond, M.F.M.,  
 Mlle Derkinderen, M.S.G.,  
 MM. :  
 De Vos, L.F.J.,  
 Roelens, A.F.J.,  
 Van Bellinghen, L.J.J.,  
 Vanderbeke, D.M.,  
 Van Gansbeke, E.J.,  
 Yskout, E.J., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

## Administration des douanes et accises

## Services extérieurs

MM. :  
 Callens, P.A.J.,  
 Lombaert, D.R.,  
 Van de Peer, H.A.A.,  
 Vos, P.L.A., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
 de l'enregistrement et des domaines

## Services extérieurs

MM. :  
 Coleman, F.M.A.,  
 Govaerts, J.A.G., inspecteurs d'administration fiscale;  
 Mme Baillien, J.J.

MM. :  
 Deleenheer, A.V.,  
 De Metsenaere, F.J.,  
 De Smet, S.E.J.

De Wever, L.A.A.,  
 Michiels, R.C.J.,  
 Peene, F.G.M.,  
 Van Bever, L.A.C.,  
 Van Wijnendaele, W.R.,  
 Verbiest, C.H.J.,  
 Verheyen, J.M.S., eerstaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster  
 Buitendiensten

De heren :  
 Christiaens, P.C.H.E.,  
 Hampton, D.J.G.,  
 Smeets, R.,  
 Symons, W.M.A.,  
 Van Doorne, C.J.J., eerstaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

*Ridder*  
 Algemeen Secretariaat

Mevrn. :  
 Cresens, E.J.L.,  
 Glorieus, Y.M.M.,  
 Vantomme, C.B.R.C., verificateurs.

Administratie der thesaurie  
 De heer Wijnant, P.P.E., eerstaanwezend verificateur;  
 Mevr. Verhaert, L.L., verificateur.

Administratie der directe belastingen  
 Hoofdbestuur  
 De heer Van Boxstael, H.G.A., eerstaanwezend verificateur.

Administratie der directe belastingen  
 Buitendiensten

De heer Antonissen, P.C.R.M.,  
 Mevrn. :  
 Bellemans, M.R.,  
 Claessens, L.C.J.,

De heren :  
 De Buysscher, D.G.I.,  
 De Munck, G.J.C.,  
 De Wind, P.L.A.,  
 Eeckelaert, F.A.G.M.,  
 Everaert, Y.O.R.,  
 Mevr. Goddere, P.M.J.,

De heren :  
 Joos, P.L.,  
 Joris, P.A.H.,  
 Muylaert, P.C.A.,  
 Mevrn. :  
 Nickmans, M.C.A.A.,  
 Ribus, J.M.,  
 De heer Schouterden, L.M.J.,

Mevrn. :  
 Van Lissum, M.F.A.,  
 Van Speybroeck, C.M.L.,  
 De heer Verhelst, M.P.V., eerstaanwezend verificateurs;  
 De heer De Bisschop, W.T.,  
 Mevr. Dierick, D.O.N.,  
 De heer Dupont, M.C.H.,  
 Mej. Geldhof, J.A.A.,

De heren :  
 Gillyns, G.A.J.,  
 Peeters, T.J.M.,  
 Prieels, E.A.H.,  
 Van Broekhoven, M.R.R.J.,  
 Vandewinkel, M.J.,  
 Van Oevelen, M.J.N.,

De Wever, L.A.A.,  
 Michiels, R.C.J.,  
 Peene, F.G.M.,  
 Van Bever, L.A.C.,  
 Van Wijnendaele, W.R.,  
 Verbiest, C.H.J.,  
 Verheyen, J.M.S., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration du cadastre  
 Services extérieurs

MM. :  
 Christiaens, P.C.H.E.,  
 Hampton, D.J.G.,  
 Smeets, R.,  
 Symons, W.M.A.,  
 Van Doorne, C.J.J., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

*Chevalier*  
 Secrétariat général

Mmes. :  
 Cresens, E.J.L.,  
 Glorieus, Y.M.M.,  
 Vantomme, C.B.R.C., vérificateurs.

Administration de la trésorerie  
 M. Wijnant, P.P.E., vérificateur principal;  
 Mme Verhaert, L.L., vérificateur.

Administration des contributions directes  
 Administration centrale  
 M. Van Boxstael, H.G.A., vérificateur principal.

Administration des contributions directes  
 Services extérieurs

M. Antonissen, P.C.R.M.,  
 Mmes :  
 Bellemans, M.R.,  
 Claessens, L.C.J.,

MM. :  
 De Buysscher, D.G.I.,  
 De Munck, G.J.C.,  
 De Wind, P.L.A.,  
 Eeckelaert, F.A.G.M.,  
 Everaert, Y.O.R.,  
 Mme Goddere, P.M.J.,

MM. :  
 Joos, P.L.,  
 Joris, P.A.H.,  
 Muylaert, P.C.A.,  
 Mmes :  
 Nickmans, M.C.A.A.,  
 Ribus, J.M.,  
 M. Schouterden, L.M.J.,

Mmes :  
 Van Lissum, M.F.A.,  
 Van Speybroeck, C.M.L.,  
 M. Verhelst, M.P.V., vérificateurs principaux;  
 M. De Bisschop, W.T.,  
 Mme Dierick, D.O.N.,  
 M. Dupont, M.C.H.,  
 Mlle Geldhof, J.A.A.,

MM. :  
 Gillyns, G.A.J.,  
 Peeters, T.J.M.,  
 Prieels, E.A.H.,  
 Van Broekhoven, M.R.R.J.,  
 Vandewinkel, M.J.,  
 Van Oevelen, M.J.N.,

Wailly, E.E.,  
Willems, R.A., verificateurs.

De heren :

Barroo, W.C.C.,  
Descamps, E.J.T.,  
Havermans, J.C.,  
Tytgat, P.M.,  
Van den Steen, F., bestuursassistenten.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer De Visscher, L.J., verificateur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Beckers, D.A.M.,  
Mej. De Both, N.,  
De heren :  
Devos, D.B.,  
Druyts, J.C.,  
Elpers, J.M.,  
Reunis, P.G.J.,  
Mevr. Van der Vennet, M.C.M., eerstaanwendig verificateurs;  
Mevr. Geenen, J.E.A.,  
De heer Van den Berghe, C.H., verificateurs;  
De heren :  
Gerits, D.J.,  
Mans, R.G.J., bestuursassistenten.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :  
Berden, M.A.M.,  
Demot, I.J.M.,  
De Smedt, D.K.M.,  
Dierckx, M.J.L.,  
Willems, F.J., eerstaanwendig verificateurs;  
De heren :  
De Fre, F.J.M.,  
Keimes, R.M.F.,  
Vandenbroucke, N.R.,  
Vandezande, H., verificateurs;  
De heer Bellings, A.E.,  
Mevr. Van Paemel, N.E., bestuursassistenten.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heer Dewilde, F.M.A., landmeter-expert van financiën.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :  
Callewaert, F.G.,  
Standaert, E.M.,  
Van Damme, P.L.M.,  
Van de Sype, R., landmeters-expert van financiën;  
Mevr. Beauprez, C.T.,  
De heren :  
Demeester, J.J.C.,  
Holemans, W.A.,  
Mevr. Van Acker, L.E.R., eerstaanwendig verificateurs;

De heren :  
Dujardin, L.V.H.,  
Indekeu, F.L.J.C.,  
Nelissen, J.M.R., landmeters van financiën.

Wailly, E.E.,  
Willems, R.A., verificateurs.

MM. :

Barroo, W.C.C.,  
Descamps, E.J.T.,  
Havermans, J.C.,  
Tytgat, P.M.,  
Van den Steen, F., assistants administratifs.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. De Visscher, L.J., verificateur.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Beckers, D.A.M.,  
Mlle De Both, N.,  
MM. :  
Devos, D.B.,  
Druyts, J.C.,  
Elpers, J.M.,  
Reunis, P.G.J.,  
Mme Van der Vennet, M.C.M., verificateurs principaux;  
Mme Geenen, J.E.A.,  
M. Van den Berghe, C.H., verificateurs;  
MM. :  
Gerits, D.J.,  
Mans, R.G.J., assistants administratifs.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :  
Berden, M.A.M.,  
Demot, I.J.M.,  
De Smedt, D.K.M.,  
Dierckx, M.J.L.,  
Willems, F.J., verificateurs principaux;  
MM. :  
De Fre, F.J.M.,  
Keimes, R.M.F.,  
Vandenbroucke, N.R.,  
Vandezande, H., verificateurs;  
M. Bellings, A.E.,  
Mme Van Paemel, N.E., assistants administratifs.

Administration du cadastre

Administration centrale

M. Dewilde, F.M.A., géomètre-expert des finances.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :  
Callewaert, F.G.,  
Standaert, E.M.,  
Van Damme, P.L.M.,  
Van de Sype, R., géomètres-experts des finances;  
Mme Beauprez, C.T.,  
MM. :  
Demeester, J.J.C.,  
Holemans, W.A.,  
Mme Van Acker, L.E.R., verificateurs principaux;

MM. :  
Dujardin, L.V.H.,  
Indekeu, F.L.J.C.,  
Nelissen, J.M.R., géomètres des finances.

De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :

Algemeen Secretariaat

De heer De Cuyper, F.L., beambte;  
Mevr. De Geeter, F.C.E., geschoold arbeider.

Administratie der thesaurie

De heer De Vits, C.J., assistent bij financiën;  
De heer Van Wielendaele, W., geschoold arbeider.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Gillekens, R.E.J., geschoold arbeider.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

Mevrn. :

Cooreman, M.A.J.,  
De Jonge, L.R.C.,

De heren :

De Vos, R.V.A.,  
De Zeine, G.G.V.,  
Dierckens, M.M.,  
Hermans, M.J.T.,

Mevrn. :

Joris, P.F.,  
Joye, R.M.A.C.,

De heren :

Lenaerts, R.J.J.,  
Neveux, T.J.A.M.,  
Pappaert, P.C.J.,

Mevrn. :

Peeters, E.A.F.J.,  
Rochtus, M.J.M.,  
De heer Stouten, M.J.M.,

Mevrn. :

Van Holderbeke, J.M.,  
Van Laenen, S.A.C.,  
Van Onckelen, M.H.,  
Van Spittaet, J.A.H.,

De heer Vercauteren, T.M.,

Mevr. Vertenten, A.A., assistenten bij financiën;

Mevr. Tancre, I.S.C., beambte.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Gijde, J.P.E.F., sectiechef bij financiën;

De heren :

Boulaert, E.J.A.,  
Camerbeke, N.R.M.,  
Mevr. Claus, J.,

De heren :

Cools, H.L.,  
Craenen, F.G.M.,  
De Bois, E.L.J.,  
Deckx, F.L.L.,  
Dierickx, J.K.E.,  
Douchy, F.S.,  
Dutry, P.F.,  
Mattheus, V.J.,  
Moresi, G.T.P.J.,

Seghers, J.E.,  
Somers, W.,  
Stamper, R.A.,  
Stoop, E.A.A.,  
Van Dvcke, Y.J., assistenten bij financiën.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

Sécrotariat général

M. De Cuyper, F.L., agent;  
Mme De Geeter, F.C.E., ouvrier qualifié.

Administration de la trésorerie

M. De Vits, C.J., assistant des finances;  
M. Van Wielendaele, W., ouvrier qualifié.

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Gillekens, R.E.J., ouvrier qualifié.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

Mmes :

Cooreman, M.A.J.,  
De Jonge, L.R.C.,

MM. :

De Vos, R.V.A.,  
De Zeine, G.G.V.,  
Dierckens, M.M.,  
Hermans, M.J.T.,

Mmes :

Joris, P.F.,  
Joye, R.M.A.C.,

MM. :

Lenaerts, R.J.J.,  
Neveux, T.J.A.M.,  
Pappaert, P.C.J.,

Mme. :

Peeters, E.A.F.J.,  
Rochtus, M.J.M.,  
M. Stouten, M.J.M.,

Mmes :

Van Holderbeke, J.M.,  
Van Laenen, S.A.C.,  
Van Onckelen, M.H.,  
Van Spittaet, J.A.H.,

M. Vercauteren, T.M.,

Mme Vertenten, A.A., assistants des finances;

Mme Tancre, I.S.C., agent.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Gijde, J.P.E.F. chef de section des finances;

MM. :

Boulaert, E.J.A.,  
Camerbeke, N.R.M.,  
Mme Claus, J.,

MM. :

Cools, H.L.,  
Craenen, F.G.M.,  
De Bois, E.L.J.,  
Deckx, F.L.L.,  
Dierickx, J.K.E.,  
Douchy, F.S.,  
Dutry, P.F.,  
Mattheus, V.J.,  
Moresi, G.T.P.J.,

Seghers, J.E.,  
Somers, W.,  
Stamper, R.A.,  
Stoop, E.A.A.,  
Van Dvcke, Y.J., assistants des finances.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Hoofdbestuur

De heer Van de Velde, W.J.T., hoofdoperateur-mechanograaf.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevr. De Block, C.M.A.,

De heer De Smet, R.R.,

Mevr. Goolaerts, J.F.M.,

De heer Mitchaux, J.F.,

Mevrn. :

Neyt, C.S.J.,

Nowe, A.M.M.J.,

Nuytten, I.M.,

Rutten, G.B.,

Schepens, J.C.A.,

Stevens, M.C.M.G.,

Van Coillie, M.M.B.,

Van de Velde, J.P.,

De heer Van Grembergen, P.A.B.M.G.,

Mevrn. :

Van Maldegem, B.M.J.,

Van Moerbeke, H.S., assistenten bij financiën;

Mevr. Anno, C.M.L.,

De heer Huygen, C.M.E.X., beampten.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Beeckman, J.-P.G.,

Mevr. Courteyn, D.S.,

De heer Debisschop, G.R.,

Mevr. Decoster, M.T.,

De heren :

Millecam, J.C.M.,

Paternostre, G.P.M.,

Pierco, J.V.,

Mevr. Vanerum, N.G.M., assistenten bij financiën.

Ze nemen vanaf 15 november 1997 hun rang in de Orde in.

*Orde van Leopold II*

*Grootofficier*

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Porre, M.H., auditeur-generaal.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heer Struyf, L.P.M., auditeur-generaal van financiën.

Commandeur

Administratie der thesaurie

De heer Mertens, O.J.V., directeur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Dekens, N.E.M.S., eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Administration centrale

M. Van de Velde, W.J.T., chef opérateur-mécanographe.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mme De Block, C.M.A.,

M. De Smet, R.R.,

Mme Goolaerts, J.F.M.,

M. Mitchaux, J.F.,

Mmes :

Neyt, C.S.J.,

Nowe, A.M.M.J.,

Nuytten, I.M.,

Rutten, G.B.,

Schepens, J.C.A.,

Stevens, M.C.M.G.,

Van Coillie, M.M.B.,

Van de Velde, J.P.,

M. Van Grembergen, P.A.B.M.G.,

Mmes :

Van Maldegem, B.M.J.,

Van Moerbeke, H.S., assistants des finances;

Mme Anno, C.M.L.,

M. Huygen, C.M.E.X., agents.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Beeckman, J.-P.G.,

Mme Courteyn, D.S.,

M. Debisschop, G.R.,

Mme Decoster, M.T.,

MM. :

Millecam, J.C.M.,

Paternostre, G.P.M.,

Pierco, J.V.,

Mme Vanerum, N.G.M., assistants des finances.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1997.

*Ordre de Léopold II*

*Grand officier*

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Porre, M.H., auditeur général.

Administration du cadastre

Administration centrale

M. Struyf, L.P.M., auditeur général des finances.

Commandeur

Administration de la trésorerie

M. Mertens, O.J.V., directeur.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Dekens, N.E.M.S., inspecteur principal d'administration fiscale.

Administratie der douane en accijnzen	Administration des douanes et accises
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren : Castelein, F.G., Veranneman, G.J.M., eerstaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.	MM. : Castelein, F.G., Veranneman, G.J.M., inspecteurs principaux d'administration fiscale.
Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen	Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
Hoofdbestuur	Administration centrale
De heer Vinck, A.F., directeur.	M. Vinck, A.F., directeur.
Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen	Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren : Browaeyts, L.E.O., Bruyninckx, R.F.M., Van den Bruel, L.A.M., Wyns, J.F., directeurs bij een fiscaal bestuur. De heer Pafenols, E.M.J., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.	MM. : Browaeyts, L.E.O., Bruyninckx, R.F.M., Van den Bruel, L.A.M., Wyns, J.F., directeurs d'administration fiscale. M. Pafenols, E.M.J., directeur régional d'administration fiscale.
Administratie van het kadaster	Administration du cadastre
Buitendiensten	Services extérieurs
De heer Christiaens, R.C.L., directeur bij een fiscaal bestuur.	M. Christiaens, R.C.L., directeur d'administration fiscale.
<i>Officier</i>	<i>Officier</i>
Algemeen Secretariaat	Secrétariat général
De heer Couck, F.C.G.F., eerstaanwezend verificateur.	M. Couck, F.C.G.F., vérificateur principal.
Administratie der thesaurie	Administration de la trésorerie
De heer Trachet, E.V.A.R., Mej. Van Mulders, E., eerstaanwezend verificateurs.	M. Trachet, E.V.A.R., Mlle Van Mulders, E., vérificateurs principaux.
Administratie der directe belastingen	Administration des contributions directes
Hoofdbestuur	Administration centrale
De heer De Bruyn, H.A., eerstaanwezend verificateur.	M. De Bruyn, H.A., vérificateur principal.
Administratie der directe belastingen	Administration des contributions directes
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren : De Cordier, L.J., De Raedt, H.K.G., De Vocht, H.F.M., Hauwstraete, M.E.J.V., Jacobs, P.C.A., Peeters, H., Poels, H.C., Van Eeckhout, F.R., Van Geeteruyen, W.G., Verbeeck, E.F.J., Vercauteren, R.L.A., Verhaert, F.J.B., Verhulst, G.J.J., eerstaanwezend verificateurs.	MM. : De Cordier, L.J., De Raedt, H.K.G., De Vocht, H.F.M., Hauwstraete, M.E.J.V., Jacobs, P.C.A., Peeters, H., Poels, H.C., Van Eeckhout, F.R., Van Geeteruyen, W.G., Verbeeck, E.F.J., Vercauteren, R.L.A., Verhaert, F.J.B., Verhulst, G.J.J., vérificateurs principaux.
Administratie der douane en accijnzen	Administration des douanes et accises
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren : Berghmans, R.J.C., Caulier, M.E.R., Jansen, W.A., Truyens, E.H., Vervoort, J.F., eerstaanwezend verificateurs.	MM. : Berghmans, R.J.C., Caulier, M.E.R., Jansen, W.A., Truyens, E.H., Vervoort, J.F., vérificateurs principaux.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer De Vuyst, P.J.,  
Mej. De Waerhert, P.J.,  
De heren :  
Kinnaert, G.J.G.,  
Moors, J.M.,  
Van Brussel, M.J., eerstaanwezend verificateurs.

*Ridder*

Administratie der thesaurie

De heer Henskens, G.L.J.G., bestuursassistent;  
Mevr. De Troyer, D.C., assistent bij financiën.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Willems, P.V.M., verificateur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :  
Abts, L.A.J.,  
Bakkers, E.T.W.G.,  
Boumon, J.M.H.,  
Brulez, R.G.,  
Mej. Costers, R.L.F.,  
De heer De Coninck, M.J.S.,  
Mevr. Desender, C.O.R.,  
De heer De Sutter, E.G.,  
Mevr. Hamerlynck, A.M.M.I.,

De heren :

Herman, G.J.J.,  
Lahousse, R.E.L.,  
Mej. Missotten, R.M.L.,

De heren :

Poppe, R.,  
Redant, P.H.E.,  
Richez, M.G.L.,  
Schoeters, A.C.M.,  
Sintobin, L.L.O.G.,  
Mevr. Van Aken, M.A.F.,  
De heer Van Assche, M.L.,  
Mevr. Vandenbogaert, M.F.,

De heren :

Vandevoort, R.L.F.V.,  
Van Nieuwenhuyze, E.E.,  
Vanoverberghe, P.C.M.,  
Mevr. Vanweert, C.J.,  
Mej. Van Ysacker, A.-F.,

De heren :

Verstichelen, D.C.,  
Vervaeck, J.O.J.,  
Mevr. Veyt, M.J.J.,  
De heer Wijckmans, H.J.V., verificateurs;  
De heer Couckuyt, F.J.G.,  
Mevr. De Backer, M.R.H.,

De heren :

Decrock, J.C.C.,  
Ottevaere, K.J.C.,  
Van Boven, F.T., bestuursassistenten;  
Mevr. Bal, H.E.E.H.,  
Mej. Davidts, M.D.M.,

Mevrn. :

Delaere, M.M.A.O.,  
De Langhe, G.A.M.J.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. De Vuyst, P.J.,  
Mlle De Waerhert, P.J.,  
MM. :  
Kinnaert, G.J.G.,  
Moors, J.M.,  
Van Brussel, M.J., vérificateurs principaux.

*Chevalier*

Administration de la trésorerie

M. Henskens, G.L.J.G., assistant administratif;  
Mme De Troyer, D.C., assistant des finances.

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Willems, P.V.M., verificateur.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :

Abts, L.A.J.,  
Bakkers, E.T.W.G.,  
Boumon, J.M.H.,  
Brulez, R.G.,  
Mlle Costers, R.L.F.,  
M. De Coninck, M.J.S.,  
Mme Desender, C.O.R.,  
M. De Sutter, E.G.,  
Mme Hamerlynck, A.M.M.I.,

MM. :

Herman, G.J.J.,  
Lahousse, R.E.L.,  
Melle Missotten, R.M.L.,

MM. :

Poppe, R.,  
Redant, P.H.E.,  
Richez, M.G.L.,  
Schoeters, A.C.M.,  
Sintobin, L.L.O.G.,  
Mme Van Aken, M.A.F.,  
M. Van Assche, M.L.,  
Mme Vandenbogaert, M.F.,

MM. :

Vandevoort, R.L.F.V.,  
Van Nieuwenhuyze, E.E.,  
Vanoverberghe, P.C.M.,  
Mme Vanweert, C.J.,  
Mlle Van Ysacker, A.-F.,

MM. :

Verstichelen, D.C.,  
Vervaeck, J.O.J.,  
Mme Veyt, M.J.J.,  
M. Wijckmans, H.J.V., vérificateurs;  
M. Couckuyt, F.J.G.,  
Mme De Backer, M.R.H.,

MM. :

Decrock, J.C.C.,  
Ottevaere, K.J.C.,  
Van Boven, F.T., assistants administratifs;  
Mme Bal, H.E.E.H.,  
Mlle Davidts, M.D.M.,

Mmes :

Delaere, M.M.A.O.,  
De Langhe, G.A.M.J.

De heren :  
 Demets, G.L.L.,  
 De Ridder, R.F.,  
 Mevrn. :  
 De Vos, E.E.R.,  
 Moerman, S.S.P.,  
 Peeters, D.M.,  
 Van der Hoeven, E.C., assistenten bij financiën.

Administratie der douane en accijnzen  
 Buitendiensten

De heren :  
 Ceulemans, M.J.M.,  
 De Mey, R.F.M.,  
 Demuyndck, F.R.,  
 De Ruyter, L.R.P.,  
 Mevrn. :  
 Swerts, J.G.M.,  
 Van Fraeyenhove, A.A.J., verificateurs;

De heren :  
 Luyts, L.R.J.,  
 Schuermans, E.C.A., bestuursassistenten;  
 De heer De Jonghe, J.P.M., sectiechef bij financiën;

De heren :  
 Bollen, P.J.M.,  
 De Becker, F.P.,  
 De Bruyn, A.J.B.,  
 De Keyser, D.R.,  
 De Vos, C.,  
 Dielen, J.F.M.,  
 Donkers, G.C.P.,  
 Driesen, A.A.J.,  
 Engelen, J.H.H.,  
 Geldhof, R.C.,  
 Heeren, A.A.L.,  
 Huysman, M.G.A.,  
 Khun, J.M.,  
 Meynendonckx, A.A.E.,  
 Nys, J.E.,  
 Ooms, A.A.,  
 Peeters, A.M.H.,  
 Snelders, M.,  
 Sofys, R.J.C.,  
 Steyaert, W.H.E.,  
 Mevr. Torfs, L.A.,

De heren :  
 Van De Laar, W.,  
 Van Gestel, J.M.P.,  
 Van Guyse, M.M.,  
 Vanheel, N.L.F.,  
 Vanneste, R.D.C.M.,  
 Van Peteghem, G.E.,  
 Vansteelandt, O.P.,  
 Vermeir, F.C.,  
 Vinken, A.M., assistenten bij financiën.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
 registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Leys, G.H.,  
 Mevr. Rassalle, L.A., verificateurs;

De heren :  
 Aartsen, F.J.,  
 Beckers, R.G.,  
 Mevr. Callewaert, B.A.,  
 De heer Deckers, E.M.I.L.,  
 Mevr. De Saeger, F.J.M.P.

MM. :  
 Demets, G.L.L.,  
 De Ridder, R.F.,  
 Mmes :  
 De Vos, E.E.R.,  
 Moerman, S.S.P.,  
 Peeters, D.M.,  
 Van der Hoeven, E.C., assistants des finances.

Administration des douanes et accises  
 Services extérieurs

MM. :  
 Ceulemans, M.J.M.,  
 De Mey, R.F.M.,  
 Demuyndck, F.R.,  
 De Ruyter, L.R.P.,  
 Mmes :  
 Swerts, J.G.M.,  
 Van Fraeyenhove, A.A.J., vérificateurs;

MM. :  
 Luyts, L.R.J.,  
 Schuermans, E.C.A., assistants administratifs;  
 M. De Jonghe, J.P.M., chef de section des finances;

MM. :  
 Bollen, P.J.M.,  
 De Becker, F.P.,  
 De Bruyn, A.J.B.,  
 De Keyser, D.R.,  
 De Vos, C.,  
 Dielen, J.F.M.,  
 Donkers, G.C.P.,  
 Driesen, A.A.J.,  
 Engelen, J.H.H.,  
 Geldhof, R.C.,  
 Heeren, A.A.L.,  
 Huysman, M.G.A.,  
 Khun, J.M.,  
 Meynendonckx, A.A.E.,  
 Nys, J.E.,  
 Ooms, A.A.,  
 Peeters, A.M.H.,  
 Snelders, M.,  
 Sofys, R.J.C.,  
 Steyaert, W.H.E.,  
 Mevr. Torfs, L.A.,

MM. :  
 Van De Laar, W.,  
 Van Gestel, J.M.P.,  
 Van Guyse, M.M.,  
 Vanheel, N.L.F.,  
 Vanneste, R.D.C.M.,  
 Van Peteghem, G.E.,  
 Vansteelandt, O.P.,  
 Vermeir, F.C.,  
 Vinken, A.M., assistants des finances.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
 de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Leys, G.H.,  
 Mme Rassalle, L.A., vérificateurs;

MM. :  
 Aartsen, F.J.,  
 Beckers, R.G.,  
 Mme Callewaert, B.A.,  
 M. Deckers, E.M.I.L.,  
 Mme De Saeger, F.J.M.P.



De heren :  
 De Vogelas, W.P.C. (15 november 1996),  
 De Vriese, J.L.,  
 Mevrn. :  
 Dockx, L.M.J.D.,  
 Elchardus, B.M.R.,  
 Gevaert, M.M.A.,  
 Govaert, J.S.L.,  
 De heer Heylen, L.G.,  
 Mevrn. :  
 Keerstock, N.R.M.,  
 Maes, M.J.Y.N.,  
 Mej. Pollenus, A.R.V.,  
 Mevrn. :  
 Reymen, H.M.,  
 Seeuws, M.G.,  
 Van Boven, J.R.,  
 Vanderhauwaert, A.G.G.,  
 De heren :  
 Van Hoof, T.A.,  
 Van Ronsse, R.S.M., bestuursassistenten;  
 De heer Dierickx, R.A.P.F.,  
 Mevrn. :  
 Keppens, S.M.,  
 Pintelon, L.A.N.,  
 Van Rompaey, C.H.H.,  
 De heer Volckaert, W.J.G., assistenten bij financiën.

Administratie van het kadaster

Buitendienst

De heer Fabel, P.H.G., landmeter van financiën;  
 De heer Van den Wijngaert, C.A., assistent bij financiën.

Administratie van de bijzondere belastingsinspectie

Mevr. Van Kerckhoven, G.M.A.C., verificateur.  
 De Gouden Medaille der Orde van Leopold II wordt verleend aan :

Algemeen secretariaat

De heer Delbaer, V.M.,  
 Mevr. Van den Neucker, M.,  
 De heer Vanpee, W.F.B., geschoolde arbeiders.

Administratie der thesaurie

De heren :  
 Heylens, L.C.,  
 Verheecke, R.G.R., geschoolde arbeiders.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

Mevrn. :  
 Crispeyn, J.V.,  
 Feys, C.M.,  
 Ingelbrecht, M.T.B.,  
 Van Bremt, R.J.,  
 Vandeborne, S.C.T.,  
 Vandenhouwe, I.,  
 Vanrenterghem, A.C.M.,  
 Van Rossem, L.J.M.,  
 Vanzeebroeck, J.,  
 De heer Vos, F.M.H., beambten.

MM. :  
 De Vogelas, W.P.C. (15 novembre 1996),  
 De Vriese, J.L.,  
 Mmes :  
 Dockx, L.M.J.D.,  
 Elchardus, B.M.R.,  
 Gevaert, M.M.A.,  
 Govaert, J.S.L.,  
 M. Heylen, L.G.,  
 Mmes :  
 Keerstock, N.R.M.,  
 Maes, M.J.Y.N.,  
 Mlle Pollenus, A.R.V.,  
 Mmes :  
 Reymen, H.M.,  
 Seeuws, M.G.,  
 Van Boven, J.R.,  
 Vanderhauwaert, A.G.G.,  
 MM. :  
 Van Hoof, T.A.,  
 Van Ronsse, R.S.M., assistants des finances;  
 M. Dierickx, R.A.P.F.,  
 Mmes :  
 Keppens, S.M.,  
 Pintelon, L.A.N.,  
 Van Rompaey, C.H.H.,  
 M. Volckaert, W.J.G., assistants de finances.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Fabel, P.H.G., géomètre du finances;  
 M. Van den Wijngaert, C.A., assistant de finances.

Administration de l'inspection spéciale des impôts

Mme Van Kerckhoven, G.M.A.C., vérificateur.  
 La Médaille d'Or de l'Ordre de Léopold II est décernée à :

Secrétariat général

M. Delbaer, V.M.,  
 Mme Van den Neucker, M.,  
 M. Vanpee, W.F.B., ouvriers qualifiés.

Administration de la trésorerie

MM. :  
 Heylens, L.C.,  
 Verheecke, R.G.R., ouvriers qualifiés.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

Mmes :  
 Crispeyn, J.V.,  
 Feys, C.M.,  
 Ingelbrecht, M.T.B.,  
 Van Bremt, R.J.,  
 Vandeborne, S.C.T.,  
 Vandenhouwe, I.,  
 Vanrenterghem, A.C.M.,  
 Van Rossem, L.J.M.,  
 Vanzeebroeck, J.,  
 M. Vos, F.M.H., agents.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevr. Caes, A.P.,  
Mej. Gysberts, N.A.F.,  
Mevrn. :  
Rogghe, M.-R.P.,  
Van Brusselen, G.F.A.,  
Vannevel, A.I.L.,  
Verbestel, M.L., beambten.

Ze nemen vanaf 15 november 1997 hun rang in de Orde in of op de datum vermeld tussen haakjes tegenover hun naam.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mme Caes, A.P.,  
Mlle Gysberts, N.A.F.,  
Mmes :  
Rogghe, M.-R.P.,  
Van Brusselen, G.F.A.,  
Vannevel, A.I.L.,  
Verbestel, M.L., agents.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1997 ou à la date figurant entre parenthèses en regard de leur nom.

Bij koninklijke besluiten van 1 oktober 1998 worden bevorderd of benoemd :

*Leopoldsorde*

Commandeur

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Tilliet, J.C.R.R., directeur-generaal.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Dewez, J.G.F.G., directeur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Vanderelst, A.J.H., directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Martiny, J.O.E.G.L., hypotheekbewaarder;  
De heer Thiry, J.C.G., directeur bij een fiscaal bestuur;  
De heer Hubert, Y.G.L., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Bruwier, C.E.J., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur.

*Officier*

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

De heer Collin, J.A.J.G., eerste attaché van financiën.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Barbaix, J.A.C.,  
Mej. Collart, C.L., eersaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heer Bartiaux, S.P.M.G., eersaanwezend inspecteur bij een fiscaal bestuur.

*Ridder*

Algemeen Secretariaat

De heer Buts, J.E.G., inspecteur bij een fiscaal bestuur;  
De heren :  
Leclercq, J.M.F.U.,  
Leloutre, B.S.L.G., informaticis.

Administratie der thesaurie

De heer Neuville, G.J.P.A., eerste attaché van financiën.

Par arrêtés royaux du 1<sup>er</sup> octobre 1998 sont promus ou nommés :

*Ordre de Léopold*

Commandeur

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Tilliet, J.C.R.R., directeur général.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Dewez, J.G.F.G., directeur.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Vanderelst, A.J.H., directeur d'administration fiscale.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Martiny, J.O.E.G.L., conservateur des hypothèques;  
M. Thiry, J.C.G., directeur d'administration fiscale;  
M. Hubert, Y.G.L., directeur régional d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Bruwier, C.E.J., directeur régional d'administration fiscale.

*Officier*

Administration des contributions directes

Administration centrale

M. Collin, J.A.J.G., premier attaché des finances.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Barbaix, J.A.C.,  
Mlle Collart, C.L., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

M. Bartiaux, S.P.M.G., inspecteur principal d'administration fiscale.

*Chevalier*

Secrétariat général

M. Buts, J.E.G., inspecteur d'administration fiscale;  
MM. :  
Leclercq, J.M.F.U.,  
Leloutre, B.S.L.G., informaticiens.

Administration de la trésorerie

M. Neuville, G.J.P.A., premier attaché des finances.

Administratie der directe belastingen	Administration des contributions directes
Hoofdbestuur	Administration centrale
De heer Vandenhoute, R.C., Mevr. Purnelle, V.F.S.J., inspecteurs bij een fiscaal bestuur; De heer Vanhoubroeck, J.-P.H.G., eerste attaché van financiën; De heer Boudinot, A.L.J.M.G., eerstaanwendend verificateur.	M. Vandenhoute, R.C., Mme Purnelle, V.F.S.J., inspecteurs d'administration fiscale; M. Vanhoubroeck, J.-P.H.G., premier attaché des finances; M. Boudinot, A.L.J.M.G., vérificateur principal.
Administratie der directe belastingen	Administration des contributions directes
Buitendiensten	Services extérieurs
Mevr. Bastin, M.-A.L.L., De heren : Desmette, J.G., Herbiet, J.-L.R.J., Tilman, J.E.F.J.G., Vassart, C.G., inspecteurs bij een fiscaal bestuur; De heren : Bolle, C.M.F.L.G., Boutay, J.R.C.J.G., Bruyninck, J.-P.J.E., De Roo, R.J., Jacquij, P.M.A., Martin, P.P.H.G., Vanhollebeke, P.A.R., Versele, C.J.C., Wilmet, M.A.S.G., eerstaanwendend inspecteurs bij een fiscaal bestuur; De heer Adam, M.M.D.G., Mej. Alomene, D.T.L.A., De heren : Lewin, J., Poncin, L.A.G., Thomas, A.G., eerstaanwendend verificateurs; De heren : Delbouille, P.B., Etienne, J.M.C., Limpens, P.J., Seront, A.J.J.G., verificateurs.	Mme Bastin, M.-A.L.L., MM. : Desmette, J.G., Herbiet, J.-L.R.J., Tilman, J.E.F.J.G., Vassart, C.G., inspecteurs d'administration fiscale; MM. : Bolle, C.M.F.L.G., Boutay, J.R.C.J.G., Bruyninck, J.-P.J.E., De Roo, R.J., Jacquij, P.M.A., Martin, P.P.H.G., Vanhollebeke, P.A.R., Versele, C.J.C., Wilmet, M.A.S.G., inspecteurs principaux d'administration fiscale; M. Adam, M.M.D.G., Mlle Alomene, D.T.L.A., MM. : Lewin, J., Poncin, L.A.G., Thomas, A.G., vérificateurs principaux; MM. : Delbouille, P.B., Etienne, J.M.C., Limpens, P.J., Seront, A.J.J.G., verificateurs.
Administratie der douane en accijnzen	Administration des douanes et accises
Hoofdbestuur	Administration centrale
Mevr. Demesmaker, R.-M.H.F.G., eerstaanwendend verificateur.	Mme Demesmaker, R.-M.H.F.G., vérificateur principal.
Administratie der douane en accijnzen	Administration des douanes et accises
Buitendiensten	Services extérieurs
De heren : Arnould, B.C.P.J., Baudru, J.A.M., Tourneur, J.-L.F.M.G., eerstaanwendend verificateurs bij een fiscaal bestuur; Mevr. Body, O.R.V.M., De heren : Degives, L.J.C.G., Mathieu, G.J., Michel, P., Mevr. Thirifahy, N.G.R.G., eerstaanwendend verificateurs; De heer Nadin, L.H.G., verificateur.	MM. : Arnould, B.C.P.J., Baudru, J.A.M., Tourneur, J.-L.F.M.G., vérificateurs principaux d'administration fiscale; Mme Body, O.R.V.M., MM. : Degives, L.J.C.G., Mathieu, G.J., Michel, P., Mme Thirifahy, N.G.R.G., verificateurs principaux; M. Nadin, L.H.G., verificateur.
Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen	Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines
Hoofdbestuur	Administration centrale
De heer Dupont, Y., eerste attaché van financiën; Mevrn. : Delsipee, J.M.G.; Michaux, C.H.C.A., eerstaanwendend verificateurs.	M. Dupont, Y., premier attaché des finances; Mmes : Deslapee, J.M.G.; Michaux, C.H.C.A., verificateurs principaux.

Administratie van de belasting  
over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :

Bossuroy, C.A.F.A.,  
Claessens, D.P.,  
Driesen, D.H.M.L.,  
Lechat, Y.J.C.J.-L.G.,  
Mevr. Neuens, M.S.E.,  
De heer Parizel, P.G.E.J., inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Mevrn. :

Bouvier, G.M.-C.P.M.G.,  
Brohe, J.J.

De heren :

Ceulemans, M.J.L.M.J.,  
Dinon, M.J.N.G.,  
Foucart, C.E.M.L.G.,  
Kingen, D.J.F.,  
Luyckx, J.-M.S.F.,  
Schils, J.-P.G.N.,  
Tonneau, F.G.G., eersaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Mevrn. :

Dodeur, M.R.H.,  
Franck, L.M.R.F.,  
De heer Hansens, M.J.A.,

Mevrn. :

Huet, C.L.A.,  
Jadot, M.-J.A.M.T.G.,  
Rolin, P.H.A.I.,  
Rouling, F.L.M., eersaanwezend verificateurs.  
De heer Cenne, R.F.G., verificateur.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur

De heren :

Henrotin, F.J.F.V.G.,  
Vanderschueren, M.L., landmeters-expert van financiën, gelijkgesteld eersaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heren :

Deom, J.M.J.,  
Gheldof, R.A.H.,  
Weber, D.M.H.I.M., eersaanwezend inspecteurs bij een fiscaal bestuur;

De heren :

Bouffioulx, R.L.M.F.O.,  
Corbett, P.F.W.,  
Garitte, J.-J.L.,  
Gemmel, M.F.G.,  
Morsomme, M.G.M.C.,  
Seret, M.M.F., landmeters-expert van financiën;  
De heer Loxhet, M.M.M.J.A., eersaanwezend verificateur;

De heren :

Deses, M.G.F.,  
Manigart, F.J.L.M., verificateurs.

Ze zullen het burgerlijk ereteken dragen en nemen vanaf 15 november 1997 hun rang in de Orde in.

*Kroonorde*

Commandeur

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Debrulle, W.A.C.G., directeur bij een fiscaal bestuur.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM :

Boussuroy, C.A.F.A.,  
Claessens, D.P.,  
Driesen, D.H.M.L.,  
Lechat, Y.J.C.J.-L.G.,  
Mme Neuens, M.S.E.,  
M. Parizel, P.G.E.J., inspecteurs d'administration fiscale.

Mmes :

Bouvier, G.M.-C.P.M.G.,  
Brohe, J.J.

MM :

Ceulemans, M.J.L.M.J.,  
Dinon, M.J.N.G.,  
Foucart, C.E.L.M.G.,  
Kingen, D.J.F.,  
Luyckx, J.-M.S.F.,  
Schils, J.-P.G.N.,  
Tonneau, F.G.G., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Mmes :

Dodeur, M.R.H.,  
Franck, L.M.R.F.,  
dM. Hanssens, M.J.A.,

Mmes :

Huet, C.L.A.,  
Jadot, M.-J.A.M.T.G.,  
Rolin, P.H.A.I.,  
Rouling, F.L.M., verificateurs principaux.  
M. Cenne, R.F.G., verificateur.

Administration du cadastre

Administration centrale

MM. :

Henrotin, F.J.F.V.G.,  
Vanderschueren, M.L., géomètres-experts des finances, assimilés inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

MM. :

Deom, J.M.J.,  
Gheldof, R.A.H.,  
Weber, D.M.H.I.M., inspecteurs principaux d'administration fiscale;

MM. :

Bouffioulx, R.L.M.F.O.,  
Corbett, P.F.W.,  
Garitte, J.-J.L.,  
Gemmel, M.F.G.,  
Morsomme, M.G.M.C.,  
Seret, M.M.F., géomètres-experts des finances;  
M. Loxhet, M.M.M.J.A., verificateur principal;

MM. :

Deses, M.G.F.,  
Manigart, F.J.L.M., verificateurs.

Ils porteront la décoration civile et prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1997.

*Ordre de la Couronne*

Commandeur

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Debrulle, W.A.C.G., directeur d'administration fiscale.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur  
De heer Cancelier, P.L.G., directeur.

Officier  
Algemeen Secretariaat  
Mevr. Pirlot, C.J.J., directeur.

Administratie der thesaurie  
De heer Steylaers, J.-L.M.J., adviseur van de thesaurie.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten  
De heer Bouvy, G.J.A.,  
Mevrn. :  
Collet, P.M.L.J.,  
Daoust, J.M.G.X.,  
De heren :  
Nauwelaerts, R.,  
Stapelle, F.A.Y.J.G.,  
Stein, A.R.J., eerstaanwend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur  
De heer Dufourny, S.M.E., directeur;  
De heer Ghislain, C.M.J., eerste attaché van financiën.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten  
De heer Bouffloux, A.L.R., eerstaanwend inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen

Buitendiensten  
De heer Decrouez, P., inspecteur bij een fiscaal bestuur;  
De heren :  
Bellefroid, J.G.E.,  
Lerat, P.A.R.,  
Limet, M.J.H.G.,  
Muquet, C.L.G.,  
Perreaux, C.-N., eerstaanwend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Hoofdbestuur  
De heer Delvaux, M.J.G., eerste attaché van financiën;  
Mevr. Fraisse, P.A., landmeter-expert van financiën, gelijkgesteld eerstaanwend inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten  
De heer Lamette R.J., inspecteur bij een fiscaal bestuur;  
De heren :  
Canivet, Y.J.,  
Colassin, D.H.J.,  
Delanaye, J.J.U.H.E.,  
Detienne, A.J.,  
François, A.S.G.M.,  
Garsou, P.G.E.V.H.H.,  
Lambert, A.J.M.,  
Leclercq, J.M.,  
Thiry, J.-M.,  
Mevr. Wischnovsky, M.M.P.B., eerstaanwend inspecteurs bij een fiscaal bestuur.

Administration du cadastre

Administration centrale  
M. Cancelier, P.L.G., directeur.

Officier  
Secrétariat général  
Mme Pirlot, C.J.J., directeur.

Administration de la trésorerie  
M. Steylaers, J.-L.M.J., conseiller de la trésorerie.

Administration des contributions directes

Services extérieurs  
M. Bouvy, G.J.A.,  
Mmes :  
Collet, P.M.L.J.,  
Daoust, J.M.G.X.,  
MM. :  
Nauwelaerts, R.,  
Stapelle, F.A.Y.J.G.,  
Stein, A.R.J., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Administration centrale  
M. Dufourny, S.M.E., directeur;  
M. Ghislain, C.M.J., premier attaché des finances.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs  
M. Bouffloux, A.L.R., inspecteur d'administration fiscale;

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs  
M. Decrouez, P., inspecteur d'administration fiscale;  
MM. :  
Bellefroid, J.G.E.,  
Lerat, P.A.R.,  
Limet, M.J.H.G.,  
Muquet, C.L.G.,  
Perreaux, C.-N., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Administration centrale  
M. Delvaux, M.J.G., premier attaché des finances;  
Mme Fraisse, P.A., géomètre-expert des finances, assimilé inspecteur principal d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs  
M. Lamette, R.J., inspecteur d'administration fiscale;  
MM. :  
Canivet, Y.J.,  
Colassin, D.H.J.,  
Delanaye, J.J.U.H.E.,  
Detienne, A.J.,  
François, A.S.G.M.,  
Garsou, P.G.E.V.H.H.,  
Lambert, A.J.M.,  
Leclercq, J.-M.,  
Thiry, J.M.,  
Mme Wischnovsky, M.M.P.B., inspecteurs principaux d'administration fiscale.

*Ridder*

## Algemeen Secretariaat

De heer Hubinon, J.A.G., eerstaanwezend verificateur;  
Mevr. Trauffer, C.J., maatschappelijk assistent.

## Administratie der thesaurie

Mevr. Laurent, A.M.L.I.,  
De heer Xhonneux, A.J.A., verificateurs.

## Administratie der directe belastingen

## Hoofdbestuur

De heer Thiou, D.F.M., eerstaanwezend verificateur;  
De heer Cuvelier, J.M.C.G., verificateur.

## Administratie der directe belastingen

## Buitendiensten

De heren :

Bonnafous, G.Y.J.,  
Brolet, T.A.F.,  
Deloges, J.-C.L.H.,  
Hoven, S.J.A.,  
Maquet, P.V.J.,  
Mevrn. :  
Piron, M.L.F.G.,  
Thaon, J.M.L.,  
Mej. Thielemans, P.L.E.,

De heren :

Thissen, C.J.L.J.H.,  
Vanhove, D.J.A.T., eerstaanwezend verificateurs.

Mevrn. :

Bouttet, N.H.G.L.,  
Colin, P.E.C.,

De heren :

Denis, L.E.H.,  
Dory, R.J.M.,  
Mej. Florent, C.G.,

De heren :

Gilbert, R.G.,  
Goossens, G.N.A.G.,  
Hermans, R.L.P.,  
Marcq, J.C.D.G.,

Mevrn. :

Monseur, A.J.D.,  
Pelerin, A.M.J.,  
Piret, Y.M.J.,

De heren :

Servais, J.-P.R.M.D.A.,  
Smette, A.L.,  
Soenen, A.A.,  
Mevr. Sommelette, M.H.M.,  
De heer Vanbellingen, J.J.G., verificateurs;

De heren :

Clignet, M.N.G.,  
Rasson, J.M.G.J.G.,  
Stroeder, J.N.T., bestuursassistenten.

*Chevalier*

## Secrétariat général

M. Hubinon, J.A.G., vérificateur principal;  
Mme Trauffer, C.J., assistant social.

## Administration de la trésorerie

Mme Laurent, A.M.L.I.,  
M. Xhonneux, A.J.A., vérificateurs.

## Administration des contributions directes

## Administration centrale

M. Thiou, D.F.M., vérificateur principal;  
M. Cuvelier, J.M.C.G., vérificateur.

## Administration des contributions directes

## Services extérieurs

MM. :

Bonnafous, G.Y.J.,  
Brolet, T.A.F.,  
Deloges, J.-C.L.H.,  
Hoven, S.J.A.,  
Maquet, P.V.J.,  
Mmes. :  
Piron, M.L.F.G.,  
Thaon, J.M.L.,  
Mlle Thielemans, P.L.E.,

MM. :

Thissen, C.J.L.J.H.,  
Vanhove, D.J.A.T., verificateurs principaux.

Mmes :

Bouttet, N.H.G.L.,  
Colin, P.E.C.,

MM. :

Denis, L.E.H.,  
Dory, R.J.M.,  
Mlle Florent, C.G.,

MM. :

Gilbert, R.G.,  
Goossens, G.N.A.G.,  
Hermans, R.L.P.,  
Marcq, J.C.D.G.,

Mmes :

Monseur, A.J.D.,  
Pelerin, A.M.J.,  
Piret, Y.M.J.,

MM. :

Servais, J.-P.R.M.D.A.,  
Smette, A.L.,  
Soenen, A.A.,  
Mme Sommelette, M.H.M.,  
M. Vanbellingen, J.J.G., verificateurs;

MM. :

Clignet, M.N.G.,  
Rasson, J.M.G.J.G.,  
Stroeder, J.N.T., assistants administratifs.

Administratie der douane en accijnzen  
Hoofdbestuur  
De heren :  
Antoine, S.F.J.G.,  
Poncin, P.A.M., eersaanzewend verificateurs.

Administratie der douane en accijnzen  
Buitendiensten  
De heer Autmanns, J.H.E., eersaanzewend verificateur.  
Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Hoofdbestuur  
De heren :  
Peignois, P.,  
Thomas, J.-P.H.G., eersaanzewend verificateurs;  
De heer Drehsen, D.V.M.G.G., programmeur;  
De heer Mouillard, M.H.F.J., verificateur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten  
De heer Collin, C.J.S.L., landmeter-expert van financiën;  
De heer Halloin, J.-L.F.G.,  
Mevrn. :  
Leonard, C.O.,  
Marchal, D.D.M.G.,  
Piret, G.M.H., eersaanzewend verificateurs;

De heren :  
Ceulemans, M.M.L.C.,  
Kroemmer, J.-M.J.P., verificateurs;

De heren :  
Robert, E.E.,  
Senepart, A.D.G., bestuursassistenten.

Administratie van het kadaster  
Hoofdbestuur  
Mevr. Lescanne, F., eersaanzewend verificateur.

Administratie van het kadaster  
Buitendiensten  
Mevr. Daloze, A.M.M.G.,  
De heer Zeegers-Jourdain, B.L.C., landmeters-expert van financiën;  
Mevr. Paul, M.E., eersaanzewend verificateur;  
De heer Moreau, P.J.M., landmeter van financiën.

De Gouden Palmen der Kroonorde worden verleend aan :  
Algemeen Secretariaat

De heren :  
Bodart, J.L.G.,  
Vierdeels, L.A., geschoold werkman.

Administratie der thesaurie  
Mevr. Balza, N.D.S.,  
De heer Clouner, A.H.J.,  
Mevrn. :  
Destrebecq, S.C.,  
Verbecq, J.J.C., assistenten van financiën.

Administratie der directe belastingen  
Buitendiensten

Mevrn. :  
Bastin, S.G.J.,  
Bouquette, J.J.A.M.,  
Brau, M.M.H.H.,  
Castadot, N.J.L.,  
De heer Cattelain, W.H.V.,

Administration des douane et accises  
Administration centrale  
MM. :  
Antoine, S.F.J.G.,  
Poncin, P.A.M., verificateurs principaux.

Administration des douanes et accises  
Services extérieurs  
M. Autmanns, J.H.E., verificateur principal.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines  
Administration centrale

MM. :  
Peignois, P.,  
Thomas, J.-P.H.G., verificateurs principaux;  
M. Drehsen, D.V.M.G.G., programmeur;  
M. Mouillard, M.H.F.J., verificateur.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs  
M. Collin, C.J.S.L., géomètre-expert des finances;  
M. Halloin, J.-L.F.G.,  
Mmes :  
Leonard, C.O.,  
Marchal, D.D.M.G.,  
Piret, G.M.H., verificateurs principaux;

MM. :  
Ceulemans, M.M.L.C.,  
Kroemmer, J.-M.J.P., verificateurs;

MM. :  
Robert, E.E.,  
Senepart, A.D.G., assistants administratifs.

Administration du cadastre  
Administration centrale  
Mme Lescanne, F., verificateur principal.

Administration du cadastre  
Services extérieurs  
Mme Daloze, A.M.M.G.,  
M. Zeegers-Jourdain, B.L.C., géomètres-experts des finances;  
Mme Paul, M.E., verificateur principal;  
M. Moreau, P.J.M., géomètre des finances.

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :  
Secrétariat général

MM. :  
Bodart, J.L.G.,  
Vierdeels, L.A., ouvriers qualifiés.

Administration de la trésorerie  
Mme Balza, N.D.S.,  
M. Clouner, A.H.J.,  
Mmes :  
Destrebecq, S.C.,  
Verbecq, J.J.C., assistants de finances.

Administration des contributions directes  
Services extérieurs

Mmes :  
Bastin, S.G.J.,  
Bouquette, J.J.A.M.,  
Brau, M.M.H.H.,  
Castadot, N.J.L.,  
M. Cattelain, W.H.V.,

Mevrn. :  
 Conard, A.M.G.,  
 Delcour, M.-F.G.G.,  
 Delcroix, M.R.E.J.Z.G.,  
 Demay, R.C.M.,  
 Deroisy, M.-P.G.,  
 Dieu, T.F.M.,  
 Dumonceau, A.M.R.,  
 Dumont, A.M.F.,  
 Mej. Engelbeen, J.D.A.,  
 Mevr. Gaspard, M.M.L.G.,  
 De heer Giet, R.J.A.A.E.,

Mevrn. :  
 Grasset, M.A.-M.M.G.,  
 Hegh, A.M.L.G.G.,  
 De heer Jacqmin, G.E.G.,

Mevrn. :  
 Jandin, M.T.M.I.,  
 Leblanc, D.P.M.,  
 Leclerc, J.F.A.,  
 Linotte, M.C.G.,  
 Lorphevre, M.R.J.,  
 Maho, M.M.L.N.,  
 Marcotte, B.M.L.G.G.,  
 Mathieu, C.J.M.G.,  
 Orban, M.C.G.,  
 De heer Parez, D.O.M.,

Mevrn. :  
 Pirsoul, A.M.V.G.,  
 Sauvage, D.A.J.G.,  
 De heer Smets, M.A.H.J.,  
 Mej. Visée, A.L.,

Mevrn. :  
 Wathelet, M.-H.C.C.,  
 Weckmans, J.E.H.A.,  
 Wilmet, P.E.G.G., assistenten bij financiën.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

De heren :  
 Bernaerts, D.M.L.G.,  
 Catherine, R.D.G.,  
 Deschuymere, N.J.,  
 Desmette, R.H.L.,  
 Servais, B.M.E.,  
 Mevr. Spineto, N.S.G.,

De heren :  
 Wuidart, C.G.J.,  
 Wuilmus, A.F.L.,  
 Mevr. Xhignesse, M.A.L.G., assistenten bij financiën.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
 registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevrn. :  
 Fabry, M.J.R.,  
 Frognet, F.M.,  
 Mej. Jortay, G.M.A.G.,

Mevrn. :  
 Lambert, M.-A.H.G.,  
 Malemprez, M.E.F.,  
 Pierrard, M.R.F.G.,

Mmes :  
 Conard, A.M.G.,  
 Delcour, M.-F.G.G.,  
 Delcroix, M.R.E.J.Z.G.,  
 Demay, R.C.M.,  
 Deroisy, M.-P.G.,  
 Dieu, T.F.M.,  
 Dumonceau, A.M.R.,  
 Dumont, A.M.F.,  
 Mlle Engelbeen, J.D.A.,  
 Mme Gaspard, M.M.L.G.,  
 M. Giet, R.J.A.A.E.,

Mmes :  
 Grasset, M.A.-M.M.G.,  
 Hegh, A.M.L.G.G.,  
 M. Jacqmin, G.E.G.,

Mmes :  
 Jandin, M.T.M.I.,  
 Leblanc, D.P.M.,  
 Leclerc, J.F.A.,  
 Linotte, M.C.G.,  
 Lorphevre, M.R.J.,  
 Maho, M.M.L.N.,  
 Marcotte, B.M.L.G.G.,  
 Mathieu, C.J.M.G.,  
 Orban, M.C.G.,  
 M. Parez, D.O.M.,

Mmes :  
 Pirsoul, A.M.V.G.,  
 Sauvage, D.A.J.G.,  
 M. Smets, M.A.H.J.,  
 Mlle Visée, A.L.,

Mmes :  
 Wathelet, M.-H.C.C.,  
 Weckmans, J.E.H.A.,  
 Wilmet, P.E.G.G., assistants des finances.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

MM. :  
 Bernaerts, D.M.L.G.,  
 Catherine, R.D.G.,  
 Deschuymere, N.J.,  
 Desmette, R.H.L.,  
 Servais, B.M.E.,  
 Mme Spineto, N.S.G.,

MM. :  
 Wuidart, C.G.J.,  
 Wuilmus, A.F.L.,  
 Mme Xhignesse, M.A.L.G., assistants des finances.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
 de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mmes :  
 Fabry, M.J.R.,  
 Frognet, F.M.,  
 Mlle Jortay, G.M.A.G.,

Mmes :  
 Lambert, M.-A.H.G.,  
 Malemprez, M.E.F.,  
 Pierrard, M.R.F.G.,



Mejn. :  
Smal, M.G.A.G.,  
Sprumont, B.C.A.F.G.,  
Mevr. Williame, M.-M., assistenten bij financiën;  
De heer Bertrand, J.L.S., beambte.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

Mevr. Cauchies, H.,  
De heer Filleul, M.H.,  
Mevr. Maleve, J.J.A.G.,  
De heren :  
Masuy, J.-C.T.V.E.M.J.G.,  
Michotte, J.L.G.,  
Smets, D.J.A.M.G., assistenten bij financiën.  
Ze nemen vanaf 15 november 1997 hun rang in de Orde in.

*Orde van Leopold II*

Commandeur

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heer Lestrade, M.C.G., eersstaanwend inspecteur bij een fiscaal bestuur.

Administratie der douane en accijnzen

Hoofdbestuur

De heer Monseu, C.E.M.; directeur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :  
Godfroid, A.M.F.G.,  
Kinet, J.-F.C.M.G.,  
Meuret, R.N.,  
Pierre, G.J.,  
Vigneron, J.J.N., directeurs bij een fiscaal bestuur.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Kesch, J.L.A.G., eersstaanwend inspecteur bij een fiscaal bestuur.

*Officier*

Algemeen Secretariaat

De heer Adam, A.L.G., eersstaanwend verificateur.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :  
Bechet, E.J.J.G.,  
Dewaene, R.H.M.,  
Lenoir, C.F.L.G.,  
Poussard, N.L.F.A.,  
Rogmans, J.V.G., eersstaanwend verificateurs.

Mlles. :  
Smal, M.G.A.G.,  
Sprumont, B.C.A.F.G.,  
Mme Williame, M.-M., assistants des finances;  
M. Bertrand, J.L.S., agent administratif.

Administration du cadastre

Services extérieurs

Mme Cauchies, H.,  
M. Filleul, M.H.,  
Mme Maleve, J.J.A.G.,  
MM. :  
Masuy, J.-C.T.V.E.M.J.G.,  
Michotte, J.L.G.,  
Smets, D.J.A.M.G., assistants des finances.  
Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1997.

*Ordre de Léopold II*

Commandeur

Administration des contributions directes

Services extérieurs

M. Lestrade, M.C.G., inspecteur principal d'administration fiscale.

Administration des douanes et accises

Administration centrale

M. Monseu, C.E.M., directeur.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :  
Godfroid, A.M.F.G.,  
Kinet, J.-F.C.M.G.,  
Meuret, R.N.,  
Pierre, G.J.,  
Vigneron, J.J.N., directeurs d'administration fiscale.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Kesch, J.L.A.G., inspecteur principal d'administration fiscale.

*Officier*

Secrétariat général

M. Adam, A.L.G., verificateur principal.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :  
Bechet, E.J.J.G.,  
Dewaene, R.H.M.,  
Lenoir, C.F.L.G.,  
Poussard, N.L.F.A.,  
Rogmans, J.V.G., verificateurs principaux.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
registratie en domeinen

Buitendiensten

De heer Billon, A.F.G.M.G., eerstaanwezend verificateur.

*Ridder*

Algemeen Secretariaat

Mevr. De Keyser, M.G.M., bestuursassistent.

Administratie der thesaurie

Mevr. Burm, P.E.,

De heer Legros, F.F.G., verificateurs;

Mevr. Andre, M.-R.G., bestuursassistent.

Administratie der directe belastingen

Hoofdbestuur

Mej. André, M.-R.G., bestuursassistent.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

De heren :

Antoine, M.V.E.C.J.,

Baugniet, P.E.,

Belot, H.A.,

Benoit, J.-H.J.C.,

Branckotte, M.M.G.,

Mevr. Collard, N.E.M.A.G.,

De heren :

Cruchet, P.J.Y.J.,

Devolder, D.F.B.C.,

Dony, M.V.G.G.,

Dumont, G.A.E.,

Mevr. Evrard, M.M.E.F.,

De heren :

Ghesquiere, J.-C.P.R.,

Gravet, E.C.O.,

Mevrn. :

Hennebert, G.M.S.G.,

Hennequin, F.J.M.,

De heren :

Lazaron, A.M.S.G.,

Leblanc, J.-M.E.F.M.G.,

Levêque, A.,

Mahiant, M.J.L.G.,

Mevrn. :

Motte, C.B.,

Paimparet, A.-M.M.G.,

Plamont, C.L.B.,

Pollart, M.G.C.,

De heren :

Pyck, G.A.P.,

Rosenholz, P.P.M.H., verificateurs;

De heer Ancion, M.M.J.,

Mej. Bastien, E.M.M.L.,

De heren :

Beghin, J.P.A.I.,

Istasse, J.R.R.G.,

Kempeneers, J.-C.H.F.,

Mevrn. :

Lizin, M.H.M.T.G.,

Mallet, N.M.,

Manssens, M.A.M.,

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

M. Billon, A.F.G.M.G., vérificateur principal.

*Chevalier*

Secrétariat général

Mme De Keyser, M.G.M., assistant administratif.

Administration de la trésorerie

Mme Burm, P.E.,

M. Legros, F.F.G., verificateurs;

Mme Andre, M.-R.G., assistant administratif.

Administration des contributions directes

Administration centrale

Mlle André, M.-R.G., assistant administratif.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

MM. :

Antoine, M.V.E.C.J.,

Baugniet, P.E.,

Belot, H.A.,

Benoit, J.-H.J.C.,

Branckotte, M.M.G.,

Mevr. Collard, N.E.M.A.G.,

MM. :

Cruchet, P.J.Y.J.,

Devolder, D.F.B.C.,

Dony, M.V.G.G.,

Dumont, G.A.E.,

Mme Evrard, M.M.E.F.,

MM. :

Ghesquiere, J.-C.P.R.,

Gravet, E.C.O.,

Mmes :

Hennebert, G.M.S.G.,

Hennequin, F.J.M.,

MM. :

Lazaron, A.M.S.G.,

Leblanc, J.-M.E.F.M.G.,

Levêque, A.,

Mahiant, M.J.L.G.,

Mmes :

Motte, C.B.,

Paimparet, A.-M.M.G.,

Plamont, C.L.B.,

Pollart, M.G.C.,

MM. :

Pyck, G.A.P.,

Rosenholz, P.P.M.H., verificateurs;

M. Ancion, M.M.J.,

Mlle Bastien, E.M.M.L.,

MM. :

Beghin, J.P.A.I.,

Istasse, J.R.R.G.,

Kempeneers, J.-C.H.F.,

Mmes :

Lizin, M.H.M.T.G.,

Mallet, N.M.,

Manssens, M.A.M.,

De heren :  
 Masson, G.M.J.,  
 Pestiaux, C.R.L.,  
 Picard, A.L.V.,  
 Pirghaye, A.L.J.,  
 Mevr. Rassart, A.J.E.G.,

De heren :  
 Vernet, E.O.G.,  
 Villez, J.V.M.A., bestuursassistenten;

Mevrn. :  
 Dressen, J.T.V.,  
 Gabriel, A.-M.J.E.,  
 De heer Garot, A.E.J.O.G.,

Mevrn. :  
 Ninane-Cheret, R.O.G.,  
 Portois, J., assistenten bij financiën.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

Mevrn. :  
 Lampertz, A.E.C.,  
 Scaillet, M.-F.L.G.,  
 De heer Schopges, W.E., verificateurs;  
 De heer Daems, Y.P.M.,  
 Mevr. Georges, M.C.J.,

De heren :  
 Lits, J.-P.A.J.,  
 Roulet, G.O.F.L.G., bestuursassistenten;  
 De heer Determe, R.M.G., sectiechef bij financiën;

De heren :  
 Borremans, E.J.F.,  
 Colin, J.L.,  
 De Geijter, P.L.E.,  
 Delplace, R.M.,  
 Dominique, G.F.J.G.,  
 Hubert, G.J.E.,  
 Lambin, H.H.F.J.,  
 Massuir, A.J.G.,  
 Morelle, G.J.G.,  
 Protin, F.E.,  
 Mevr. Vandepoosele, J.-M., assistenten bij financiën.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
 registratie en domeinen

Hoofdbestuur

Mej. Deschamps, C.N., verificateur.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
 registratie en domeinen

Buitendiensten

De heren :  
 Kiehm, P.A.,  
 Mordant, R.,  
 Picard, V.A.G.,  
 Mevr. Vancoillie, J.L.L.,

MM. :  
 Masson, G.M.J.,  
 Pestiaux, C.R.L.,  
 Picard, A.L.V.,  
 Pirghaye, A.L.J.,  
 Mme Rassart, A.J.E.G.,

MM. :  
 Vernet, E.O.G.,  
 Villez, J.V.M.A., assistants administratifs;

Mmes :  
 Dressen, J.T.V.,  
 Gabriel, A.-M.J.E.,  
 De heer Garot, A.E.J.O.G.,

Mmes :  
 Ninane-Cheret, R.O.G.,  
 Portois, J., assistants des finances.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

Mmes :  
 Lampertz, A.E.C.,  
 Scaillet, M.-F.L.G.,  
 M. Schopges, W.E., vérificateurs;  
 M. Daems, Y.P.M.,  
 Mme Georges, M.C.J.,

MM. :  
 Lits, J.-P.A.J.,  
 Roulet, G.O.F.L.G., assistants administratifs;  
 M. Determe, R.M.G., chef de section des finances;

MM. :  
 Borremans, E.J.F.,  
 Colin, J.L.,  
 De Geijter, P.L.E.,  
 Delplace, R.M.,  
 Dominique, G.F.J.G.,  
 Hubert, G.J.E.,  
 Lambin, H.H.F.J.,  
 Massuir, A.J.G.,  
 Morelle, G.J.G.,  
 Protin, F.E.,  
 Mme Vandepoosele, J.-M., assistants des finances.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
 de l'enregistrement et des domaines en domeinen

Administration centrale

Mlle Deschamps, C.N., verificateur.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
 de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

MM. :  
 Kiehm, P.A.,  
 Mordant, R.,  
 Picard, V.A.G.,  
 Mme Vancoillie, J.L.L.,

De heren :  
 Vidick, J.-M.M.X.,  
 Wiaux, M.M.L.R.G., verificateurs;  
 Mevr. Braet, C.S.,  
 De heer Dasseleer, R.F.G.,  
 Mevr. David, E.J.M.L.,  
 De heer Gobert, J.M.A.,  
 Mevrn. :  
 Hastin, E.M.J.H.G.,  
 Haullet, M.R.M.A.E.,  
 De heer Jamotte, D.L.J.,  
 Mevrn. :  
 Lambert, M.-R.G.,  
 Thevenier, V.M.M.,  
 Thomas, A.M.A.F., bestuursassistenten;  
 Mevr. Chapelle, R.E.V.G.,  
 De heer Forseille, G.E.S.G., assistenten bij financiën.

Administratie van het kadaster

Buitendiensten

De heer Evrard, J.-L.G.C., verificateur;  
 De heer Larue, V.M.B.D.G., landmeter van financiën.  
 De Gouden Medaille der Orde van Leopold II wordt verleend aan :

Algemeen Secretariaat

Mej. Rochus, B.A., beambte.

Administratie der thesaurie

De heer Van Gelder, W.I.O., geschoold werkman.

Administratie der directe belastingen

Buitendiensten

Mevrn. :  
 Faveaux, M.-J.E.F.,  
 Hautekeet, G.,  
 De heren :  
 Jonckers, J.A.S.G.,  
 Leroy, J.F.,  
 Mevrn. :  
 Portois, C.J.F.G.,  
 Rochus, M.E.M.,  
 De heer Servais, P.-J.,  
 Mevr. Volont, G.L.B.A., beambten.

Administratie der douane en accijnzen

Buitendiensten

Mevr. Flamaxhe, R.M.I., beambte.

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,  
 registratie en domeinen

Buitendiensten

Mevrn. :  
 Groenne, M.G.A.G.,  
 Martin, D.M.T.,  
 Wery, N.M.E.R., beambten;  
 De heer Logist, C.L.A.H.G., geschoold werkman.

Ze nemen vanaf 15 november 1997 hun rang in de Orde in of op de datum vermeld tussen haakjes tegenover hun naam.

MM. :  
 Vidick, J.-M.M.X.,  
 Wiaux, M.M.L.R.G., verificateurs;  
 Mme Braet, C.S.,  
 M. Dasseleer, R.F.G.,  
 Mme. David, E.J.M.L.,  
 M. Gobert, J.M.A.,  
 Mmes :  
 Hastin, E.M.J.H.G.,  
 Haullet, M.R.M.A.E.,  
 M. Jamotte, D.L.J.,  
 Mmes :  
 Lambert, M.-R.G.,  
 Thevenier, V.M.M.,  
 Thomas, A.M.A.F., assistants administratifs;  
 Mme Chapelle, R.E.V.G.,  
 M. Forseille, G.E.S.G., assistants des finances.

Administration du cadastre

Services extérieurs

M. Evrard, J.-L.G.C., verificateur;  
 M. Larue, V.M.B.D.G., géomètre des finances.  
 La Médaille d'Or de l'Ordre de Léopold II est décernée à :

Secrétariat général

Mlle Rochus, B.A., agent administratif.

Administration de la trésorerie

M. Van Gelder, W.I.O., ouvrier qualifié.

Administration des contributions directes

Services extérieurs

Mmes :  
 Faveaux, M.-J.E.F.,  
 Hautekeet, G.,  
 MM. :  
 Jonckers, J.A.S.G.,  
 Leroy, J.F.,  
 Mmes :  
 Portois, C.J.F.G.,  
 Rochus, M.E.M.,  
 M. Servais, P.-J.,  
 Mme Volont, G.L.B.A., agents administratifs.

Administration des douanes et accises

Services extérieurs

Mme Flamaxhe, R.M.I., agent administratif.

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,  
 de l'enregistrement et des domaines

Services extérieurs

Mmes :  
 Groenne, M.G.A.G.,  
 Martin, D.M.T.,  
 Wery, N.M.E.R., agents administratifs;  
 M. Logist, C.L.A.H.G., ouvrier qualifié.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1997 ou à la date figurant entre parenthèses en regard de leur nom.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

---

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS**

[C – 2000/27333]

**14 JUIN 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Péruwelz**

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique d'assurer la sécurité des usagers et d'améliorer la fluidité du trafic;
- b) considérant que le but de ces expropriations est de réaliser la dernière phase du contournement de Péruwelz;
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

**Article unique.** Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la construction, par la Région wallonne, de la route n° N60E sur le territoire de la ville de Péruwelz figurés par une teinte jaune au plan n° HN.60E.A1-114 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 14 juin 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S <sup>on</sup>	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
88	C	436l	Rue du Ponchau	DEGAUQUIER-MICHEZ Vve René 67, rue de la Verrie 7600 PERUWELZ SAUVAGE-BOURDON Hector 57, rue des Ecoles 7600 PERUWELZ LETURCQ-STAES Pierre 2, Clos de la Pinède 7050 JURBISE	Pâture	00	54	65	1200	00	15	77
89		435c	Rue du Ponchau	Domaine de la Fabrique d'Eglise de la paroisse St Quentin à PERUWELZ 2, rue de la Sondeville 7600 PERUWELZ	Terre	00	31	90	700	00	10	36
90		434c	Belle Porte	HYEVAERT Marie 60, rue des Préaux 7371 BELŒIL CARDON André 70, place de la Victoire 7371 BELŒIL CARDON Jean 68, place de la Victoire 7371 BELŒIL HERMANS Maud 31, rue du Docteur Harvengt 7040 QUEVY	Terre	00	34	00	750	00	06	30
91		433l	Rue du Ponchau	IDEM 88	Terre	00	01	70	30	00	00	48
92		433k		IDEM 88	Terre	00	30	02	550	00	09	35
93		N.C.								00	25	60
94		N.C.								00	50	61
95		N.C.								00	15	02
96		N.C.								00	49	14
97		N.C.								00	02	55
98		N.C.								00	09	23
99	B	187k	82 A, rue Neuve Chaussée	LESOT-ANSART Vve Claude 3, chaussée de Ste Brigitte 7600 PERUWELZ	Bât. Indus.	01	98	34	57100	00	42	29
100		213	Ponchau	MIDOL-SEYNAVE Vve Gilbert 18/34, avenue des Etats-Unis 7500 TOURNAI MIDOL Elisabeth 80, rue de l'Orient 7500 TOURNAI	Terre	00	19	20	870	00	13	06
101		214		Domaine du Centre public d'Aide sociale 87, rue de Roucourt 7600 PERUWELZ	Terre	00	56	10	1000	00	14	99
102		216		CARLIER-HANSENSS Maurice 92, rue Neuve Chaussée 7600 PERUWELZ	Terre	00	21	60	420	00	21	60
103		215		MIDOL-SEYNAVE Vve Gilbert 18/34, avenue des Etats-Unis 7500 TOURNAI	Terre	00	36	20	700	00	01	47
104		226		TONNEAU Emma 9, rue de la Saulx 7600 PERUWELZ	Terre	00	13	30	250	00	11	25

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S <sup>on</sup>	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
105		217		IDEM 102	Terre	00	44	30	850	00	19	65
106		225		IDEM 102	Terre	00	17	10	330	00	12	03
107		231		IDEM 100	Terre	00	12	40	240	00	10	87
108		232a		IDEM 100	Terre	00	15	30	290	00	13	20
109	B	230	Ponchau	DEGAUQUIER-MICHEZ Vve René 67, rue de la Verrerie 7600 PERUWELZ TONNEAU-DELBECQ Vve René 10, rue Julien Bouchain 7601 PERUWELZ CHENUT-TONNEAU Jacques 103, rue des Alliés 7900 LEUZE	terre	00	24	10	460	00	00	89
110		233a		TONNEAU-DELBECQ Vve René 10, rue Julien Bouchain 7601 PERUWELZ CHENUT-TONNEAU Jacques 103, rue des Alliés 7900 LEUZE	Terre	00	23	30	450	00	12	29
111		237a		IDEM 102	Terre	00	20	70	400	00	12	26
112		238a		IDEM 102	Terre	00	20	70	400	00	11	53
113		239		IDEM 104	Terre	00	26	50	500	00	00	67
114		241b		CARLIER Francis & HANSENS Maurice 90, rue Neuve Chaussée 7600 PERUWELZ	Terre	00	42	90	800	00	20	70
115		156		IDEM 101	Terre	00	23	80	460	00	23	80
116		157b		IDEM 102	Terre	00	18	10	350	00	12	66
117		157a		IDEM 104	Terre	00	18	20	350	00	06	37
118		154a		IDEM 114	Terre	00	32	50	600	00	13	25
119		154b		IDEM 114	Terre	00	33	20	600	00	33	20
120		158		IDEM 102	Terre	00	48	60	900	00	11	99
121		153a		IDEM 101	Terre	00	69	20	1300	00	41	52
122		264b		DUROISIN-LETURCQ Marcel 2, chaussée de la Barrière 7601 PERUWELZ	Pâturage	00	79	50	1700	00	00	31
123		138		LETURCQ-FOURNEAU Louis 4, Ruelle du Clerc 7601 PERUWELZ	Terre	00	23	40	450	00	06	27
124		265		IDEM 114	Terre	00	31	10	600	00	26	23
125		266	Champ de Feuilly	IDEM 101	Terre	00	56	20	1000	00	25	77

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S <sup>on</sup>	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
126		N.C.								00	03	82
127		125		IDEM 101	Terre	00	24	10	460	00	21	69
128		126		IDEM 101	Terre	00	65	50	1200	00	20	05
129		117b		BALLANT-BOEL Gérard 15, rue du Boustiau 7600 PERUWELZ	Terre	00	22	73	500	00	04	58
75		119h		DELCAMBE-ROBERTE Vve Michel Rue Museur S.N. 7971 BELCEIL	Terre	00	88	54	1900	00	18	39
76		121		DEKNOOP-BOEL Joseph 95, Bd L. Schmidt 1040 BRUXELLES	Terre	00	23	80	460	00	18	87
77		122		IDEM 101	Terre	00	17	60	340	00	13	14
79	B	124a	Champ de Feuilly	JONNIAUX Léa/Vve CAMBIER Joseph 7, Grand Route 7602 PERUWELZ CAMBIER Pierre/épx VANGANSBERG Marie-Anne 19, rue d'Hoyaux 7602 PERUWELZ CAMBIER LUCIEN 7, Grand Route 7602 PERUWELZ CAMBIER JEAN-MARIE et 2 consorts 7, Grand Route 7602 PERUWELZ	Terre	00	72	10	1600	00	32	26
									TOTAL	07	49	47

Le plan n° H.N60E-A1-114 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons, rue du Joncquois 118, 7000 Mons.



[C – 2000/27335]

**14 JUIN 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Chièvres**

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 1<sup>o</sup>;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique de réaliser l'alignement de la route n° N518;
- b) considérant que le but de ces expropriations est la remise à l'alignement des arbres, le recusement des fossés et la mise en place d'une zone réservée aux concessionnaires;
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

**Article unique.** Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de l'alignement de la route n° N56 sur le territoire de la ville de Chièvres figurés par une teinte jaune au plan n° H.N56.E10-26 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 14 juin 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S <sup>on</sup>	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
1	A	315	Hauwis	MOLLE-MAENHOUT, Jos, Chasse Royale 1, 7941 BRUGELETTE	PATURE		54	00	1900		02	35
2	A	314	Hauwis	VOIR EMPRISE 1	JARDIN		24	70	1100		01	15
3	A	313b	Hauwis	VOIR EMPRISE 1	PATURE		06	50	230			70
4	A	313a	Hauwis	VOIR EMPRISE 1	PATURE		95	90	3400		03	61
5	A	155c	Les Enfers	VOIR EMPRISE 1	PATURE	01	88	90	5600		04	98
6	A	155k	Chp des Enfers	LATEUR-BALCAEN, Lucien, route d'Ath Mons 4, 7950 CHIEVRES	TERRE	01	43	20	5200		03	06
7	A	154b	Les Enfers	MOLLE-MAENHOUT, José, Chasse Royale 1, 7941 BRUGELETTE	TERRE	01	57	00	5400		02	07
8	A	151b	Les Enfers	VOIR EMPRISE 6	TERRE	01	76	91	5600		05	25
9	A	149b	Che Bois de Beaumont	BALCAEN, Julien, route d'Ath Mons 2, 7950 CHIEVRES	TERRE	02	76	90	10200		02	55
10	A	147f	Les Enfers	MALICE-DECLERCQ, Robert, route d'Ath 35, 7950 CHIEVRES	TERRE	02	27	30	8400		02	10

SUPERFICIE TOTALE A ACQUERIR 27A 82 Ca

Le plan n° H.N56-E10-26 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons, rue du Joncquois 118, 7000 Mons.

[C – 2000/27328]

**26 JUIN 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Chièvres**

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 1<sup>o</sup>;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique de moderniser la N56;
- b) considérant que le but de ces expropriations est la sécurité pour les usagers;
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

**Article unique.** Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la construction, par la Région wallonne, de la route n° N56 sur le territoire de la ville de Chièvres figurés par une teinte jaune au plan n° H.N56.E10-26<sup>1</sup> ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 26 juin 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S <sup>on</sup>	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
11	A	1391	Chp des Enfers	LATEUR-BALCAEN, Lucien, route d'Ath à Mons 4, 7950 CHIEVRES	TERRE	04	49	47	16600		07	03
12	A	116c	Chp des Enfers	BARBAIX-DECOCQ, Paul, allée des Saules 3, 59280 BOIS GRENIER (Fr)	TERRE	01	65	60	6100		01	91
				BARBAIX, Marie-Thérèse, avenue C. Lebon 109, 1160 AUDERGHEM								
13	A	140x	Les Enfers	VOIR EMPRISE 11	TERRE	01	08	60	4000		02	97
14	A	116b	Chp des Enfers	DELADRIERE-BALCAEN, Jos, chemin de Silly 9, 7823 ATH	TERRE	01	65	60	6100		01	79
15	A	141d2	Che d'Ath à Mons, 1	KEDZIA, Daniel, et GOESSENS, Jeanine route d'Ath à Mons 3, 7950 CHIEVRES	JARDIN		06	47	290		01	73
16	A	115f	Chp des Enfers	BALCAEN, Julien, route d'Ath à Mons 2, 7950 CHIEVRES	PATURE		28	00	1000		01	24
				BALCAEN, Octavie/Epse DELADRIERE, José chaussée de Silly 9, 7823 ATH								
17	A	115e	Chp des Enfers	VOIR EMPRISE 16	PATURE		28	00	1000		02	31
18	A	172g	Cre du Marais	VOIR EMPRISE 14	TERRE		48	60	1700		01	07
19	A	172f	Cre du Marais	DELADRIERE, André, chemin de Silly 9, 7823 ATH	TERRE		48	60	1700		01	19
20	A	172d	Cre du Marais	BROUEZ-CAMBIER, Vve Aime avenue Wielemans Ceuppens 152, 1190 FOREST	TERRE	01	30	00	4100		02	95
21	A	110g	Chp des Enfers	BALCAEN, Julien, route d'Ath à Mons 2, 7950 CHIEVRES	VERGER H.T.	01	15	00	4100		02	49
22	A	172c	Cre du Marais	VOIR EMPRISE 14	PATURE		48	30	1700		01	14
23	A	174d	Cre du Marais	VOIR EMPRISE 11	PATURE		65	80	1900		01	74
24	A	110k	Chp des Enfers	VOIR EMPRISE 21	PATURE	01	48	99	4400		03	47
25	A	174f	Cre du Marais	VOIR EMPRISE 14	PATURE		61	34	1800		02	03
26	A	109b	Les Enfers	DECONINCK-BUREAU, Jean, rue Mazette 61, 7811 ATH	BOIS		26	74	260		01	90

SUPERFICIE TOTALE A ACQUERIR 36 a 96 ca

Le plan n° H.N56-E10-26<sup>1</sup> peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons, rue du Jonquois 118, 7000 Mons.

[C – 2000/27334]

**26 JUIN 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Braine-le-Comte**

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique de continuer la construction de la N57 (Section Restaumont-Soignies);  
b) considérant que le but de ces expropriations est d'améliorer la sécurité des usagers se dirigeant vers la A.501 et vers la Ville de Soignies;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable;

Vu l'arrêté ministériel du 2 avril 1999 relatif à l'expropriation de biens immeubles sur le territoire de la commune de Braine-le-Comte,

Arrête :

**Article unique.** Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de la construction de la N57 sur le territoire de la commune de Braine-le-Comte figurés par une teinte jaune au plan no H.57.D5-63 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, modificatif et complémentaire au plan n° H.57.D5-62 annexé à l'arrêté ministériel du 2 avril 1999.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 26 juin 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

N°	CADASTRE		LIEUX-DITS	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE			REVENU	A ACQUERIR		
	S <sup>on</sup>	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca
11	D			NON CADASTRE	Chemin					00	24	88
14	D	227x2	Profondrieux	CERCKEL-DERAU, Carlos chaussée de Nivelles 77, 7090 BRAINE-LE-COMTE	Pâtur	01	55	59	4500	00	48	15
41	D	227w2	Profondrieux	DUCOCHET, Paula/Vve BAGUET, Achille avenue du Griffon 21, 7090 BRAINE-LE-COMTE BAGUET, Monique avenue du Griffon 21, 7090 BRAINE-LE-COMTE	Pâtur	02	20	05	6300	00	85	89

SUPERFICIE NON BATIE A ACQUERIR : 01 Ha 58 A 92 Ca.

Le plan n° H.N57.D5-63 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons, rue du Joncquois 118, 7000 Mons.

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

## COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIWEZEN

[C – 2000/03428]

**Lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend (artikel 13 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen)**

Bij besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 12 juli 2000, wordt de op 31 december 1999 opgemaakte lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend, gewijzigd onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in de rubriek « Banken » door de schrapping van « Bank MeesPierson, N.V., Desguinlei 50, 2018 Antwerpen ».

Brussel, 12 juli 2000.

De Voorzitter,  
J.-L. Duplat.

[C – 2000/03436]

**Lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend (artikel 13 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen)**

Bij besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 18 juli 2000, wordt de op 31 december 1999 opgemaakte lijst van de kredietinstellingen waaraan in België een vergunning is verleend, gewijzigd onder de titel « Kredietinstellingen naar Belgisch recht » in bijlage 2 « Financiële holdings naar Belgisch recht », door vermelding van « Crédit Mutuel Nord Europe, verkort : C.M.N.E., N.V., Waterloolaan 16, 1000 Brussel ».

Brussel, 18 juli 2000.

De Voorzitter,  
J.-L. Duplat.

## COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C – 2000/03428]

**Liste des établissements de crédit agréés en Belgique (article 13 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit)**

Par arrêté de la Commission bancaire et financière du 12 juillet 2000, la liste des établissements de crédit agréés en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1999, est modifiée sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à la rubrique « Banques » par la radiation de la « Banque MeesPierson, S.A., Desguinlei 50, 2018 Antwerpen ».

Bruxelles, le 12 juillet 2000.

Le président,  
J.-L. Duplat.

[C – 2000/03436]

**Liste des établissements de crédit agréés en Belgique (article 13 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit)**

Par arrêté de la Commission bancaire et financière du 18 juillet 2000, la liste des établissements de crédit agréés en Belgique, arrêtée au 31 décembre 1999, est modifiée sous le titre « Etablissements de crédit de droit belge » à l'annexe 2 « Compagnies financières de droit belge », par la mention de « Crédit Mutuel Nord Europe, en abrégé : C.M.N.E., S.A., Boulevard de Waterloo 16, 1000 Bruxelles ».

Bruxelles, le 18 juillet 2000.

Le Président,  
J.-L. Duplat.

## REKENHOF

[C – 2000/03390]

**Vergelijkende examens voor de werving van een Franstalige mannelijke of vrouwelijke**

- Informaticus (niveau 1) - ploeg ontwikkeling
- Programmeur (niveau 2\*) - ploeg ontwikkeling
- Programmeur (niveau 2\*) - ploeg PC-support,

ten behoeve van de informaticadienst

Er zullen eveneens drie afzonderlijke wervingsreserves worden aangelegd die drie jaar geldig blijven. Die reserves zullen worden aangesproken naarmate de behoeften van de dienst dat vereisen.

## 1. Werkomgeving

Het Rekenhof heeft als extern controleorgaan de opdracht de wetgevende vergaderingen te informeren over het beheer van de overheidsfinanciën.

Het oefent een financiële controle, een wettigheidscontrole en een controle op de goede besteding van de openbare gelden (doelmatigheidsonderzoek) uit ten aanzien van de federale overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten, de openbare instellingen die onder die overheden ressorteren en ten aanzien van de provincies. Die controles hebben zowel betrekking op de uitgaven als op de ontvangsten. Daarenboven vervult het eveneens een jurisdictionele opdracht.

Meer informatie is beschikbaar op de website van het Rekenhof : <http://www.courdescomptes.be>

## 2. Functiebeschrijving

Functie van informaticus – ploeg Ontwikkeling :

De voornaamste opdrachten en verantwoordelijkheden van de informaticus bestaan erin, onder het gezag van de leidende ambtenaren van de informaticadienst, programma's en gegevensbanken te ontwerpen, te ontwikkelen en te onderhouden die moeten bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten van het Rekenhof of tot de uitvoering van de taken die kaderen in het raam van het algemeen beheer van de instelling. Dit vanaf de fase van de studie en de analyse tot de programmering waarvoor hij eventueel zal worden bijgestaan door een programmeur. De informaticus dient eveneens de applicaties van de nodige documentatie te voorzien en indien nodig in te staan

## COUR DES COMPTES

[C – 2000/03390]

**Recrutement par concours pour le service informatique**

- d'un informaticien (niveau 1) – équipe développement
- d'un programmeur (niveau 2\*) – équipe développement
- d'un programmeur (niveau 2\*) – équipe support PC,

masculins ou féminins, d'expression française

Trois réserves de recrutement distinctes, qui resteront valables trois ans, seront également constituées. Il y sera fait appel en fonction des besoins et nécessités du service.

## 1. Environnement de travail

Comme organe de contrôle externe, la Cour des comptes a pour mission d'informer les assemblées législatives sur la gestion des finances publiques.

Elle exerce, tant en recettes qu'en dépenses, un contrôle financier, un contrôle de légalité, ainsi qu'un contrôle du bon emploi des deniers publics à l'égard de l'autorité fédérale, des communautés, des régions, des organismes publics qui relèvent des pouvoirs précités et des provinces. Elle est également investie d'une mission juridictionnelle.

Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site internet de la Cour des comptes : <http://www.courdescomptes.be>

## 2. Description des fonctions

Fonction d'informaticien – équipe Développement :

Sous l'autorité des fonctionnaires dirigeants de la cellule de contrôle informatique, l'informaticien aura pour principales missions et responsabilités la conception, le développement et la maintenance de programmes et de bases de données visant à la réalisation des missions de la Cour des comptes ou des tâches d'administration générale de l'institution, et ce de la phase d'étude et d'analyse à la programmation pour laquelle il sera éventuellement assisté par un programmeur. L'informaticien documentera également les applications et assurera, si nécessaire, la formation des utilisateurs. Il pourra aussi être chargé de la maintenance ou de la rénovation d'applications existantes.

voor de vorming van de gebruikers. Hij kan ook worden belast met het onderhoud en de renovatie van bestaande toepassingen.

De informaticus zal werken in de *omgevingen Windows NT (of Windows 2000)* en *Open VMS*. Hij zal gebruik maken van *Microsoft Visual Studio* (gewoonlijk *Visual Basic*) in combinatie met de gegevensbank *Microsoft SQL Server*, of van *Oracle Developer* in combinatie met de gegevensbank *Oracle Rdb*. Voor de applicaties type intranet zal hij werken met ofwel *Microsoft Internet Explorer* en *Microsoft IIS*, ofwel *Oracle Application Server*.

Functie van programmeur – ploeg Ontwikkeling :

De programmeur die wordt aangeworven voor de ploeg ontwikkeling zal samenwerken met een informaticus-analist voor het realiseren (organieke analyse, programmering, tests, technische en gebruiksdossiers) en onderhouden van administratieve of documentaire toepassingen (die verband houden met de opdrachten van het Rekenhof of met de algemene beheerstaken van de instelling). Hij kan eveneens (alleen) worden belast met het onderhoud en de renovatie van bestaande toepassingen. Later zal hij eveneens kunnen instaan voor de uitvoering van volledige projecten (vanaf het onderzoek en de definiëring van de oplossing tot de programmering).

De programmeur zal werkzaam zijn binnen dezelfde omgevingen en gebruik maken van dezelfde werkinstrumenten als de informaticus.

Functie van programmeur – ploeg PC-Support :

De programmeur die wordt aangeworven voor de ploeg PC-Support zal, onder het gezag van de leidende ambtenaren van de informatica-dienst, hoofdzakelijk instaan voor het installeren en updaten van de PC's en voor het oplossen van de problemen die de PC-gebruikers in de operationele directies kunnen ondervinden.

Hij zal volgende taken vervullen :

- installatie en configuratie van materieel en programmatuur;
- aansluiten van de werkposten op het netwerk;
- « eerstelijnsinterventie » voor materieelpannes;
- bijstandverlening aan de gebruikers van programma's (vooral *Windows NT* of *Windows 2000*, *Word*, *Excel*, *Access*, *Outlook*; ook gespecialiseerde bestanden zoals *ABC Flowcharter*, *ACL*);
- exploitatie van het netwerk (*Windows NT/Server*, Internet);
- administratief beheer van het PC-park (waarborgen, licenties, configuratiewijzigingen, tussenkomsten van de technische diensten...);
- uitschrijven van programma's voor individueel gebruik (*Visual Basic for Applications* of macrotalen) in het raam van de bijstandverlening aan de PC-gebruikers.

### 3. Functieprofiel

Zie het examenreglement.

### 4. Loopbaanverloop

De loopbaan van de informaticus omvat drie graden: informaticus, eerste informaticus en chef-informaticus. Die van programmeur vier : programmeur, eerstaanwezend programmeur, hoofdprogrammeur, eerste hoofdprogrammeur.

De informatici en programmeurs doorlopen een stage van respectievelijk twee en één jaar. Op het einde van die stage worden ze in vast verband benoemd als hun stageperiode bevredigend wordt geacht. Bevordering tot de volgende graad kan worden bekomen na zes jaar graadanciënniteit op basis van een evaluatie van de verdiensten en bekwaamheden.

De informatici kunnen later toegang krijgen tot de leidende ambten. De programmeurs kunnen deelnemen aan de vergelijkende examens voor werving van informatici die het Rekenhof inricht zodra zij binnen hun niveau een anciënniteit van minstens vier jaar hebben verworven.

### 5. Bezoldiging

Op 1 juni 2000 bedraagt de geïndexeerde bruto maandwedge van een informaticus minimaal 116.153 BEF; die van een chef-informaticus op het einde van de loopbaan 209.769 BEF. Voor de programmeurs bedraagt zij minimum 78.381 BEF en voor een eerste hoofdprogrammeur op het einde van de loopbaan 163.081 BEF. Er worden jaarlijkse en tweejaarlijkse weddenverhogingen toegekend.

Verder is in extra voordelen voorzien zoals een vergoeding voor de verplaatsingskosten woonplaats-werk, een maaltijdvergoeding en een gratis hospitalisatieverzekering voor het personeelslid en zijn gezin.

L'informaticien travaillera dans des environnements *Windows NT (ou Windows 2000)* et *OpenVMS*. Il utilisera soit les outils de *Microsoft Visual Studio* (généralement *Visual Basic*) en combinaison avec la base de données *Microsoft SQL Server*, soit les outils *Oracle Developer* en combinaison avec la base de données *Oracle Rdb*. Pour les applications de type intranet, il sera fait usage soit de *Microsoft Internet Explorer* et *Microsoft IIS*, soit de *Oracle Application Server*.

Fonction de programmeur – équipe Développement :

Le programmeur recruté pour l'équipe de développement collaborera avec un informaticien analyste à la réalisation (analyse organique, programmation, tests, dossiers techniques et d'utilisation) et à la maintenance d'applications administratives ou documentaires (en rapport avec les missions de la Cour des comptes ou avec les tâches d'administration générale de l'institution). Il pourra aussi être chargé (seul) de la maintenance et de la rénovation d'applications existantes. La réalisation complète de projets (de l'enquête et la définition de la solution à la programmation) pourra éventuellement lui être confiée ultérieurement.

Le programmeur évoluera dans les mêmes environnements et utilisera les mêmes outils que l'informaticien.

Fonction de programmeur – équipe Support PC :

Sous l'autorité des fonctionnaires dirigeants de la cellule de contrôle informatique, le programmeur recruté pour l'équipe 'Support PC' aura pour principales responsabilités de procéder aux installations et mises à niveau de PC et de résoudre les problèmes rencontrés par les utilisateurs de PC des directions opérationnelles.

Il remplira les tâches suivantes :

- installation et configuration du matériel et du logiciel;
- connexion des postes de travail au réseau;
- « première ligne d'intervention » pour les pannes de matériel;
- assistance aux utilisateurs de logiciels (surtout *Windows NT* ou *Windows 2000*, *Word*, *Excel*, *Access*, *Outlook*; aussi des logiciels spécialisés, tels *ABC FLOWcharter*, *ACL*);
- exploitation du réseau (*Windows NT/2000 Server*, Internet);
- gestion administrative du parc de PC (garanties, licences, modifications de configuration, interventions des services techniques...);
- réalisation de programmes à usage individuel (*Visual Basic for Applications* ou langages de macro) dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs de PC.

### 3. Profil des fonctions

Consultez le règlement des concours.

### 4. Plans de carrière

La carrière d'informaticien comporte trois grades : informaticien, premier informaticien, chef informaticien. Celle des programmeurs en comporte quatre : programmeur, programmeur principal, programmeur en chef, premier programmeur en chef.

Les informaticiens et les programmeurs effectuent un stage d'une durée de, respectivement, deux ans et un an. A l'issue de cette période, ils sont nommés à titre définitif si leur stage est jugé satisfaisant. La promotion au grade suivant peut être obtenue, sur la base d'une évaluation des mérites et aptitudes, après six années d'ancienneté de grade.

Les informaticiens peuvent ultérieurement accéder aux fonctions dirigeantes. Les programmeurs sont admis à participer aux concours de recrutement d'informaticiens organisés par la Cour des comptes lorsqu'ils comptent une ancienneté de quatre années au moins dans leur niveau.

### 5. Rémunérations

Au 1<sup>er</sup> juin 2000, le traitement mensuel brut indexé d'un informaticien s'élève à 116.153 BEF minimum; celui d'un chef informaticien en fin de carrière à 209.769 BEF. En ce qui concerne les programmeurs, il est fixé à 78.381 BEF minimum; celui d'un premier programmeur en chef en fin de carrière à 163.081 BEF. Des augmentations de traitement annales et biennales sont prévues.

Enfin, sont offerts aux membres du personnel des avantages complémentaires comme une intervention dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail, des chèques-repas, une assurance hospitalisation familiale gratuite.



#### 6. Deelnemingsvoorwaarden

Om tot de vergelijkende wervingsexamens te worden toegelaten, moeten de kandidaten op de datum van afsluiting der inschrijvingen aan de vier volgende toelatingsvoorwaarden voldoen :

Belg zijn, een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van het ambt, de burgerlijke en politieke rechten genieten, voldaan hebben aan de wetten op de dienstplicht;

en op de datum van indiensttreding en uiterlijk op 1 januari 2001 aan de volgende voorwaarde voldoen :

— voor het vergelijkend examen met het oog op de aanwerving van een informaticus, houder zijn van een diploma van het universitair onderwijs van de 2<sup>de</sup> cyclus of van het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan (of daarmee gelijkgesteld) in informatica;

— voor de vergelijkende examens met het oog op de aanwerving van programmeurs, houder zijn van een diploma van het hoger technisch of economisch onderwijs van het korte type met volledig leerplan (of daarmee gelijkgesteld) in informatica.

De personeelsleden van het Rekenhof die op de datum van de opnemings van de functie en uiterlijk op 1 januari 2001 een niveauancienniteit bezitten van minstens vier jaar voor het vergelijkend wervingsexamen van informaticus / drie jaar voor de vergelijkende wervingsexamens van programmeur, worden van de diplomaverste vrijgesteld (artikel 49 van het statuut van het personeel van het Rekenhof).

#### 7. Selectieprocedure

Ieder vergelijkend examen bestaat uit drie proeven.

Raadpleeg het examenreglement om het programma van de proeven te kennen.

#### 8. Inschrijvingen

De inschrijving gebeurt aan de hand van een formulier dat gedownload kan worden vanaf de website van het Rekenhof (<http://www.courdescomptes.be>) of dat afgehaald kan worden bij de dienst onthaal van het Rekenhof, Regentschapsstraat 2, te 1000 Brussel (tel. 02/551 84 49 of 02/551 81 11).

Dat formulier moet duidelijk en volledig ingevuld via de post worden teruggezonden aan het Rekenhof - Personeelsdienst « Vergelijkende wervingsexamens », Regentschapsstraat 2, 1000 Brussel of per fax naar het nummer 02/551 84 42 tegen uiterlijk 31 augustus 2000.

#### 9. Aanvullende inlichtingen

Het examenreglement (profiel van de informatici en de programmeurs; programma der proeven, toelatingsvoorwaarden tot de verschillende proeven en modaliteiten inzake de rangschikking) is beschikbaar op de website van het Rekenhof of kan op eenvoudig verzoek bekomen worden bij de dienst onthaal van het Rekenhof, Regentschapsstraat 2, te 1000 Brussel (tel. 02/551 84 49).

#### 6. Conditions de participation

Sont admis à participer au concours de recrutement les candidats qui satisfont, à la date de clôture des inscriptions, aux quatre conditions ci-après :

être Belge; être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction; jouir des droits civils et politiques; avoir satisfait aux lois sur la milice;

et, satisferont, à la date d'entrée en fonction et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2001, à la condition suivante :

— pour le concours de recrutement d'un informaticien, être porteur d'un diplôme de l'enseignement universitaire de 2<sup>ème</sup> cycle ou de l'enseignement supérieur de type long de plein exercice (ou équivalent) obtenu en informatique.

— pour les concours de recrutement de programmeurs, être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur technique ou économique de type court de plein exercice (ou équivalent) obtenu en informatique.

Les membres du personnel de la Cour des comptes qui posséderont, à la date d'entrée en fonction et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2001, une ancienneté de niveau d'au moins quatre ans pour l'accès au concours de recrutement d'un informaticien/trois ans pour l'accès aux concours de recrutement de programmeurs sont dispensés de diplôme (article 49 du statut du personnel de la Cour des comptes).

#### 7. Procédure de sélection

Chaque concours se compose de trois épreuves.

Consultez le règlement des concours pour connaître le programme des épreuves.

#### 8. Inscriptions

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut charger à partir du site de la Cour des comptes (<http://www.courdescomptes.be>) ou se procurer auprès du service d'accueil de la Cour des comptes, rue de la Régence 2, à 1000 Bruxelles (tel. 02/551 84 49 ou 02/551 81 11).

Ce formulaire, clairement et complètement rempli, doit être envoyé soit par la poste à la Cour des comptes - Service du personnel « Concours de recrutement », rue de la Régence 2, 1000 Bruxelles, soit par fax au 02/551 84 82 et parvenir au plus tard le 31 août 2000.

#### 9. Informations supplémentaires

Le règlement des concours (profil des informaticiens et des programmeurs; programme des épreuves, modalités d'admission aux différentes épreuves et modalités de classement aux concours) est disponible sur le site internet de la Cour des comptes, ou, sur simple demande au service d'accueil de la Cour des comptes, rue de la Régence 2, à 1000 Bruxelles (tel. 02/551 84 49).

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 2000/11326]

#### Bestuur Kwaliteit en Veiligheid Dienst der Springstoffen

##### Lijst der ambtelijke erkende springstoffen

De lijst die bij het ministerieel besluit van 3 november 1958, houdende ambtelijke erkenning en indeling van de springstoffen (*Belgisch Staatsblad* van 24 december 1958) gevoegd was, moet als volgt aangevuld worden, op grond van één ministerieel besluit van 2 mei 2000 houdende ambtelijke erkenning van één springstof vervaardigd door de Duitse firma "WESTSPRENG GmbH" te Finnentrop-Fretter :

— in randnummer A4-1, cijfer 8, aanvullen :

w) de hierna volgende springstof vervaardigd door de Duitse firma "WESTSPRENG GmbH" te Finnentrop-Fretter :

4) EMULGIT 42 GP

Ze wordt aanvaard in gepatroneerde vorm voor springwerk als springstof type E die het UN-identificatienummer 0241 draagt.

De patronen met "EMULGIT 42 GP" hebben een nominale diameter van ten minste 50 millimeter.

De nominale massa van deze patronen moet een veelvoud van 50 gram zijn met een toegelaten afwijking van 3 % en mag niet 5 (vijf) kilogram overschrijden.

### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 2000/11326]

#### Administration de la Qualité et de la Sécurité Service des explosifs

##### Liste des explosifs reconnus

La liste annexée à l'arrêté ministériel du 3 novembre 1958 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs (*Moniteur belge* du 24 décembre 1958) est à compléter comme suit en vertu d'un arrêté ministériel en date du 2 mai 2000, reconnaissant officiellement un explosif fabriqué par la firme allemande "WESTSPRENG GmbH" à Finnentrop-Fretter :

— au marginal A4-1, chiffre 8, ajouter :

w) l'explosif suivant, fabriqué par la firme allemande "WESTSPRENG GmbH" à Finnentrop-Fretter :

4) EMULGIT 42 GP

Il est admis sous forme de cartouches pour les travaux de minage en tant qu'explosif de mine (de sautage) du type E ayant le numéro ONU d'identification 0241.

Les cartouches d'"EMULGIT 42 GP" ont 50 millimètres au moins de diamètre nominal.

La masse nominale de ces cartouches doit être un multiple de 50 grammes, avec une tolérance de 3 % et sans dépasser 5 (cinq) kilogrammes.

Ze mogen dienen als aanzetpatroon geschikt om een slagpijpe toegelaten voor dat gebruik te krijgen.

De springstof mag onder water gebruik worden.

Ze mag alleen gebruikt worden voor springwerk op werkerreinen in open lucht.

Elles peuvent être utilisées comme cartouche amorce apte à recevoir un détonateur admis à cet usage.

L'explosif est admis à la mise en œuvre sous eau.

Il ne peut être utilisé que pour des tirs sur chantiers de minage en plein air.

#### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09723]

##### Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk : 1;
- opsteller bij de griffie :
  - van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen : 1;
  - van de rechtbanken van koophandel te Aarlen en te Neufchâteau : 2;
- secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge : 1, vanaf 1 februari 2001;
- opsteller bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

[2000/09563]

##### Aartsbisschoppelijk Seminarie van Mechelen Studiebeurzen Schooljaar 2000-2001

Het bestuur van het Aartsbisschoppelijk Seminarie te Mechelen, bericht de belanghebbenden dat volgende studiebeurzen voor priesterstudenten te begeven zijn op 1 oktober 2000 :

Worden geroepen :

#### A. Oude humariora — A. Humanités anciennes

- |         |   |  |
|---------|---|--|
| 1. XXIV | Verenigde Stichtingen :<br>Fondations réunies : | Verrydt-Van De Kerckhove<br><br>De rechthebbenden<br>Les ayants-droit<br>Een beurs van BEF 7 000<br>Une bourse de FB 7 000   |
| 2. XXV  | Verenigde Stichtingen :<br>Fondations réunies : | Jamin-Tritsmans<br><br>De rechthebbenden<br>Les ayants-droit<br>Een beurs van BEF 9 000<br>Une bourse de FB 9 000  |
| 3. XXVI | Verenigde Stichtingen :<br>Fondations réunies : | Cools-Lambermont<br><br>De rechthebbenden<br>Les ayants-droit<br>Een beurs van BEF 7 000<br>Une bourse de FB 7 000   |
| 4. LII  | Stichting :<br>Fondation :                      | De Becker, Jan-Antoon<br><br>De rechthebbenden<br>Les ayants-droit<br>Een beurs van BEF 20 000<br>Une bourse de FB 20 000<br><br>Een beurs van BEF 10 000<br>Une bourse de FB 10 000 |

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09723]

##### Ordre judiciaire. — Places vacantes

- greffier adjoint au tribunal de première instance de Courtrai : 1;
- rédacteur au greffe :
  - du tribunal de première instance d'Eupen : 1;
  - des tribunaux de commerce d'Arlon et de Neufchâteau : 2;
- secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruges : 1, à partir du 1<sup>er</sup> février 2001;
- rédacteur au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Namur : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

[2000/09563]

##### Séminaire archiépiscopal de Malines Bourses d'études Année scolaire 2000-2001

Le Bureau administratif du Séminaire archiépiscopal de Malines donne avis aux intéressés de la vacance des bourses d'études ecclésiastiques suivantes, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2000 :

Sont appelés :

5. LXIII	Stichting : Fondation :	Sinnich J.  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 3 025 Une bourse de FB 3 025
----------	----------------------------	--

B. Wijsbegeerte, godgeleerdheid — B. Philosophie, théologie

6. I	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Standonck-Van De Cruysse  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 55 000 Une bourse de FB 55 000
7. II	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Carondelet-Godefroid  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 15 000 Une bourse de FB 15 000
8. IV	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Wallius-Boonen  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 19 000 Une bourse de FB 19 000
9. VIII	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	De Bay G.-De Bisschop  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 16 000 Une bourse de FB 16 000
10. XI	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Vershelde-Quevit  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 75 000 Une bourse de FB 75 000
11. XII	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	De Boyser-Hebrant  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 16 000 Une bourse de FB 16 000
12. XIII	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Vanperck-Van Winckel  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 19 000 Une bourse de FB 19 000
13. XVI	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Van Roey-Spourquet  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 25 000 Une bourse de FB 25 000

14. XVII	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Boergsain-Verbruggen  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 24 000 Une bourse de FB 24 000
15. XXVII	Stichting : Fondation :	Asselberghs L.  De rechthebbenden Les ayants-droit Twee beurzen van BEF 14 000 Deux bourses de FB 14 000
16. XXIX	Stichting : Fondation :	De Beefe M.J.  De rechthebbenden Les ayants-droit Zeven beurzen van BEF 16 000 Sept bourses de FB 16 000
17. XXX	Stichting : Fondation :	Sweerts A.  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 18 000 Une bourse de FB 18 000
18. XXXI	Stichting : Fondation :	Puyneers  De rechthebbenden Les ayants-droit Vier beurzen van BEF 100 000 Quatre bourses de FB 100 000
19. XXXIV	Stichting : Fondation :	Capitte  De rechthebbenden Les ayants-droit Vier beurzen van BEF 100 000 Quatre bourses de FB 100 000
20. XLI	Stichting : Fondation :	Schijndelcynzen  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 7 000 Une bourse de FB 7 000
21. XLIV	Stichting : Fondation :	De Corte  De rechthebbenden Les ayants-droit Drie beurzen van BEF 90 000 Trois bourses de FB 90 000
22.	Stichting : Fondation :	Boyen M.  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 50 000 Une bourse de FB 50 000
23. LVIII	Stichting : Fondation :	De Roest d'Alkemade R.  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 6 000 Une bourse de FB 6 000

24. LIX Stichting : Van Bael L.  
Fondation :  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Een beurs van BEF 13 000  
Une bourse de FB 13 000

## C. Hogere godgeleerdheid — C. Théologie supérieure

25. XLV Stichting : Van Broeckhoven  
Fondation :  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Een beurs van BEF 12 000  
Une bourse de FB 12 000
26. LII Stichting : De Becker Jan-Antoon  
Fondation :  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Dertig beurzen van BEF 150 000  
Trente bourses de FB 150 000

D. Buitenland — D. Etranger  
Wijsbegeerte, godgeleerdheid — Philosophie, théologie  
Engeland — Angleterre

27. Stichting : Howart Philippe  
Fondation :  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Een beurs van BEF 15 000  
Une bourse de FB 15 000

## Ierland — Irlande

28. XXXVII Verenigde Stichtingen : O'Conolly Arnould, French Nicolas, Matheus  
Fondations réunies : Eugeen, Normel Jacob, O-Sullivan John, Theige  
Mathieu  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Zestien beurzen van BEF 100 000  
Seize bourses de FB 100 000
29. XXXVIII Stichting : Ierse Dominikanen  
Fondation :  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Een beurs van BEF 35 000  
Une bourse de FB 35 000

## Luxemburg — Lxembourg

30. XLII Stichting : Du Bois Noël  
Fondation :  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Een beurs van BEF 3 600  
Une bourse de FB 3 600
31. XLV Verenigde Stichtingen : De Ruyther-Damen  
Fondations réunies :  
  
De rechthebbenden  
Les ayants-droit  
Een beurs van BEF 7 000  
Une bourse de FB 7 000

## Nederland — Pays-Bas

32. XXXIV	Stichting : Fondation :	Valerius  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 7 500 Une bourse de FB 7 500
33. XL	Stichting : Fondation :	Adriaan VI  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 25 000 Une bourse de FB 25 000
34. XLVII	Stichting : Fondation :	Bleyenberghs P.  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 2 060 Une bourse de FB 2 060
35. XLVIII	Stichting : Fondation :	Zoes N.  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 12 000 Une bourse de FB 12 000
36. XLIX	Stichting : Fondation :	Vosmer S.  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 13 000 Une bourse de FB 13 000
37. LXIV	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Schijndelcijnzen-Haaren  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 14 000 Une bourse de FB 14 000
38. LXV	Verenigde Stichtingen : Fondations réunies :	Ruther-Damen  De rechthebbenden Les ayants-droit Een beurs van BEF 5 000 Une bourse de FB 5 000

De aanvragen moeten vóór 1 oktober 2000 gezonden worden aan de President van het Bestuurscollege van het Aartsbisschoppelijk Seminarie te Mechelen.

De aanvragen moeten aanduiden :

1. Naam, voornaam, geboorteplaats en woonplaats van de aanvrager.
2. Beroep en adres van vader en moeder.
3. Samenstelling van het gezin.
4. Nummer en benaming van de aangevraagde beurs.
5. Hoedanigheid op dewelke de aanvrager beroept.

Les demandes doivent être adressées au Président du Bureau administratif du Séminaire archiépiscopal de Malines, avant le 1er octobre 2000.

Les demandes doivent indiquer :

1. Les noms, prénoms, lieu de naissance et domicile du postulant.
2. La profession du père et celle de la mère.
3. La composition de la famille.
4. Le numéro et le nom de la bourse demandée.
5. La qualité en laquelle on sollicite.

6. Andere studiebeurzen of toelagen met hun bedrag waarvan aanvrager geniet.

7. Uitdrukkelijk vermelden indien aanvrager geen andere studiebeurzen of toelagen geniet.

Bij aanvraag moet gevoegd :

1. Uittreksel uit de geboorteakte van aanvrager.
2. Bewijs van zedelijk gedrag.
3. Studiebewijs afgeleverd door het schoolhoofd van de laatst gevolgde school.

4. In geval van verwantschap :

- a) Bewijsstukken van verwantschap met stichter.
- b) Familieboom.

5. Alle bewijsstukken als rechthebbende.

6. In geval van studie in het buitenland : een aanvraag gericht tot de Minister van Justitie, verzoekend om machtiging daartoe.

De Secretaris,

M. Gaillard.

De President,

E. Goffinet,  
Grootvicaris.

6. Les bourses d'autres fondations ou les subsides publics dont on jouit en vue des études ainsi que le montant de ces allocations.

7. En faire mention expresse, si l'on ne jouit pas d'autres bourses d'études ou de subsides publics.

Les requêtes ainsi faites seront accompagnées :

1. D'un extrait de l'acte de naissance du postulant.
2. D'une attestation de moralité.
3. D'un certificat d'études délivrée par le chef de l'école fréquentée en dernier lieu.

4. En cas de parenté :

- a) De toute les pièces propres à établir la parenté.
- b) Du crayon généalogique de la famille.

5. De toutes les pièces propres à établir les titres donnant droit à la bourse demandée.

6. En cas d'études en pays étranger : joindre une demande adressée au Ministre de la Justice, sollicitant l'autorisation ad hoc.

Le Secrétaire,

M. Gaillard.

Le Président,

E. Goffinet  
Vicaire général.

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[2000/00645]

**Raad van State. — Bericht. — Voordracht van de drievoudige kandidatenlijst voor een vacante betrekking van Nederlandstalige Staatsraad**

Tijdens haar openbare zitting van 30 mei 2000 heeft de algemene vergadering van de Raad van State een drievoudige kandidatenlijst voorgedragen voor een vacante betrekking van nederlandstalige Staatsraad en samengesteld als volgt :

Eerste kandidaat : met eenparigheid van stemmen.

De heer Geert Van Haegendoren, auditeur in de Raad van State.

Tweede kandidaat :

De heer Eric Brewaeys, advocaat aan de balie te Brussel.

Derde kandidaat :

De heer Roger Moerenhout, referendaris bij het Arbitragehof.

De eerste kandidaat werd met eenparigheid van stemmen voorgedragen. De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de unanieme voordracht van de Raad van State aangenomen en heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers hiervan op de hoogte gebracht per brief van 4 juli 2000.

Tijdens de plenaire vergadering van 6 juli 2000 heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers de voordracht door de Raad van State, aangenomen door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de heer Geert Van Haegendoren, auditeur in de Raad van State, bevestigd voor het vacant ambt van Staatsraad.

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

[2000/00645]

**Conseil d'Etat. — Avis. — Présentation de la liste triple de candidats à un emploi vacant de conseiller d'Etat d'expression néerlandaise**

En son audience publique du 30 mai 2000, l'assemblée générale du Conseil d'Etat a présenté une liste triple de candidats à un emploi vacant de conseiller d'Etat d'expression néerlandaise et composée comme suit :

Premier candidat : à l'unanimité des voix.

M. Geert Van Haegendoren, auditeur au Conseil d'Etat.

Deuxième candidat :

M. Eric Brewaeys, avocat au barreau de Bruxelles.

Troisième candidat :

M. Roger Moerenhout, référendaire à la Cour d'arbitrage.

Le premier candidat a été choisi à l'unanimité. Le Ministre de l'Intérieur a accepté la présentation unanime du Conseil d'Etat et en a informé la Chambre des Représentants par lettre du 4 juillet 2000.

Lors de sa séance plénière du 6 juillet 2000, la Chambre des Représentants a confirmé la présentation par le Conseil d'Etat, acceptée par le Ministre de l'Intérieur, de M. Geert Van Haegendoren, auditeur au Conseil d'Etat, à une fonction vacante de conseiller d'Etat.

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2000/12596]

**Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werknemer-bediende bij de arbeidsrechtbank van Verviers-Eupen, ter vervanging van de heer Georges Hotchamps**

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2000/12596]

**Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur employé au tribunal du travail de Verviers-Eupen, en remplacement de M. Georges Hotchamps**

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2000/41001]

SECRETARIAT GENERAL — DIVISION DE LA TRESORERIE

SITUATION MENSUELLE DU TRESOR — SITUATION AU 31 JANVIER 2000

1. Exécution du budget 1999 au cours de l'année 2000

Recettes encaissées et imputées (y compris imputations sur mois antérieurs)  
Dépenses sur base des ordonnancements exécutés

(millions BEF)

	Mois janvier	1 mois 2000
Recettes générales (y compris la section particulière et les crédits variables)	0	0
Produit des emprunts consolidés (supérieur à 1 an)	0	0
Total général des recettes	0	0
Dépenses générales (y compris la section particulière et les crédits variables)	11 790,8	11 790,8
Amortissement de la dette régionale	0	0
Total général des dépenses	11 790,8	11 790,8

2. Exécution du budget 2000 au cours de l'année 2000

Recettes encaissées et imputées (y compris imputations sur mois antérieurs)  
Dépenses sur base des ordonnancements exécutés

(millions BEF)

	Mois janvier	1 mois 2000
Recettes générales (y compris la section particulière et les crédits variables)	0	0
Produit des emprunts consolidés (supérieur à 1 an)	0	0
Total général des recettes	0	0
Dépenses générales (y compris la section particulière et les crédits variables)	10 360,9	10 360,9
Amortissement de la dette régionale	0	0
Total général des dépenses	10 360,9	10 360,9



## 3. Situation du Trésor en terme de caisse

(millions BEF)

	Mois janvier	1 mois 2000
1. Recettes encaissées et imputées (y compris imputations sur mois antérieurs)	0	0
2. Dépenses sur base des ordonnancements exécutés	22 151,7	22 151,7
2.1 Ordonnances 1999	11 790,8	11 790,8
2.2 Ordonnances 2000	10 360,9	10 360,9
3. Solde opérations budgétaires (1 - 2)	- 22 151,7	- 22 151,7
4. Variation des recettes encaissées et restant à imputer	+ 14 872,8	+ 14 872,8
5. Variation dépenses du comptable centralisateur à imputer	+ 129,0	+ 129,0
6. Solde des variations des opérations budgétaires à imputer (4 - 5)	+ 14 743,8	+ 14 743,8
7. Variation des comptes de recettes de trésorerie	- 8,5	- 8,5
8. Variations des comptes de dépenses de trésorerie	- 1 409,6	- 1 409,6
8.1 Dépenses 1999	- 157,3	- 157,3
8.2 Dépenses 2000 moins les remboursements d'emprunts	- 1 252,3	- 1 252,3
9. Solde opérations de trésorerie (7 - 8)	+ 1 401,1	+ 1 401,1
10. Solde net à financer (3 + 6 + 9 + rectific. arrondis)	- 6 006,8	- 6 006,8
11. Amortissement de la dette consolidée	0	0
12. Solde brut à financer (10 + 11)	- 6 006,8	- 6 006,8
13. Variation nette de la dette consolidée hors amortissement (cf. tableau 4)	0	0
14. Variation nette de la dette flottante	- 29 859,0	- 29 859,0
15. Placements : départ (-) retour (+)	+ 22 590,1	+ 22 590,1
16. Report d'encaisse du mois précédent	+ 928,3	-
17. Encaisse au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	-	+ 928,3
18. Encaisse au 31 janvier 2000 (12 + 13 + 14 + 15 + 16 + 17 + rectific. arrondis)	- 12 347,4	- 12 347,4

## 4. Montant nominal de la dette fin janvier 2000

(millions BEF)

	Montant au 31/12/1999	Variation janvier	Montant au 30/01/2000
1. Dette consolidée (> 1 an)	75 101,40	0,00	75 101,40
1.1. Montant perçu	125 139,30	0,00	125 139,30
1.1.1. Emprunts privés	51 000,00	0,00	51 000,00
1.1.2. Emprunts publics	21 417,10	0,00	21 417,10
1.1.3. MTN > 1 an	52 722,20	0,00	52 722,20
1.2. Commissions sur emprunts	87,10	0,00	87,10
1.3. Amortissements	0,00	0,00	0,00
1.4. Remboursements à l'échéance finale	- 46 625,00	0,00	- 46 625,00
1.5. Opérations de gestion de la dette	- 3 500,00	0,00	- 3 500,00
2. Dette flottante (max. 1 an)	30 858,60	- 17 511,50	13 347,10
2.1. Crédit ≤ 1 an (billets de trésorerie)	30 858,60	- 29 858,90	999,70
2.2. ATF	0,00	0,00	0,00
2.3. Compte courant débiteur	0,00	12 347,40	12 347,40
3. Total (1 + 2)	105 960,00	- 17 511,50	88 448,50

## 5. Ventilation des recettes de la Région wallonne perçues durant le mois de janvier 2000

(millions BEF)

	Mois janvier	1 mois 2000
Impôts régionaux		
Taxe d'ouverture	8,4	8,4
Précompte immobilier	153,8	153,8
Droits d'enregistrement	628,4	628,4
Jeux et paris	63,3	63,3
Appareils automatiques	225,5	225,5
Droits de succession	928,9	928,9
Taxe de circulation	pm	pm
Sous-total 1 (+ rectific. arrondis)	2 008,3	2 008,3
Impôts conjoints		
Impôts personnes physiques	10 816,4	10 816,4
Sous-total 2 (+ rectific. arrondis)	10 816,4	10 816,4
Droits de tirage	957,0	957,0
Moyens attribués par la Communauté française	0,0	0,0
Taxes et redevances perçues directement par la Région	861,7	861,7
Section particulière M.R.W.	0,0	0,0
Autres recettes	233,5	233,5
Sous-total 3 (+ rectific. arrondis)	2 052,2	2 052,2
1. Total des recettes perçues (sous-total 1 à 3)	14 876,9	14 876,9
2. Variations des comptes de recettes de trésorerie	- 8,5	- 8,5
3. Dette consolidée (montant perçu)	0	0
4. Total des recettes	14 868,4	14 868,4

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2000/41001]

GENERALSEKRETARIAT — ABTEILUNG KASSENWESEN  
 MONATLICHE KASSENLAGEN — KASSENLAGEN AM 31. JANUAR 2000

## 1. Vollstreckung des Haushalts 1999 im Laufe des Jahres 2000

Angerechneten und einkassierten Einnahmen (Buchungen bezüglich der Vormonate einbezogen)  
 Ausgaben auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

	Monat Januar	1 Monat 2000
Allgemeine Einnahmen (Sonderabschnitt einbezogen)	0	0
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0	0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	0	0
Allgemeine Ausgaben (Sonderabschnitt einbezogen)	11 790,8	11 790,8
Tilgung der regionalen Schuld	0	0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	11 790,8	11 790,8

## 2. Vollstreckung der Haushalts 2000 im Laufe des Jahres 2000

Angerechneten und einkassierten Einnahmen (Buchungen bezüglich der Vormonate einbegriffen)  
Ausgaben auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen

	Monat Januar	1 Monat 2000
Allgemeine Einnahmen (Sonderabschnitt einbegriffen)	0	0
Ertrag der konsolidierten Anleihen (länger als 1 Jahr)	0	0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Einnahmen	0	0
Allgemeine Ausgaben (Sonderabschnitt einbegriffen)	10 360,9	10 360,9
Tilgung der regionalen Schuld	0	0
Allgemeiner Gesamtbetrag der Ausgaben	10 360,9	10 360,9

## 3. Kassenlage

	Monat Januar	1 Monat 2000
1. Angerechneten und einkassierten Einnahmen (Buchungen bezüglich der Vormonate einbegriffen)	0	0
2. Ausgaben auf Basis der ausgeführten Zahlungsanweisungen	22 151,7	22 151,7
2.1 Zahlungsanweisungen 1999	<i>11 790,8</i>	<i>11 790,8</i>
2.2 Zahlungsanweisungen 2000	<i>10 360,9</i>	<i>10 360,9</i>
3. Saldo der Haushaltsverrichtungen (= 1 - 2)	- 22 151,7	- 22 151,7
4. Schwankung der einkassierten und noch zu buchenden Einnahmen	+ 14 872,8	+ 14 872,8
5. Schwankung der noch zu buchenden Ausgaben des Zentralen Rechnungspflichtigen	+ 129,0	+ 129,0
6. Saldo der noch zu buchenden Schwankungen auf Haushaltsverrichtungen	+ 14 743,8	+ 14 743,8
7. Schwankung der Abrechnung der Kasseneinnahmen	- 8,5	- 8,5
8. Schwankung der Abrechnung der Kassenausgaben	- 1 409,6	- 1 409,6
8.1 Kassenausgaben 1999	<i>- 157,3</i>	<i>- 157,3</i>
8.2 Kassenausgaben 2000 minus vorzeitige Rückzahlungen von Anleihen	<i>- 1 252,3</i>	<i>- 1 252,3</i>
9. Saldo der Kassenverrichtungen (= 7 - 8)	+ 1 401,1	+ 1 401,1
10. Netto zu finanzierender Saldo (= 3 + 6 + 9 + Berichtigung Abrundungen)	- 6 006,8	- 6 006,8
11. Tilgung der Schuld	0	0
12. Brutto zu finanzierender Saldo (= 10 + 11)	- 6 006,8	- 6 006,8
13. Nominalschwankung der konsolidierten Schuld	0	0
14. Nominalschwankung der flottierende Schuld	- 29 859,0	- 29 859,0
15. Anlage: Ausgang (-) Eingang (+)	+ 22 590,1	+ 22 590,1
16. Übertragung des Kassenbestandes des vorangegangenen Monats	+ 928,3	-
17. Kassenbestand am 1. Januar 2000	-	928,3
18. Kassenbestand am 31. Januar 2000 (= 12 + 13 + 14 + 15 + 16 + 17 + Berichtigung Abrundungen)	- 12 347,4	- 12 347,4

## 4. Nominalbetrag der Schuld ende Januar 2000

	Betrag am 31. December	Schwankung Januar	Betrag am 31. Januar
1. Konsolidierte Schuld (> 1 Jahr)	75 101,40	0,00	75 101,40
1.1 Eingegangener Betrag	125 139,30	0,00	125 139,30
1.1.1. Private Einleihen	51 000,00	0,00	51 000,00
1.1.2. Öffentliche Anleihen	21 417,10	0,00	21 417,10
1.1.3. MTN > 1 Jahr	52 722,20	0,00	52 722,20
1.2 Vermittlungsgebühr der Anleihen	87,10	0,00	87,10
1.3 Tilgung	0,00	0,00	0,00
1.4 Rückzahlungen am Verfalltag	- 46 625,00	0,00	- 46 625,00
1.5 Verwaltungsverrichtungen der Schuld	- 3 500,00	0,00	- 3 500,00
2. Flottierende Schuld (höchstens 1 Jahr)	30 858,60	- 17 511,50	13 347,10
2.1 Kredit ≤ 1 Jahr (Schatzambtsbriefe)	30 858,60	- 29 858,90	999,70
2.2 Vorschuss zu festen Verfalldaten	0,00	0,00	0,00
2.3 Laufende Debetrechnung	0,00	+ 12 347,40	12 347,40
3. Gesamtbetrag	105 960,00	- 17 511,50	88 448,50

## 5. Aufgliederung der Einnahmen der Wallonischen Region eingekommen während des Monats Januar 2000

	Monat Januar	1 Monat 2000
Regionale Steuern		
Eröffnungssteuer	8,4	8,4
Grundsteuer	153,8	153,8
Eintragungssteuer	628,4	628,4
Spiele und Wetten	63,3	63,3
Spielautomaten	225,5	225,5
Erbschaftssteuer	928,9	928,9
Kraftfahrzeugsteuer	pm	pm
Zwischengesamtbetrag 1 (+ Berichtigung Abrundungen)	2 008,3	2 008,3
Beigefügte Steuern		
Personensteuer	10 816,4	10 816,4
Zwischengesamtbetrag 2 (+ Berichtigung Abrundungen)	10 816,4	10 816,4
Ziehungsrechte	957,0	957,0
Durch die französische Gemeinschaft bereitgestellte Mittel	0	0
Unmittelbar durch die Region erhobene Steuern und Abgaben	861,7	861,7
Sonderabschnitt MRW	0	0
Sonstige angerechnete Einnahmen	233,5	233,5
Zwischengesamtbetrag 3 (+ Berichtigung Abrundungen)	2 052,2	2 052,2
1. Gesamtbetrag der Haushaltseinnahmen (Zwischengesamtbeträge 1 bis 3)	14 876,9	14 876,9
2. Schwankung der Abrechnung der Kasseneinnahmen	- 8,5	- 8,5
3. Konsolidierte Schuld	0	0
4. Gesamtbetrag der Einnahmen	14 868,4	14 868,4

# WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

## PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

UNIVERSITE DE LIEGE

Faculté des sciences

Doctorat en sciences

M. Emmanuel Jehin, licencié en sciences physiques, présentera le jeudi 17 août 2000, à 14 heures, à l'auditoire Dehalu, Institut d'astrophysique et de Géophysique, avenue de Cointe 5, à Liège, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée : « Etude d'abondances dans un échantillon d'étoiles de métallicité intermédiaire entre le disque et le halo galactiques ». (19727)

M. Yves Rogister, licencié en sciences physiques, présentera le jeudi 7 septembre 2000, à 15 heures, à l'auditoire Dehalu, Institut d'astrophysique et de géophysique, avenue de Cointe 5, à Liège, l'examen en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée : « Etude théorique des déformations globales de la Terre ». (19726)

**Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)**

**Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)**

*Provincie West-Vlaanderen*

Ontwerp-gewestplan Kortrijk  
Openbaar onderzoek

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 juni 2000 werd in uittreksel, het besluit d.d. 28 april 2000 gepubliceerd van de Vlaamse regering, houdende voorlopige vaststelling van het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Kortrijk op het grondgebied van de gemeenten Avelgem, Harelbeke, Kortrijk, Menen, Waregem, Wevelgem en Zwevegem.

In uitvoering van artikel 3 van dit besluit, en overeenkomstig de procedure vastgesteld bij artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996, wordt vanaf 11 september 2000 tot en met 9 november 2000 een openbaar onderzoek georganiseerd in alle bij het gewestplan betrokken gemeenten nl. Avelgem, Harelbeke, Kortrijk, Menen, Waregem, Wevelgem en Zwevegem.

Het ontwerp-gewestplan wordt gedurende een periode van zestig dagen, hetzij vanaf 11 september 2000 tot en met 9 november 2000 ter inzage gelegd in het gemeentehuis van genoemde gemeenten en kan er worden geraadpleegd op werkdagen tijdens de bureeluren.

Gedurende de termijn van het openbaar onderzoek, zal het ontwerp-gewestplan eveneens kunnen ingezien worden bij volgende besturen :

provinciebestuur West-Vlaanderen, Provinciehuis Boeverbos, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Sint-Andries (directie MIRONA, bureel 314, 3<sup>e</sup> verdieping);

afdeling voor ruimtelijke ordening en huisvesting en monumenten, Werkhuisstraat 9, 8000 Brugge,

telkens op werkdagen tussen 9 en 11 u. 30 m.

Bezwaren en opmerkingen in verband met het ontwerp-gewestplan, moeten binnen hogergenoemde termijn van zestig dagen rechtstreeks en schriftelijk ter kennis gebracht worden van de heer gouverneur van de provincie West-Vlaanderen, Provinciehuis Boeverbos, directie MIRONA, bureel 314, 3<sup>e</sup> verdieping, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Sint-Andries. De bezwaren dienen vergezeld te zijn van een plan, waarop alle opmerkingen duidelijk gelokaliseerd zijn.

Brugge, 28 juli 2000.

(22285)

## Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

**KBC Equity Fund**

**Bevek naar Belgisch Recht, categorie ICBE  
Maatschappelijke zetel : Arenbergstraat 7, 1000 Brussel**

Oproepingsbericht voor de buitengewone algemene vergadering

De aandeelhouders worden opgeroepen tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op woensdag 16 augustus 2000, om 14 uur in de kantoren van de KBC Bank N.V., Havenlaan 2, 1080 Brussel.

Dagorde :

1. Kennisname en goedkeuring fusie-voorstel.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om, na kennisname, het fusievoorstel en derhalve de volgende daaruit voortvloeiende fusie-operaties goed te keuren :

De compartimenten KBC Equity Fund Scandinavia, Euro Telecom, Euro Distribution en Retail worden respectievelijk gefusioneerd met de compartimenten KBC Index Fund Scandinavia, Euro Telecom, Euro Distribution en Retail, waarbij de overnemende compartimenten van KBC Index Fund de compartimenten van KBC Equity Fund zullen overnemen, cfr. volgend overzicht :

Het volgende (overgenomen) compartimenten wordt gefusioneerd	met het volgende (overnemende) compartiment :
KBC Equity Fund Scandinavia	KBC Index Fund Scandinavia
KBC Equity fund Euro Telecom	KBC Index Fund Euro Telecom
KBC Equity Fund Euro Distribution	KBC Index Fund Euro Distribution
KBC Equity Fund Retail	KBC Index Fund Retail

Het vermelde overgenomen compartiment wordt bijgevolg ontbonden zonder vereffening.

Voor bovenstaande fusieoperaties zal de omruilverhouding worden vastgesteld op basis van de netto-inventariswaarde en het aantal uitgegeven aandelen van de betreffende compartimenten, op datum van woensdag 9 augustus 2000. De toe- en uittredingsorders, indien deze er zijn, van woensdag 9 augustus 2000 tot en met woensdag 16 augustus 2000 zullen worden samengenomen met de orders van woensdag 16 augustus 2000 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van donderdag 17 augustus 2000. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

Om geldig te kunnen beraadslagen moet op de algemene vergadering van woensdag 16 augustus 2000 een voldoende aantal aandeelhouders aanwezig zijn. Indien, na het verstrijken van de termijn voor neerlegging van de effecten om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, blijkt dat er onvoldoende aandelen zijn neergelegd met het oog op het bijwonen van deze algemene vergadering en dat

onvoldoende aandelen op naam zullen aanwezig of vertegenwoordigd zijn, zodat het vereiste aanwezigheidsquorum niet kan behaald worden, dan zullen de toe- en uittredingsorders zonder onderbreking worden aanvaard.

Indien deze vergadering niet het vereiste aanwezigheidsquorum haalt, zal een tweede algemene vergadering bijeengeroepen worden op maandag 4 september 2000 die geldig zal kunnen beslissen zonder aanwezigheidsquorum. Indien deze situatie zich voordoet, zal de omruilverhouding voor bovenstaande omruiloperaties worden vastgesteld op basis de netto-inventariswaarde van alle betreffende compartimenten, op datum van maandag 28 augustus 2000. De raad van bestuur stelt bijgevolg vast dat voor de in de fusie betrokken compartimenten, de toe- en uittredingsorders, indien deze er zijn, van maandag 28 augustus 2000 tot en met maandag 4 september 2000 worden samen genomen met de orders van maandag 4 september 2000 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van dinsdag 5 september 2000. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

De betrokken algemene vergaderingen kunnen, in het kader van genoemde fusie-operatie, op voorstel van de raad van bestuur, overgaan tot splitsing of hergroepering van de in een fusie-operatie betrokken aandelen van een compartiment, indien hierdoor een meer aangewezen omruilverhouding kan worden verkregen. Dit zal gebeuren op basis van hetzelfde netto-actief op dezelfde data als hierboven beschreven, zonder dat hiermee afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de aandeelhouders. Een dergelijke actie zal enkel invloed hebben op de theoretische omruilverhouding zonder echter de globale uitstaande participatie (zowel oude als nieuwe) van elke aandeelhouder te schaden.

Op basis van de berekende inventariswaarden en de hieruit voortvloeiende ruilverhoudingen zal vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van de overgenomen compartimenten een equivalent aan aandelen - met inbegrip van fracties van aandelen- van het overnemende compartiment worden uitgereikt. Deze aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

De omruiling zal gebeuren op basis van volgende formule :

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

waarbij :

A = het aantal nieuw toe te kennen aandelen

B = het aantal om te ruilen aandelen in het overgenomen compartiment

C = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overgenomen compartiment

D = toepasselijke wisselkoers tussen de munten van de betrokken compartimenten

E = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overnemende compartiment

Voor de compartimenten waar zowel distributie als kapitalisatie-aandelen zijn uitgegeven zal een omruilverhouding voor elke categorie aandelen (distributie of kapitalisatie) worden vastgesteld.

Voorstel van besluit : goedkeuring van het fusievoorstel en de fusie-operatie en dit onder opschortende voorwaarde van goedkeuring door de algemene vergaderingen van de andere vennootschappen die bij deze fusie-operatie betrokken zijn.

2. Kennisname verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering tot kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratieoperatie.

Voorstel van besluit : kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

3. Wijziging statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om in het kader van de vermelde fusie-operatie goedkeuring te verlenen voor volgende statutenwijzigingen :

Article 28. Schraping van de paragrafen 2, 8, 36 en 38

Voorstel van besluit : goedkeuring van de statutenwijzigingen.

4. Coördinatie van de statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de gecoördineerde statuten goed te keuren.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de gecoördineerde statuten.

5. Bevoegdheden.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de nodige bevoegdheid toe te kennen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de beslissingen die moeten worden genomen ten aanzien van bovengenoemde onderwerpen.

Voorstel van besluit : toekenning aan de raad van bestuur van de nodige bevoegdheden.

Het bovenvermelde fusievoorstel, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor kunnen door de aandeelhouders kosteloos worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Aan de aandeelhouders die de statutaire formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten, wordt tevens onverwijld een afschrift van deze documenten toegezonden.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij een 3/4-meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, waarbij de aanwezige of vertegenwoordigde aandelen ten minste de helft van het maatschappelijk kapitaal moeten vertegenwoordigen.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze buitengewone algemene vergadering of zich wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te richten naar de statutaire bepalingen ter zake. De neerlegging van de aandelen met het oog op het bijwonen van deze vergadering kan gebeuren tot en met 11 augustus 2000 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque en Centea.

(22268)

De raad van bestuur.

**KBC Index Fund,  
Bevek naar Belgisch Recht, categorie ICBE  
Maatschappelijke zetel : Arenbergstraat 7, 1000 Brussel**

—  
Oproepingsbericht voor de buitengewone algemene vergadering

De aandeelhouders worden opgeroepen tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op woensdag 16 augustus 2000, om 15 uur in de kantoren van de KBC Bank NV, Havenlaan 2, 1080 Brussel.

Dagorde :

1. Kennisname en goedkeuring fusie-voorstel.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om, na kennisname, het fusievoorstel en derhalve de volgende daaruit voortvloeiende fusie-operaties goed te keuren :

De compartimenten KBC Equity Fund Scandinavia, Euro Telecom, Euro Distribution en Retail worden respectievelijk gefusioneerd met de compartimenten KBC Index Fund Scandinavia, Euro Telecom, Euro Distribution en Retail, waarbij de overnemende compartimenten van KBC Index Fund de compartimenten van KBC Equity Fund zullen overnemen, cfr. volgend overzicht :

Het volgende (overgenomen) compartiment wordt gefusioneerd	met het volgende (overnemende) compartiment :
KBC Equity Fund Scandinavia	KBC Index Fund Scandinavia
KBC Equity Fund Euro Telecom	KBC Index Fund Euro Telecom
KBC Equity Fund Euro Distribution	KBC Index Fund Euro Distribution
KBC Equity Fund Retail	KBC Index Fund Retail

Het vermelde overgenomen compartiment wordt bijgevolg ontbonden zonder vereffening.

Voor bovenstaande fusieoperaties zal de omruilverhouding worden vastgesteld op basis van de netto-inventariswaarde en het aantal uitgegeven aandelen van de betreffende compartimenten, op datum van woensdag 9 augustus 2000. De toe- en uittredingsorders, indien deze er zijn, van woensdag 9 augustus 2000 tot en met woensdag 16 augustus 2000 zullen worden samengenomen met de orders van woensdag 16 augustus 2000 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van donderdag 17 augustus 2000. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

Om geldig te kunnen beraadslagen moet op de algemene vergadering van woensdag 16 augustus 2000 een voldoende aantal aandeelhouders aanwezig zijn. Indien, na het verstrijken van de termijn voor neerlegging van de effecten om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, blijkt dat er onvoldoende aandelen zijn neergelegd met het oog op het bijwonen van deze algemene vergadering en dat onvoldoende aandelen op naam zullen aanwezig of vertegenwoordigd zijn, zodat het vereiste aanwezigheidsquorum niet kan behaald worden, dan zullen de toe- en uittredingsorders zonder onderbreking worden aanvaard.

Indien deze vergadering niet het vereiste aanwezigheidsquorum haalt, zal een tweede algemene vergadering bijeengeroepen worden op maandag 4 september 2000 die geldig zal kunnen beslissen zonder aanwezigheidsquorum. Indien deze situatie zich voordoet, zal de omruilverhouding voor bovenstaande omruiloperaties worden vastgesteld op basis de netto-inventariswaarde van alle betreffende compartimenten, op datum van maandag 28 augustus 2000. De raad van bestuur stelt bijgevolg vast dat voor de in de fusie betrokken compartimenten, de toe- en uittredingsorders, indien deze er zijn, van maandag 28 augustus 2000 tot en met maandag 4 september 2000 worden samen genomen met de orders van maandag 4 september 2000 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van dinsdag 5 september 2000. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

De betrokken algemene vergaderingen kunnen, in het kader van genoemde fusie-operatie, op voorstel van de raad van bestuur, overgaan tot splitsing of hergroepering van de in een fusie-operatie betrokken aandelen van een compartiment, indien hierdoor een meer aangewezen omruilverhouding kan worden verkregen. Dit zal gebeuren op basis van hetzelfde netto-actief op dezelfde data als hierboven beschreven, zonder dat hiermee afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de aandeelhouders. Een dergelijke actie zal enkel invloed hebben op de theoretische omruilverhouding zonder echter de globale uitstaande participatie (zowel oude als nieuwe) van elke aandeelhouder te schaden.

Op basis van de berekende inventariswaarden en de hieruit voortvloeiende ruilverhoudingen zal vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van de overgenomen compartimenten een equivalent aan aandelen - met inbegrip van fracties van aandelen- van het overnemende compartiment worden uitgereikt. Deze aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

De omruiling zal gebeuren op basis van volgende formule :

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

waarbij :

A = het aantal nieuw toe te kennen aandelen

B = het aantal om te ruilen aandelen in het overgenomen compartiment

C = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overgenomen compartiment

D = toepasselijke wisselkoers tussen de munten van de betrokken compartimenten

E = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overnemende compartiment

Voor de compartimenten waar zowel distributie als kapitalisatie-aandelen zijn uitgegeven zal een omruilverhouding voor elke categorie aandelen (distributie of kapitalisatie) worden vastgesteld.

Voorstel van besluit : goedkeuring van het fusievoorstel en de fusie-operatie en dit onder opschortende voorwaarde van goedkeuring door de algemene vergaderingen van de andere vennootschappen die bij deze fusie-operatie betrokken zijn.

2. Kennisname verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering tot kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratieoperatie.

Voorstel van besluit : kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

3. Bevoegdheden.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de nodige bevoegdheid toe te kennen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de beslissingen die moeten worden genomen ten aanzien van bovengenoemde onderwerpen.

Voorstel van besluit : toekenning aan de raad van bestuur van de nodige bevoegdheden.

Het bovenvermelde fusievoorstel, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor kunnen door de aandeelhouders kosteloos worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Aan de aandeelhouders die de statutaire formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten, wordt tevens onverwijld een afschrift van deze documenten toegezonden.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij een 3/4-meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, waarbij de aanwezige of vertegenwoordigde aandelen ten minste de helft van het maatschappelijk kapitaal moeten vertegenwoordigen.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze buitengewone algemene vergadering of zich wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te richten naar de statutaire bepalingen ter zake. De neerlegging van de aandelen met het oog op het bijwonen van deze vergadering kan gebeuren tot en met 11 augustus 2000 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque en Centea.

(22269)

De raad van bestuur.

---

**SAEPI, société anonyme d'Etudes et de Propriété immobilière,  
en abrégé : « SAEPI », société anonyme,  
rue J. Sneessens 15, à 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 57135 – T.V.A. 431.053.449

Assemblée générale ordinaire le 21 août 2000, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Renouvellement de mandat. 7. Démission et nomination. 8. Divers. Se conformer aux statuts. (22310)

---

**Société de Gestion de Cafés, Hôtels et Restaurants,  
en abrégé : « G.C.H.R. », société anonyme, à Dausoulx**

R.C. Namur 41013 – T.V.A. 414.959.169

Assemblée générale extraordinaire le 19 août 2000, à 11 heures, au siège social, rue Van Gricken 32. — Ordre du jour : 1. Renouvellement des mandats d'administrateur. 2. Modification de l'article 7 où la durée des mandats de six ans sera supprimée. (22311)

**Ets Nicolas Lambrette et fils, société anonyme,  
rue Trou du Chat 11, 4651 Battice**

—  
Le dividende attribué par l'A.G.O. du 30 mai 2000 sera payable à l'agence du Crédit agricole (INCA), rue Neuve 107B, à 4860 Pepinster, contre remise du coupon n° 3, à partir du 20 août 2000, par le conseil d'administration. (22312)

**Libotton, naamloze vennootschap,  
Diestsesteenweg 318, 3010 Kessel-Lo (Leuven)**

H.R. Leuven 78527 — BTW 440.282.010

—  
Jaarvergadering op 13/08/2000, om 14 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (47657)

**Dojopack, naamloze vennootschap,  
Kragenstraat 1, 3540 Herk-de-Stad**

H.R. Hasselt 82085

—  
De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 13 augustus 2000, om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 28.02.2000.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (82197)

**I.D.G., naamloze vennootschap,  
Pathoekeweg, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 57333 — BTW 423.331.853

—  
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op vrijdag 18 augustus 2000, om 15 uur.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 2000.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatverwerking.
4. Kwijting aan de bestuurders voor hun mandaat gedurende het voorbije boekjaar.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(82198)

De raad van bestuur.

## Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

### Administrations publiques et Enseignement technique

—  
OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Veurne

—  
Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Veurne brengt volgende vacature ter kennis.

Ten behoeve van de sociale dienst van het Rusthuis Ter Linden zoekt het O.C.M.W.-Veurne een maatschappelijk werk(st)er (m/v) :

voor een 3/4 betrekking;

voor een langdurige contractuele aanstelling;

de kandidaten hebben een specifieke betrokkenheid bij de bejaarde en het leven in het rusthuis/RVT.

Kandidaturen dienen, vergezeld van de nodige bewijsstukken (eensluidend verklaard afschrift diploma-brevet), aangetekend uiterlijk vóór 25 augustus 2000 toe te komen op volgend adres :

Aan de heer voorzitter O.C.M.W., Kaaiplaats 2, te 8630 Veurne.

Nadere info : O.C.M.W.-Veurne, Kaaiplaats 2, tel. 058/33 23 00. (21955)

#### AZ Sint-Jan AV

—  
Het AZ Sint-Jan AV werft aan :

A. Eén bioloog-embryoloog (m/v);

B. Eén moleculair bioloog t.b.v. het laboratorium microbiologie (m/v);

C. Eén moleculair bioloog t.b.v. het laboratorium hematologie (m/v);

D. Eén apotheker bioloog toxicoloog (m/v).

Diplomavereiste :

A. het diploma van licentiaat biologie en vier jaar ervaring in IVF-lab. technieken;

B. en C. het diploma van licentiaat biotechnologie, bewezen ervaring in de medische moleculaire biologie en minstens vier jaar ervaring in een universitair laboratorium;

D. het diploma van apotheker met specialisatie in de klinische biologie;

bijzondere opleiding in de toxicologie;

doctoraat in de medische of farmaceutische wetenschappen;

acht jaar praktische ervaring.

Schriftelijke kandidatuurstelling met *curriculum vitae* en vergezeld van een afschrift van diploma en bewijs van ervaring en/of bijzondere opleiding sturen tegen uiterlijk 15 augustus 2000 aan de personeelsdienst, Kartuizerinnenstraat 4, te 8000 Brugge (tel. 050/44 94 11 Mevr. Verstraete).

Storting van BEF 400 op rekeningnummer 630-6400000 (met vermelding van de functie). (21958)



**Université de Mons-Hainaut**

L'Université de Mons-Hainaut constitue pour le Centre d'Informatique une réserve de recrutement de programmeurs (masculins/féminins), d'expression française.

Barème : 655 680 - 992 067.

Conditions d'admissibilité :

1. être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne;
2. être de conduite irréprochable;
3. jouir des droits civils et politiques;
4. satisfaire aux lois sur la milice;
5. n'avoir pas atteint l'âge de 50 ans, sauf dérogations légales ou réglementaires;
6. être porteur d'un diplôme d'enseignement de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;
7. posséder les aptitudes physiques requises pour l'emploi à conférer, l'examen médical de contrôle est obligatoire.

Programme :

Matières	Modalités	
	Durée	Points sur un total de 100
Epreuve orale : Interview permettant de vérifier : 1. Notions suffisantes pour mettre en œuvre les outils informatiques suivants : bases de données, tableurs, logiciels graphiques, traitement de texte 2. Notions suffisantes sur les réseaux	30 m	40
Epreuve écrite : 1. Connaissances de base des différentes plateformes informatiques (mainframe, mini et PC) et des systèmes d'exploitation 2. Connaissances de base des langages de programmation et des outils de développement sur PC 3. Aptitude à exploiter des données en environnement distribué	2 h 30 m	60

Pour réussir, le candidat doit obtenir 50 % dans chaque groupe de matières et 60 % au total général.

Les candidats qui auront le nombre de points requis seront classés dans la réserve de recrutement.

Les demandes de participation doivent parvenir, sur papier libre et par la voie postale, exclusivement à l'administrateur de l'Université de Mons-Hainaut, place du Parc 20, 7000 Mons. Elle doivent être postées au plus tard trente jours après la date de publication au *Moniteur belge*, et par recommandé, le cachet de la poste faisant foi. Aucune candidature tardive ne sera admise.

Les candidatures doivent être accompagnées :

d'un *curriculum vitae*;

d'une copie légalisée du diplôme;

d'un extrait d'acte de naissance délivré sur papier libre et revêtu de la mention « destiné à une administration publique »;

d'un certificat de nationalité, bonnes conduite, vie et mœurs de date récente et revêtu de la mention « destiné à une administration publique »;

pour les candidats masculins, éventuellement un certificat de milice, quel que soit l'âge du candidat.

Remarques :

1. Aucune recommandation ne peut être accueillie. En conséquence, les candidats sont priés de ne se faire recommander sous aucun prétexte.

2. L'ordre des épreuves indiqué au tableau annexé ne préjuge nullement de celui sera retenu par les membres du jury au moment du concours. (22270)

**Gemeente Oud-Heverlee**

Het gemeentebestuur van Oud-Heverlee werft aan :

een hoofdveldwachter (m/v)

Alle nuttige inlichtingen in verband met het vereiste diploma, de functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en het examenprogramma zijn te bekomen bij de dienst der landelijke politie van de gemeente Oud-Heverlee, tel. 016/40 12 13, vragen naar de heer Jan Daems.

Voor deze functie wordt een werfreserve aangelegd van drie jaar.

De eigenhandig geschreven kandidaturen dienen, per aangetekend schrijven, vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma, uiterlijk toe te komen op 31 augustus 2000 en gericht te worden aan de burgemeester van en te 3054 Oud-Heverlee. (22271)

**Gemeente Evere**

Aanwerving van aspirant-politieagenten.

Het gemeentebestuur van Evere zal eerstdaags overgaan tot de aanwerving van aspirant-politieagenten (m/v) (koninklijk besluit van 22 december 1997).

Leeftijd : minstens 18 jaar.

Diploma of getuigschrift :

tenminste gelijkwaardig aan een gehomologeerd getuigschrift van hogere secundaire studies.

Werkuren :

36 uren per week.

Inschrijvingsrecht :

BEF 300 op prk. 000-0025443-29 van het gemeentebestuur van Evere te storten vóór 8 september 2000.

Het inschrijvingsformulier en bijkomende inlichtingen kan men bekomen op de personeelsdienst op het gemeentehuis, S. Hoedemakerssquare 10, te Evere, tel. 02/247 62 26 of 62 27.

De kandidaturen moeten vóór 8 september 2000 bij ter post aangekondend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Evere. (22272)

**Commune d'Evere**

Recrutement d'aspirant(e)s agent(e)s de police

L'administration communale engagera prochainement des aspirant(e)s agent(e)s de police (m/f) (arrêté royal du 22 décembre 1997).

Age : minimum 18 ans.

Diplôme ou certificat :

au moins équivalent au certificat homologué d'études secondaires supérieurs.

Prestations : 36 heures par semaine.

Droit d'inscription :

BEF 300 à verser au C.C.P. n° 000-0025443-29 de l'administration communale d'Evere, avant le 8 septembre 2000.

Pour obtenir le formulaire d'inscription ainsi que tous les renseignements complémentaires, s'adresser au service du personnel, à l'hôtel communal, square S. Hoedemaekers 10, à Evere, tél. 02/247 62 26 ou 62 27.

Les candidatures doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Evere, par lettre recommandée à la poste, pour le 8 septembre 2000. (22272)

### Gemeentelijk Havenbedrijf Antwerpen

Contractueel cad-ontwerper « Bouwkunde »

Uw uitdaging : Tot het takenpakket behoort een dossiervoorbereiding, het opmaken van een voorontwerp en het begeleiden en uitwerken van de uitvoeringsklare tekeningen. U ontwikkelt een gespecialiseerde kennis voor dienstspecifieke taken.

U bezit een diploma van industrieel ingenieur of gelijkwaardig, optie bouwkunde of u bezit ten minste zes jaar relevante ervaring met cad-tekenen in de specialiteit « bouwkunde ».

Hoe solliciteren ?

Tot 15 augustus 2000 kunt u zich inschrijven voor de vergelijkende selectieprocedures.

De formulieren hiervoor bekomt u bij de personeelsdienst van het gemeentelijk havenbedrijf, Havenhuis, Entrepotkaai 1, te 2000 Antwerpen, tel. 03/205 22 79, 03/205 22 85, e-mail: examens@haven.antwerpen.be

De overschrijvingsformulieren zijn eveneens beschikbaar in de districtshuizen en wijkkantoren van de stad Antwerpen, de VDAB-kantoren in de regio Antwerpen, aan de infobalie van het stadhuis en in de infowinkel, Grote Markt 40, te 2000 Antwerpen. (22273)

### Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

#### Actes judiciaires et extraits de jugements

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup> du Code civil**

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder  
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederegerecht van het kanton Wolvertem

Bij beschikking van 14 juli 2000 van de vrederechter van het kanton Wolvertem werd de heer Carolus De Prins, geboren te Humbeek op 19 september 1915, wonende te 1851 Humbeek, Benedenstraat 55, doch verblijvende in het Rusthuis Oase, Kapellelaan 295, te 1860 Meise, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Jean De Prins, wonende te 1851 Humbeek, Benedenstraat 55.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) K. De Greve. (65363)

Vrederegerecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 20 juli 2000, werd Audenaert, Paula, geboren te Wetteren op 25 april 1911, verblijvende en gedomicilieerd in het R.V.T. Kanunnik Triest, te 9090 Melle, Kloosterstraat 33, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Herssens, Marc, advocaat, wonende te 9000 Gent, Recollettenlei 43.

Voor eensluidend afschrift : voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.) C. De Veirman. (65364)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 20 juni 2000, werd Geysels, Joannes, geboren te Petegem-aan-de-Leie op 23 april 1945, verblijvende in het Universitair Ziekenhuis te Gent, De Pintelaan 185, afdeling K12 (neurologie), 10e verdieping, kamer 16, gedomicilieerd te 9800 Deinze, Kouterlosstraat 104, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Herssens, Marc, advocaat, wonende te 9000 Gent, Recollettenlei 43.

Voor eensluidend afschrift : voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.) C. De Veirman. (65365)

Vrederegerecht van het kanton Neerpelt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 18 juli 2000, werd Vandersanden, Hendrica, geboren te Grote-Brogel op 28 maart 1922, verblijvende en gedomicilieerd te 3990 Peer, Lobroekstraat 20, bus 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Swennen, Johan, kraanmachinist, wonende Lobroekstraat 20, bus 2, 3990 Peer.

Voor eensluidend uittreksel : de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Anja Verpoorten. (65366)

Vrederegerecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 19 juli 2000, werd Paquay, Antoinette, geboren te Hoeselt op 2 september 1906, wonende te 3730 Hoeselt, Herenstraat 2, verblijvende in de Sint-Annakliniek, Stenaartberg 3, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopige bewindvoerder : Biets, Karine, advocaat, met burelen te 3890 Gingelom, Regentwijk 64.

Sint-Truiden, 20 juli 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Sonja Vangaethoven. (65367)

Vrederegerecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 25 juli 2000, werd De Groote, Anne Marie, geboren te Oudenaarde op 27 oktober 1963, wonende te 9000 Gent, Europalaan 148, verblijvende in het P.C. Sint-Jan de Deo, Fratersplein 9, te 9000 Gent, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Hoecke, Ivan, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Drabstraat 14.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 juli 2000.

Gent, 27 juli 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Verspeet, Magda. (65368)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 25 juli 2000, werd Stabb, William, geboren te Gent op 18 januari 1949, wonende te 9000 Gent, Rodelijvekensstraat 44, verblijvende in het P.C. Guislain, Fr. Ferrerlaan 88A, te 9000 Gent, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verbeest, Nadine, advocaat, met kantoor te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Driekoningestraat 3.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 juli 2000.

Gent, 26 juli 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Verspeet, Magda. (65369)

Justice de paix du canton de Messancy

Par ordonnance du juge de paix du canton de Messancy, rendue le 20 juillet 2000, Mme Weber, Marcelle, née à Messancy le 14 février 1931, domiciliée rue de la Gare 150, 6700 Arlon, mais résidant actuellement à la clinique Belle-Vue, avenue de la Libération 39, à 6791 Aubange (Athus), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Fontaine, Jean-François, avocat, dont les bureaux sont établis rue des Martyrs 19, à 6700 Arlon.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal délégué, (signé) Cop, Nadia. (65370)

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 18 juillet 2000, la nommée Mme Depriez, Marguerite Marie, née à Jumet le 5 juillet 1921, domiciliée à 1020 Bruxelles, Home Ingendaël, rue Steyls 44, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Wins, Suzanne, domiciliée à 1020 Bruxelles, rue Thys-Vanham 14.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marcel Pauwels. (65371)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 13 juillet 2000, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 18 juillet 2000, M. Wirard, Ernest, né à Liège le 4 juillet 1919, domicilié rue du Paquier 4/42, 4020 Liège, résidant CHR de la Citadelle, boulevard du 12ème de Ligne 1, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Luyten, Marc, avocat, dont l'étude est établie rue Chéri 40/14, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée, Christiane. (65372)

Suite à la requête déposée le 23 juin 2000, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 26 juillet 2000, Mme Ronveaux, Félicie Alphonsine Eugénie, née à Liège le 3 novembre 1919, domiciliée rue des Armuriers 12, 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Ligot, Léon, avocat, domicilié avenue du Luxembourg 15, 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée, Christiane. (65373)

Suite à la requête déposée le 13 juillet 2000, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 18 juillet 2000, M. Havard, Marc, né à Hermalle-sur-Argenteau le 13 octobre 1964, domicilié rue du Parlement 24, 4020 Liège, résidant à l'hôpital psychiatrique Petit-Bourgogne-Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Herbiet, Jacques, avocat, dont l'étude est établie avenue Blondin 33, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marzée, Christiane. (65374)

Justice de paix du canton de Comines

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Comines, en date du 25 juillet 2000, Me Muriel Saintrond, avocate à Comines, rue des Combattants 3, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de Mme Isabelle D'Hoine, née à Ploegsteert le 6 juin 1922, demeurant à Comines-Warneton, rue du Gheer 56.

Pour extrait conforme : (signé) F. Brysse, greffier en chef. (65375)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Comines, en date du 25 juillet 2000, Me Muriel Saintrond, avocate à Comines, rue des Combattants 3, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de M. Robert D'Hooghe, né à Moorslede le 19 février 1921, demeurant à Comines-Warneton, rue du Gheer 56.

Pour extrait conforme : (signé) F. Brysse, greffier en chef. (65376)

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du 26 juillet 2000, de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée, Ghilain Kathy, née à Charleroi, le 30 décembre 1981, résidant à IMP Saint-François à Bouge, rue de l'Institut 30, domiciliée à 6030 Marchienne-au-Pont, rue Nays au Bois 28A, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant, Muller, Sophie, secrétaire de direction, domiciliée à 5000 Namur, avenue du Val Saint-Georges 95. La même ordonnance dit toutefois que la personne protégée continuera à percevoir et à gérer elle-même son revenu mensuel.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Anne-Marie Massart. (65377)

Par ordonnance du 26 juillet 2000, de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée, Sacre, Gisèle, née le 17 septembre 1955, résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, rue de Brigniot 205, Hôpital du Beau Vallon, domiciliée à Saint-Servais, rue de Beau Vallon 151, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant, Muller, Sophie, secrétaire de direction, domiciliée à 5000 Namur, avenue du Val Saint-Georges 95. La même ordonnance dit toutefois que la personne protégée continuera à percevoir et à gérer elle-même son revenu mensuel, notamment la rente d'handicapée et les allocations familiales dont elle bénéficie.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Gilbert Nigot. (65378)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite à la requête déposée le 7 juillet 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, rendue le 19 juillet 2000, M. Leunen, Marc, né le 17 mai 1971, à Liège, célibataire, domicilié rue des Muguets 5, à 4420 Saint-Nicolas, résidant rue Professeur Mahaim 84, à 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Bossy, Roger, domicilié rue des Muguets 5, à 4420 Saint-Nicolas.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Paquay, Véronique. (65379)

Suite à la requête déposée le 23 juin 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, rendue le 24 juillet 2000, M. Bodson, Thierry, né le 7 septembre 1972, à Hermalle-sous-Argenteau, célibataire, domicilié rue des Eburons 44, à 4000 Liège, résidant rue Professeur Mahaim 84, à 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Secretin Georges, avocat, dont l'étude est sise quai de Rome 21, à 4000 Liège.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Paquay, Véronique.  
(65380)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur, en date du 28 juillet 2000, la nommée, De Prins, Marcelle, née à Bruxelles, le 13 mars 1913, domiciliée à Profondeville, rue Joseph Lonnoy 25, résidant à 5170 Lustin, rue Eugène Falmagne 111, Institut Saint-Thomas, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant, Me Françoise Dorange, avocat, domiciliée à 5000 Namur, rue Juppim 6-8.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Gregoire.  
(65381)

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la requête déposée le 28 juin 2000, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue le 25 juillet 2000, Mme Marie-Louise Bouchard, née le 14 octobre 1923, domiciliée à 7000 Mons, rue de la Peine Perdue 14, mais résidant rue de la Cure d'Air 19, à 7021 Havre, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me l'avocat Lesuisse, Olivier, avocat, né le 21 février 1969, à Mons, dont le bureau est sis Croix Place 7, 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Blairon, Etienne.  
(65382)

Justice de paix du second canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 27 juillet 2000, la nommée Barbiaux, Euphémie, née à Charleroi, le 10 juillet 1927, résidant à Loverval, Résidence les Amarantes, route de Philippeville 128, domiciliée à Couillet, rue Tienne Saint-Gilles 56, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant France, Alain, notaire, domicilié à Gilly, chaussée de Montignies 28.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) M.P. Dumay.  
(65383)

Justice de paix du second canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 18 juillet 2000, la nommée Claudine Henno, née le 8 septembre 1935, domiciliée à Berchem-Sainte-Agathe, Hunderenveld 804, mais résidant au centre hospitalier François Rabelais à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Josse Goffin 180, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Erika Swysen, avocate, dont le cabinet est sis à Berchem-Sainte-Agathe, place Docteur Schweitzer 18, et ce à dater du dépôt de la requête, soit le 4 juillet 2000.

Pour extrait conforme : la greffière en chef, (signé) Brigitte de Bremme.  
(65384)

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 18 juillet 2000, le nommé Roger Wauthier, veuf de Mpala Kangela, né le 21 janvier 1922 à Anvers, domicilié à Koekelberg, avenue de la Basilique 387/12, mais résidant au centre hospitalier François Rabelais à Berchem-Sainte-Agathe, avenue Josse Goffin 180, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant son fils Pierre Wauthier, domicilié à 7110 La Louvière, chaussée du Pont au Sart 78, et ce à dater du dépôt de la requête, soit le 10 juillet 2000.

Pour extrait conforme : la greffière en chef, (signé) Brigitte de Bremme.  
(65385)

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 7 juillet 2000, le nommé Axel Geeregat, né le 15 juin 1979 à Bruxelles, domicilié à 1480 Tubize, rue de la Croix-Rouge 42, mais résidant actuellement à l'Hôpital Erasme, route de Lennik 808, à Anderlecht, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant ses parents conjointement.

M. Serge Geeregat, ingénieur technicien, domicilié à 1480 Tubize, rue de la Croix-Rouge 42, et Mme Claire Demoulin, rédactrice, domiciliée à 1480 Tubize, rue Albert 1<sup>er</sup> 22, et ce à dater du dépôt de la requête, soit le 27 juin 2000.

Pour extrait conforme : la greffière adjointe déléguée, (signé) Helga Asselman.  
(65386)

Justice de paix du sixième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 11 juillet 2000, le nommé Dioncre Auguste, époux de Vander Motte Jeanne, né le 29 octobre 1911, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domicilié à 1050 Bruxelles, chaussée de Boondael 602AA, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Gobet, Roland, domicilié à 1050 Bruxelles, chaussée de Boondael 602AA.

Requête déposée au greffe le 8 juin 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens.  
(65387)

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 11 juillet 2000, le nommé Tillaert, Jean-Pierre, né le 10 septembre 1947, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, boulevard Mettevie 46, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Me Martine Gaillard, avocat, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391/7.

Requête déposée au greffe le 2 juin 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens.  
(65388)

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 11 juillet 2000, la nommée Juricevic, Danica, née à Koujic (Yougoslavie) le 20 avril 1926, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domiciliée à Bruxelles, rue des Potiers, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Me Martine Gaillard, avocat, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391/7.

Requête déposée au greffe le 2 juin 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens.  
(65389)

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 11 juillet 2000, le nommé Maes, Gilbert, célibataire, né à Saint-Denis le 16 juin 1930, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domicilié à 1000 Bruxelles, rue Borgval 2, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Me Martine Gaillard, avocat, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391/7.

Requête déposée au greffe le 14 juin 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens. (65390)

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 11 juillet 2000, le nommé Roskam, Jean-Pierre, né le 2 juillet 1930, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domicilié à 1000 Bruxelles, rue du Midi 154, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Me Martine Gaillard, avocat, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391/7.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens. (65391)

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 11 juillet 2000, le nommé Walravens, Maurice, né le 16 septembre 1934, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domicilié à 1000 Bruxelles, Ieperlaan 24, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant Me Martine Gaillard, avocat, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391/7.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens. (65392)

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 11 juillet 2000, la nommée Vander Motte, Jeanne, épouse de Dioncre, Auguste, née à Saint-Gilles le 14 décembre 1908, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, chaussée de Boondael 602AA, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant Gobet Roland, domicilié à 1050 Bruxelles, chaussée de Boondael 602AA.

Requête déposée au greffe le 8 juin 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens. (65393)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton d'Uccle, en date du 25 juillet 2000, en suite de la requête déposée le 11 juillet 2000, M. Paul Buckens, né à Louvain le 4 juin 1949, résidant à la Clinique « La Ramée » à 1180 Uccle, avenue de Boetendaël 34, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Anne Dauvrin, avocate, dont le cabinet est sis à 1040 Bruxelles, rue Jonniaux 14.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (65394)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du dix-huit juillet deux mille, la nommée Fosse, Elsa, née à Trondheim (Norvège) le 12 décembre 1917, domiciliée à 1140 Bruxelles, avenue de la Béatitude 29, mais résidant actuellement à 1030 Bruxelles, rue Colonel Bourg 74-78 (Senior's Flatel), a été déclarée

incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Carine Van Damme-Valvekens, avocate, domiciliée à 1050 Bruxelles, rue de Livourne 45.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Philippot, Michaël. (65395)

Justice de paix du canton de Dour

Suite à la requête déposée le 13 juin 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Dour, rendue le 29 juin 2000, M. Stievenart, Joseph, né le 22 janvier 1939, domicilié Home « Le Roseau vert », Place 2, à 7387 Honnelles, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Bronsart, Yves, avocat, domicilié rue Pairois 44, à 7370 Dour.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Charensol-Galland, Wendy. (65396)

Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* du 27 juillet 2000, 2e édition, page 26023, avis n° 65220, il y a lieu de lire le titre comme suit : « Justice de paix du canton de Dour ».

Mainlevée d'administration provisoire  
Opheffing voorlopig bewind

Vrederegerecht van het kanton Kontich

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kontich, verleend op 25 juli 2000, werd ambtshalve een einde gesteld aan het voorlopig bewind van De Ruyter, Christiane, over Raes, Alfons, geboren te Hingene op 14 juni 1915, in leven gedomicilieerd te 2650 Edegem, Oude Godstraat 110, ingevolge het overlijden te Edegem op 2 juni 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Hilde Peeters. (65398)

Vrederegerecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 28 juli 2000, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Piron, Jean, geboren te Leuven op 15 april 1912, gedomicilieerd en verblijvende Fred. Lintsstraat 33, 3000 Leuven (ambtshalve ingevolge van overlijden te Leuven op 5 juli 2000).

Leuven, 28 juli 2000.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Gilbert Schruers. (65399)

Justice de paix du canton de Hannut

Suite à la requête déposée le 26 juillet 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Hannut, rendue le 27 juillet 2000, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 8 février 2000 et publiée au *Moniteur belge* du 18 février 2000 et publiée à l'égard de Mme Vignaux, Marie, veuve de Jacquemart, Pierre, née à Avernas le 7 septembre 1921, domiciliée impasse Martin 13, 4280 Hannut; cette personne étant décédée à Loverval le 2 juillet 2000, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Hervé Jamar, avocat à Hannut, rue Albert I<sup>er</sup> 130.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) L. Barchy. (65400)

*Remplacement d'administrateur provisoire  
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Vrederecht van het kanton Wolvertem

Bij beschikking van 21 mei 1999 van de vrederechter van het kanton Wolvertem werd de heer Jean-Marie Van Droogenbroeck, geboren te Brussel op 3 december 1955, wonende en verblijvende in de Sint-Alexius Kliniek, Grimbergsesteenweg 40, te 1850 Grimbergen, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Jaak Verbaanderd, advocaat met kantoor te 1850 Grimbergen, Platanenlaan 6. Bij beschikking van 12 juli 2000 werd Mr. Verbaanderd vervangen door Mr. David De Valck, advocaat met kantoor te 1730 Asse, Broekeweg 34.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) K. De Greve. (65401)

Vrederecht van het kanton Nieuwpoort

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort, verleend op 27 juni 2000:

verklaart Vermeire, Marie-Rose, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Nieuwpoort op 8 februari 2000 (rolnummer 00B15-Rep.R. 164/2000) tot voorlopig bewindvoerder over Agacki, Ryszard, geboren te Szczecin (Polen) op 14 april 1952, wonende te 8400 Oostende, Maria Theresiastraat 26, destijds opgenomen in het Koningin Elisabeth Instituut, Dewittelaan 1, 8670 Koksijde (O), (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 24 februari 2000, blz. 5670, en onder nr. 61238), met ingang van 27 juni 2000 ontslagen van haar opdracht;

voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Agacki, Ryszard: Heughebaert, Kathy, advocaat, wonende te 8630 Veurne, D. Dehaenelaan 60.

Nieuwpoort, 28 juli 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Candaele, Hugo. (65402)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 27 juli 2000, werd een einde gesteld aan de opdracht van Van der Stichelen, Claudia, advocaat, wonende te 9620 Zottegem, Kruiswaterplein 17, als voorlopig bewindvoerder over Penne, An, geboren te Erwetegem op 16 maart 1968, gedomicilieerd en verblijvend te 9620 Zottegem, Keiberg 6, en krijgt als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd: De Prez, Daisy, wonende te 9570 Sint-Maria-Lierde, Steenweg 199.

Voor eensluidend afschrift: voor de hoofdgriffier, de griffier, (get.) C. De Veirman. (65403)

Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du 18 juillet 2000, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Guillet, avocat à 1480 Tubize, rue de la Croisette 34, a été désignée en remplacement de Me Vincent Bertouille, avocat à 7180 Seneffe, rue Général Leman 5-7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Mohamed Benchegra, né à Dra El Caïd (Algérie) le 7 mars 1940, résidant à Manage, rue Jules Empain 43, ce dernier étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) M. Nykon. (65404)

Par ordonnance du 18 juillet 2000, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Guillet, avocat à 1480 Tubize, rue de la Croisette 34, a été désignée en remplacement de Me Vincent Bertouille, avocat à 7180 Seneffe, rue Général Leman 5-7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Denise Amey, née à Lille (France) le 24 mai 1925, résidant à Fayt-lez-Manage rue Trigaux 118, cette dernière étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) M. Nykon. (65405)

Par ordonnance du 18 juillet 2000, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Guillet, avocat à 1480 Tubize, rue de la Croisette 34, a été désignée en remplacement de Me Vincent Bertouille, avocat à 7180 Seneffe, rue Général Leman 5-7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Mario Villani, né le 17 juillet 1962, résidant à Mons, chaussée de Cuesmes 39B, ce dernier étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) M. Nykon. (65406)

Par ordonnance du 18 juillet 2000, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Guillet, avocat à 1480 Tubize, rue de la Croisette 34, a été désignée en remplacement de Me Vincent Bertouille, avocat à 7180 Seneffe, rue Général Leman 5-7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Yvonne Delforge, née à Haine-Saint-Pierre le 2 avril 1924, résidant à Chapelle-lez-Herlaimont, rue Reine Astrid 77, cette dernière étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) M. Nykon. (65407)

Par ordonnance du 18 juillet 2000, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Guillet, avocat à 1480 Tubize, rue de la Croisette 34, a été désignée en remplacement de Me Vincent Bertouille, avocat à 7180 Seneffe, rue Général Leman 5-7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Jean-Louis Delginieste, né à Charleroi le 29 décembre 1955, résidant à Pont-à-Celles, rue du Commerce 4, ce dernier étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) M. Nykon. (65408)

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**  
**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving  
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Bij verklaring d.d. 28 juli 2000, op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, heeft Mevr. Janny Kottier, wonende te 2992 PM Barendrecht (NL), Braassemmermeer 21, handelend in haar hoedanigheid van moeder over het minderjarig kind Vekemans, Michelle Claudia, geboren te Dordrecht (NL) op 1 september 1990, bij haar wonende, aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap van Vekemans, Patrick Adrianus Antonius, geboren te Dordrecht (NL) op 12 april 1963, laatst wonende te Antwerpen, Nationalestraat 50, en overleden te Antwerpen op 27 december 1998.

Woonstkeuze werd gedaan op het kantoor van notaris Leopold Tobback, te Antwerpen (Borgerhout), Stenenbrug 105.

(Get.) L. Tobback, notaris.

(22279)

## Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 27 juli 2000, heeft Verhoeven, Peter Maria Jozef, geboren te Sint-Truiden op 27 januari 1957, en wonend te CH-2563 Ipsach (Zwitserland), Dorfstrasse 22, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Verhoeven, Johan, geboren te Sint-Truiden op 11 april 1958, in leven laatst wonende te 3400 Landen, Mastellenstraat 19, en overleden te Landen op 29 januari 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Daenen, Pierre, notaris te 3090 Gingelom (Kortenaeken), Brugstraat 1.

Leuven, 27 juli 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) C. Janssens. (22274)

## Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 27 juli 2000, heeft Breugelmans, Gerda Jeanne Greta, geboren te Antwerpen op 27 november 1957, wonende te 2150 Borsbeek, August Van Putlei 4, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Cocquyt, Raoul Constant Adolphe, geboren te Antwerpen op 24 juni 1941, in leven laatst wonende te 2920 Kalmthout, Beukendreef 2, en overleden te Kalmthout op 2 december 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van notaris Philip Coppens, te 2530 Boechout, Heuvelstraat 80.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden, te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht, gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 27 juli 2000.

De adjunct-griffier, (get.) C. Croon. (22275)

## Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 28 juli 2000, heeft Brems, Lucie, geboren te Aalst op 24 juli 1958, wonende te 9220 Hamme, Slangstraat 1, handelend als gevolmachtigde van: D'Hondt, Albert Antoon Florimond, geboren te Hamme op 13 juni 1927, wonende te 9220 Hamme, Hooirt 24, handelend in zijn hoedanigheid van voogd, ingevolge beraadslaging van de familieraad, gehouden onder het voorzitterschap van de heer vrede-rechter van het kanton Hamme, op 22 februari 2000, die gemachtigd werd om in naam van zijn dochter, zijnde: D'Hondt, Hilde Eduard, geboren te Hamme op 30 juli 1956, gedomicilieerd te 9220 Hamme, Hooirt 24, doch verblijvende te 1761 Borchtlombeek, Home Zonneheide, Kloosterstraat 7, die in staat van verlengde minderjarigheid is verklaard bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 25 november 1988, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Mariman, Eleonora Pierre, geboren te Hamme op 24 juli 1936, in leven laatst wonende te 9220 Hamme (O.-Vl.), Hooirt 24, en overleden te Hamme op 28 oktober 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van notaris Ide, Maurice, met standplaats te 9220 Hamme, Slangstraat 1.

Dendermonde, 28 juli 2000.

De adjunct-griffier, (get.) K. Waterschoot. (22276)

## Tribunal de première instance de Mons

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 28 juillet 2000 :

Mme Serville, Jeannine Lina Simonne, née à Bourlers le 29 juin 1942, domiciliée à 7331 Saint-Ghislain, rue des Merles 16 (B);

M. Lemestré, Georges Louis Germain, né à Chênée le 21 juin 1972, domicilié à 7020 Mons, rue de l'Egalité 44/01 (N.);

Mme Lemestré, Pascale Jeanne Mireille, née à Rocourt le 14 avril 1969, domiciliée à 4180 Hamoir, rue du Parc 11;

Mme Lemestré, Corinne Jeanne Marie, née à Rocourt le 4 décembre 1966, domiciliée à 7330 Saint-Ghislain, rue Defuisseaux 285, ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Lemestré, José Léonard, né à Liège le 14 mars 1942, en son vivant domicilié à Hautrage, rue des Bâts 12, et décédé le 24 juillet 2000 à Hautrage.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Pierre Wuilquot, notaire de résidence à 7370 Elouges, rue d'Elouges 160.

Le greffier adjoint délégué, (signé) Katherine Burlion. (22277)

## Tribunal de première instance de Dinant

L'an deux mille, le jeudi vingt juillet, par-devant nous, Georgette Feret, greffier en chef du tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal : Mme Debry, Isabelle Aimée G.G., née à Ciney le 22 novembre 1966, domiciliée à 5590 Ciney, rue du Commerce 87/1, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son fils mineur, domicilié avec elle : Vandeborg, Arnaud Jeannine Jean-Jacques, né à Dinant le 4 novembre 1991, laquelle comparante, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Ciney en date du 12 juillet 2000, et dont extrait conforme restera annexé au présent acte, nous a déclaré, pour et au nom de son fils mineur préqualifié, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui est dévolue par le décès de son père, M. Vandeborg, Jacque Eli Ghislain, né à Huy le 9 novembre 1967, en son vivant ouvrier, domicilié à 5364 Schaltin, rue des Papillons 87, et décédé à Hamois en date du 18 avril 2000.

Dont acte, que la comparante a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

(Signé) G. Feret; I. Debry.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Jean-Pierre Misson, notaire, rue Courtejoie 57/6, à 5590 Ciney, chargé du dossier de succession.

Pour copie conforme délivrée à Mme Debry, Isabelle : le greffier en chef, (signé) G. Feret. (22278)

## Gerechtigd akkoord – Concordat judiciaire

## Tribunal de première instance de Huy

Par jugement du 26 juillet 2000, le tribunal de commerce de Huy a accordé le sursis provisoire à la S.C.R.L. Berna-Llisa, R.C. Huy 39135, T.V.A. 443.616.731, dont le siège social est établi à 4500 Huy, rue des Fouarges 16, exploitant un commerce de lingerie sous la dénomination Lingerie Silhouette.

Le même jugement a désigné Me Arnaud Destexhe, avocat à 4500 Huy, place Saint-Denis 1, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièces à l'appui, au greffe du tribunal de commerce de Huy, quai d'Arona 4, à 4500 Huy, au plus tard le 22 août 2000.

Les débats sur les éventuelles contestations qui formerait le commissaire au sursis et qu'il renverrait devant le tribunal sont fixés à l'audience du mercredi 20 septembre 2000, à 9 heures.

Il sera statué sur l'octroi d'un sursis définitif le mercredi 18 octobre 2000, à 9 heures, à l'audience publique du tribunal de commerce de Huy siégeant au palais de justice, quai d'Arona 4, salle E, 2<sup>e</sup> étage.

Le greffier adjoint, (signé) Delise, B. (22280)

### Faillissement – Faillite

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 25 juillet 2000, a été prononcée, sur citation, la faillite de Trans World Production S.C.R.L. (T.W.P.), avenue Louise 144, 1050 Bruxelles (Ixelles), R.C. Bruxelles 626961, T.V.A. 461.209.561, activité principale : discothèque.

Juge-commissaire : H. Courtin.

Curateur : Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles-5.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 septembre 2000, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22287)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel d.d. 25 juli 2000 werd geopend verklaard het faillissement van S.V.B.A. Trans World Production, Louizalaan 144, 1050 Brussel, H.R. Brussel 626961, BTW 461.209.561, voornaamste handelsactiviteit : discotheek.

Curator : Jean Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

Rechter-commissaris : de heer Henri Courtin.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 6 september 2000, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22287)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 25 juillet 2000, a été prononcée, sur citation, la faillite de Istanbul S.P.R.L., chaussée de Gand 204, 1080 Bruxelles (Molenbeek-Saint-Jean), R.C. Bruxelles 579992, T.V.A. 450.907.963, activité principale : alimentation générale.

Juge-commissaire : H. Courtin.

Curateur : Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 septembre 2000, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22288)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel d.d. 25 juli 2000 werd geopend verklaard het faillissement van B.V.B.A. Istanbul, Gentsesteenweg 204, 1080 Brussel, H.R. Brussel 579992, BTW 450.907.963, voornaamste handelsactiviteit : algemene voeding.

Curator : Jean Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

Rechter-commissaris : de heer Henri Courtin.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 6 september 2000, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22288)

Tribunal de commerce de Bruxelles

En date du 25 juillet 2000, a été prononcée, sur aveu, la faillite de Whisper S.A., rue Brogniez 59, 1070 Anderlecht, R.C. Bruxelles 101864, T.V.A. 466.426.874, activité principale : commerce de vêtements.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 septembre 2000, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22289)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel d.d. 25 juli 2000 werd geopend verklaard het faillissement van N.V. Whisper, Brogniezstraat 59, 1070 Brussel, H.R. Brussel 101864, BTW 466.426.874, voornaamste handelsactiviteit : handel in klederen.

Curator : Jean Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

Rechter-commissaris : de heer Henri Courtin.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.



De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 6 september 2000, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22289)

\_\_\_\_\_

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

En date du 25 juillet 2000, a été prononcée, sur aveu, la faillite de Immo Group S.A., avenue Louis Lepoutre 49, 1050 Bruxelles (Ixelles), R.S.C. Bruxelles 504, activité principale : gestion d'immeubles.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 septembre 2000, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22290)

\_\_\_\_\_

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel d.d. 25 juli 2000 werd geopend verklaard het faillissement van N.V. Immo Group, Louis Lepoutrelaan 49, 1050 Brussel, R.B.V. Brussel 504, voornaamste handelsactiviteit : beheer onroerende goederen.

Curator : Jean Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

Rechter-commissaris : de heer Henri Courtin.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 6 september 2000, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22290)

\_\_\_\_\_

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

En date du 25 juillet 2000, a été prononcée, sur citation, la faillite de All Business Office-Events S.P.R.L., avenue Joseph Baeck 74, 1080 Bruxelles (Molenbeek-Saint-Jean), R.C. Bruxelles 620492, T.V.A. 461.497.690, activité principale : organisation d'événements.

Juge-commissaire : H. Courtin.

Curateur : Derick, Jean-Michel, avenue Louise 391, bte 3, 1050 Buxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 septembre 2000, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22291)

\_\_\_\_\_

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel d.d. 25 juli 2000 werd geopend verklaard het faillissement van B.V.B.A. All Business Office Events, Joseph Baecklaan 74, 1080 Brussel, H.R. Brussel 620492, BTW 461.497.690, voornaamste handelsactiviteit : organisatie van evenementen.

Curator : Jean Michel Derick, Louizalaan 391, bus 3, 1050 Brussel.

Rechter-commissaris : de heer Henri Courtin.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen van het vonnis van faillissement.

De afsluiting van het proces-verbaal van verificatie zal plaatsvinden op woensdag 6 september 2000, te 14 uur, in de zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.  
(Pro deo) (22291)

\_\_\_\_\_

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

La faillite de la S.P.R.L. Diplomatic Life, boulevard Louis Mettwie 46/9, à 1080 Bruxelles, T.V.A. 456.947.204, ouverte le 3 mars 2000, a été clôturée par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 11 juillet 2000, par absence d'actif.

La faillite a été déclarée inexcusable. Le curateur est déchargé.

Le curateur, (signé) Ph. Van de Velde-Malbranche.  
(Pro deo) (22292)

\_\_\_\_\_

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van 11 juli 2000 werd de faling van B.V.B.A. Diplomatic Life, Louis Mettwielaan 46/9, 1080 Brussel, geopend op 3 maart 2000, BTW 456.947.204, afgesloten wegens onbestaand actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard. De curator is ontlast.

De curator, (get.) Ph. Van de Velde-Malbranche.  
(Pro deo) (22292)

\_\_\_\_\_

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 11 juillet 2000, a été clôturée la faillite de la S.P.R.L. Aline Confection, rue Portaels 47, 1030 Bruxelles.

Faillite déclarée ouverte le 3 mars 2000.

Le tribunal n'a pas déclaré la partie faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur, (signé) Ph. Van de Velde-Malbranche.  
(22293)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 juli 2000 werd het faillissement afgesloten verklaard van de B.V.B.A. Aline Confection, Portaelsstraat 47, 1030 Brussel.

Het faillissement werd uitgesproken op 3 maart 2000.

De rechtbank heeft de gefailleerde partij niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleend decharge van de vereffening.

De curator, (get.) Ph. Van de Velde-Malbranche.

(22293)

## Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 27 juillet 2000, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Flow Trading, dont le siège social et le siège d'exploitation sont sis à 5020 Namur (Suarlée), Morivaux 100, ayant pour activité l'importation, l'exportation, le commerce de gros en produits de traitement d'eau et autres produits, R.C. Namur 64530, T.V.A. 446.987.381.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 27 juillet 2000, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Grafe, Pierre, juge-consulaire.

Curateur : Me Grossi, Pierre, rue de Dave 45, 5100 Jambes (Namur).

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 21 septembre 2000, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1<sup>er</sup> étage.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) V. Rulot.

(22294)

## Tribunal de commerce de Nivelles

Le tribunal de commerce, par jugement du 27 juillet 2000, a prononcé la faillite de la S.P.R.L. Hottart, ayant son siège social à 1315 Incourt, rue Bois des Queues 7, R.C. Nivelles 85924, T.V.A. 450.631.415, exerçant au siège social une activité d'entrepreneur de travaux de génie civil, terrassement et constructions.

Curateur : Me Benoît Delcourt, avocat ayant ses bureaux à 1340 Ottignies, avenue des Combattants 108.

Date limite du dépôt des créances : au greffe rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, dans les trente jours de la date du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : au tribunal de commerce, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, le 2 octobre 2000, à 11 heures.

Le curateur : (signé) Benoît Delcourt.

(22295)

## Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : la société privée à responsabilité limitée Serro, dont le siège social est établi à 4970 Stavelot, Petit Coo 2A, non immatriculée au R.C. Verviers, T.V.A. 457.266.611, pour l'exploitation d'un restaurant sous l'appellation « La Terrasse du Moulin ».

Juge-commissaire : M. Léonard Lesuisse.

Curateur : Me Jacques Piron, avocat à 4800 Verviers, rue des Déportés 26.

Les créanciers doivent produire leur créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 26 septembre 2000, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx.

(22296)

Faillite : la société privée à responsabilité limitée L'Italia, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, Crapaurue 146, R.C. Verviers 68653, T.V.A. 459.102.285, pour l'exploitation d'une pizzeria.

Juge-commissaire : M. Henri Wathelet.

Curateur : Me Jacques Piron, avocat à 4800 Verviers, rue des Déportés 26.

Les créanciers doivent produire leur créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 26 septembre 2000, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx.

(22297)

## Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 27 juli 2000 is De Bruyn, Herman, geboren te Deurne op 27 februari 1958, wonende te 2550 Kontich, Mechelsesteenweg 21, en handeldrijvende te 2100 Deurne, Van Lissumstraat 52, onderneming voor het reinigen en ontsmetten van woongelegenheden, lokalen, meubels, stoffering en allerhande voorwerpen, H.R. Antwerpen 329710, BTW 700.148.671, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Joukes, Robert.

Curator : Mr. Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 juli 2000.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 28 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 27 september 2000, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Laugs, Guy.

(Pro deo)

(22298)

Bij vonnis in datum van 27 juli 2000 is Bop's Brothers B.V.B.A., Schupstraat 9-11, 2018 Antwerpen, groothandel in geslepen diamant, H.R. Antwerpen 228603, BTW 421.121.936, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Borghgraef, Paul.

Curator : Mr. Bruneel, Jacques, Amerikalei 22, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 juli 2000.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 28 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 27 september 2000, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Bruneel, Jacques.

(Pro deo)

(22299)

Bij vonnis in datum van 27 juli 2000 is Golden Cut N.V., Schupstraat 9-11, 2018 Antwerpen, import, export en groothandel in geslepen diamant, H.R. Antwerpen 263588, BTW 434.300.375, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Borghgraef, Paul.

Curator : Mr. Bruneel, Jacques, Amerikalei 22, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 juli 2000.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 28 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 27 september 2000, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Bruneel, Jacques. (Pro deo) (22300)

Bij vonnis in datum van 27 juli 2000 is H & S B.V.B.A., Jan Welterslaan 13, 2100 Deurne (Antwerpen), informatiekantoor, H.R. Antwerpen 293700, BTW 448.887.987, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Joukes Robert.

Curator : Mr. Verfaillie, Christine, Amerikalei 128, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 juli 2000.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 28 augustus 2000.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 27 september 2000, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Verfaillie, Christine. (Pro deo) (22301)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Uittreksel uit het vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 8 juni 2000, inzake AR 319/99, inzake het faillissement van de heer Thierry Peers, wonende te 8531 Hulste, Chrysantenlaan 30, H.R. Kortrijk 109598, faillissementsvonnis van de eerste kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 27 april 1995 :

Verklaart het faillissement van de heer Thierry Peers, voornoemd, gesloten wegens ontoereikend actief.

Zegt dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Beveelt dat dit vonnis door benaerstiging van de curator bij uittreksel zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Overwegende dat de uitvoering van het vonnis gedurende één maand wordt geschorst vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor eenvormig uittreksel : de curator, (get.) F. Devriendt. (22302)

Bij vonnis van 27 juli 2000 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : B.V.B.A. Food Express, met zetel Pres. Kennedypark 3D, 8500 Kortrijk, met als werkzaamheid : import, export en groothandel in bereide vleeswaren, import, export en groothandel in vis en visconserven, import, export van en groothandel in zuivelproducten, H.R. Kortrijk 137461, BTW 457.189.506.

Rechter-commissaris : de heer Johan Bral, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Laurence Montagne, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 5/2.

Tijdstip van de ophouding van betalingen vastgesteld op 27 juli 2000.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burg. Nolfstraat 10A, vóór 18 augustus 2000.

Sluiting proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen op vrijdag 8 september 2000, te 14 u. 15 m., ter rechtbank.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Laurence Montagne. (22303)

Bij vonnis van 27 juli 2000 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : B.V.B.A. Jopavan, met zetel Hoogstraat 45, 8540 Deerlijk (voorheen Fr. Rooseveltlaan 72, 8790 Waregem), met als werkzaamheid : groothandel in suikergoed, groothandel in algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen, H.R. Kortrijk 140660, BTW 460.517.495.

Rechter-commissaris : de heer Irold Rodenbach, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Laurence Montagne, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 5/2.

Tijdstip van de ophouding van betalingen vastgesteld op 27 juli 2000.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burg. Nolfstraat 10A, vóór 18 augustus 2000.

Sluiting proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen op vrijdag 8 september 2000, te 14 uur, ter rechtbank.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Laurence Montagne. (22304)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 29 juni 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. Frien, met zetel te 9500 Geraardsbergen, F. Cauwelstraat 62, H.R. Oudenaarde 42592, BTW 460.394.761, gesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

(Get.) A. Heerman, curator. (22305)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vakantiekamer, d.d. 28 juli 2000, werd, op bekentenis, in faillissement verklaard de B.V.B.A. Exclusief, met maatschappelijke zetel te 9200 Dendermonde, Krijgshof 1b, H.R. Dendermonde 45109, voor tussenpersoon in de handel, BTW 418.960.321.

Staking van betaling : op 10 juni 2000, onder voorbehoud van artikel 12, lid 2, F.W.

Rechter-commissaris : de heer M. Tackaert.

Curator : Mr. Magda Jannis, advocaat te 9280 Lebbeke, Leo Du Boisstraat 46.

Indienen der schuldvorderingen met bewijsstukken uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf heden.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht op vrijdag 8 september 2000, te 9 u. 45 m., in de gehoorzaal van voornoemde rechtbank.

De curator, (get.) M. Jannis. (Pro deo) (22306)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, vakantiekamer, d.d. 26 juli 2000, werd, op bekentenis, in faillissement verklaard de B.V.B.A. Euro-Erotica, met maatschappelijke zetel te 9149 Tielrode, Ruisstraat 223A, H.R. Dendermonde A7728, voor onderneming voor het organiseren van tentoonstellingen, BTW 463.598.335.

Staking van betaling : op 1 juli 2000, onder voorbehoud van artikel 12, lid 2, F.W.

Rechter-commissaris : de heer M. Tackaert.

Curator : Mr. Magda Jannis, advocaat te 9280 Lebbeke, Leo Du Boisstraat 46.

Indienen der schuldvorderingen met bewijsstukken uitsluitend ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf heden.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht op vrijdag 8 september 2000, te 9 u. 40 m., in de gehoorzaal van voornoemde rechtbank.

De curator, (get.) M. Jannis. (Pro deo) (22307)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 26 juli 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Everaerts, Rudy, geboren te Leuven op 13 september 1971, en wonende voorheen te 3012 Wilsela, Stadsvest 45, en thans te 3010 Kessel-Lo, Leuvensestraat 21, kleinhandel in sportartikelen onder de benaming Speedy Skate Shop, handel voorheen uitgebaat te 3010 Kessel-Lo, De Becker Remyplein 2, en thans te 3010 Kessel-Lo, Leuvensestraat 21, H.R. Leuven 95404, BTW 708.776.327.

Rechter-commissaris : Mevr. Ch. Menten.

Curator : Mr. L. Jordens, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Diestsesteenweg 325.

Staking der betalingen : 26 juli 2000.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 18 augustus 2000, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 28 augustus 2000, te 15 uur.

Datum oprichting bedrijf : 30 november 1996.

De curator, (get.) L. Jordens. (22308)

Bij vonnis d.d. 28 juli 2000 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Guillaume Trans, met zetel te 3460 Bekkevoort, Oude Leuvensebaan 75c, en met als activiteiten : tussenpersoon voor alle handel, onderneming voor goederenvervoer over de weg, verhuisonderneming, onderneming voor het verhuren van autovoertuigen, H.R. Leuven 94764, BTW 458.664.795.

Rechter-commissaris : de heer J. Larivière;

Curator : Mr. M. Dewael, advocaat te 3400 Landen, Stationsstraat 108a.

Staking der betalingen : op 27 juli 2000.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 18 augustus 2000, ter griffie dezer rechtbank, Vaartstraat 3, 3000 Leuven.

Nazicht schuldvorderingen : 28 augustus 2000, te 16 uur.

Datum oprichting bedrijf : 22 augustus 1996.

De curator, (get.) M. Dewael. (Pro deo) (22309)

### Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Bij verzoekschrift de dato 26 juli 2000, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, hebben de echtgenoten René Albert Mathilda Julien Op de Becq, gepensioneerde, geboren te Borgerhout op 30 december 1934, en Liliane Henriette Gerardine Sels, werkloos, geboren te Wilrijk op 26 februari 1949, samenwonende te Antwerpen (Deurne), Wouter Haecklaan 1, gevraagd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel inhoudende inbreng van onroerend goed in de gemeenschap, te homologeren. Het verzoekschrift werd neergelegd op de griffie op 28 juli 2000.

Voor de echtgenoten Op de Becq-Sels, (get.) Leopold Tobback, notaris. (22281)

### Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Tribunal de première instance de Namur

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 28 juillet 2000, Me Eric Derenne, avocat à 5300 Andenne, rue Bertrand 97, en qualité de curateur à la succession vacante de Delbrouck, Omer Nicolas Ghislain, né à Vezin le 8 octobre 1924, de son vivant domicilié à 5530 Godinne, Croix d'Al Faux 10, et décédé à Godinne (Yvoir) le 27 juin 1990.

Namur, le 28 juillet 2000.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken, greffier. (22282)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 28 juillet 2000, Mes Holvoet, P., et Henry, A., avocats à 5150 Floreffe, rue C. Hastir 35, en qualité de curateurs à la succession vacante de Hinck, Pierre Antoine Joseph Marie, né à Namur le 5 octobre 1940, de son vivant domicilié à 5060 Sambreville, et décédé à Sambreville le 3 avril 1999.

Namur, le 28 juillet 2000.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken, greffier. (22283)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 28 juillet 2000, Me Gravy, Olivier, avocat à 5000 Namur, rue Grafé 5, en qualité de curateur à la succession vacante de Vandevondele, Yvonne, née à Pecq le 23 novembre 1921, de son vivant domiciliée à 5100 Wépion, rue du Suray 87, et décédée à Namur le 20 mai 2000.

Namur, le 27 juillet 2000.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken, greffier. (22284)